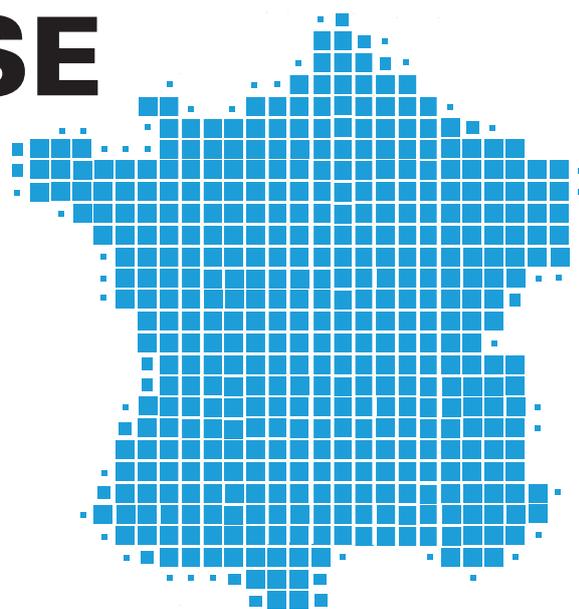


ENQUÊTES D'OPINION

LES ASPIRATIONS ET CLIVAGES DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

DOSSIER 2 / 6

TRAJECTOIRES
SOCIALES



sous la direction de Cédric Polère,
politologue, sociologue
Juin 2018

GRANDLYON
la métropole

PRÉAMBULE

L'analyse des transformations sociales est un des fondements de tout travail de prospective : comment évoluent les valeurs morales (famille, sexualité, fin de vie...), les croyances et les aspirations des Français ? Quels sont les clivages qui s'affirment et ceux qui régressent (droite et gauche, ville et campagne, nation et mondialisation...) ? Comment certaines pratiques sociales importantes se transforment-elles (consommation, santé, alimentation, rapports de genres...) ? Quelles conceptions les Français projettent-ils pour demain concernant le rapport à l'altérité, les formes de la solidarité, la place de l'action publique ?

La direction de la prospective et du dialogue public a souhaité faire le point sur toutes ces questions. Elle a compilé plusieurs centaines d'enquêtes réalisées au niveau national et international.

Les résultats commentés sont présentés au sein des six dossiers thématiques suivants :

1. Rapports aux institutions
2. Trajectoires sociales
3. Sécularisation et religion
4. Cohésion sociale et violence
5. Valeurs morales, technologie et environnement
6. Rapports à la ville

PRÉCAUTIONS MÉTHODOLOGIQUES

Les données présentées ici ne sont pas issues de statistiques (par exemple le nombre de délits enregistrés dans le pays par la police pendant une année) mais d'enquêtes et de sondages (par exemple la part de la population qui éprouve un sentiment d'insécurité dans les transports publics).

Nous sommes donc dans le registre du déclaratif qui permet de cerner des opinions et des représentations.

L'intérêt des enquêtes d'opinion est précisément de pouvoir appréhender la subjectivité des individus, de comprendre ce qui motive leurs comportements. Leur limite est le décalage qui existe bien souvent entre ce que les gens déclarent et ce qu'ils font réellement. Mais identifier ces décalages constitue aussi un enjeu pour tout responsable public souhaitant adapter l'offre de service aux attentes des habitants, ou inversement susciter des évolutions dans les comportements des habitants.

Les enquêtes et les sondages sont soumis par nature à de multiples biais, même quand l'échantillon est dit représentatif de la population. Par exemple, une même question formulée de deux façons différentes peut entraîner des résultats différents. Ou alors, des éléments forts dans l'actualité, mais conjoncturels, peuvent venir perturber les réponses des interviewés. Ajoutons aussi que, par définition les individus répondent aux questions qu'on leur pose. Or bien souvent aucune question ne leur permet d'exprimer ce qu'ils pensent vraiment... et ce que font alors ressortir les résultats du sondage, c'est autant les préoccupations du sondeur que les opinions des personnes sondées.

Toutefois, si tel ou tel résultat d'enquête peut toujours être critiqué, la masse des sondages et des enquêtes ne se trompe pas. C'est la raison pour laquelle la direction de la prospective et du dialogue public a souhaité compiler et recouper les résultats de nombreuses enquêtes.

Dans la restitution synthétique des résultats que nous livrons ici, aucun chiffre n'est cité seul (par exemple, x % des français pensent que...). En effet, malgré leur apparente précision ces chiffres ne sont que des ordres de grandeur. Par contre, ce qui est réellement significatif ce sont les comparaisons dans le temps et entre groupes. Toutes les données présentées exprimeront donc soit des évolutions d'opinions, soit des différences ou des proximités d'opinions entre des groupes.

6 dossiers thématiques, 114 fiches-enquêtes, comment s'y retrouver ?

Dossier 1 : **RAPPORTS AUX INSTITUTIONS**, piloté par Sebastian Roché

Avec les fiches rédigées par :

- Sebastian Roché (fiches 1, 2, 3, 6, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17),
- Cédric Polère (fiches 4, 5, 7),
- Aurélien Boutaud (fiches 8, 12)

Dossier 2 : **TRAJECTOIRES SOCIALES**, piloté par Cédric Polère

Avec les fiches rédigées par :

- Cédric Polère (fiches 18, 20, 23, 24, 31, 34, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42),
- Sebastian Roché (fiches 27, 28, 29, 30),
- Aurélien Boutaud (fiches 21, 22, 25, 32, 33, 36)
- Boris Chabanel (fiches 19, 26)

Dossier 3 : **SÉCULARISATION & RELIGION**, piloté et rédigé par Sebastian Roché (fiches 43 à 59)

Dossier 4 : **COHÉSION SOCIALE & VIOLENCES**, piloté et rédigé par Sebastian Roché (fiches 60 à 83)

Dossier 5 : **VALEURS MORALES, TECHNOLOGIE & ENVIRONNEMENT**, piloté par Cédric Polère

Avec les fiches rédigées par :

- Cédric Polère (fiches 85, 86, 88, 89, 91, 97, 98),
- Sebastian Roché (fiches 99, 100),
- Aurélien Boutaud (fiches 84, 90, 92, 93, 94, 95, 96, 101)
- Boris Chabanel (fiche 87)

Dossier 6 : **RAPPORTS À LA VILLE**, piloté par Aurélien Boutaud

Avec les fiches rédigées par :

- Aurélien Boutaud (fiches 102, 105, 106, 108, 109, 111, 112),
- Cédric Polère (fiches 103, 107, 110, 113, 114),
- Sebastian Roché (fiche 104)

LES ASPIRATIONS ET CLIVAGES DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

DOSSIER 2 **TRAJECTOIRES SOCIALES**

SOMMAIRE

SYNTHÈSE.....	p. 6
18. L'optimisme pour son avenir personnel : un écart croissant entre les CSP	p. 11
19. Un sentiment d'invisibilité sociale largement partagé par les Français	p. 15
20. L'opinion des Français à l'égard de leurs services publics	p. 19
21. Le travail de plus en plus vécu comme une contrainte plutôt qu'un facteur d'épanouissement.....	p. 25
22. L'économie collaborative boostée par les jeunes et les CSP+	p. 33
23. Le sentiment de discrimination en particulier dans le champ professionnel.....	p. 37
24. Les jeunes et le sentiment d'injustice d'inégalités et de discrimination	p. 41
25. Parité hommes/femmes : encore beaucoup à faire	p. 45
26. Les freins à l'emploi.....	p. 49
27. Les adolescents et l'école.....	p. 57
28. Leur futur vu par les collégiens : les effets du milieu socio-économique.....	p. 61
29. Les dimensions de l'attachement à l'école	p. 65
30. L'origine française ou étrangère a-t-elle un effet sur l'ambition scolaire chez les filles et les garçons ?	p. 69
31. Si la perception de la famille évolue, elle reste, plus jamais, perçue sous l'angle de la solidarité	p. 73
32. La solidarité, une valeur en déclin et en quête de nouvelles formes	p. 77
33. Le lien social et la solitude : où en sont les Français ?	p. 83
34. Le sentiment d'isolement chez les jeunes et ses impacts	p. 87
35. Les jeunes et la solidarité.....	p. 93
36. Les Français et la perte d'autonomie liée au vieillissement.....	p. 99
37. Les Français n'éprouvent ni hostilité ni sentiment d'injustice envers les riches	p. 105
38. La perception de la protection sociale : est-elle ciblée ?	p. 111
39. Le positionnement sur l'axe droite/gauche : disparaît-il ?.....	p. 115
40. La perception de l'immigration en Europe et en France	p. 119
41. Des mariages mixtes de plus en plus nombreux, dont l'acceptation varie beaucoup en fonction des origines et des croyances	p. 123
42. La guerre d'Algérie et la question de la repentance pour les exactions commises par l'armée française	p. 129

DOSSIER 2 : TRAJECTOIRES SOCIALES

SYNTHÈSE

Comment trouver sa place dans la société ? Avec quels supports (éducation, emploi, systèmes de protection et de solidarité...) ? Les enquêtes qui portent sur l'éducation, l'emploi, la redistribution, les solidarités ne laissent guère de doute. On assiste à des bascules. Des divergences de vues et des clivages ressortent sous l'angle de l'âge, de la catégorie socioprofessionnelle, de l'appartenance politique et du genre. On perçoit aussi des aspirations qui sont rarement unanimement partagées.

Sentiment de déclassement, pessimisme quant à l'avenir personnel : un écart croissant entre « France du haut » et « France du bas »

Les ouvriers et les employés sont nettement moins optimistes quant à leur avenir que les cadres, et l'écart s'accroît. Cela se comprend aisément : leur taux de chômage est respectivement trois fois et deux fois et demi plus élevé que celui des cadres supérieurs. La situation est encore pire quand on est non qualifié. Suffit-il pour autant d'avoir un diplôme ? Non, pour preuve, malgré leur niveau de diplôme qui s'élève, les Français sont de plus en plus nombreux à se sentir menacés. 87 % d'entre eux pensent que la pauvreté peut frapper n'importe qui, soit 20 points de plus que la moyenne des Européens. Trois Français sur quatre pensent appartenir aux CSP-. Nombreux sont ceux à dire que leurs difficultés sont ignorées. Un paradoxe de taille, alors que l'ampleur des politiques de redistribution fait de la France l'un des pays du monde les moins inégalitaires et que les classes moyennes restent les plus nombreuses. Face à ces ressentis, il ne suffit pas de pointer le décalage entre la réalité et des perceptions pessimistes et inquiètes des Français. Elles traduisent à quel point la peur du déclassement est forte, à quel point il existe des angles morts dans la vision de l'État, à quel point aussi les Français anticipent sans doute avec raison un nouvel univers qui va rendre le travail moins stable. Alors que la matrice du système français de protection sociale et de santé s'articule autour des notions de protection, de redistribution, de réparation, les Français perçoivent la bascule vers des systèmes qui déplaceront les moyens vers l'amont (éducation, formation, prévention...). Les inquiétudes concernent y compris des services publics qui pourraient être moins présents, ce qui fragiliserait davantage les plus faibles et les plus isolés. Les clivages sur ces sujets sont surtout fonction des CSP et des appartenances politiques.

- ▶ Fiche 18 : L'évolution de l'optimisme quant à son avenir personnel : un écart croissant entre les groupes socioprofessionnels
- ▶ Fiche 19 : Un sentiment d'invisibilité sociale largement partagé par les Français
- ▶ Fiche 20 : L'opinion des Français à l'égard de leurs services publics

S'épanouir dans le travail ou le vivre comme une contrainte nécessaire : un écart là aussi croissant

Ceux qui annonçaient une société du temps libre portaient de constats parfaitement justes : augmentation incroyable de la productivité sur le long terme, avancées technologiques, aspiration des Français à plus de temps libre... Les tendances ne dessinent toutefois pas une société affranchie du travail et de ses contraintes. Même si les trois quarts des actifs français se disent heureux dans leur travail, ce qu'ils expliquent par la liberté et l'autonomie dans le travail, la passion et l'intérêt pour leur métier, et les conditions de travail et les relations avec les collègues, le travail est aussi de plus en plus ressenti comme une contrainte. 2 Français sur 3 le perçoivent ainsi, et la proportion est plus élevée encore dans les CSP-, chez les moins diplômés et chez les jeunes. En ce qui concerne les CSP-, il est probable que les expériences du chômage, de la précarité, de la pénibilité physique au travail constituent un marqueur qui les distingue des autres catégories sociales, nettement moins soumises à ces risques. Est-ce l'indice qu'un clivage est en train de se réinstaller entre les classes populaires et les autres classes sociales¹ ?

- ▶ Fiche 21 : Le travail, de plus en plus vécu comme une contrainte plutôt qu'un facteur d'épanouissement

1. C'est en tout cas l'hypothèse que font Cédric Hugrée, Étienne Pénissat, Alexis Spire dans leur ouvrage *Les Classes sociales en Europe, Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*, 2017.

La plateformes du marché du travail est plutôt une chance selon les jeunes

Le travail se réinvente, souvent en dehors du salariat, qu'il s'agisse des plateformes basées sur le numérique, de l'auto-entreprenariat, des nouveaux commerces de proximité, des laboratoires de fabrication de type Fab Lab. On assiste à l'essor du travail partagé et du travail nomade. Celui-ci n'est pas seulement l'apanage de créatifs épanouis, il traduit la tendance à la précarisation du travail. Pensons par exemple aux travailleurs nomades d'Amazon, des saisonniers qui dorment dans leurs caravanes à côté des entrepôts américains de cette firme mondiale. Alors que les générations âgées tendent à percevoir ces bascules sous le jour de la vulnérabilité, de la précarité et de la destruction de secteurs d'activité qu'elles engendrent, les jeunes voient aussi le côté positif de ces bascules qui vont à leurs yeux dans le sens de la mobilité, d'opportunités accrues et de l'économie collaborative. A la question « en tant qu'acteur du monde du travail, l'Ubérisation est-elle selon vous une bonne chose ou une mauvaise chose ? » (Harris Interactive, 2016), 62% des moins de 35 ans en activité répondent que c'est une bonne chose (mais de manière nuancée, puisque les réponses « plutôt une bonne chose » l'emportent largement sur les « une très bonne chose ») alors que 61 % des plus de 65 ans pensent que c'est une mauvaise chose. Deux jeunes sur cinq pensent qu'une part non négligeable de leurs revenus sera tirée de cette économie dans le futur. Mais ces questions suscitent des clivages y compris au sein de la jeunesse, puisqu'une partie des jeunes associent les plateformes à la surexploitation des travailleurs.

► Fiche 22 : L'économie collaborative boostée par les jeunes et les CSP+

Des inégalités qui polarisent l'attention

Les discriminations ethniques, les inégalités hommes-femmes, l'homophobie sont moins tolérées aujourd'hui qu'hier par les intéressés, qui sont aussi plus à même de les ressentir et de les faire remonter. Pour cette raison, il est difficile de savoir si les inégalités et discriminations augmentent, ou si elles sont surtout davantage perçues et mieux rapportées. 2 Français sur 5 disent avoir fait l'objet de discriminations durant les 5 dernières années, tous domaines confondus. En France, les actifs en situation de handicap sont deux fois plus au chômage que la moyenne nationale² ; c'est le cas aussi des hommes d'origine maghrébine en situation de travailler ; 8 femmes sur 10 pensent qu'il y a des inégalités en leur défaveur. Le sentiment d'inégalité entre hommes et femmes s'est accru au cours de la décennie passée, notamment en matière de salaires et de sécurité dans les lieux publics et les transports en commun. Il est probable que le mouvement initié par l'affaire Weinstein a aiguisé l'attention à certains phénomènes qui jusque-là étaient invisibilisés par les représentations dominantes. Ainsi du harcèlement de rue qui est devenu une des facettes de la difficulté à vivre ensemble. Est-il normal que les femmes ressentent plus d'insécurité que les hommes dans les espaces publics et les transports en commun ? Ces phénomènes donnent lieu à des ressentis qui diffèrent selon le sexe et l'orientation sexuelle, l'âge, l'orientation politique et les origines ethniques.

► Fiche 23 : Le sentiment de discrimination en particulier dans le champ professionnel

► Fiche 24 : Les jeunes et le sentiment de discrimination, d'inégalité et d'injustice

► Fiche 25 : Parité hommes/femmes : encore beaucoup à faire

► Fiche 26 : Les freins à l'emploi

L'école au cœur de la reproduction sociale

L'école tient une place cruciale dans la République, puisqu'elle est censée rétablir l'égalité, permettre par l'effort de trouver sa place dans la société, être un creuset de citoyenneté et d'apprentissage du vivre ensemble. L'expérience scolaire conditionne largement les trajectoires professionnelles futures.

². Sources multiples, Le Monde 14 mars 2018.

Ce qui est préoccupant, c'est qu'entre un quart et un cinquième des élèves vit l'école comme une expérience négative, ce qui impacte profondément la confiance en soi et le parcours du reste de la vie. 40 % des jeunes ont aussi le sentiment d'un traitement inégal par l'école. Plus que jamais l'école est un maillon de la reproduction sociale. Lorsque les parents manifestent un intérêt pour l'école (ce qui est plus souvent le cas dans les CSP+), les enfants ont de meilleurs résultats. La difficulté du modèle français d'éducation à donner des chances égales à tous les élèves quel que soit leur milieu d'origine est illustrée par la formation des préférences dès le collège. Le premier déterminant du choix de poursuite d'études supérieures est le milieu socio-économique d'origine : quand on demande aux collégiens s'ils envisagent des études supérieures, ceux qui sont issus de milieux aisés sont 20-25 % à répondre par l'affirmative que ceux d'extraction modeste. En revanche, si l'on observe que le deuxième déterminant est celui du sexe, mais que ce sont les filles qui ont plus fréquemment une aspiration élevée, surtout de milieu modeste, on perçoit un ferment de transformation de l'ordre social. Le fait qu'en matière d'ambition scolaire, les filles dépassent les garçons pourrait à terme susciter des avancées vers plus d'égalité entre les hommes et les femmes dans le champ professionnel en termes de salaires et de déroulé de carrière. Autre résultat intéressant, l'origine ethnique n'a globalement pas d'effet sur l'ambition des collégiens, ce qui est là aussi bon signe puisque l'égalité des chances implique a minima d'avoir confiance en ses capacités.

- ▶ Fiche 27 : Les adolescents et l'école
- ▶ Fiche 28 : Leur futur vu par les collégiens : les effets du milieu-socio-économique
- ▶ Fiche 29 : Les dimensions de l'attachement à l'école
- ▶ Fiche 30 : L'origine française ou étrangère a-t-elle un effet sur l'ambition scolaire chez les filles et les garçons ?

Vers des mécanismes de solidarité moins institués : famille, entraide, associations...

Les Français sont convaincus que la famille constitue le premier lieu de solidarité et qu'elle est le principal amortisseur social. 8 Français sur 10 déclarent avoir déjà aidé financièrement un membre de leur famille. La famille n'est plus ce contre quoi les jeunes se rebellent : elle est ressentie comme un espace de protection et de soutien, avec des parents qui financent, consolent, encouragent, etc. Les jeunes attendent en revanche de moins en moins de solidarité de la part de la société dans son ensemble. Ils estiment que l'État providence et les solidarités « instituées » les aideront de moins en moins. Cette perception concerne l'ensemble des Français. Un indice en est donné par les écarts de réponses à la question « qu'évoque pour vous la notion de solidarité ? », entre 2004 et 2013 (sondage CSA) : « l'entraide » était citée par 43 % des Français en 2004, elle l'est par 61 % d'entre eux en 2013 ; « les associations humanitaires et caritatives » et « la charité » sont aussi bien plus citées, alors que « la protection sociale » et « les aides sociales » sont en net recul dans les citations (respectivement 32 % et 9 %). Les jeunes comptent aussi sur leurs propres capacités et leur sens de la débrouille pour s'en sortir. La liberté et l'autonomie sont pour eux des valeurs centrales.

Une partie des Français ne savent pas vers qui se tourner dans ce nouveau monde. Deux fiches soulignent les conséquences négatives de l'isolement défini comme le fait d'être inséré dans aucun réseau, qu'il soit familial, amical, professionnel, etc. Cela concerne un peu plus de 5 millions de personnes en France. Il est plus difficile aux personnes isolées de s'appuyer sur un membre de leur entourage en cas de coup dur. L'isolement, qui concerne aussi les jeunes, accroît le sentiment d'inutilité sociale et la défiance envers la société et envers autrui.

- ▶ Fiche 31 : Si la perception de la famille évolue, elle reste plus que jamais perçue sous l'angle de la solidarité
- ▶ Fiche 32 : La solidarité, une valeur en déclin et en quête de nouvelles formes
- ▶ Fiche 33 : Le lien social et la solitude : où en sont les Français ?
- ▶ Fiche 34 : Le sentiment d'isolement chez les jeunes et ses impacts
- ▶ Fiche 35 : Les jeunes et la solidarité
- ▶ Fiche 36 : Les Français et la perte d'autonomie liée au vieillissement

Se diriger dans un univers incertain

Finalement les Français semblent se préparer à un monde offrant moins de protections pérennes et instituées. Ils ont intégré l'idée que les inégalités sociales et de revenus s'accroissent, sans que cela soit forcément considéré comme injuste ou révoltant. Ainsi les Français n'ont pas d'hostilité particulière envers les riches, d'autant plus que trois quart d'entre eux perçoivent la richesse comme la conséquence du mérite. Finalement on ne perçoit pas un sentiment de révolte contre les effets de la reproduction sociale. En revanche les Français sont sensibles à mille injustices qui sont fonction de leur position sociale, de leur statut, de leur âge, de leur sexe, de leur origine, etc. Ainsi en matière de redistribution et de protection sociale, toutes les catégories sociales déclarent contribuer plus qu'elles ne reçoivent. Le sentiment d'injustice est le plus élevé dans les classes moyennes. L'aspiration à l'autonomie déjà mentionnée va de pair avec une demande de sécurité et de protection dont le caractère est polymorphe : on attend le l'État qu'il veille à ce que nos aliments ne soient pas toxiques, qu'il fasse en sorte que les géants du Net protègent nos données personnelles, qu'il fasse fonctionner des services publics de qualité et garantisse un filet social de sécurité, qu'il nous protège des crimes et du terrorisme, etc. Mais sur tous ces sujets, on observe à la fois des attentes fortes et des clivages qui sont fonction de l'appartenance politique, de l'âge et des CSP (plus on est démuné plus on attend ces protections).

► Fiche 37 : Les Français n'éprouvent ni hostilité ni sentiment d'injustice envers les riches

► Fiche 31 : La perception de la protection sociale, est-elle bien ciblée ?

Des clivages sur les questions identitaires

On assiste à un mouvement de recomposition des appartenances collectives, à mesure que s'affirme l'individualisation des relations sociales, le centrage sur la famille, que se reconfigure le paysage politique, et que se transforment les divisions entre classes sociales et entre groupes de différentes natures. Des résultats d'enquêtes laissent penser que l'envie de participer au même monde social est en déclin. On assiste à un recul de la mixité sociale dans les grandes villes. Si dans leur ensemble les Français ne verraient rien à redire à l'union de leur enfant avec une personne d'une autre religion ou d'une autre origine que les leurs – ce qui traduit un niveau de tolérance élevé³ –, ils sont largement et de plus en plus hostiles à une union de leur enfant avec une personne musulmane. Dans la communauté musulmane, l'hostilité au mariage avec un athée est très forte, alors que chez les juifs, l'hostilité à une union avec une personne musulmane et un athée le sont tout autant. Cela traduit la montée d'un sentiment anti-musulman en France et plus largement que les orientations philosophiques (athéisme) et religieuses sont plus importantes que par le passé pour choisir avec qui l'on vit. Les perceptions de l'immigration, l'acceptation de l'idée que la France puisse faire des excuses pour les exactions commises durant la guerre d'Algérie, la manière de juger l'histoire coloniale, tout cela est matière à clivage générationnel et plus encore fonction de l'appartenance politique dans la société française.

► Fiche 39 : Le positionnement sur l'axe droite/gauche disparaît-il ?

► Fiche 40 : La perception de l'immigration en Europe et en France

► Fiche 41 : Des mariages mixtes de plus en plus nombreux, dont l'acceptation varie beaucoup en fonction des origines et des croyances

► Fiche 42 : La guerre d'Algérie et la question de la repentance pour les exactions commises par l'armée française

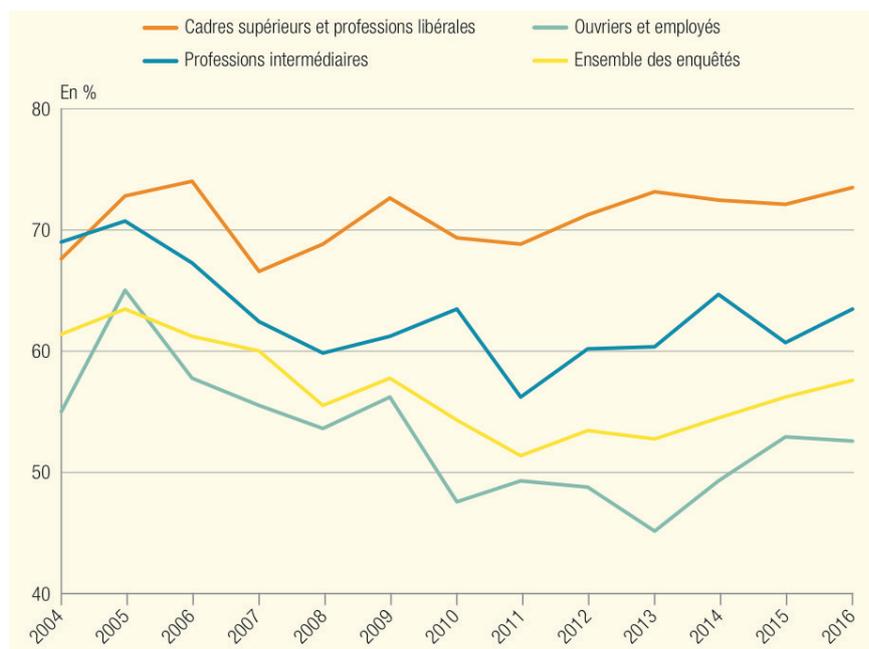
3. Selon le rapport 2017 sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie du CNCDH on assiste à une tendance de fond dans le sens de la tolérance : l'indice de tolérance à l'autre atteint 64 % en 2017 alors qu'il était de 48 % en 1991.

L'OPTIMISME POUR SON AVENIR PERSONNEL : UN ÉCART CROISSANT ENTRE LES CSP

Le Baromètre d'opinion de la DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) suit chaque année depuis 2000 l'opinion des Français sur les politiques de santé et de protection sociale. Lors de la dernière vague, les enquêtés, interrogés sur leur situation personnelle étaient 8 sur 10 à déclarer qu'elle est « bonne ». Ce sentiment diffère selon la catégorie sociale puisque les ouvriers sont 8 points en dessous de cette moyenne (72 %), les chômeurs 24 points en dessous (56 %), alors que les cadres supérieurs et professions libérales (90 %), les professions intermédiaires (91 %) et les employés (86 %) sont nettement au-dessus.

Les mêmes personnes, interrogées cette fois sur leur avenir personnel et celui de leurs proches, ont un sentiment d'optimisme moindre (58 %). L'écart est à nouveau net entre les cadres supérieurs et professions libérales, dont presque les trois-quarts se disent optimistes, et les employés (54%), les ouvriers et les chômeurs (51%) qui le sont nettement moins.

Figure 1, Évolution du degré d'optimisme selon le groupe socioprofessionnel, 2004-2016, Baromètre d'opinion de la DREES, Etudes et résultats, mars 2017, n°1000, « La situation sociale vue par les Français : le choc de la crise de 2008 s'estompe »



Lecture : en 2016, 73 % des cadres supérieurs-professions libérales et 53 % des ouvriers-employés étaient optimistes pour leur avenir personnel, tandis que 69 % et 54 % d'entre eux, respectivement, étaient de cet avis en 2008.

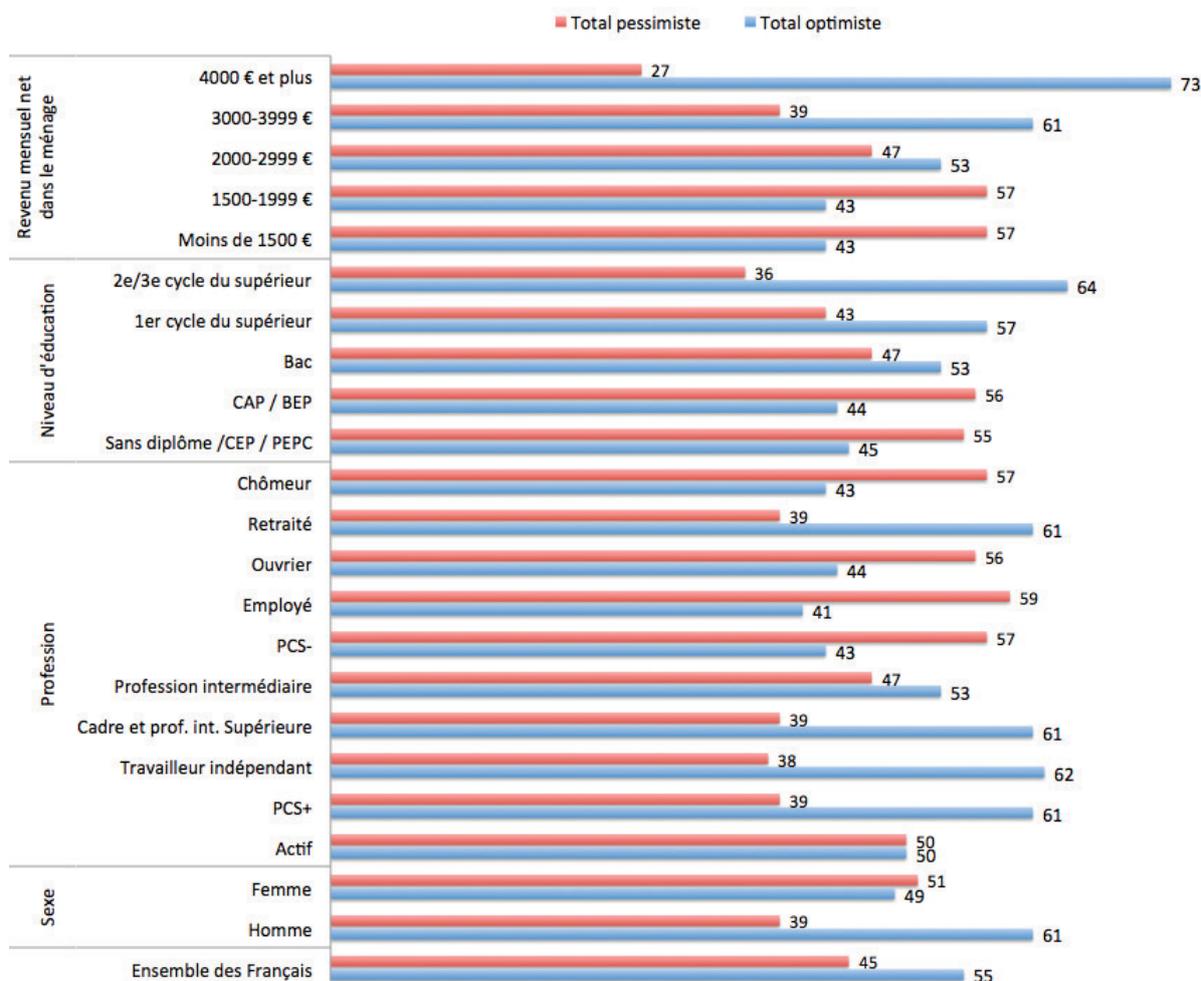
Champ : Les catégories professionnelles correspondent aux actifs occupés de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine ; la courbe de l'ensemble des enquêtés correspond aux individus de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

Ce qui frappe quand on regarde les évolutions de l'appréciation de son avenir personnel au fil du temps en fonction des CSP, c'est d'abord le décrochage des professions intermédiaires par rapport aux cadres supérieurs et professions libérales (9 points d'écart aujourd'hui), un résultat sans doute à rapprocher des multiples enquêtes qui traduisent les difficultés des classes moyennes. C'est ensuite l'écart grandissant entre le haut et de la bas de la hiérarchie socio-professionnelle dans le sentiment d'optimisme personnel (plus de 20 points d'écart en 2016, contre 10 points environ en 2004-2005). Si la crise de 2008 a eu un effet, puisqu'entre 2007 et 2011 l'optimisme a reculé en moyenne de 60 % à 51 %, il n'a pas été le même selon les CSP : l'optimisme des cadres supérieurs et des professions libérales est resté stable autour de 70% jusqu'à aujourd'hui, alors que la part de personnes optimistes dans le groupe des ouvriers et employés a reculé nettement (de 56 % à 45 %) entre 2009 et 2013, pour remonter à 53 % depuis 2015, un niveau un cran en dessous de l'avant crise. Le Baromètre de la DREES l'explique ainsi : si la crise a provoqué une hausse des taux de chômage dans toutes les CSP, les différentiels sont tels qu'ils n'ont pas la même

signification. Le taux de chômage est passé de 8,3 % à 11,9 % chez les ouvriers et employés entre 2008 et 2013, et de 2,8 % à 4,0 % chez les cadres supérieurs (enquête Emploi, INSEE). Il est alors bien plus difficile pour l'ouvrier de retrouver un travail, ce qui est forcément source d'inquiétude pour soi et ses proches.

Réalisée quelques semaines après l'élection présidentielle, la première vague du baromètre Ifop-NO COM sur la perception qu'ont les Français de la transformation de la France (« Le tableau de bord de la transformation de la France ») reprenait cette question : « Diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quand vous pensez à votre propre avenir et à celui de vos proches ? » (figure 2). Les optimistes l'emportaient avec 55% contre 45% pour le total pessimiste. Au-delà de quelques différences de résultats par rapport au Baromètre de la DREES, il en est un qui est frappant : si les catégories aisées se montrent sans surprise optimistes (travailleurs indépendants 61%, cadres et profession intellectuelle supérieure : 62%), c'est le pessimisme qui l'emporte, et largement, chez les CSP- (57%) : 59% pour les employés, 56% pour les ouvriers. Les écarts sont encore plus prononcés en fonction des revenus (72% d'optimistes chez les catégories aisées contre 37% chez les catégories pauvres), et des niveaux de vie (73% chez les personnes ayant 4000 euros et plus de revenus mensuels, 43% en dessous de 1500 euros). A noter que le niveau de pessimisme est le même que l'on soit dans la tranche en dessous de 1500 € et dans la tranche 1500-2000€, ce qui fait écho aux enquêtes sur les difficultés des « petits moyens ». Un autre résultat notable tient au pessimisme des salariés du secteur public (59%) par rapport aux ceux du secteur privé (48%), qui est peut être dû à l'absence de perspective d'amélioration salariale (gel du point d'indice).

Figure 2, L'optimisme vis-à-vis de son avenir et de celui de ses proches, Ifop-NO COM, mai 2017



L'optimisme quant à son avenir personnel est de plus en plus lié au niveau de diplôme et au CSP. Comme le fait apparaître la **figure 1**, plus on est dans le haut de la hiérarchie sociale, plus on est optimiste. Ce n'est pas un hasard, puisque les risques de chômage et de précarité en dépendent de plus en plus. Au-delà de ce constat, les réponses diffèrent fortement entre les hommes et les femmes, entre les groupes d'âges, entre les salariés du privé et du public et entre les territoires où l'on vit.

Liste et méthodologie des sondages

Baromètre de la DREES : En 2016, 3 038 personnes ont été interrogées en face-à-face d'octobre à décembre par l'institut BVA, à la demande de la DREES. L'échantillon qui en résulte est représentatif de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus. Il est construit selon la méthode des quotas, par sexe, âge, profession de la personne de référence, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Enquête IFOP : Echantillon de 1004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont la représentativité a été assurée par la méthode des quotas après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne du 18 au 19 mai 2017.

UN SENTIMENT D'INVISIBILITÉ SOCIALE LARGEMENT PARTAGÉ PAR LES FRANÇAIS

À la demande de l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale (ONPES), le Crédoc a réalisé une enquête sur le phénomène de l'invisibilité sociale. Ce dernier renvoie à des groupes de population mal couverts par la statistique publique, dont les difficultés auxquelles ils sont confrontés restent méconnues, peu visibles pour les pouvoirs publics et peu ou mal appréhendées par les politiques sociales. Le constat probablement le plus marquant de l'enquête du Crédoc est l'ampleur du sentiment d'invisibilité sociale : la moitié des Français ont le sentiment d'être personnellement en proie à des difficultés passées sous silence. Outre les situations de difficulté financière et de précarité en matière d'emploi, les réalités qui demeurent sous les radars des politiques et des médias concernent également les obstacles dans l'accès aux droits, la dégradation du lien social ou encore l'absence d'écoute sociale. L'étude du Crédoc est aussi l'occasion de rappeler que le sentiment d'invisibilité se nourrit largement de la peur et du sentiment de déclassement, très présents en France.

Une peur du déclassement particulièrement diffuse en France comparativement aux autres pays européens

L'étude du Crédoc rappelle que pour une très large majorité des français (87%), **la pauvreté peut frapper n'importe qui** et que le risque d'une telle précarisation de ses conditions de vie ne se limite pas à certains groupes de personnes. Les Français sont les Européens les plus convaincus de l'universalité de ce risque (+20 points d'écart à la moyenne européenne). **La crainte de faire soi-même face à un basculement dans la pauvreté** préoccupe plus d'un tiers des Français (36%). Là encore, ce taux est plus élevé que la moyenne européenne (4 points d'écart), et bien plus fort que les voisins les plus proches de la France du point de vue du niveau de vie, comme le Royaume-Uni (29%) ou la Finlande (9%).

Pour les Français plus que pour tous les autres Européens, personne n'est à l'abri de la pauvreté

« Il peut arriver à n'importe qui de tomber dans la pauvreté au cours de sa vie » (en %) (vs « le risque de pauvreté est limité à certains groupes de personnes »)

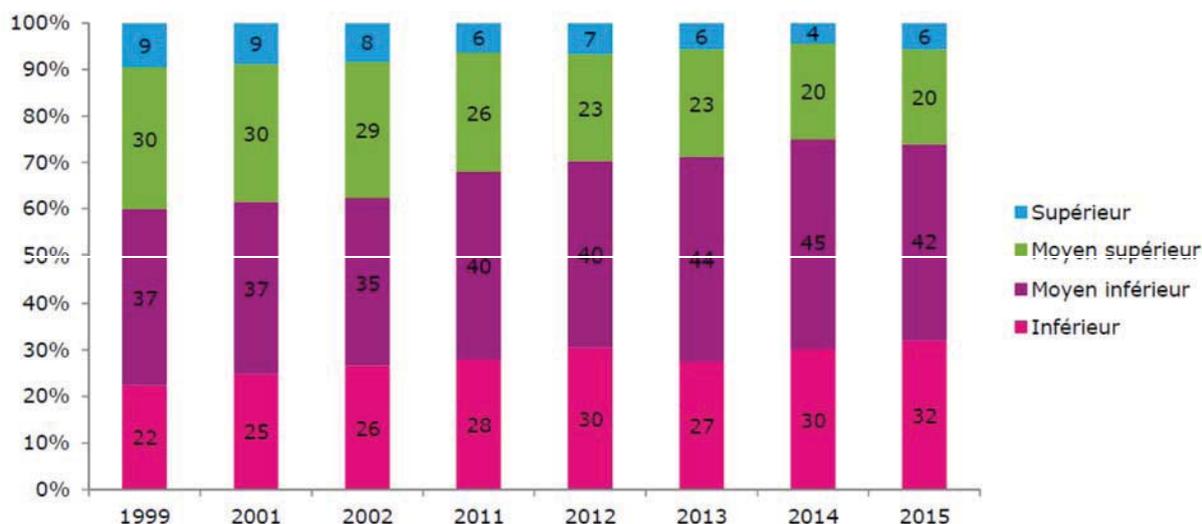


Source : Eurobaromètre Standard 81, Conditions de Vie dans l'UE, Printemps 2014

Une part croissante des français estime appartenir aux catégories basses de la population

Le rapport du Crédoc souligne également que, de la peur du déclassement au sentiment d'être déclassé, il n'y a qu'un pas. Depuis une quinzaine d'année, la part de la population se positionnant au sein des catégories sociales inférieures et moyennes n'a cessé de croître : 59% des Français se sentaient appartenir aux classes moyennes inférieures, populaires et défavorisées en 1999 ; ils sont 74% en 2015.

Graphique 6 - La sensation d'appartenir aux catégories « basses » de la population, en progression



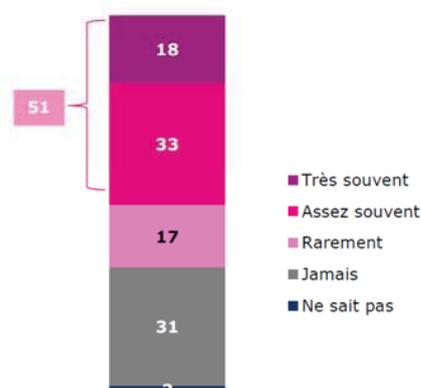
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 1999-2015, vagues d'hiver

Des inquiétudes et des difficultés qui semblent invisibles pour les élus et les médias

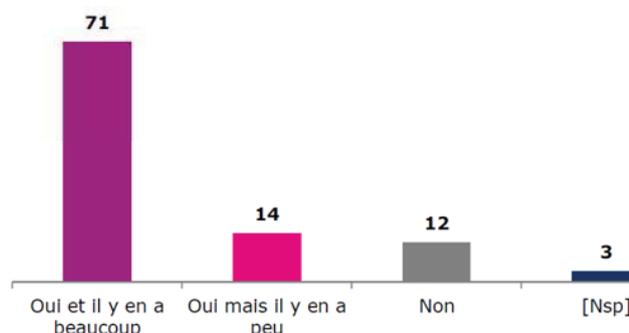
En raison d'une tendance au « repli sur soi », du « tropisme sensationnaliste des médias » ou encore de la « cécité des pouvoirs publics », un certain nombre de français estiment que leurs difficultés demeurent non prises en compte par les élus et les médias. Loin d'être un phénomène isolé ou renvoyant exclusivement à la grande pauvreté et à l'exclusion de la vie économique et sociale, ou à des situations marginales, le sentiment d'invisibilité sociale apparaît très répandu au sein de la population française, touchant une majorité des Français, et une grande diversité de publics. **La moitié des Français** estiment être confrontés personnellement « très souvent » ou « assez souvent » à des difficultés qui ne seraient pas considérées par les pouvoirs publics ou les médias. Plus largement, sept sur dix pensent que ce phénomène touche « beaucoup » de leurs concitoyens en France.

- Les **personnes d'âge actif** déclarent plus souvent être exposées à des problèmes d'invisibilité, et particulièrement les 40-59 ans.
- Les deux tiers des **personnes au chômage** (65%) se sentent « assez souvent » voire « très souvent » confrontées à des problèmes passant inaperçus, soit bien plus que les actifs occupés (52%) et les inactifs (46%).
- 58% des personnes appartenant aux **classes moyennes inférieures** (dont les revenus se situent juste en deçà de la médiane) s'estiment en proie à des difficultés invisibles, et 56% chez les revenus les plus faibles, contre 41% chez les revenus supérieurs.

« Avez-vous le sentiment d'être confronté à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? »



« Et pensez-vous qu'il existe actuellement en France des personnes qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? »



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

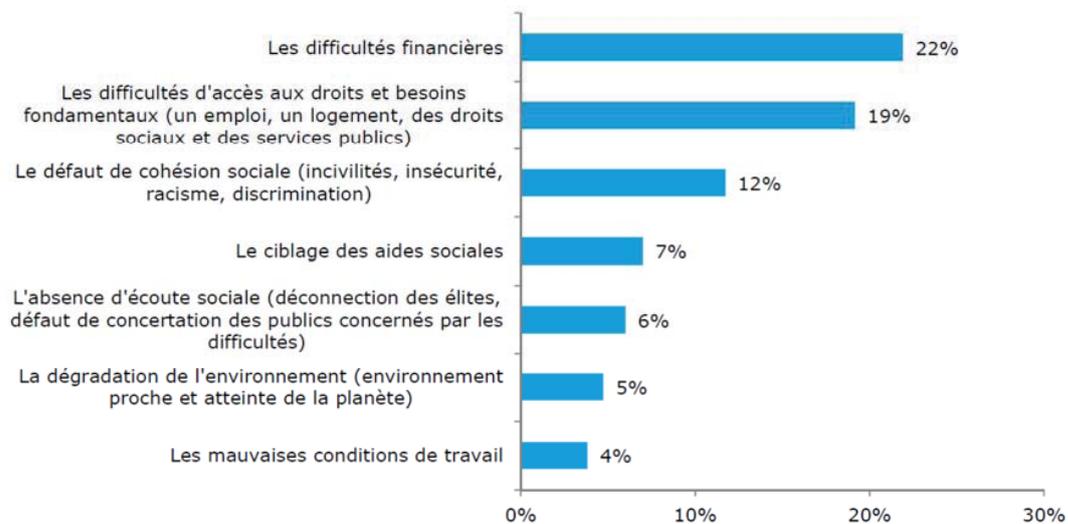
L'impression d'être oublié des médias et des pouvoirs publics se nourrit d'un quotidien marqué par des difficultés très diverses (plus de trente-huit thématiques différentes émanent des réponses spontanées de la population), parfois cumulées, dont le Crédoc rend compte à travers une typologie de sept grands registres.

- **Les difficultés financières (22%).** Plus d'un Français sur cinq exprime être pris en étau, entre, d'un côté, des **charges qui augmentent** (dépenses pour le logement, l'énergie, l'alimentation, les soins, les transports, mais aussi les taxes et les impôts...), et de l'autre, **des revenus jugés insuffisants**. De fait, le poids des dépenses contraintes ou pré-engagées (liées au logement notamment) accroît la pression sur le budget des ménages depuis plusieurs années. En résultent des **comportements de restriction, voire de privation** sur de nombreux postes, parmi lesquels les loisirs ou les vacances. C'est également la diversité et la spécificité des situations et des catégories de public (retraités, étudiants, indépendants, agriculteurs...) qui semble non ou mal appréhendées par les institutions.
- **L'accès aux droits et besoins fondamentaux (19%).** Outre la hausse du chômage, c'est aussi le sentiment d'une impossibilité d'accéder à un **emploi durable et stable** et l'enfermement dans une multiplication d'emplois précaires qui sont jugés peu ou mal pris en compte. Sont également décriées les difficultés à accéder à un **logement décent**, à des **services publics** pour tous et partout (désertification des campagnes, accessibilité pour les personnes handicapées), ainsi que les obstacles pour faire valoir ses **droits sociaux** (opacité des critères d'éligibilité, lourdeur et manque d'humanité des procédures administratives dématérialisées, horaires d'ouvertures jugés trop restreints).
- **Le manque de cohésion sociale (12%).** Les Français, et en particulier les urbains, décrivent une confrontation directe et quasi quotidienne avec des symptômes de la **dégradation des rapports humains**, décrits comme conflictuels (incivilités, sentiment d'insécurité, tensions sociales, racisme, discrimination). Ce délitement du tissu social touche les **espaces publics** dans leur diversité (la rue, notamment en ville, l'école, le monde du travail, les transports en commun...).
- **Le mauvais ciblage des aides sociales (7%).** Renvoyant à la question de l'insuffisance des structures d'accueil (structure d'accueil de jeunes enfants, de soutien aux aidants, de socialisation des personnes âgées), cette problématique concerne en particulier les publics les plus fragiles économiquement, isolés socialement ou qui ne peuvent pas compter sur l'aide de leurs proches. Le sentiment d'être lésé par un système de protection sociale jugé injuste car trop favorable aux catégories plus privilégiées que soi, ou trop conciliant avec des bénéficiaires qui en abuseraient (fraude, assistanat) est ici prégnant.

- **L'absence d'écoute sociale** (%). Symptôme et cause de l'invisibilité, la critique d'une partie de la population vis-à-vis du système de représentation politique doit être reliée à la tendance à la radicalisation de l'opinion, lassée et méfiante vis-à-vis d'une élite jugée déconnectée des réalités sociales.
- **La dégradation de l'environnement (5%)**. Ces difficultés concernent aussi bien l'environnement proche que les atteintes à la planète (pollution atmosphérique et sonore, réchauffement climatique, utilisation de produits chimiques dans l'agriculture, élevage intensif...) et leurs conséquences sur la santé. Le sentiment d'invisibilité de cette thématique relève sans doute du constat de la persistance de la dégradation de l'environnement, interprétée comme une inaction des pouvoirs publics ou, du moins, un défaut d'efficacité des actions mises en œuvre.
- **Des conditions de travail jugées dégradées (4%)**. Un certain nombre de Français indiquent être confrontés à des situations de pénibilité physique du travail, souffrance psychologique, non-reconnaissance dans le travail, difficultés à concilier les sphères privée et professionnelle de la vie.

Les sept grands registres des difficultés « invisibles » évoquées par les Français

Pourcentages des difficultés exprimées par les personnes se disant confrontées des difficultés oubliées des medias et des pouvoirs publics et rapportés à l'ensemble de la population



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2015

Note bibliographique et méthodologique

Elodie Alberola, Lucie Brice, Nelly Guisse, Sandra Hoibian – **La France des invisibles** – Crédoc, Rapport n°327, mars 2016, rapport réalisé à la demande de l'onpes

L'enquête a été réalisée en « face à face », en juin 2015, auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 2 008 personnes, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge, sexe, PCS) ont été calculés d'après les résultats du dernier recensement général de la population. A noter, les questions sur la nature de l'invisibilité sociale ont été formulées de manière ouverte : les catégories d'analyse ont donc été créées à partir des discours produits, plutôt que l'inverse.

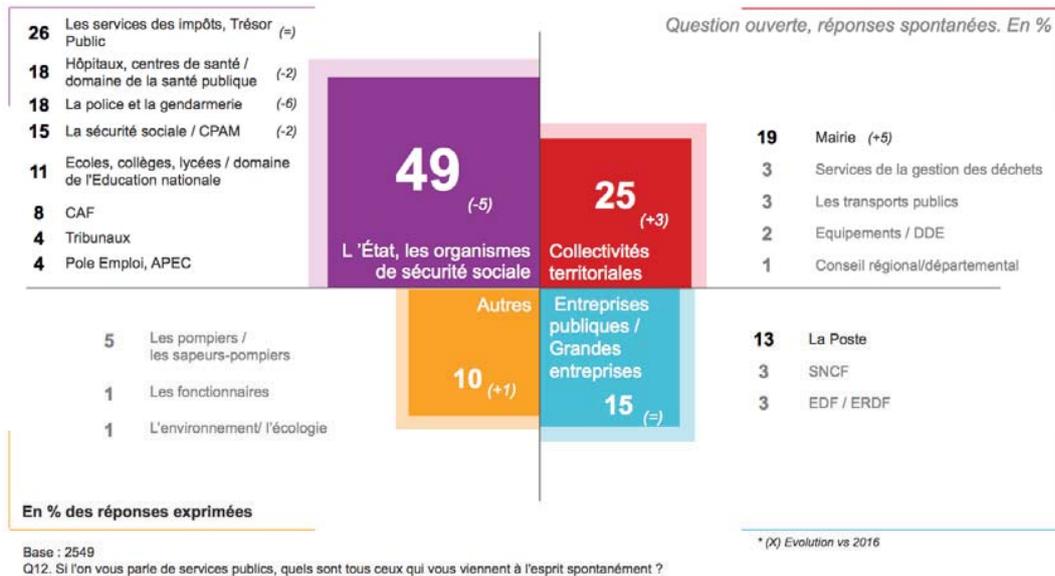
URL : <http://www.credoc.fr/publications/abstract.php?ref=R327>

L'OPINION DES FRANÇAIS À L'ÉGARD DE LEURS SERVICES PUBLICS

Les services publics ont une importance particulière en France, en raison de leur histoire, parce qu'ils sont vecteurs de l'intérêt général, sont reliés à l'action de l'État, et à la fonction publique. De nombreuses enquêtes et sondages permettent de connaître les conceptions et attendus des Français à l'égard de leurs services publics.

Les Français associent avant tout les services publics à l'État (49% des réponses), qui est deux fois plus cité que les collectivités territoriales : en particulier au service des impôts qui sont en tête des évocations spontanées liées aux services publics (26% des réponses), devant la mairie (19%), les hôpitaux (18%), la police et la gendarmerie (18%), les hôpitaux (18%), la police et la gendarmerie (18%).

Figure 1, Question, « Si l'on vous parle de services publics, quels sont ceux qui vous viennent à l'esprit spontanément ? », Baromètre Paul Delouvrier 2017

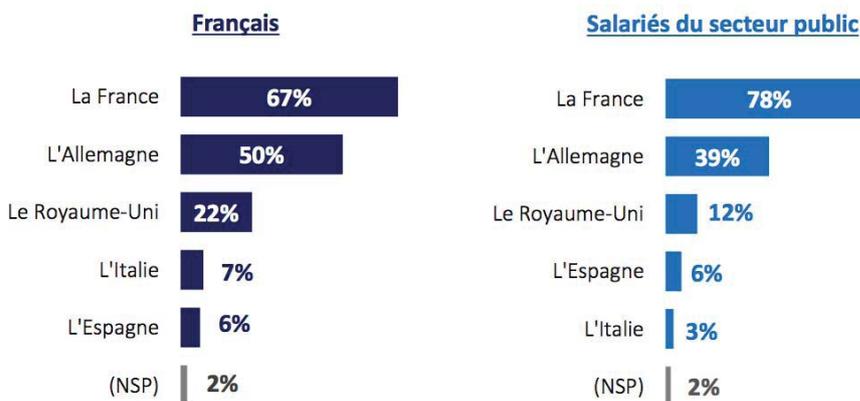


Lorsque des enquêteurs demandent aux Français de situer la qualité des services publics en Europe, ils placent la France largement en tête (67% des réponses en additionnant les deux réponses possibles), devant l'Allemagne (50%). Dans la figure qui suit on peut comparer les réponses que donnent les Français dans leur ensemble à celles données par les salariés du secteur public français, qui sont encore plus convaincus de la supériorité française (78%).

Figure 2, Baromètre Odoxa des services public 2017 Vague 1

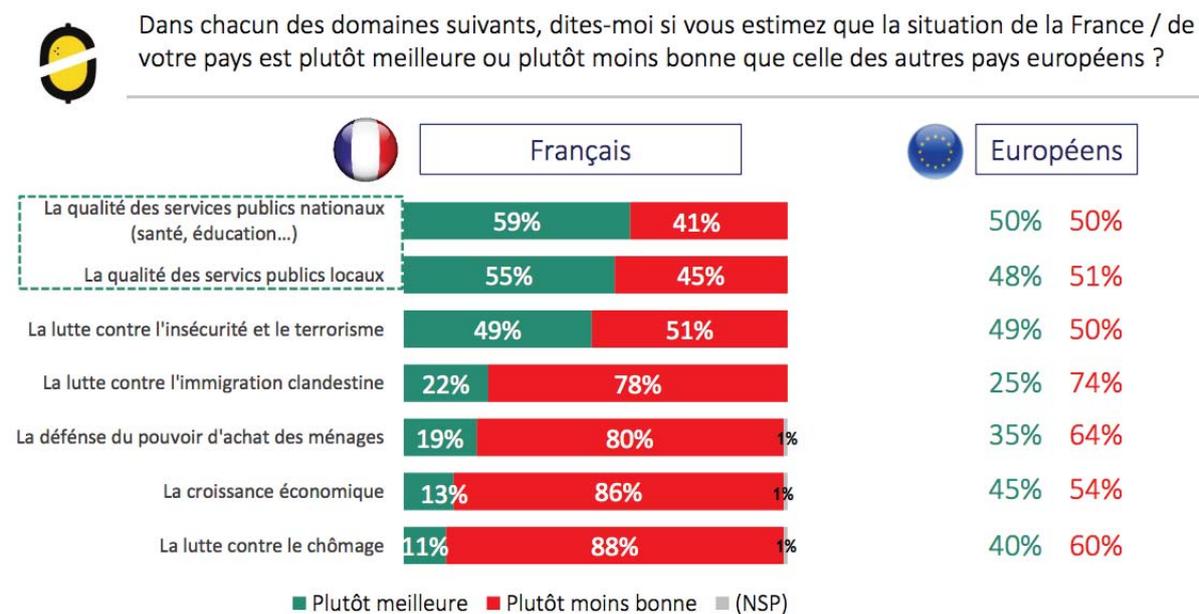


Parmi les 5 grands pays Européens suivants, quels sont ceux qui disposent selon-vous du meilleur service public ? 2 réponses possibles



59% des Français pensent que leurs services publics nationaux sont en meilleure situation que celle des autres pays d'Europe, et 55% pensent de même en ce qui concerne les services publics locaux.

Figure 3, Odoxa, « Regard des Français et des Européens sur les services publics », 2017

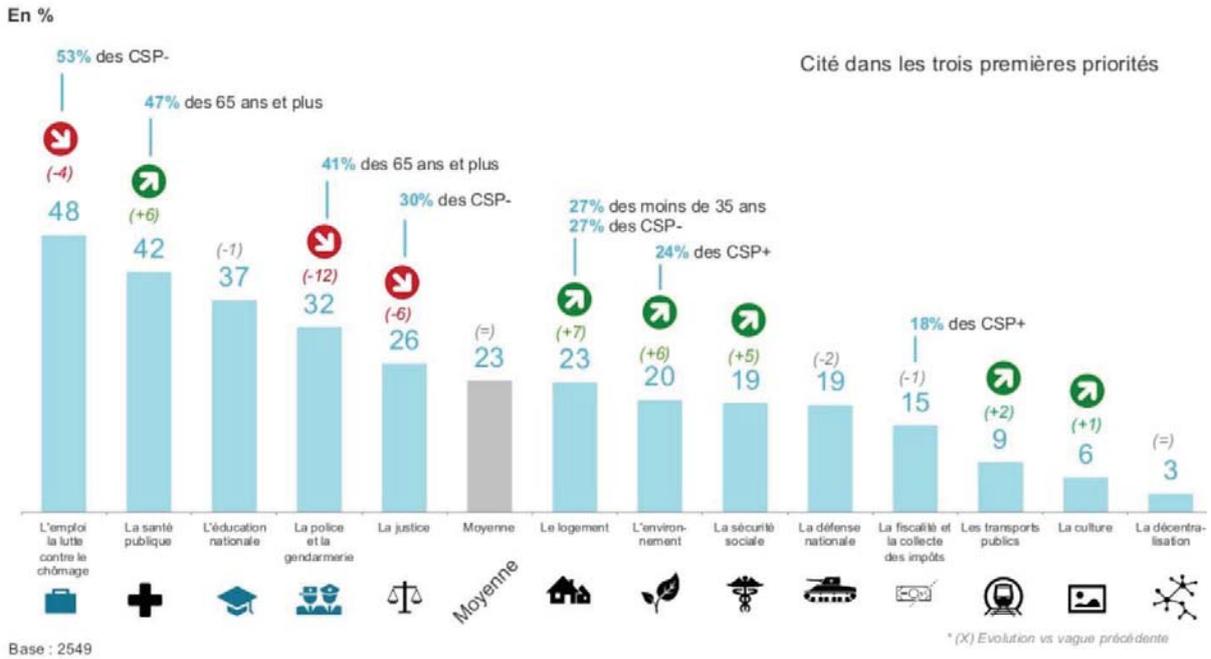


Selon le Baromètre Odoxa des services public 2017, les Français ont une bonne opinion ou une très bonne opinion du secteur public (64%), contre 35% qui ont une mauvaise opinion (30% une assez mauvaise opinion 5% une très mauvaise opinion). Plus on est sociologiquement fragile, plus l'opinion des services publics est bonne. On atteint 70% de bonnes opinions auprès des ouvriers, contre 53% auprès des cadres. Ces opinions positives progressent aussi de manière continue en fonction de l'âge : de 55% chez les 18-24 ans à 73% chez les 65 ans et plus. La bonne opinion du service public se reporte sur ses agents (63%), qui sont également les plus appréciés chez les publics les plus populaires et les plus âgés.

Selon la Baromètre Paul Delouvrier/Kantar, 72% des usagers français s'estiment satisfaits des prestations des services publics de l'État. L'opinion des Français à l'égard de l'action de l'État s'améliore (+7 points depuis 2016), de même que la satisfaction des usagers des services publics (+7 points aussi). Après plusieurs années de dégradation, l'opinion des Français à l'égard de l'action de l'État dans les 9 domaines étudiés dans le baromètre s'améliore nettement (l'enquête apporte des données détaillées par politiques publiques).

L'emploi et la lutte contre le chômage sont en tête des domaines prioritaires d'intervention de l'État aux yeux des Français, mais en léger recul depuis la dernière vague d'enquête, la santé publique et l'éducation nationale viennent ensuite mais progressent (figure 4). À court terme, on constate une forte progression des attentes de protection de nature sociale : le logement (+7 points), la santé publique (+6 points) et la sécurité sociale (+5 points). La santé publique atteint un niveau de préoccupation sans précédent, dépassant pour la première fois l'éducation nationale (à 42 % contre 37 % de citations).

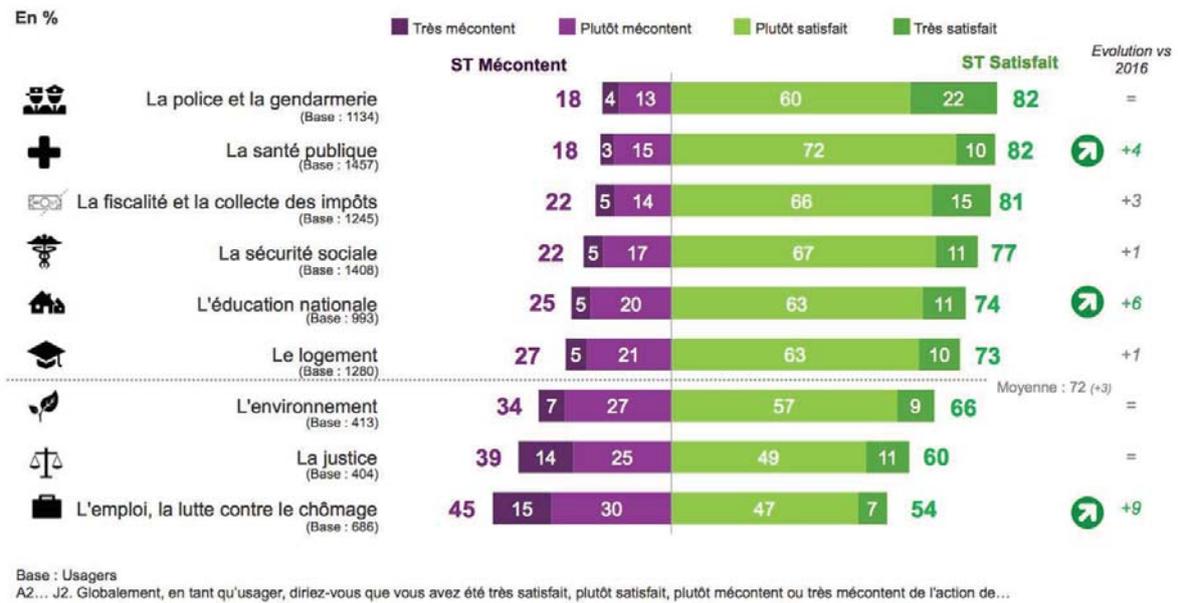
Figure 4, Parmi les domaines suivants d'intervention de l'état, sur lesquels les pouvoirs publics devraient-ils faire porter prioritairement leurs efforts ?, Baromètre Paul Delouvrier/Kantar 2017



Néanmoins, la police et la gendarmerie sont en 4ème position des priorités ce qui indique la montée à long terme auprès des Français des préoccupations sécuritaires.

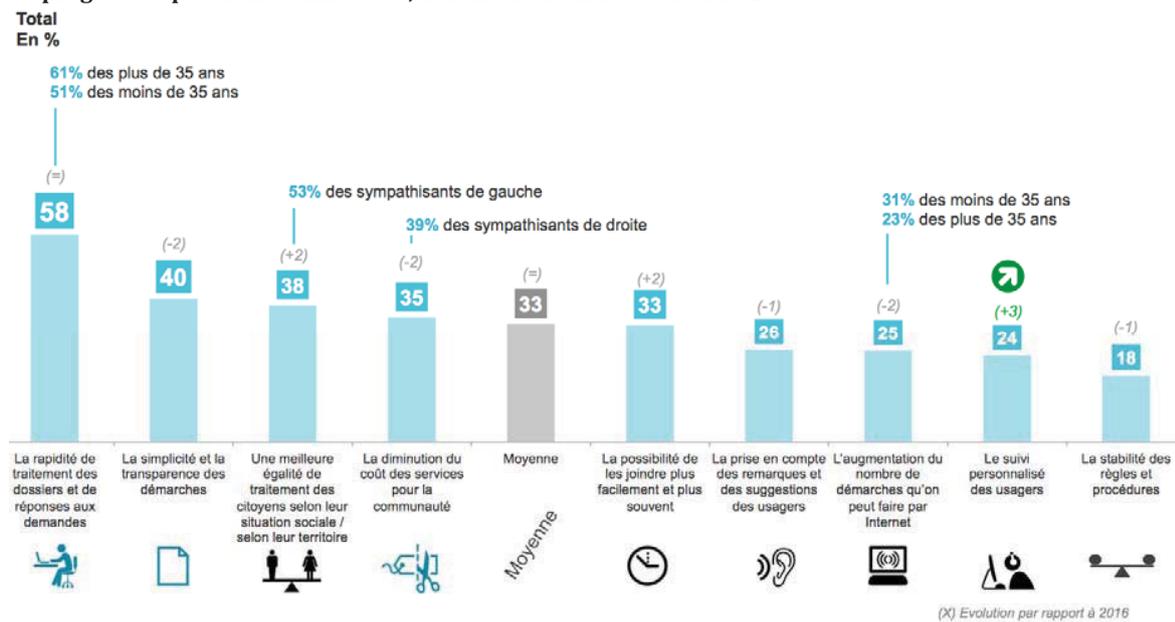
La satisfaction des usagers est la plus élevée dans trois domaines : l'action de la police et de la gendarmerie, la santé publique, et la fiscalité (figure 5). Plus de 80% de Français se disent satisfaits de l'action de ces services.

Figure 5, Question « Globalement, en tant qu'utilisateur, diriez-vous que vous avez été très satisfait, plutôt satisfait, plutôt mécontent ou très mécontent de l'action de... », Baromètre Paul Delouvrier 2017



La rapidité et la réactivité des services publics sont toujours la principale attente d'amélioration exprimée par les Français.

Figure 6, Question « Globalement, sur quelles dimensions attendez-vous que les services publics fassent le plus de progrès ces prochaines années ? », Baromètre Paul Delouvrier 2017



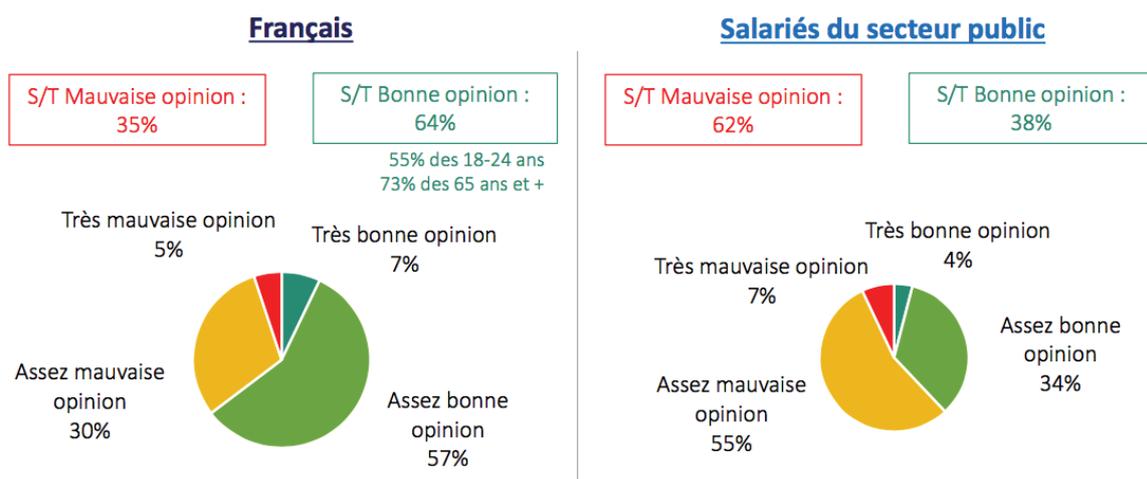
Des agents qui se trompent sur la satisfaction des usagers à leur égard mais qui souffrent de stéréotypes tenaces

Une enquête a interrogé en miroir les usagers et les agents du secteur public sur l'image qu'ils s'en font et sur la satisfaction qu'ils en retirent. Alors que les Français ont une bonne opinion du secteur public (64%) les salariés du secteur public pensent que leurs concitoyens en ont au contraire une mauvaise image (62% le pensent) (figure 7).

Figure 7, L'opinion qu'ont les Français du secteur public et ce qu'imaginent les salariés de ce même secteur, Baromètre Odoxa des services public 2017, Vague 1



Aux Français : Avez-vous une très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise opinion du secteur public ? **Aux salariés du secteur public :** Quelle opinion pensez-vous que les Français ont du secteur public ?

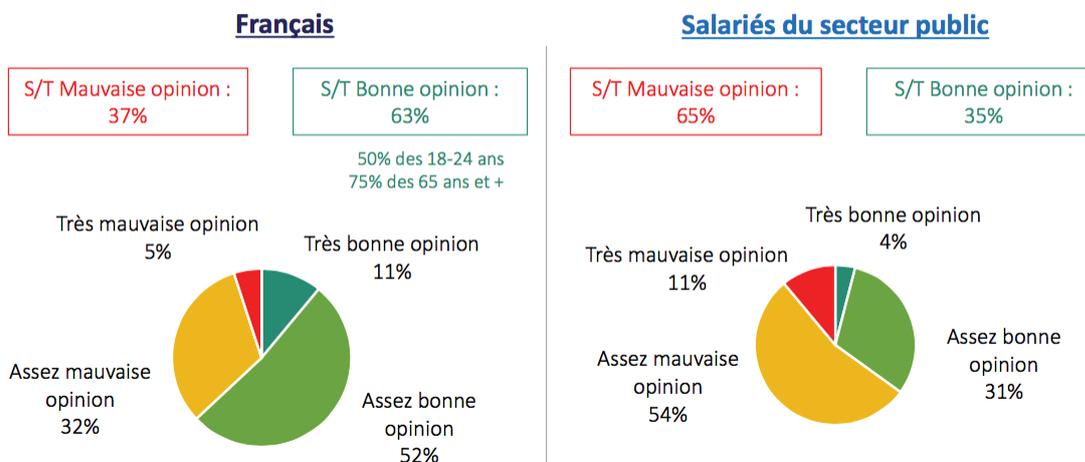


Les Français ont une bonne image (63%) des agents du secteur public, alors que ces derniers s'imaginent au contraire mal-aimés de leurs concitoyens (65%) (figure 8). Ceux qui estiment le plus que les agents sont le moins aimés sont les femmes (70%), les agents de catégorie B (70%), les jeunes (72% des 25-34 ans) et ceux qui travaillent en région parisienne (71%).

Figure 8, L'opinion qu'ont les Français des agents du secteur public et ce qu'imaginent les salariés de ce même secteur, Baromètre Odoxa des services public 2017 Vague 1



Aux Français : Et avez-vous une très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise opinion des agents ou personnels qui travaillent dans le secteur public ? **Aux salariés du secteur public :** Et quelle opinion pensez-vous que les Français ont des agents ou des personnels qui travaillent dans le secteur public ?



L'enquête les a interrogé parallèlement en miroir sur la même question : « Quelle est selon vous la part de Français qui se déclarent satisfaits de leur expérience avec les services publics et les agents qui y travaillent ? ». Résultat, l'estimation moyenne indiquée par les agents n'est que de 49% d'utilisateurs satisfaits, soit 15 points de moins que le niveau réel de satisfaction mesuré auprès des Français (64%). Les salariés du secteur public se trompent en sous-estimant le niveau de satisfaction des utilisateurs des services publics qui est globalement bon. Seulement 28% des salariés répondants donnent la bonne réponse, soit une tranche d'utilisateurs satisfaits de l'ordre de 55% à 75%, alors que 61% indiquent une tranche largement inférieure.

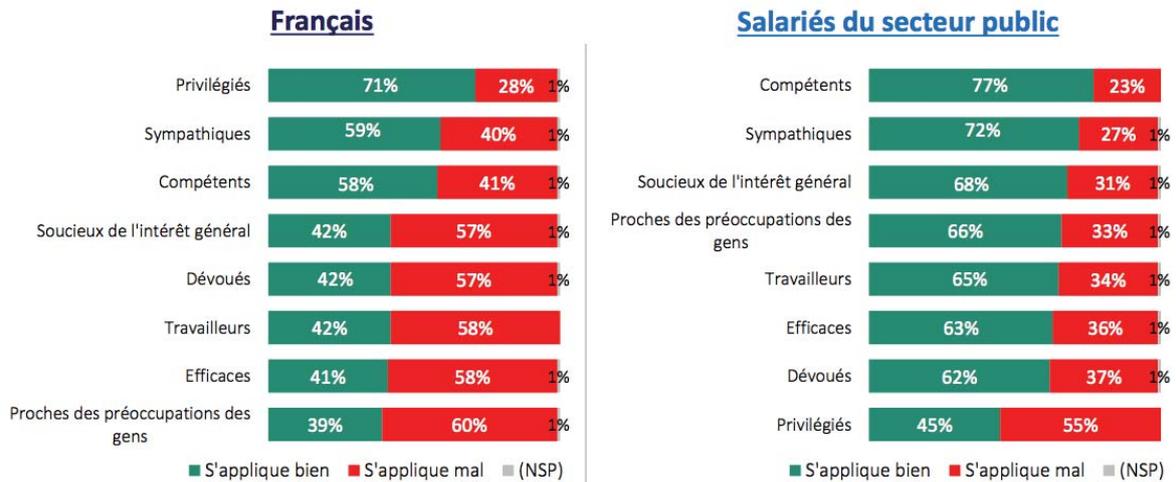
Là où les salariés du public ne se trompent pas, c'est sur l'image que véhicule le secteur public. Une proportion non négligeable des Français partage des opinions stéréotypées sur les fonctionnaires qui sont négatives. Le sondage a posé une question dite de « crible d'image comparée » testant sur 8 qualificatifs les perceptions détaillées qu'ont les Français sur les agents du secteur public, et testant ces mêmes items en comparaison sur l'image que les agents ont d'eux-mêmes.

Le résultat de la comparaison est édifiant. Ainsi, si les Français et les agents se rejoignent sur deux qualificatifs, pour juger que les agents du secteur public sont « sympathiques » (59% des Français et 72% des agents le pensent) et « compétents » (58% et 77%), ils sont en désaccord sur les autres traits d'image testés. Alors que les salariés du public sont nombreux à penser qu'ils sont « soucieux de l'intérêt général » (68%), « proches des préoccupations des Français » (66%) et « dévoués » (62%), les Français sont une large majorité à penser que ces termes s'appliquent mal : 57% d'entre eux qu'ils ne sont pas « soucieux de l'intérêt général », 60% qu'ils ne sont pas « proches des préoccupations des gens », 57% pas « dévoués ». 65% des agents se voient « travailleurs », alors que 58% des Français pensent qu'ils ne le sont pas.

Figure 9, Les qualificatifs accolés aux agents du secteur public par les Français, et les qualificatifs que s'appliquent à eux-mêmes ces agents, Baromètre Odoxa des services public 2017



Pour chacun des qualificatifs suivants, dites-moi s'ils s'appliquent plutôt bien ou plutôt mal à l'image que vous avez des agents du secteur public. Les agents du secteur public sont ...



Conclusion

Les Français se disent globalement satisfaits des services publics de l'État (72%), et mieux lotis que tous les autres pays européens en la matière, et ils indiquent avoir une bonne image des fonctionnaires (64%). Cela ne les empêche ni d'avoir des attentes (rapidité de traitement des dossiers et de réponses aux demande, simplicité, égalité de traitement des citoyens...) qui indiquent en creux qu'ils pensent que des dysfonctionnements existent ni d'adhérer à de multiples conceptions négatives qui concernent les fonctionnaires.

Liste et méthodologie des sondages

Baromètre de l'Institut Paul Delouvrier «Les services publics vus par les Français et les usagers » Edition 2017.

Lien : <http://www.delouvrier.org/themes/delouvrier/pdf/Barometre%202017-rapport%20complet.pdf>
 Enquête réalisée par Internet du 25 octobre au 8 novembre 2017 auprès d'un échantillon national de 2549 personnes, représentatif de l'ensemble des résidents en France âgés de 15 ans et plus. Méthode des quotas. Au sein de cet échantillon ont été identifiés les usagers de 9 services publics : sécurité sociale (1408), santé publique (1457), fiscalité et collecte des impôts (1245), police et gendarmerie (1134), éducation nationale (993), emploi (686), justice (404), logement (1280) et environnement (413).

Baromètre Odoxa des services public 2017, Vague 1, « Les Français, satisfaits des services publics, aiment les salariés du secteur public qui se pensent mal-aimés ».

Lien : <http://www.odoxa.fr/sondage/francais-satisfaits-services-publics-aiment-salaries-secteur-public-se-pensent-mal-aimés/>
 Enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1020 Français de 18 ans et plus interrogés par Internet du 20 au 21 septembre, méthode des quotas. Échantillon de 1001 salariés du service public représentatif de la population des salariés du service public en France (sexe, âge, catégorie A,B,C).

Odoxa, « Regard des Français et des Européens sur les services publics », 2017

Le sondage compare la perception des Français à celle des Européens. Double enquête : Échantillon de 1010 Français de 18 ans et plus interrogé par Internet les 5 et 12 janvier 2017. Échantillon de 3055 Européens (Français, Britanniques, Espagnols, Allemands et Italiens) représentatif de la population âgée de 18 ans et plus de chacun des pays, interrogé par Internet du 3 au 13 janvier 2017.

LE TRAVAIL DE PLUS EN PLUS VÉCU COMME UNE CONTRAINTE PLUTÔT QU'UN FACTEUR D'ÉPANOUISSEMENT

S'ils se disent pour la plupart heureux au travail, les Français sont de plus en plus nombreux (et majoritaires) à considérer que le travail est davantage une contrainte qu'un facteur d'épanouissement personnel. Les écarts sont toutefois importants entre catégories de population : les indépendants, les CSP+, les retraités et les sympathisants de droite sont davantage enclins à considérer le travail comme une source d'épanouissement. Et si le travail reste pour beaucoup un moyen de trouver sa place dans la société, la satisfaction au travail et la motivation des Français à travailler sont très corrélées à l'âge, signe sans doute qu'une lassitude finit bien souvent par s'installer avec le temps.

Les Français plutôt heureux dans leur travail... qu'ils considèrent pourtant de plus en plus comme une contrainte

Du fait de l'allongement conjugué de la durée de vie et du temps consacré aux études, les Français ne passent aujourd'hui en moyenne que 12% de leur temps de vie éveillé au travail (selon les estimations du sociologue Jean Viard, 2013). Si l'emploi continue d'apparaître en tête des préoccupations des Français (Insee, 2017), c'est donc sans doute parce que le travail reste un élément central d'intégration sociale : il s'agirait en quelque sorte d'une contrainte sociale qui, dans certains cas, mais pas systématiquement, peut apporter de la satisfaction. Le rapport des Français au travail est de ce fait assez paradoxal : tandis qu'une étude de l'IFOP de 2016 montre qu'ils sont environ 75% à s'estimer plutôt heureux au travail (pourcentage en légère hausse par rapport à 2012), une autre étude de cet institut datant de 2014 montre quant à elle un certain détachement vis-à-vis de ce qu'on pourrait appeler la « valeur » travail : les Français sont en effet 56% à considérer le travail avant tout comme « une contrainte nécessaire pour subvenir à ses besoins » (contre 44% qui considèrent qu'il s'agit plutôt d'un « moyen pour les individus de s'épanouir dans la vie »). Cette tendance est à la hausse, puisqu'en 2006 les Français étaient encore minoritaires (49%) à considérer le travail avant tout comme une contrainte. Cette propension à considérer de plus en plus le travail comme contraignant ne semble pas seulement conjoncturelle car elle est marquée par un effet générationnel : le pourcentage de personnes à partager cette opinion s'élève à 60% parmi les actifs (et même 62% parmi les salariés du secteur privé), tandis que ce pourcentage s'effondre parmi les retraités, qui sont seulement 46% à considérer le travail avant tout comme une contrainte, préférant y voir un moyen d'épanouissement. (IFOP, 2014)

Question : Pour vous aujourd'hui, le travail c'est avant tout... ?

	Ensemble des Français (%)	Salarié du secteur public (%)	Salarié du secteur privé (%)	Indépen- dant sans salarié / Employeur (%)	Retraité (%)
• Une contrainte nécessaire pour subvenir à ses besoins	56	<u>60</u>	<u>62</u>	48	46
• Un moyen pour les individus de s'épanouir dans la vie	44	40	38	<u>52</u>	<u>54</u>
TOTAL	100	100	100	100	100

	Rappel 6-7 Juillet 2006 ¹ (%)	Ensemble 21-23 Mai 2014 (%)
• Une contrainte nécessaire pour subvenir à ses besoins	49	56
• Un moyen pour les individus de s'épanouir dans la vie	51	44
TOTAL.....	100	100

IFOP, 2014

Fait intéressant, l'étude IFOP de 2016 (bien que moins détaillée sur ce point) ajoute comme troisième catégorie de réponse possible l'idée selon laquelle le travail serait « une manière de trouver sa place dans la société » : cette dernière proposition arrive alors en tête avec 37% des réponses données. Le travail comme « contrainte » tombe alors à 34% et il ne reste plus que 30% de personnes convaincues que le travail est avant tout un moyen d'épanouissement personnel. Le principal facteur sociodémographique qui impacte cette opinion est l'âge : la réponse selon laquelle le travail est une manière de trouver sa place dans la société est largement surreprésentée parmi les retraités qui sont 55% à choisir cette option, suivis par les 50-64 ans (44%), tandis que le chiffre s'effondre à 23% seulement pour les 18-24 ans. Preuve sans doute que le travail est un « facteur de positionnement social » beaucoup moins puissant parmi les jeunes générations. (IFOP, 2016)

	Rappel Ensemble des Français Décembre 2010 ² (%)	Ensemble des Français Avril 2016 (%)
• Une façon de trouver sa place dans la société	33	37
• Une contrainte pour gagner de l'argent	32	33
• Un moyen d'épanouissement personnel	34	30
- Ne se prononcent pas	1	-
TOTAL.....	100	100

IFOP, 2016

Le travail davantage reconnu comme une contrainte pour certaines catégories : salariés, CSP- et sympathisants du FN

L'âge n'est toutefois pas le seul facteur qui influe sur le sens attaché à la notion de travail. Certaines catégories de la population ressentent particulièrement le travail comme une contrainte : c'est le cas des salariés, qui en 2014 étaient 61% (contre 54% de moyenne de la population adulte) à vivre leur travail comme une contrainte (lorsqu'on leur demande de choisir entre deux possibilités : « contrainte vs épanouissement »). Les CSP- sont encore plus nombreux à partager cet avis (65% des ouvriers et 66% des employés). Le clivage est tout aussi marqué en fonction de l'appartenance politique, preuve s'il en fallait que la question reste très idéologique. Mais de manière assez inattendue, ce n'est pas tant le clivage droite gauche qui est important que celui entre partis centristes et extrême droite : 63% des sympathisants du FN (et 68% des électeurs de Marine Le Pen) considèrent ainsi le travail avant tout comme une contrainte.

Au contraire, les travailleurs indépendants, en particulier artisans et commerçants, pensent encore en majorité (53%) que le travail est un facteur d'épanouissement personnel. De manière assez étonnante, les cadres et professions libérales sont très partagées (50/50), et c'est finalement du côté de la droite traditionnelle et des partis centristes qu'on trouve le plus fort attachement à l'idée selon laquelle le travail serait un facteur d'épanouissement personnel : les sympathisants de l'ex-UMP étaient 61% à partager cet avis en 2014, et ceux du Modem 64%. (IFOP, 2014)(Cf. annexe pour le tableau détaillé)

Les moteurs et les freins de la motivation au travail : l'usure du temps et le sens du travail ?

Lorsqu'on interroge les seuls salariés, ceux-ci se déclarent à 64% motivés par leur travail. Mais ils sont également 54% à se dire stressés et ils sont moins de la moitié (47%) à considérer que leur travail est reconnu à sa juste valeur.

Question : Diriez-vous que... ? (total des réponses OUI)

Base : question posée uniquement aux salariés, soit 52% de l'échantillon.	Rappel Septembre 2008 ² (%)	Rappel Septembre 2009 ³ (%)	Rappel Février 2013 ⁴ (%)	Ensemble Mai 2014 (%)
• Vous êtes motivé(e) dans le cadre de votre travail	64	62	72	64
• Vous êtes stressé(e) dans le cadre de votre travail	54	52	50	54
• Votre travail est reconnu à sa juste valeur par votre entreprise	49	47	51	47

IFOP, 2014

Les jeunes (18-24 ans) forment un groupe à part dans l'articulation entre ces trois facteurs : ils se caractérisent par un taux de motivation très élevé (80%, soit +16 points) et s'avèrent également les moins stressés (37%, soit - 10 points) mais aussi ceux qui ont le plus l'impression que leur travail est reconnu à sa juste valeur (59%, soit +12 points). Fait notable, de 18 à 49 ans, la motivation et l'impression d'être reconnu à sa juste valeur baissent nettement et régulièrement dans chaque catégorie d'âge, tandis que le sentiment de stress augmente. C'est donc chez les 35-49 ans que la situation est la moins bonne sur ces trois facteurs (elle s'améliore ensuite légèrement chez les 50-64 ans).

D'autres facteurs que l'âge semblent influencer ces différents sentiments. Les plus motivés par leur travail sont par exemple les salariés artisans et commerçants (85%, soit +16 points par rapport à la moyenne), ainsi que dans une moindre mesure les sympathisants de la droite (ex-UMP) et du centre. Ceux qui se sentent les plus stressés sont à nouveau les salariés artisans et commerçants (69%, soit + 15 points) mais au regard des sympathies politiques ce sont cette fois-ci les sympathisants du Front de gauche qui se déclarent les plus sous pression (67%, soit + 13 points). Enfin, les commerçants et artisans sont à nouveau ceux qui ont le plus l'impression que leur travail est reconnu (81%, soit + 34 points). Ce sentiment de reconnaissance est d'ailleurs très corrélé à la position sociale, les professions libérales étant 63% à partager l'impression que leur travail est justement reconnu (+ 16 points), contre seulement 42% des ouvriers (- 5 points) et 40% des employés (- 7 points). Il se peut que la satisfaction au travail soit donc corrélée au type de métier et de statut, puisque ceux qui disposent d'un métier de savoir-faire et/ou d'une relative autonomie (artisans, professions libérales) sont plus satisfaits que les autres. (IFOP, 2014) (Cf. annexe tableaux détaillés)

Le sondage IFOP de 2016 confirme cette impression puisqu'en tête des facteurs qui les rendent heureux au travail, les Français citent la liberté et l'autonomie au travail, suivies de la passion pour son métier. (IFOP, 2016).

Note bibliographique et méthodologique

IFOP, 2014. *Les Français et le travail*. IFOP pour Sud Ouest dimanche, mai 2014 (sondage auprès d'un échantillon de 1200 personnes, dont 619 salariés, représentatif de la population française de 18 ans et plus, méthode des quotas basée sur sexe, âge et profession après stratification par région et catégorie d'agglomération. Questionnaire en ligne du 21 au 23 mai 2014).

URL : http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=2671

IFOP, 2016. *Les Français et le bonheur au travail*. IFOP pour Pèlerin, avril 2016 (sondage auprès d'un échantillon de 1001 personnes représentatif de la population française de 18 ans et plus, méthode des quotas basée sur sexe, âge et profession après stratification par région et catégorie d'agglomération. Questionnaire en ligne du 7 au 11 avril 2016).

URL : http://www.ifop.fr/?option=com_publication&type=poll&id=3372

Viard J., 2013. « Nous ne passons plus que 12% de notre vie au travail », interview dans *nouvelobs.com*, mise en ligne le 27 octobre 2013.

URL : <https://www.nouvelobs.com/societe/20131023.OBS2270/nous-ne-passons-plus-que-12-de-notre-vie-au-travail.html>

Le sens attaché à la notion de travail

	Une contrainte nécessaire pour subvenir à ses besoins (%)	Un moyen pour les individus de s'épanouir dans la vie (%)
ENSEMBLE	56	44
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)		
Homme	56	44
Femme	55	45
AGE DE L'INTERVIEWE(E)		
Moins de 35 ans		
18 à 24 ans	57	43
25 à 34 ans	52	48
35 ans et plus		
35 à 49 ans	60	40
50 à 64 ans	55	45
65 ans et plus	60	40
50 à 64 ans	59	41
65 ans et plus	44	56
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)		
ACTIF		
CSP+		
Artisan ou commerçant	60	40
Profession libérale, cadre supérieur	49	51
Profession intermédiaire	47	53
Profession intermédiaire	50	50
CSP-		
Employé	62	38
Ouvrier	65	35
Ouvrier	66	34
INACTIF		
Retraité	65	35
Autre inactif	49	51
Autre inactif	46	54
Autre inactif	55	45
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)		
Salarié		
Salarié du secteur privé	61	39
Salarié du secteur public	62	38
Salarié du secteur public	60	40
Indépendant sans salarié / Employeur		
Indépendant sans salarié / Employeur	48	52
NIVEAU DE DIPLOME		
Pas de diplôme, CEP, BEPC, CAP, BEP	57	43
Bac	59	41
Bac + 2	54	46
Supérieur à Bac + 2	52	48
REGION		
Région parisienne		
Province		
Nord est	54	46
Nord ouest	56	44
Nord ouest	56	44
Sud ouest	55	45
Sud ouest	55	45
Sud est	57	43
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	51	49
Communes urbaines de province	58	42
Agglomération parisienne	54	46
PROXIMITE POLITIQUE		
Gauche		
Front de Gauche	56	44
Parti Socialiste	48	52
Parti Socialiste	58	42
Europe Ecologie / Les Verts	55	45
Modem		
Modem	36	64
Droite		
UDI	52	48
UMP	52	48
UMP	39	61
Front National	63	37
Front National	63	37
Aucune formation politique (réponse non suggérée)		
VOTE A LA PRESIDENITELLE 2012 (1er tour)		
Jean-Luc Mélenchon	57	43
François Hollande	57	43
François Bayrou	47	53
Nicolas Sarkozy	41	59
Marine Le Pen	68	32

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

IFOP, 2014

Le jugement sur différents aspects de sa vie professionnelle

Vous êtes motivé(e) dans le cadre de votre travail

	TOTAL Oui	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	TOTAL Non	Non, plutôt pas	Non, pas du tout
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE DES SALARIÉS	64	16	48	36	26	10
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)						
Homme	63	16	47	37	28	9
Femme	65	16	49	35	25	10
AGE DE L'INTERVIEWE(E)						
Moins de 35 ans	73	21	52	27	21	6
18 à 24 ans	80	25	55	20	16	4
25 à 34 ans	70	19	51	30	23	7
35 ans et plus	60	14	46	40	29	11
35 à 49 ans	58	13	45	42	31	11
50 à 64 ans	62	14	48	38	26	12
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)						
ACTIF	64	16	48	36	26	10
CSP+	71	25	46	29	24	5
Artisan ou commerçant	85	47	38	15	8	7
Profession libérale, cadre supérieur	69	22	47	31	27	4
Profession intermédiaire	62	16	46	38	26	12
CSP-	62	13	49	38	28	10
Employé	64	14	50	36	28	8
Ouvrier	59	12	47	41	28	13
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)						
Salarié du secteur privé	63	16	47	37	26	11
Salarié du secteur public	65	15	50	35	28	7
NIVEAU DE DIPLOME						
Pas de diplôme, CEP, BEPC, CAP, BEP	60	15	45	40	30	10
Bac	60	13	47	40	26	14
Bac + 2	69	20	49	31	23	8
Supérieur à Bac + 2	68	16	52	32	27	5
REGION						
Région parisienne	66	16	50	34	24	10
Province	63	16	47	37	27	10
Nord est	63	18	45	37	30	7
Nord ouest	65	14	51	35	24	11
Sud ouest	67	18	49	33	23	10
Sud est	61	15	46	39	30	9
CATEGORIE D'AGGLOMERATION						
Communes rurales	60	18	42	40	28	12
Communes urbaines de province	64	15	49	36	27	9
Agglomération parisienne	69	16	53	31	23	8
PROXIMITE POLITIQUE						
Gauche	60	12	48	40	31	9
Front de Gauche	72	18	54	28	19	9
Parti Socialiste	57	10	47	43	37	6
Europe Ecologie / Les Verts	65	10	55	35	16	19
Modem	79	14	65	21	18	3
Droite	62	22	40	38	29	9
UDI	73	23	50	27	27	-
UMP	71	23	48	29	23	6
Front National	52	21	31	48	34	14
Aucune formation politique (réponse non suggérée)	67	14	53	33	21	12
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)						
Jean-Luc Mélenchon	56	13	43	44	26	18
François Hollande	62	10	52	38	31	7
François Bayrou	69	11	58	31	24	7
Nicolas Sarkozy	70	25	45	30	21	9
Marine Le Pen	52	17	35	48	37	11

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

IFOP, 2014

Le jugement sur différents aspects de sa vie professionnelle

Vous êtes stressé(e) dans le cadre de votre travail

	TOTAL Oui	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	TOTAL Non	Non, plutôt pas	Non, pas du tout
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE DES SALARIÉS	54	16	38	46	38	8
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)						
Homme	50	13	37	50	41	9
Femme	57	18	39	43	35	8
AGE DE L'INTERVIEWE(E)						
Moins de 35 ans	51	14	37	49	40	9
18 à 24 ans	37	9	28	63	55	8
25 à 34 ans	55	16	39	45	36	9
35 ans et plus	55	16	39	45	37	8
35 à 49 ans	59	20	39	41	36	5
50 à 64 ans	50	11	39	50	38	12
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)						
ACTIF	54	16	38	46	38	8
CSP+	60	20	40	40	35	5
Artisan ou commerçant	69	16	53	31	20	11
Profession libérale, cadre supérieur	59	21	38	41	37	4
Profession intermédiaire	54	17	37	46	40	6
CSP-	52	13	39	48	37	11
Employé	54	13	41	46	36	10
Ouvrier	49	13	36	51	39	12
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)						
Salarié du secteur privé	54	15	39	46	38	8
Salarié du secteur public	53	16	37	47	38	9
NIVEAU DE DIPLOME						
Pas de diplôme, CEP, BEPC, CAP, BEP	53	16	37	47	35	12
Bac	54	16	38	46	39	7
Bac + 2	54	15	39	46	38	8
Supérieur à Bac + 2	54	16	38	46	41	5
REGION						
Région parisienne	50	11	39	50	42	8
Province	55	17	38	45	37	8
Nord est	57	20	37	43	34	9
Nord ouest	56	15	41	44	37	7
Sud ouest	49	17	32	51	41	10
Sud est	54	15	39	46	37	9
CATEGORIE D'AGGLOMERATION						
Communes rurales	53	15	38	47	37	10
Communes urbaines de province	55	17	38	45	37	8
Agglomération parisienne	49	9	40	51	42	9
PROXIMITE POLITIQUE						
Gauche	54	17	37	46	39	7
Front de Gauche	67	19	48	33	33	-
Parti Socialiste	45	14	31	55	48	7
Europe Ecologie / Les Verts	59	19	40	41	30	11
Modem	56	4	52	44	30	14
Droite	54	13	41	46	38	8
UDI	31	-	31	69	50	19
UMP	51	13	38	49	41	8
Front National	59	16	43	41	34	7
Aucune formation politique (réponse non suggérée)	51	17	34	49	38	11
VOTE A LA PRESIDENNELLE 2012 (1er tour)						
Jean-Luc Mélenchon	60	21	39	40	36	4
François Hollande	52	16	36	48	40	8
François Bayrou	51	13	38	49	42	7
Nicolas Sarkozy	51	13	38	49	37	12
Marine Le Pen	60	15	45	40	34	6

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

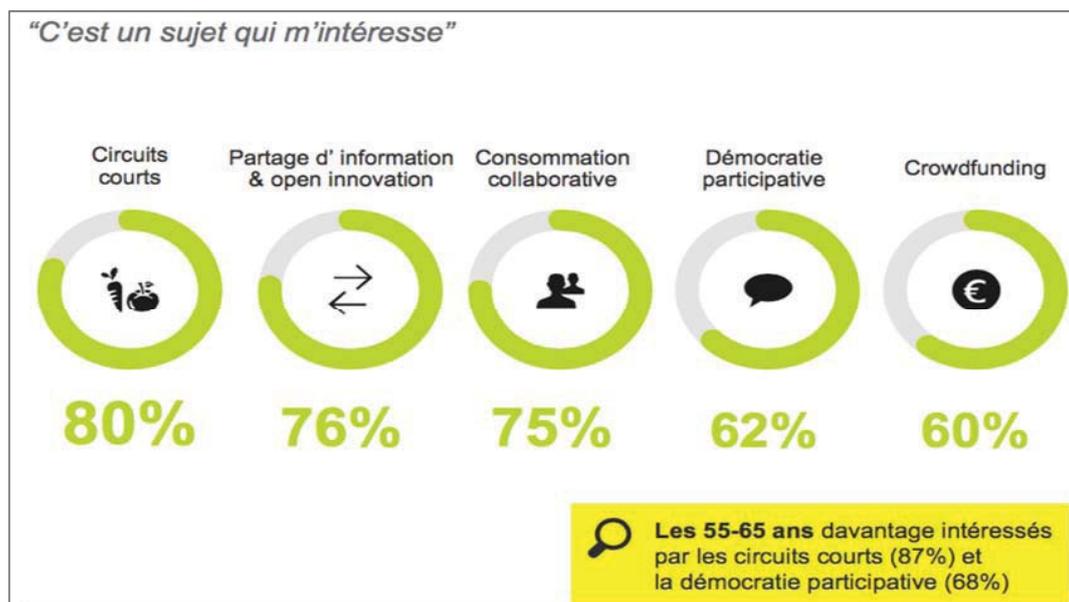
IFOP, 2014

L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE BOOSTÉE PAR LES JEUNES ET LES CSP+

Les pratiques d'économie collaborative sont aujourd'hui très bien identifiées par les Français. Même si elles restent marginales dans le budget des familles, la plupart des Français ont déjà pratiqué au moins certaines formes de consommation collaborative, notamment les plus traditionnelles (comme la revente entre particuliers). Ils sont en revanche beaucoup moins nombreux à s'être déjà engagés dans des formes de production ou d'investissement collaboratifs, qui restent perçus comme plus innovants. Dans tous les cas, les jeunes et les CSP+ sont en proportion beaucoup plus impliqués. L'idée que la dimension collaborative deviendra prochainement un élément central de la consommation est partagée par près d'un jeune sur deux, et les jeunes assument beaucoup plus que les autres les conséquences (positives et négatives) que ces nouvelles formes de consommation pourront avoir sur la société.

L'économie collaborative de plus en plus populaire

Une étude TNS Sofres réalisée en 2016 montre que les différentes pratiques associées à la société collaborative intéressent la grande majorité des Français. On notera que la TNS Sofres a associé à la notion de société collaborative des pratiques très diverses qui débordent du champ traditionnel de l'économie collaborative et plus encore de celui de la consommation collaborative : circuits courts, open source, consommation collaborative, démocratie participative et financement participatif. Parmi les principales formes présentées, ce sont les circuits courts qui attirent le plus : 80% des Français se disent intéressés par ce mode de consommation. Viennent ensuite le partage d'information (76% de personnes intéressées), la consommation collaborative (75%), la démocratie participative (62%) et le *crowdfunding* (60%). L'intérêt pour ces différents sujets varie sensiblement selon l'âge : par exemple les 55-65 ans sont particulièrement attirés par les circuits courts (87%) et la démocratie participative (68%), alors que les jeunes sont davantage attirés par les autres formes d'économie collaborative (consommation collaborative, crowdfunding, open source). (TNS Sofres, 2016)



TNS Sofres, 2016

Au-delà de l'intérêt déclaré, une étude menée en 2017 par le CSA et portant plus spécifiquement sur la consommation collaborative montre que certaines pratiques sont aujourd'hui devenues courantes dans la population française, tandis que d'autres restent encore marginales. Toutes pratiques confondues, 95% des Français ont déjà fait appel à la consommation collaborative en tant qu'utilisateur, et 62% le font de manière régulière. Ils sont un peu moins nombreux (81%) à avoir déjà tenté l'expérience en tant qu'acteur (par exemple « vendeur » ou « loueur »). Dans l'ordre d'importance des pratiques on peut noter que :

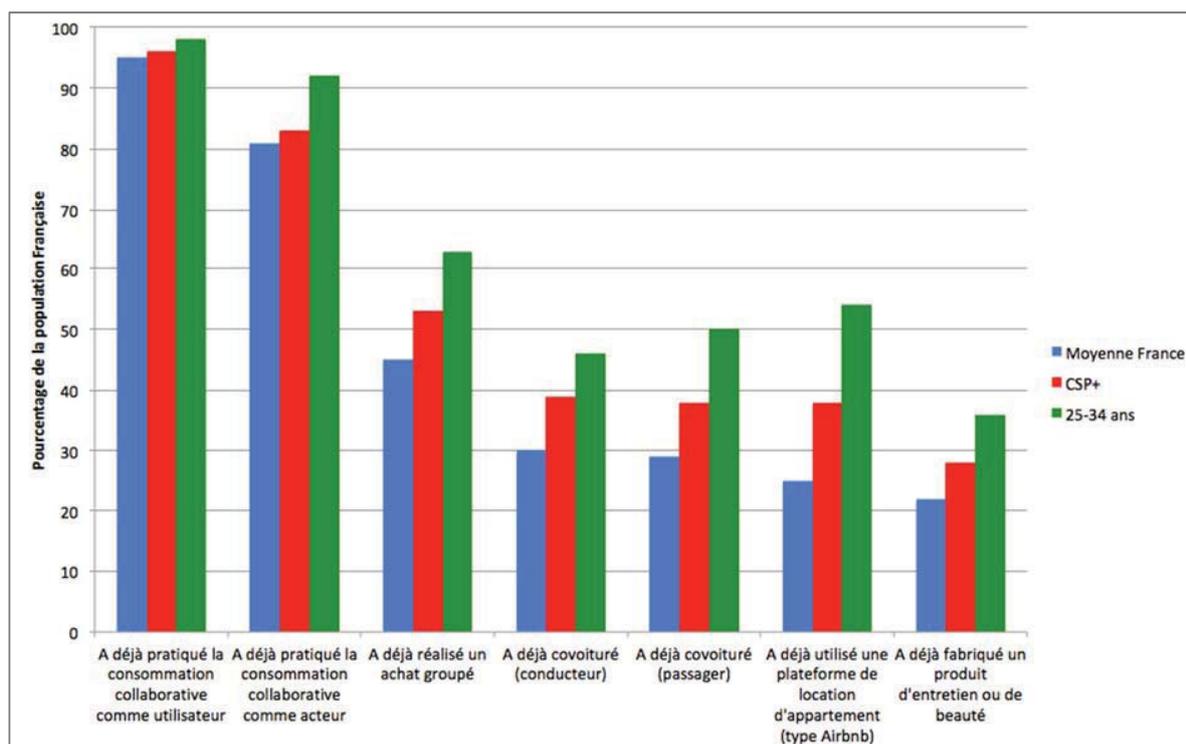
- l'échange de produits de seconde main arrive en tête puisqu'elle a déjà été pratiquée par près de 8 Français sur 10 : 76% ont déjà acheté sur Internet ou dans un vide-grenier des objets d'occasion, tandis que 71 % y ont déjà vendu du matériel. La part de pratiquants a progressé de 8% depuis 2015 ;

- l'achat groupé a déjà été pratiqué par 45% des Français et connaît une forte progression en 2017 (13 points par rapport à 2015) ;
- le co-voiturage a déjà été pratiqué par 29% des Français en tant que voyageur et 30% en tant que conducteur ;
- la location d'appartements à un particulier via une plateforme de type Airbnb a déjà été pratiquée par 25% de la population française (mais seuls 7% ont déjà loué leur logement à d'autres personnes) ;
- le « do it yourself » est également en vogue et 22% des Français déclarent avoir déjà fabriqué des produits de beauté ou d'entretien ;
- la location de chauffeurs privés via des interfaces telles Uber est plus marginale puisqu'elle ne concerne que 11% des Français, essentiellement situés dans les grandes agglomérations.

D'autres pratiques, comme par exemple le financement participatif, sont en revanche encore très marginales. Par exemple, environ 80% des Français déclarent ne pas être prêts à réaliser un crédit entre particuliers ou à financer le crédit d'un autre. Le troc est également très peu pratiqué et en baisse. (CSA, 2017)

Les jeunes et les CSP+ locomotives de la consommation collaborative

Tous les secteurs cités ci-dessus ont connu une progression du nombre de leurs pratiquants depuis 2015. Et cette croissance a toutes les chances de se renforcer au cours des années à venir, notamment parce que ces pratiques sont très nettement tirées par les CSP+ et les jeunes générations, dont on sait qu'elles sont particulièrement prescriptrices. Les écarts à la moyenne sont assez spectaculaires pour ces deux catégories :



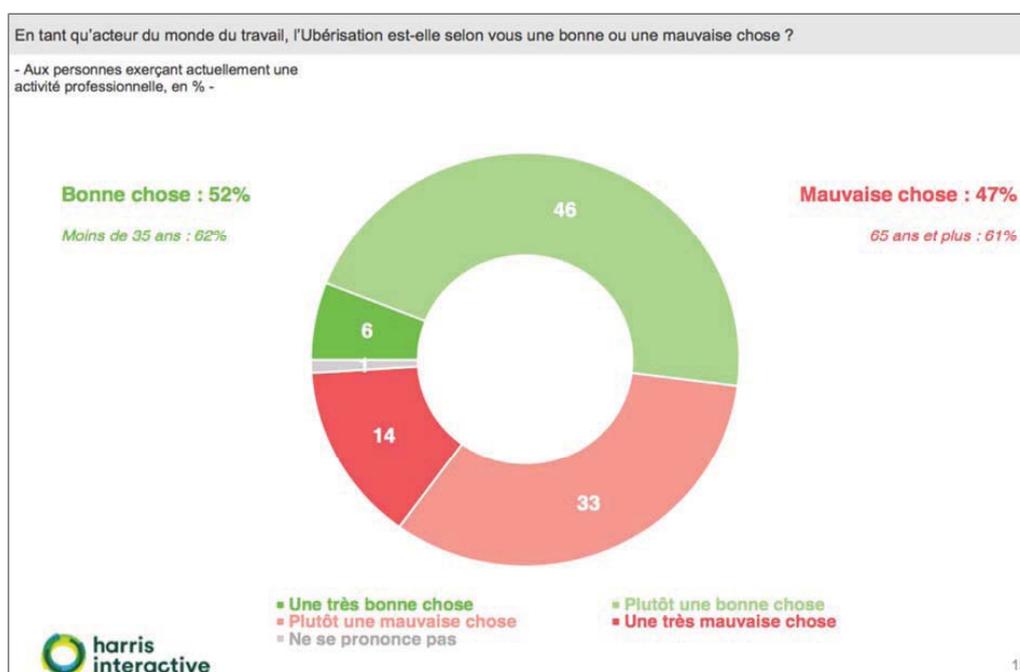
Commentaire : pour toutes les pratiques de consommation collaborative figurant dans le graphique, les membres des CSP+ sont davantage utilisateurs ou acteurs que la moyenne, et les jeunes de 25-34 ans le sont encore plus que les CSP+. D'après CSA, 2017

Les jeunes (25-34 ans) et, dans une moindre mesure, les CSP+, se démarquent particulièrement de la moyenne dans les pratiques relativement nouvelles, en particulier celles qui passent par l'entremise d'une interface Internet. Par exemple, la location d'appartement via une telle plateforme est encore marginale dans la population Française alors que la majorité des jeunes ont déjà fait appel à ces services. Les jeunes sont également beaucoup plus « acteurs » que les autres : par exemple, si seulement 7% des Français déclarent avoir déjà loué leur appartement, 20% des jeunes de 25 à 34 ans l'ont déjà fait, soit quasiment trois fois plus que la moyenne. Même constat concernant la location de services d'un chauffeur : les interfaces de type Uber sont particulièrement utilisées par les parisiens (32% des franciliens l'utilisent contre 11% des provinciaux) mais ils sont particulièrement utilisés par les jeunes (28% des 25-34 ans l'ont déjà utilisé sur l'ensemble de la France). (CSA, 2017)

Davantage d'espoirs que de craintes... en tout cas chez les jeunes

Contrairement aux circuits courts ou aux formes de production éthiques et durables, les différentes enquêtes montrent clairement que la première motivation des pratiquants de la consommation collaborative est financière : économiser de l'argent est la première raison évoquée par 82% des Français (par exemple lorsqu'on achète un produit d'occasion), la seconde motivation étant de... gagner de l'argent, citée par 76% des Français (par exemple lorsqu'on vend un objet ou un service). (CSA, 2017) Les motivations plus altruistes ne sont pas pour autant absentes, mais elles semblent moins importantes : ainsi, pour 40% des Français (et 50% des 18-24 ans) la consommation collaborative évoque spontanément la solidarité et le partage, et 49% prétendent pratiquer également pour des raisons autres que financières (TNS Sofres, 2016).

Une enquête menée par Harris Interactive en 2016 apporte un éclairage intéressant à ce propos : elle montre que l'Ubérisation de la société est associée à la notion d'économie collaborative pour la plupart des Français, qui y voient avant tout des aspects positifs (pour le consommateur) et, dans une moindre mesure, des aspects négatifs (emplois précaires, destruction de secteurs professionnels). Or cette propension à voir avant tout le bon côté de l'Ubérisation (et à minimiser dans le même temps ses aspects négatifs) est nettement plus forte chez les moins de 35 ans. En effet, 73% des moins de 35 ans considèrent l'Ubérisation comme une bonne chose pour le consommateur (contre 64% de moyenne France). 62% des moins de 35 ans en activité pensent même que l'Ubérisation est une bonne chose pour le monde du travail, alors que 61% des plus de 65 ans pensent exactement le contraire.



Commentaire : parmi les personnes exerçant une activité professionnelle, 52% considèrent l'Ubérisation comme une bonne chose, et ce chiffre monte à 62% parmi les moins de 35 ans. 47% considèrent que c'est une mauvaise chose, et ce chiffre monte à 61% parmi les 65 ans et plus. Harris Interactive, 2016

Ces chiffres montrent que les jeunes générations ont non seulement davantage intégré les pratiques de l'économie collaborative, mais qu'ils sont également plus que les autres prêts à en assumer les conséquences en termes de transformations sociales – que celles-ci soient positives ou négatives. (Harris Interactive, 2016) L'étude du CSA confirme cette tendance : 41% des jeunes (contre 26% de Français) pensent qu'une part non négligeable de leurs revenus sera tirée de cette économie dans le futur. (CSA, 2017)

Note bibliographique et méthodologique

-CSA, 2017. *Consommation collaborative : nouvelle mode ou économie d'avenir ?* CSA pour le compte de Cofidis, janvier 2016. (sondage auprès d'un échantillon de 1003 personnes, représentatif de la population de 18 ans et plus résidant en France, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, profession, après stratification par région. Questionnaire réalisé du 8 au 10 novembre 2016.

URL : <https://www.cofidis.fr/fr/decouvrir-cofidis/actu-presse/etude-csa-francais-et-consommation-collaborative.html>

-Harris Interactive, 2016. *Que pensent les Français de l'Ubérisation ?* Harris Interactive, février 2016. (sondage auprès d'un échantillon de 1017 personnes, représentatif de la population de 18 ans et plus résidant en France, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, CSP et région. Questionnaire en ligne réalisé du 2 au 4 février 2016.

URL : <http://harris-interactive.fr/wp-content/uploads/sites/6/2016/02/Rapport-Harris-Les-Fran%C3%A7ais-et-lUb%C3%A9risation-Gootenberg-Elia.pdf>

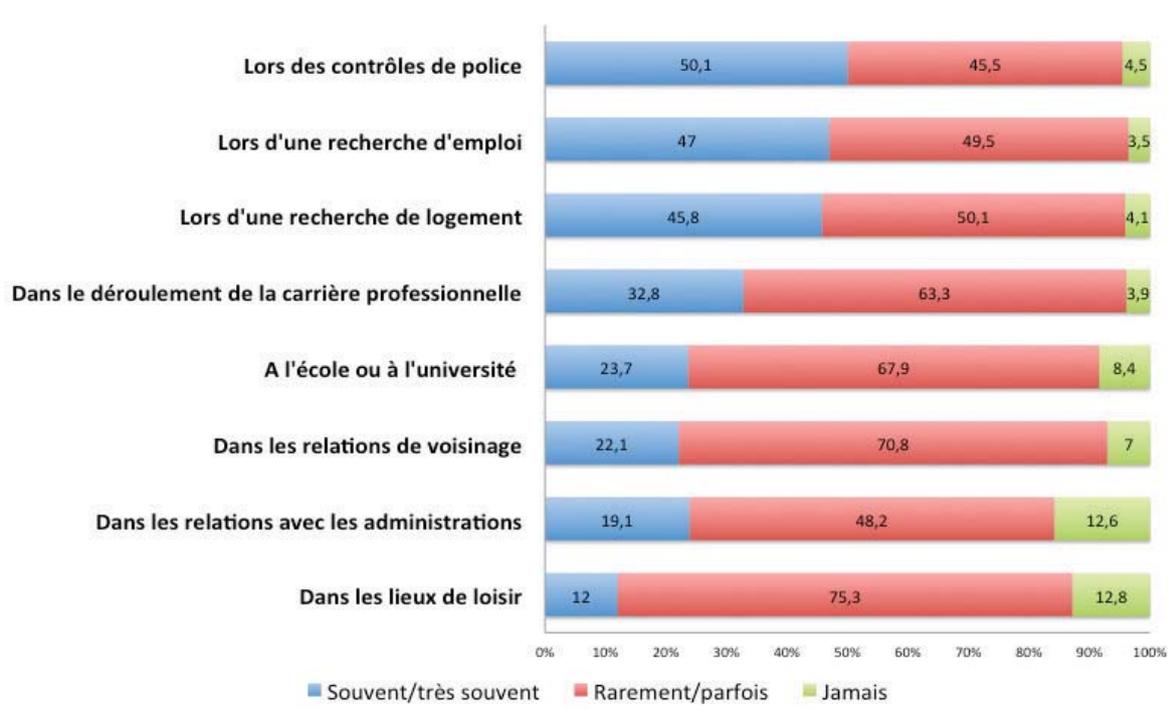
-TNS Sofres, 2016. *Les Français et la nouvelle société collaborative*, TNS Sofres pour le compte de Monabanq, juin 2016. (sondage auprès d'un échantillon de 1002 personnes, représentatif de la population de 18 à 65 ans résidant en France, d'après la méthode des quotas. Questionnaire en ligne réalisé du 19 au 27 avril 2016.

URL : <https://www.tns-sofres.com/publications/les-francais-et-la-nouvelle-societe-collaborative>

LE SENTIMENT DE DISCRIMINATION, EN PARTICULIER DANS LE CHAMP PROFESSIONNEL

Les Français ont le sentiment que les discriminations sont importantes dans la vie professionnelle (dans la **figure 1**, il convient en effet de considérer que deux situations concernent ce domaine), lors des contrôles de police, dans la recherche de logement, dans les écoles et l'enseignement supérieur, dans les relations de voisinage. Les chiffres qui suivent sont issus du 10^{ème} Baromètre des discriminations (Défenseur des droits et OIT, 2016).

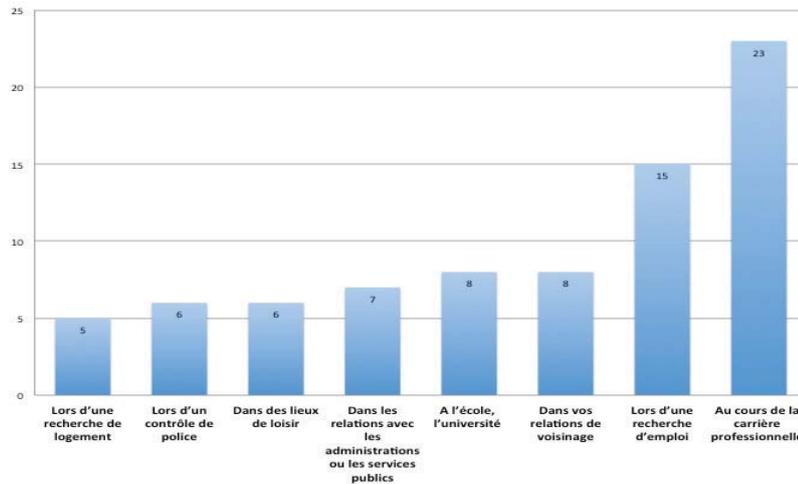
Figure 1, Pensez-vous qu'aujourd'hui en France des personnes sont traitées défavorablement ou discriminées, 10^{ème} Baromètre des discriminations, 2016 (ensemble de la population d'enquête n = 5117)



Note : Les personnes répondent à la question suivante : « Pensez-vous qu'aujourd'hui en France des personnes sont traitées défavorablement ou discriminées... ». Des réponses leurs sont proposées (« lors des contrôles de police », etc.) auxquelles elles répondent soit jamais, soit rarement, parfois, souvent, très souvent.

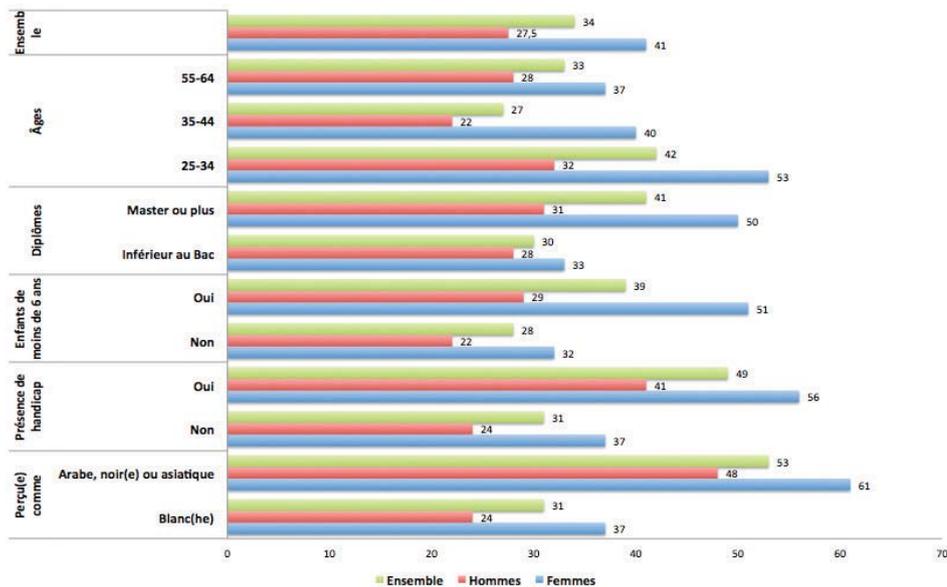
Après cette question générale, il est demandé aux personnes enquêtées si elles ont été personnellement concernées, au cours des cinq dernières années, tous domaines confondus, par des faits de discrimination. 40 % des personnes disent avoir fait l'objet de discrimination. L'emploi est le premier domaine cité, 23% des personnes citent en avoir vécu au cours de leur carrière et 15% lors d'une recherche d'emploi (**figure 2**).

Figure 2, Expériences de discrimination liées au sexe, à l'âge, à l'origine, à la couleur de peau, à la religion, à l'état de santé, au handicap, ou à la grossesse/maternité dans les cinq dernières années, 10^{ème} Baromètre des discriminations, 2016 (ensemble de la population d'enquête n = 5117)



Si l'on ne prend en compte que les personnes qui relèvent de la population active française de 18 à 65 ans (échantillon : 3556 personnes), une personne sur trois (34%) déclare avoir été discriminée dans l'emploi, que ce soit dans le cadre d'une recherche de travail ou dans le cadre de son activité professionnelle, au cours des cinq dernières années. Ce résultat est en soi important, mais c'est en allant dans le détail des situations que l'on prend la mesure de la diversité des cas de figure : dans certains groupes ou catégories, plus d'une personne sur deux a le sentiment d'être sujette à discriminations (**figure 3**) : c'est le cas par exemple des femmes perçues comme arabes, noires ou asiatiques qui sont 61% à déclarer des expériences de discrimination. Cette figure 3 a l'avantage de faire ressortir l'effet cumulé de deux facteurs, le sexe, et un autre critère : âge, diplôme, présence d'enfant, handicap, origine/couleur de peau.

Figure 3, Taux global des expériences de discrimination dans le monde professionnel selon les caractéristiques sociales, 10^{ème} Baromètre des discriminations, 2016 (ensemble de la population d'enquête active âgée de 18 à 65 ans, n=3556)



Note : Dans ce graphique, nous avons sélectionné les caractéristiques les plus marquantes (se reporter au Baromètre, tableau 5, page 12 pour avoir l'ensemble des données). Ainsi pour les âges, nous avons sélectionné trois tranches parmi les cinq disponibles dans l'enquête, celles où l'ensemble des personnes sont susceptibles d'être dans l'emploi parce que la période des études est finie (25-34 ans, 35-44 ans) et celle qui correspond à la fin de la vie professionnelle et où il peut être difficile de (re)trouver du travail (55-64 ans). Pour les parents d'enfants, on a distingué ceux qui avaient des enfants de moins de 6 ans et ceux qui en avaient de plus de 6 ans.

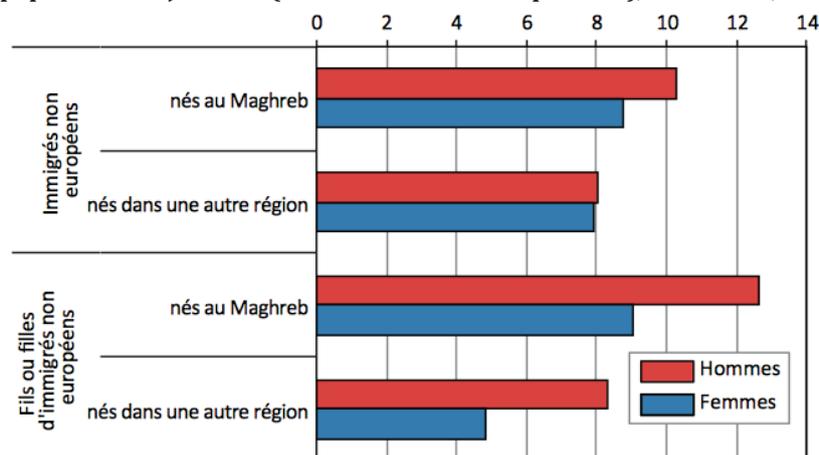
Le niveau de discrimination perçue augmente quand tous les facteurs de discrimination se cumulent : le sexe, l'âge, le handicap, l'origine, le fait d'attendre un enfant ou d'être mère d'enfant(s) en bas âge.

Parmi les critères de discrimination, on peut regarder de plus près dans cette fiche celui de l'origine, et particulièrement le cas de figure des descendants d'immigrés maghrébins. En effet, le ressenti de discrimination, élevé, est porteur de conséquences importantes pour la société française. Contrairement à d'autres critères comme le sexe, le handicap ou la présence d'enfants en bas âge, il participe de manière sans doute croissante à des clivages sociaux, culturels et idéologiques. Ainsi chez les descendants d'immigrés la discrimination a un impact sur la perception de la France.

En France, les taux de chômage des descendants d'immigrés non européens sont près du double de ceux observés pour les descendants européens¹. Presque la moitié de ces taux sont dus à la discrimination². Mais ces discriminations sont-elles ressenties, et donnent-elles lieu à un sentiment d'injustice ? L'enquête **TeO (Trajectoires et Origines)** apporte des réponses. La limite est néanmoins que les données sont issues de l'enquête 2008 (la prochaine est à venir en 2018). Dans cette enquête, un module est dédié à la discrimination ressentie. Les enquêteurs demandent le domaine concerné (emploi, logement...) et le critère de discrimination (âge, sexe, état de santé ou handicap, couleur de la peau, origine ou nationalité, lieu de résidence, accent, façon de parler, situation de famille, orientation sexuelle, religion, façon de s'habiller...).

Pour l'emploi, les personnes répondent à la question suivante : « Au cours des cinq dernières années, est-il arrivé qu'on vous refuse injustement un emploi ? », puis précisent à quels motifs ils attribuent ce refus. Cette question est donc plus précise que celle du Baromètre des discriminations : elle porte uniquement sur la discrimination ressentie dans l'accès à l'emploi, et ne tient pas compte de la discrimination ressentie une fois que la personne est dans l'emploi (déroulement de carrière, plafond de verre...), d'où des taux de réponse positive assez faibles. Les immigrés et fils et filles d'immigrés non européens déclarent plus que les autres avoir vécu des situations de refus injustifiés d'emploi (**figure 4**). Et parmi eux, les fils et filles d'immigrés maghrébins. La proportion d'hommes ayant déclaré avoir fait l'objet de discrimination en la matière parmi les fils d'immigrés nés au Maghreb est supérieure de 13 points de pourcentage à celle du « groupe majoritaire » (hommes nés en France métropolitaine de parents français), en prenant en compte les différences de caractéristiques socioéconomiques (âge, niveau d'instruction, etc.). Les ressentis de discrimination sont plus élevés pour les immigrés et enfants d'immigrés du Maghreb et plus marqués chez les hommes que chez les femmes. Le ressenti de discrimination est plus élevé chez les fils d'immigrés nés au Maghreb que chez les pères (écart de 2 points de pourcentage : 13% et 11%), alors qu'il est le même entre les filles et les mères (environ 9%).

Figure 4, Variations du sentiment de discrimination selon l'origine, Écarts en points de % par rapport à la population majoritaire (nets des effets de composition), Ined-Insee, Enquête TeO, 2008



Champ : femmes et hommes de 18 à 50 ans

¹ En 2015, 7,3 millions de personnes nées en France sont descendantes d'immigrés, c'est-à-dire née en France et dont au moins un parent est immigré. (« Être né en France d'un parent immigré Une population diverse reflétant l'histoire des flux migratoires », Insee Première, n°1634, 2017).

² Dominique Meurs, INED, Population et Sociétés n° 546, juillet-août 2017, « Le chômage des immigrés : quelle est la part des discriminations ? », <https://www.ined.fr/fr/publications/population-et-societes/chomage-immigres-discriminations/>

En comparant les mesures des discriminations aux ressentis, l'étude de l'INED conclue que plus la personne au chômage « devrait » être en emploi au vu de ses caractéristiques mais ne l'est pas, plus elle indique ressentir de la discrimination, ce qui tend à démontrer que les ressentis de discrimination sont bien corrélés aux mesures objectives recueillies lors de testings et d'enquêtes quantitatives.

D'autres enquêtes menées en France ont établi la corrélation entre le sentiment d'être discriminé et victime d'injustice et le développement d'une perception négative du pays où l'on vit. Amin, Poussin, Martinez (2008)³ ont questionné 334 jeunes Français d'origine maghrébine et 158 d'origine turque, âgés entre 15 et 25 ans, scolarisés dans différents établissements de la région Rhône-Alpes. Résultat : la corrélation est forte entre les sentiments de rejet et d'injustice chez les jeunes issus de l'immigration maghrébine, alors qu'elle n'est pas significative chez les jeunes d'origine turque. Le degré élevé des sentiments de rejet et d'injustice conduit ces jeunes à développer des représentations « polémiques » et négatives de la société française et des Français. D'autant qu'une partie importante d'entre eux sont convaincus que leurs différences ethniques et culturelles sont à l'origine de l'inégalité sociale dont ils estiment être victimes.

CONCLUSION

Les discriminations dans le champ du travail sont ressenties par un actif sur trois en France. Les critères de discrimination les plus perçus par les Français dans le champ professionnel sont le sexe et l'âge, loin devant l'origine ou de la couleur de la peau, la grossesse et de la maternité, le handicap et l'état de santé. Au titre des discriminations selon l'origine, les descendants d'immigrés maghrébins disent nettement plus que les personnes nées en France métropolitaine de parents français avoir subi une discrimination dans l'emploi. On dispose aujourd'hui d'un nombre suffisant d'enquêtes pour mesurer les répercussions négatives des discriminations à différents niveaux : les discriminations non seulement affectent le PIB, le fonctionnement des entreprises en ne permettant pas aux capacités des personnes d'être utilisées au mieux, mais elles modifient les perceptions des personnes qui ressentent une discrimination puisqu'elles auront tendance à regarder la société sous un jour négatif, voire à ne plus adhérer à des valeurs républicaines d'égalité et de fraternité puisque dans leur cas elles ont été bafouées.

Liste et méthodologie des sondages

Les résultats du **10e Baromètre Défenseur des droits/OIT** sont issus de l'enquête « Accès aux droits » du Défenseur des droits, qui porte sur un échantillon de 5117 personnes représentatif de la population de France métropolitaine en termes d'âge, de sexe, de catégorie professionnelle et de niveau de diplôme. Les données ont été recueillies en France métropolitaine du 18 février au 26 mai 2016. Les résultats relatifs aux représentations sont issus des réponses données par l'ensemble de la population tandis que ceux portant sur les expériences de discrimination en milieu professionnel sont analysés pour la seule population active, en emploi ou à la recherche d'un emploi (3556 personnes). Les données relatives à l'appartenance « ethnoraciale » sont obtenues en interrogeant les répondants sur la manière dont ils pensent que les autres les perçoivent. Les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée sont généralement fondées sur les caractéristiques apparentes d'une personne. Il est jugé pertinent de s'intéresser à la manière dont les personnes pensent être vues par les autres plutôt que de leur demander à quelle origine elles s'identifient. Les personnes se déclarant comme non blanches ont été identifiées comme étant d'origine extra-européenne. Les résultats ont été analysés avec un modèle de régression logistique qui consiste à égaliser toutes les conditions de la comparaison pour mesurer séparément l'incidence de chaque facteur sur la probabilité de déclarer des expériences de discrimination.

³ Azzam Amin, Marjorie Poussin, Frédéric Martinez, « Le rôle du sentiment d'exclusion et des perceptions de la société dans le processus d'identification chez les jeunes français issus de l'immigration », *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, n°80, 2008, www.cairn.info/revue-les-cahiers-internationaux-de-psychologie-sociale-2008-4-page-27.htm

LES JEUNES ET LE SENTIMENT D'INJUSTICE, D'INÉGALITÉS ET DE DISCRIMINATION

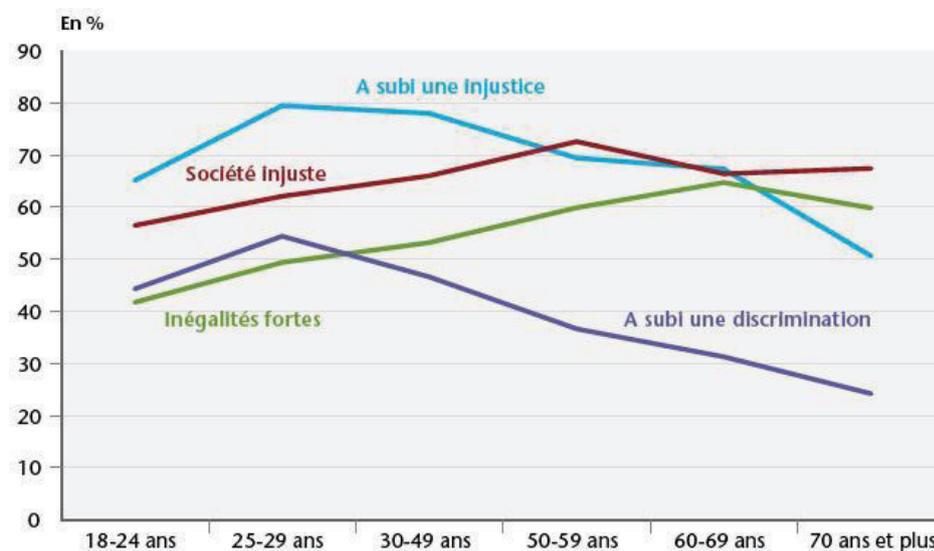
Les conditions d'entrée dans la vie adulte se sont dégradées pour les jeunes d'aujourd'hui en raison du contexte de taux de chômage élevé et de précarisation du travail. Les données issues de l'enquête Dynégal sur la perception des inégalités et des injustices (menée par questionnaire auprès de 4000 personnes et par entretiens biographiques auprès de 40 autres personnes) font pourtant apparaître qu'ils perçoivent moins que les autres catégories d'âges la société dans son ensemble comme injuste et inégale.

Les chercheurs Thomas Amadiou et Cécile Clément se sont appuyés sur l'analyse de l'enquête Dynégal pour étudier le lien entre le sentiment d'injustice relatif à la société française des jeunes Français âgés de 18 à 30 ans et les injustices éventuellement vécues lors du passage à l'âge adulte. L'exploitation des questionnaires montre que les 18-30 ans perçoivent la société française comme moins injuste que les adultes plus âgés : 57 % des 18-24 ans et 63 % des 25-29 ans jugent la société française « plutôt injuste » ou « très injuste », contre 72,5 % des 50-59 ans.

En revanche, ils sont plus sensibles que les adultes aux injustices et aux discriminations vécues personnellement. L'exploitation des entretiens indique que cet écart ne renvoie pas une conception de la justice sociale qui serait divergente entre les générations. En fait, c'est l'avancée dans la vie qui intensifie le sentiment d'injustice et la perception des inégalités. Les nouvelles expériences comme l'autonomie financière, la nécessité de faire appel aux aides sociales, le passage de la formation aux premières expériences professionnelles peuvent générer un sentiment d'injustice, que ce soit à l'égard de sa propre situation ou vis-à-vis du fonctionnement de la société en général.

La **figure 1** montre que deux courbes (injustices et discriminations ressenties) décroissent globalement avec l'âge, alors que deux autres courbes (société injuste et force des inégalités dans la société) croissent au contraire avec l'âge. Ce schéma est issu de la synthèse qu'a réalisée Olivier Galland (2016) de l'enquête Dynégal¹.

Figure 1, La perception des inégalités et des injustices selon l'âge, source Dynégal, Galland, 2016

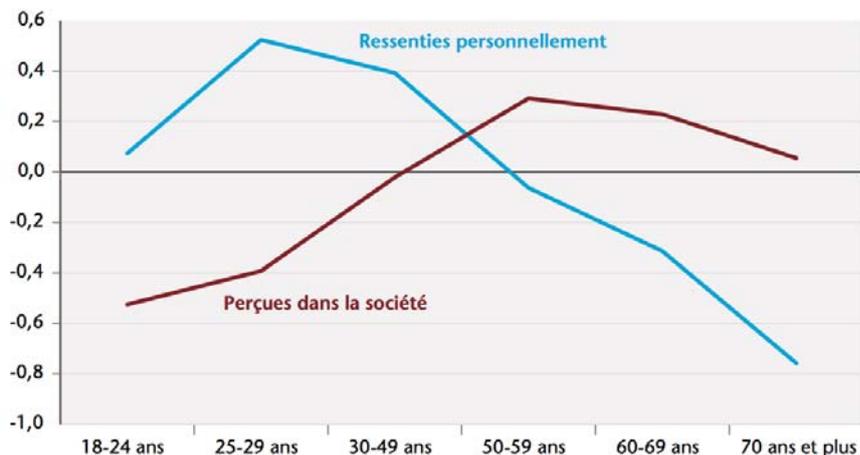


Lecture : La variable « a subi une injustice » indique qu'un individu déclare avoir été « traité de manière injuste ou moins bien que d'autres sans raisons valables » au moins une fois dans l'un des 12 thèmes à propos desquels il était interrogé (scolarité, recherche d'emploi, rémunération, etc.). La variable « a subi une discrimination » est fondée sur le même principe mais à propos de 14 caractéristiques personnelles (âge, sexe, couleur de peau ou origine, etc.). La variable « société injuste » correspond au pourcentage de personnes trouvant la société française « très » ou « assez » injuste. La variable « inégalités fortes » correspond au pourcentage de répondants ayant indiqué une note comprise entre 8 et 10 pour la force des inégalités de revenu en France.

¹ Voir par exemple Olivier Galland, « Les jeunes face aux injustices et aux discriminations », *Revue de l'OFCE*, vol. 150, no. 1, 2017.

Olivier Galland a construit partir des variables deux indicateurs synthétiques, l'un de « ressenti personnel des injustices et discriminations » et l'autre de « perception globale dans la société des inégalités et des injustices ». Le contraste selon l'âge de ces deux perceptions (qui pour l'une concerne la personne, et pour l'autre a une dimension la fois personnelle et collective) apparaît encore plus clairement : les jeunes ressentent beaucoup plus fortement que les adultes les injustices ou discriminations personnelles alors qu'ils sont moins sensibles leur présence dans l'ensemble de la société (**figure 2**).

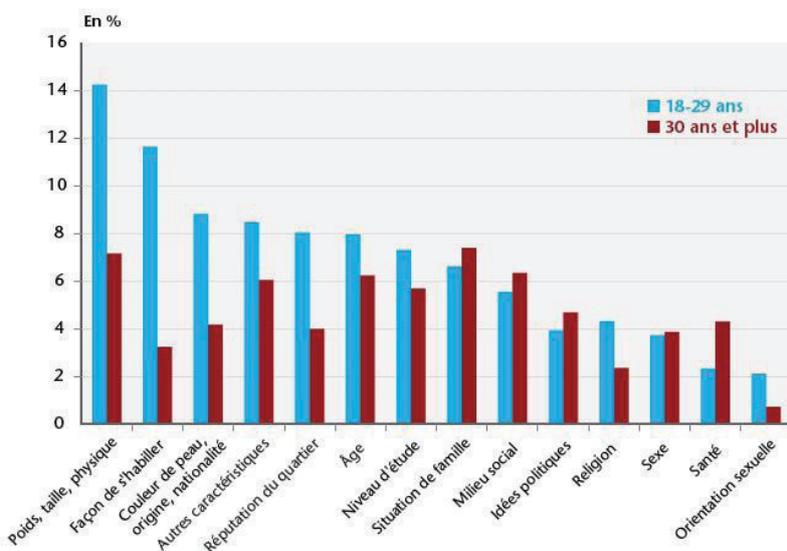
Figure 2, Les injustices ressenties personnellement et les inégalités et l'injustice perçues dans la société selon l'âge, source Dynégal, Galland 2017



Même si leur situation actuelle n'est guère favorable, les jeunes le sentiment qu'elle pourrait s'améliorer plus tard, ce qui atténue le sentiment d'injustice de la société à leur égard. Le contraste est fort avec les retraités dont la situation ne peut plus guère évoluer. Dans cette dernière catégorie, la sur-sensibilité à l'injustice est très corrélée au sentiment de connaître des difficultés financières.

C'est dans le domaine des discriminations éprouvées que les contrastes d'âge sont les plus marqués (**figure 3**). D'une manière générale, les jeunes se sentent beaucoup plus souvent discriminés que les autres tranches d'âge, et ils le ressentent surtout dans ce qui touche l'apparence (poids, taille, apparence physique, façon de s'habiller, et éventuellement la couleur de peau). Selon Olivier Galland, il y a là une spécificité juvénile qui est liée à l'importance accordée à l'apparence chez les jeunes, indépendamment des discriminations qui frappent les jeunes d'origine immigrée à l'entrée sur le marché du travail, et qui génère un fort sentiment d'injustice.

Figure 3, Motifs de discrimination évoqués par les « jeunes » (18-29 ans) et par les plus de 30 ans, (source Dynégal, Galland, 2016)



CONCLUSION

L'enquête Dynégal indique que les jeunes se sentent donc personnellement plus touchés que les adultes par les injustices et les discriminations, mais que ce ressenti individuel ne donne pas lieu à une vision de la société comme injuste, puisqu'ils ont moins que les adultes plus âgés le sentiment que les inégalités et l'injustice sont fortes.

Liste et méthodologie des sondages

L'enquête Dynégal (Dynamique de la perception des inégalités), financée par l'ANR, a été réalisée en 2013 sur un échantillon représentatif de 4000 personnes résidant en France. Elle a exploré diverses facettes des opinions au sujet des inégalités et des injustices. Les principaux résultats sont présentés dans l'ouvrage dirigé par Olivier Galland, *La France des inégalités. Réalités et perceptions*, paru en 2016 aux Presses de l'Université Paris-Sorbonne.

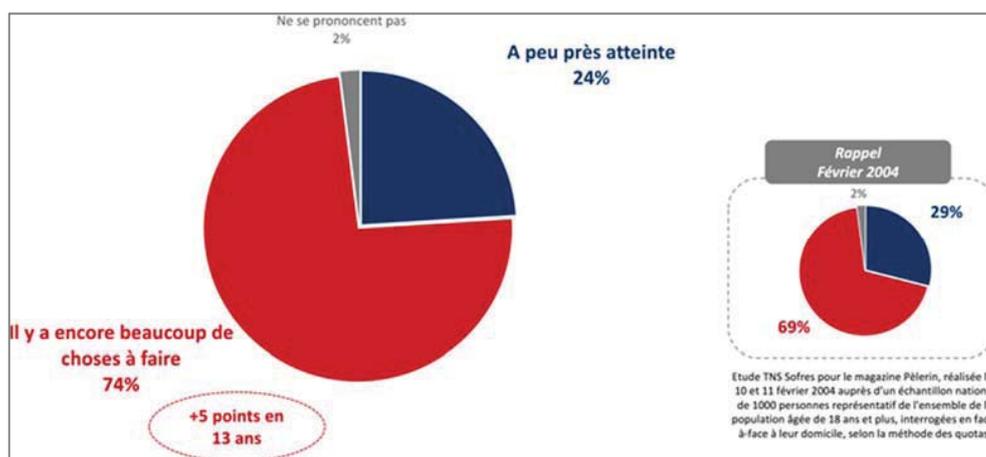
PARITÉ HOMMES/FEMMES : ENCORE BEAUCOUP À FAIRE

Malgré quelques progrès réalisés en termes de parité dans certains domaines, le sentiment d'inégalités entre hommes et femmes s'est accru au cours de la décennie passée, notamment en matière de salaires et de sécurité dans les lieux publics. Le sentiment de discrimination a également considérablement progressé dans le milieu professionnel, se traduisant par une crainte de plus en plus marquée des femmes de devoir choisir entre vie familiale et carrière. Enfin, le sentiment d'insécurité est extrêmement présent chez les femmes qui, pour les deux tiers d'entre elles, déclarent subir (au moins de temps à autres) des situations de harcèlement dans les transports et les lieux publics.

Un sentiment d'inégalités très fort... et qui s'accroît.

Les nombreux remous provoqués par l'affaire Weinstein, qui a mis la question des rapports entre hommes et femmes sur le devant de la scène médiatique dans le courant de l'année 2017, ont incité la Fondation Jean Jaurès à faire le point sur la perception des inégalités de genre dans la société Française. Le sondage confié à l'IFOP fait avant tout ressortir que les trois quarts (74%) des Français considèrent aujourd'hui que l'égalité entre hommes et femmes est encore loin d'être atteinte. Deux caractéristiques importantes sont à souligner : d'abord, ce pourcentage est en hausse de 5 points par rapport à 2004 ; ensuite, ce sentiment est moins partagé par les hommes (65%) que par les femmes (82%). Les sympathisants de gauche sont également plus enclins à partager cet avis (78%) que ceux de droite (65%). Paradoxalement, les jeunes hommes de moins de 35 ans sont moins nombreux (58%) à partager cet avis – ce que les auteurs de l'étude interprètent comme la conséquence possible de leur engagement concret plus important par rapport à leurs aînés.

Question : Diriez-vous qu'aujourd'hui l'égalité entre les femmes et les hommes est... ?

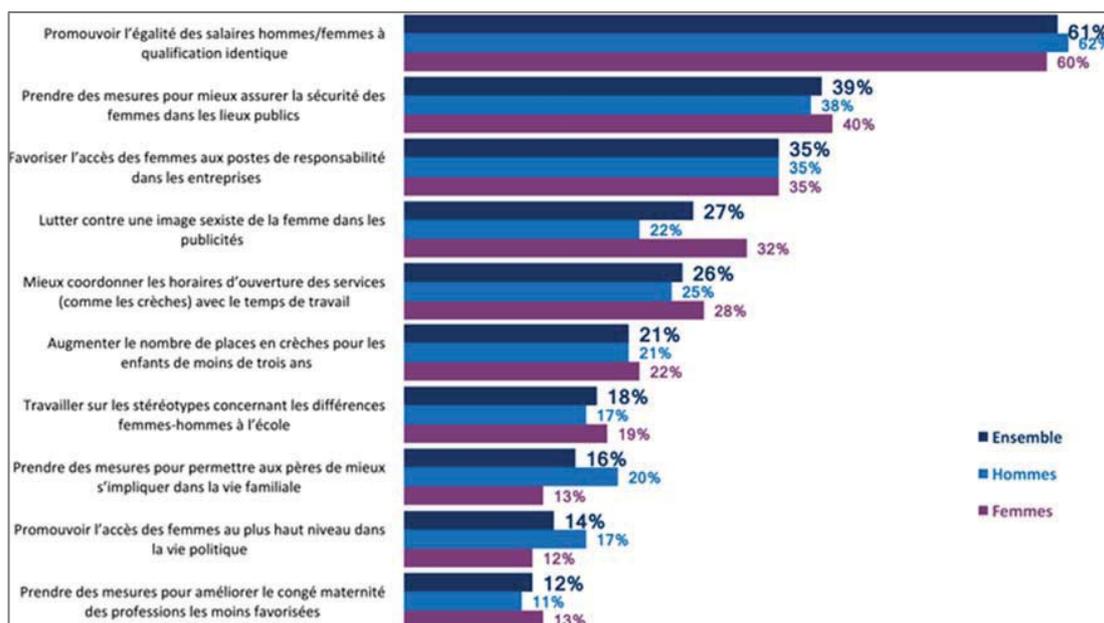


IFOP, 2017

Dans le détail, c'est l'égalité salariale, la possibilité de promotion et la sécurité dans la vie quotidienne qui arrivent en tête des facteurs d'inégalité perçue entre femmes et hommes. 84 % des Français pensent ainsi que le salaire des femmes est inférieur à celui des hommes, 71 % considèrent qu'il est plus difficile d'obtenir une promotion lorsqu'on est une femme et 72 % estiment que la situation des femmes est moins bonne que celle des hommes en matière de sécurité.

Sans surprise, ce sont donc les mesures en faveur de l'égalité salariale et d'une plus grande sécurité des femmes dans les lieux publics qui arrivent en tête des mesures les plus plébiscitées par les Français. Fait symptomatique, la proposition consistant à lutter contre l'image sexiste de la femme véhiculée par certaines publicités arrive en quatrième position, mais avec l'écart le plus important constaté entre hommes et femmes (ces dernières étant bien entendu davantage favorables à cette mesure).

Question : Parmi ces mesures, quelles sont celles qu'il faudrait prendre en priorité pour améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes ?

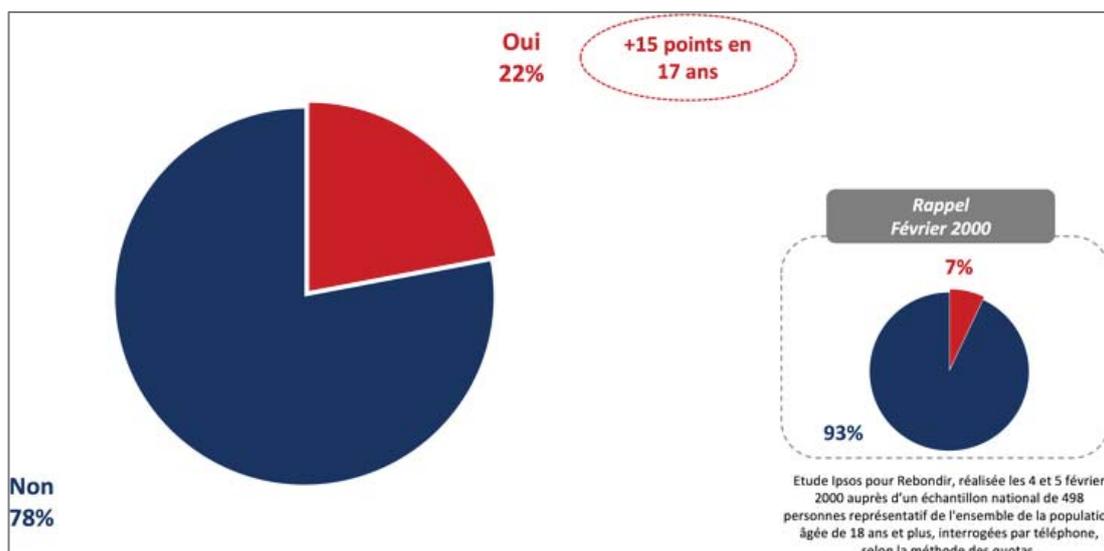


Commentaire : 61% des Français (60% des hommes et 62% des femmes) pensent que, parmi les mesures présentées, « promouvoir l'égalité des salaires hommes/femmes à qualification identique » est prioritaire pour améliorer l'égalité H/F (deux choix possibles, total des réponses supérieur à 100). IFOP, 2017

Des discriminations de plus en plus ressenties dans le milieu du travail

L'inégalité salariale arrive donc, et de loin, en tête des injustices à l'égard des femmes telles qu'elles sont ressenties par les Français. Mais il ne s'agit pas de la seule injustice liée au monde du travail : une autre conclusion de l'enquête est en effet que le sentiment d'être victime de discrimination à l'embauche s'est considérablement renforcé depuis le début des années 2000. Tandis que seulement 7% des femmes déclaraient avoir déjà eu le sentiment d'être victime d'une discrimination à l'embauche en raison de leur sexe en 2000, cette proportion est trois fois plus importante en 2017 avec 22% de femmes ayant le sentiment d'avoir été victime d'une telle discrimination !

Question : Avez-vous déjà eu le sentiment d'être victime d'une discrimination à l'embauche en raison de votre sexe ?



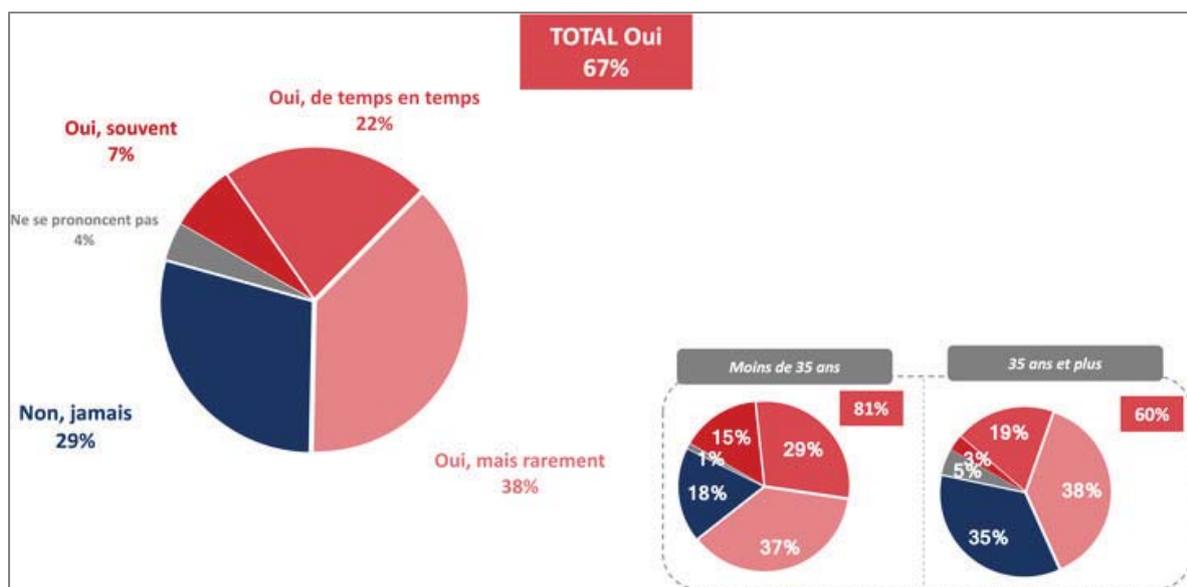
IFOP, 2017

Le contexte de crise économique n'est peut-être pas étranger à cet accroissement du sentiment de discrimination dans l'accès à l'embauche, qui est d'ailleurs plus présent chez les jeunes. Ce sentiment se traduit toutefois par des décisions très concrètes : par exemple, un tiers (32%) des femmes – et parmi elles la moitié (49%) des moins de 35 ans – déclarent avoir déjà repoussé l'idée d'avoir un enfant en attendant d'avoir un emploi plus stable. 82 % des femmes ont par ailleurs le sentiment que le fait de prendre un congé maternité nuit à leur carrière professionnelle : un sentiment qui a connu une progression spectaculaire par rapport à 2000, avec +35 points !

Deux tiers des femmes déclarent faire l'objet de harcèlement dans la rue ou les transports publics

Enfin, les préoccupations en termes de sécurité arrivant en seconde place des inégalités ressenties (et ce d'autant plus dans un contexte marqué en 2017 par l'affaire Weinstein) l'enquête de l'IFOP a exploré la question du harcèlement. D'où il ressort que 83% des femmes (et 88% des femmes de moins de 35 ans) se sentent au moins de temps en temps en insécurité physique lorsqu'elles sont dans la rue ou qu'elles fréquentent les transports publics. Cette peur n'est pas infondée puisque deux tiers (67%) des femmes déclarent faire l'objet de harcèlement quand elles sont dans la rue ou les transports en commun (dont 38% rarement, 22% de temps en temps et 7% souvent). Ce taux est là encore plus élevé parmi les jeunes puisque les femmes de moins de 35 ans sont 81% à subir de tels harcèlements (et cela arrive souvent à 15% d'entre elles, alors que cela ne se produit souvent « que » pour 3% des femmes de plus de 35 ans).

Question : En tant que femme, vous arrive-t-il de faire l'objet de harcèlement quand vous êtes dans la rue ou les transports en commun ?



IFOP, 2017

Même si l'interprétation de la notion de harcèlement peut fluctuer d'une personne à une autre, et même si la part des hommes concernée par ces faits est sans doute faible, ces chiffres ont au moins le mérite de situer l'ampleur du phénomène : le harcèlement est une pratique dont l'immense majorité des femmes sont régulièrement victimes dans l'espace public. (IFOP, 2017)

Ces révélations sur l'ampleur du phénomène ont un effet miroir sur les hommes : ainsi, une autre étude menée cette fois-ci par l'IPSOS à la demande du magazine GQ montre que 30% d'entre eux imaginent que les relations de séduction entre hommes et femmes seront plus compliquées après l'affaire Weinstein... tandis que 31% d'entre eux pensent au contraire que cela va arranger les choses. (GQ, 2018)

Note bibliographique et méthodologique

IFOP, 2017. *Les inégalités femmes/hommes dans la société française et les nouveaux enjeux pour la condition des femmes*. IFOP pour la Fondation Jean Jaurès, octobre 2017 (sondage auprès d'un échantillon de 1001 personnes représentatif de la population française de 18 ans et plus, méthode des quotas basée sur sexe, âge et profession après stratification par région et catégorie d'agglomération. Questionnaire en ligne du 17 au 18 octobre 2017).

URL : http://www.ifop.com/media/poll/2839-1-study_file.pdf

GQ, 2018. Note : Les données détaillées et les éléments méthodologiques de cette enquête menée par l'IPSOS ne sont pas libres d'accès. L'enquête a été menée auprès de 800 hommes âgés de 18 à 65 ans, ses principaux résultats sont présentés dans : Coquebert V., 2018. « Sexe : prêts pour la nouvelle aventure ? » mis en ligne sur [gqmagazine.fr](http://www.gqmagazine.fr) le 30 janvier 2018

URL : <http://www.gqmagazine.fr/sexe/action/articles/sexe-prets-pour-la-nouvelle-aventure-/59866>

FREINS À L'EMPLOI : LA CAPACITÉ À SE POSITIONNER PROFESSIONNELLEMENT, RECHERCHER UN EMPLOI, LEVER SES DIFFICULTÉS PERSONNELLES EN LIGNE DE MIRE

Dans un contexte de chômage massif, le ciblage des efforts d'accompagnement vers les personnes les plus éloignées de l'emploi constitue une préoccupation forte des politiques d'emploi et d'insertion. Un certain nombre d'enquêtes nationales ou locales s'efforcent d'évaluer les principaux freins faisant obstacle au retour ou à l'accès à l'emploi. S'il apparaît difficile de dégager une hiérarchie claire de ces freins, plusieurs difficultés fréquentes ressortent cependant et se combinent bien souvent :

- certaines relèvent de l'adéquation entre profil/projet professionnel et réalités du marché du travail local
- d'autres concernent des dimensions de la vie personnelle (freins dits « périphériques »)

Pour les chômeurs inscrits à Pôle Emploi, les principaux freins relèvent à la fois du projet professionnel, de la recherche d'emploi et de difficultés personnelles

Dans un contexte de mise en place d'une nouvelle organisation suite à la fusion entre l'ANPE et les Assédic, Pôle Emploi a réalisé en 2010 une vaste enquête quantitative auprès des demandeurs d'emploi en vue d'identifier et d'améliorer les services permettant d'aider efficacement ces derniers dans leur recherche d'emploi, au regard des situations auxquelles les demandeurs d'emploi sont confrontés.

Outre les difficultés concernant le moment de l'inscription et la mise en place de l'indemnisation du chômage, l'enquête fait ressortir trois grandes catégories de freins à l'emploi.

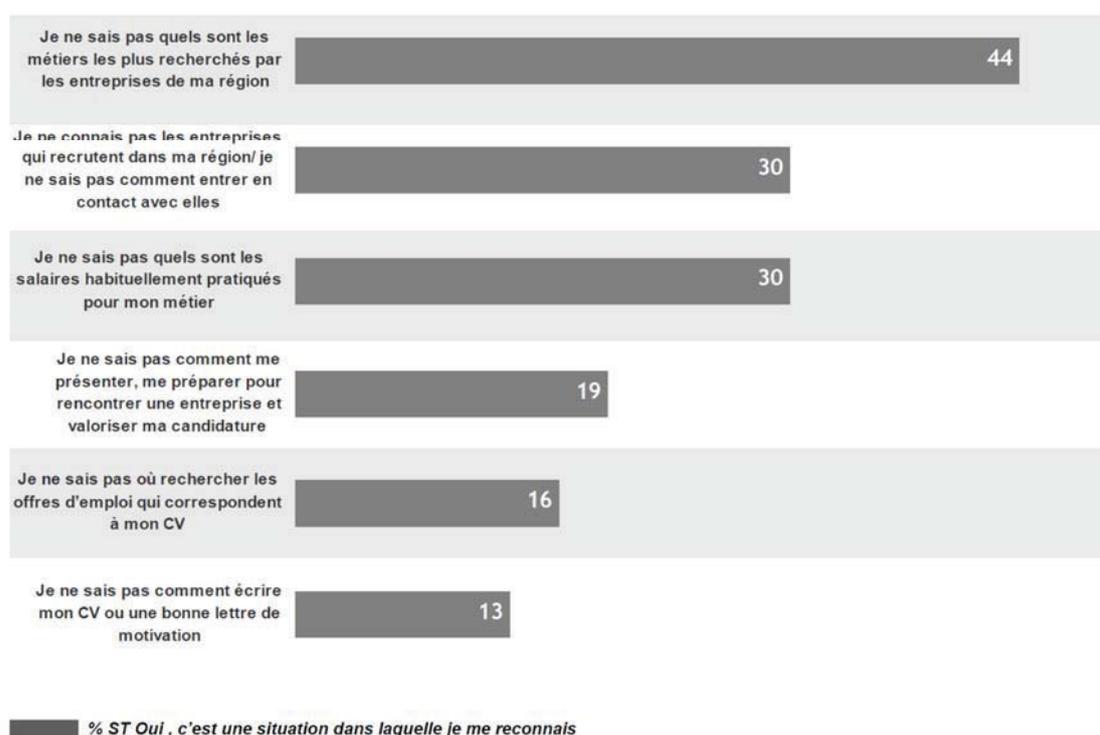
- **Formation et expérience** : cette catégorie renvoie à toutes les situations dans lesquelles les demandeurs d'emplois estiment disposer d'un **bagage professionnel insuffisant ou inadéquat** pour accéder aux emplois recherchés. Les principaux freins évoqués par les personnes enquêtées concernent ainsi un défaut de compétence, d'expérience, de formation.
- **Contacts avec les entreprises** : l'enquête met en évidence ici des difficultés qui concernent aussi bien la **capacité de se positionner sur le marché du travail** (s'assurer qu'il existe un besoin de recrutement sur le métier choisi dans le périmètre géographique de recherche, s'assurer que l'on dispose des compétences requises pour exercer le métier recherché), que la capacité à conduire sa recherche d'emploi (techniques de recherche d'emploi, capacité à présenter ses compétences et atouts professionnels)
- **Situation personnelle** : cette troisième catégorie rassemble différentes difficultés relevant de la vie personnelle des demandeurs d'emploi qui peuvent constituer des barrières à l'accès à l'emploi en affectant l'attractivité de la candidature, et/ou la disponibilité de la personne pour rechercher un emploi, et/ou sa capacité à occuper un emploi. Plusieurs des freins mis en exergue par l'enquête font intervenir des considérations financières sur l'intérêt de postuler à certaines offres d'emploi (gains insuffisants au regard des coûts engagés).

Formation et expérience : les principaux freins résultent à la fois d'inadéquations et de lacunes dans le parcours du demandeur d'emploi.



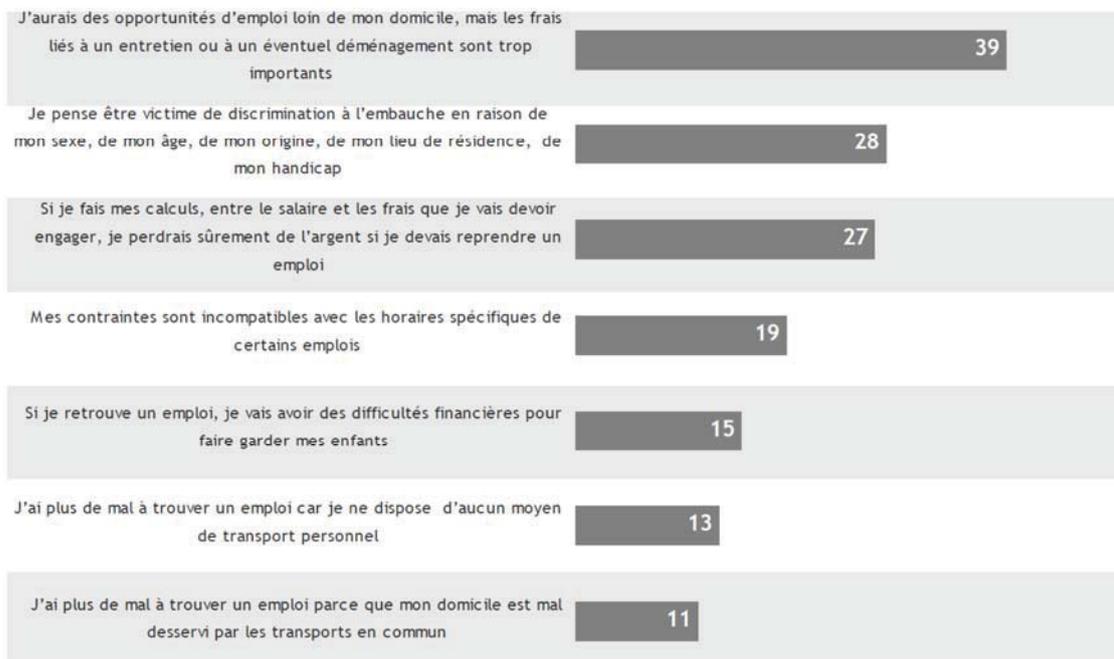
14

Contacts avec les entreprises : les difficultés les plus évoquées relèvent de la méconnaissance des entreprises et de leurs pratiques.



15

Situation personnelle : le calcul coût / bénéfice du retour à l'emploi reste un frein important.



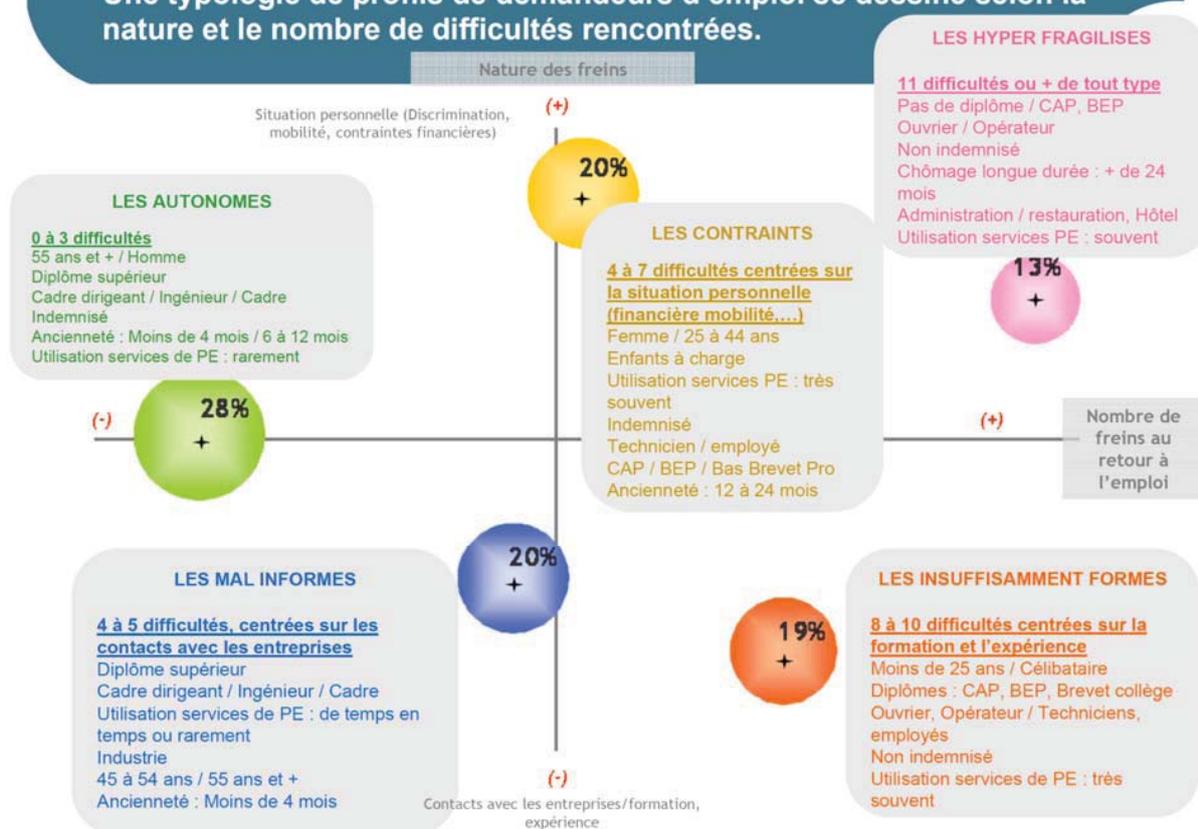
■ % ST Oui, c'est une situation dans laquelle je me reconnais

16

La combinaison de ces difficultés – une même personne pouvant cumuler plusieurs difficultés relevant de différentes catégories – permet de dégager **plusieurs profils de demandeurs d'emplois**. Représentant la moitié des demandeurs d'emplois, trois profils combinent de nombreuses difficultés et rassemblent les personnes présentant les caractéristiques suivantes :

- **LES HYPER FRAGILISES** (13% des demandeurs d'emplois) cumulent au moins 11 difficultés de tout type :
- **LES INSUFFISAMMENT FORMES** (19%) cumulent 8 à 10 difficultés centrées sur la formation et l'expérience :
- **LES CONTRAINTS** (20%) cumulent 4 à 7 difficultés centrées sur la situation personnelle (financière mobilité,...) :

Une typologie de profils de demandeurs d'emploi se dessine selon la nature et le nombre de difficultés rencontrées.



Pour les publics en parcours d'insertion dans les structures de l'Insertion par l'Activité Économique, les principales difficultés concernent la mobilité, le niveau de formation, les discriminations

La Dares a publié en 2014 les résultats d'une enquête quantitative nationale auprès de salariés en parcours d'insertion dans une structure de l'Insertion par l'Activité Économique (SIAE). Visant à améliorer la connaissance des parcours d'insertion des personnes accueillies par les SIAE, cette enquête porte notamment sur les principales difficultés professionnelles et sociales rencontrées par ces personnes.

Les résultats font ressortir quatre freins principaux. On retrouve **l'absence de permis de conduire ou de véhicule** déjà présente dans l'enquête de Pôle Emploi parmi les freins personnels, qui arrive cependant en tête ici. Vient ensuite **la faiblesse du niveau de formation**, qui apparaît également parmi les principales difficultés évoquées par les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi. Troisième frein, **l'exposition à des discriminations de la part des employeurs**, figurant en seconde position parmi les difficultés personnelles mises en évidence par l'enquête Pôle Emploi. Enfin, le **manque de travail dans le domaine d'activité recherché** renvoie également à la question du positionnement sur le marché du travail évoquée par l'étude réalisée par Pôle Emploi.

L'enquête de la Dares indique également que les principales difficultés mises en avant varient selon les caractéristiques socio-démographiques et le parcours professionnel antérieur des salariés en insertion.

- L'absence de permis de conduire ou de véhicule est citée plus souvent comme l'obstacle principal pour les personnes peu qualifiées (25 % d'entre elles, contre 13 % des titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme supérieur) et les jeunes (21 % contre 16 % des personnes âgées de 26 ans et plus).

- Les jeunes évoquent également plus souvent un niveau de formation insuffisant pour répondre aux offres d'emploi (32 % contre 20 % des 26 ans et plus), tout comme les personnes déclarant avoir été principalement au chômage ou n'avoir jamais travaillé avant leur entrée dans la structure (respectivement 21 % et 23 %, contre 18 % en moyenne).
- Les salariés âgés de 50 ans ou plus, font plus fréquemment mention de problèmes de santé (pour respectivement 5 % et 8 % d'entre eux, contre 4 % en moyenne), contrairement aux personnes n'ayant jamais travaillé (2 %).
- Le sentiment de discrimination, notamment lié à l'âge, est plus souvent cité par les seniors et par les personnes ayant été principalement en emploi (43 % et 19 % contre 14 % pour l'ensemble des personnes).

Tableau 4 • Les principales difficultés perçues pour trouver un emploi avant l'embauche dans une structure de l'IAE

En %					
Quelle était la principale difficulté qui vous empêchait de trouver du travail ?	ACI	EI	AI	ETTI	Ensemble
Vous n'aviez pas le permis de conduire ou pas de véhicule	28	19	22	20	24
Vous n'aviez pas un niveau de formation suffisant pour répondre aux offres d'emploi	20	20	15	19	18
Vous aviez des difficultés à trouver un travail à cause de votre âge, de votre sexe, de votre lieu de résidence (quartier), de votre handicap, de vos origines, etc.	13	15	14	13	14
Vous ne trouviez pas de travail dans votre branche	12	18	16	20	16
Vous aviez des problèmes de santé	5	4	4	4	4
Vous aviez des problèmes de garde d'enfants	4	4	6	2	4
Vous aviez des problèmes financiers (endettement,..)	3	4	3	4	3
Vous aviez des problèmes pour comprendre le français	2	2	2	1	2
Vous n'étiez pas sûr de pouvoir être à l'heure tous les jours ou de suivre le rythme de travail	2	1	1	1	2
Vous ne pouviez pas déménager pour trouver un travail	2	2	3	2	2
Vous aviez des problèmes de logement	1	2	1	1	1
Vous aviez des problèmes administratifs (papiers)	1	2	2	1	1
Vous aviez des problèmes avec la justice	1	1	0	1	1
Vous n'aviez aucune difficulté particulière	3	5	9	8	6
Autre	1	1	1	2	1
Ne sait pas	1	1	1	1	1

Lecture : 28 % des salariés embauchés dans un ACI déclarent que l'absence de permis de conduire était la principale difficulté qui les empêchait de trouver du travail avant leur entrée dans la structure.

Champ : salariés en parcours d'insertion recrutés entre septembre et décembre 2010 en France et restés au moins un mois dans la structure.

Précision de lecture : le tableau ci-dessus détaille les résultats par catégories de SIAE : Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI), Entreprises d'Insertion (EI), Associations Intermédiaires (AI), Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI).

Une enquête locale sur les freins à l'emploi

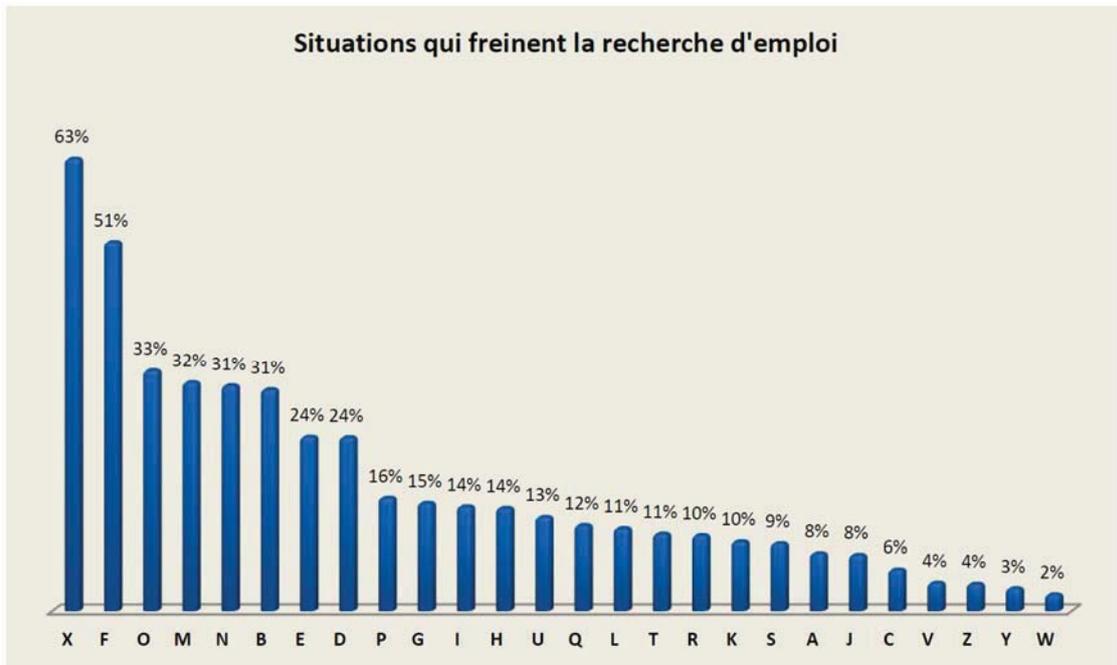
Dans le cadre de leurs prérogatives en matière d'observation du marché du travail local, plusieurs maisons de l'emploi ont réalisé des enquêtes sur les freins à l'emploi à l'échelle d'un territoire donné. Une **enquête sur les freins à l'emploi réalisée en 2013-2014 par la Maison de l'Emploi de Valenciennes Métropole** (en collaboration avec Pôle emploi) se focalise sur les publics **seniors et jeunes diplômés**.

Les résultats du **volet seniors** montre que 93% des seniors interrogés ont exprimé au moins une situation de frein à la recherche d'emploi. Les principaux freins qui ressortent de l'enquête sont :

- **Les discriminations liées à l'âge** (cité par 63% des personnes) : près des deux tiers des seniors citent leur âge (« on me reproche d'être trop vieux / vieille »).
- **La pénurie des offres d'emploi** (51%)
- **La fracture numérique** (1/3) : plusieurs situations fréquemment citées dans l'enquête relèvent de l'utilisation d'un ordinateur et d'internet (« je n'ai pas d'ordinateur / je n'ai pas accès à un ordinateur » ; « je ne sais pas utiliser Internet » ; « je ne sais pas utiliser un ordinateur »), outils de recherche d'emplois devenus aujourd'hui incontournables (moteur de recherche, dépôt de CV en ligne, etc.)

- **D'autres freins périphériques** : un tiers des répondants déclarent que leur recherche d'emploi est freinée par des problèmes financiers. Les problèmes de santé et les problèmes de mobilité sont aussi perçus comme une difficulté à la recherche d'un emploi pour près de 25% des demandeurs d'emploi seniors.

Après avoir déterminé les freins rencontrés, **chaque répondant a, parmi eux, choisi 3 freins prioritaires**. Deux freins restent en tête : l'âge et le nombre d'offres d'emploi disponibles. En revanche, les problèmes de mobilité, de santé et financiers apparaissent ici comme plus prioritaires que ceux liés à la fracture numérique.



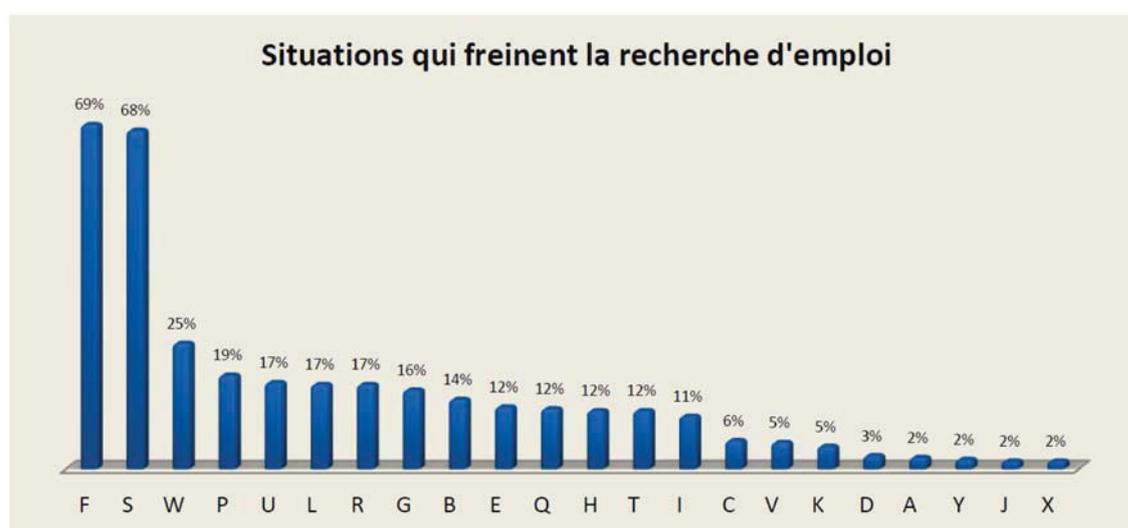
X : On me reproche d'être trop vieux / vieille
F : Il n'y a pas (ou pas suffisamment) d'offres d'emploi
O : Je n'ai pas d'ordinateur / je n'ai pas accès à un ordinateur
M : Je ne sais pas utiliser un ordinateur
N : Je ne sais pas utiliser Internet
B : J'ai des problèmes financiers
E : Je ne suis pas mobile (ex : je n'ai pas permis de conduire / pas de voiture / les transports en commun ne sont pas adaptés...)
D : Ma santé / mon handicap ne me permet pas d'exercer mon métier
P : Je ne connais pas les entreprises et les métiers qui recrutent
G : Je ne trouve pas d'offres d'emploi (ex : je ne sais pas où chercher / je n'ai pas de réseau professionnel)
I : Je manque d'aide dans ma recherche d'emploi
H : Les salaires que l'on me propose sont trop bas
U : On me reproche mon manque de qualification (diplôme/formation)
Q : Je manque d'informations sur le secteur / le métier dans lequel je souhaite travailler
L : Je suis stressé(e) au téléphone ou lors de l'entretien d'embauche
T : on me reproche d'être trop expérimenté(e)
R : Je n'arrive pas à cibler le métier ou les métiers dans lequel(s) je pourrais travailler
K : J'ai des difficultés à rédiger mes lettres de motivation
S : On me reproche mon manque d'expérience
A : J'ai des contraintes familiales (ex : garde d'enfants / petits enfants / personne à charge...)
J : J'ai des difficultés à rédiger mon CV
C : J'ai des problèmes de logement
V : On me reproche d'avoir trop de qualifications (diplôme/formation)
Z : J'ai le sentiment que mes origines gênent les employeurs
Y : J'ai le sentiment que le quartier dans lequel j'habite gêne les employeurs
W : J'ai le sentiment que le fait d'être une femme / un homme gêne les employeurs

Le **volet jeunes diplômés** montre que 98% des jeunes diplômés interrogés ont exprimé au moins un frein à la recherche d'emploi. Il révèle deux freins principaux :

- **La pénurie des offres d'emploi** (cité par 69% des personnes).
- **Le manque d'expérience** (68%) : la modalité « on me reproche mon manque d'expérience » est également citée par une large majorité des jeunes. Pourtant les résultats l'étude montrent qu'une part importante de ces jeunes a une expérience : professionnelle et/ou stage. Malgré leurs expériences de stages cumulés au cours de leurs études, on leur reproche un manque d'expérience.

La question sur les trois freins prioritaires confirme l'impact du manque d'expérience et de la pénurie des offres (cités par 64% et 48%). En 3^{ème} position est cité le stress au téléphone ou lors de l'entretien (14%).

Selon l'étude de la MDE, l'importance accordée par les seniors et les jeunes à la pénurie d'offres d'emploi doit être mise en regard, d'une part, avec l'évolution réelle du nombre d'emploi collectée sur le territoire d'une part, et d'autre part avec l'efficacité des efforts de recherche d'emploi des personnes (qui peuvent accentuer ou non l'impression de pénurie).



- F : Il n'y a pas (ou pas suffisamment) d'offres d'emploi
- S : On me reproche mon manque d'expérience
- W : On me reproche d'être trop jeune
- P : Je ne connais pas les entreprises et les métiers qui recrutent
- U : On me reproche d'avoir trop de qualifications (diplôme/formation)
- L : Je suis stressé(e) au téléphone ou lors de l'entretien d'embauche
- R : Je n'arrive pas à cibler le métier ou les métiers dans lequel(s) je pourrais travailler
- G : Je ne trouve pas d'offres d'emploi (ex : je ne sais pas où chercher / je n'ai pas de réseau professionnel)
- B : J'ai des problèmes financiers
- E : Je ne suis pas mobile (ex : je n'ai pas permis de conduire / pas de voiture / les transports en commun ne sont pas adaptés...)
- Q : Je manque d'informations sur le secteur / le métier dans lequel je souhaite travailler
- H : Les salaires que l'on me propose sont trop bas
- T : On me reproche mon manque de qualification (diplôme/formation)
- I : Je manque d'aide dans ma recherche d'emploi
- C : J'ai des problèmes de logement
- V : J'ai le sentiment que le fait d'être une femme / un homme gêne les employeurs
- K : J'ai des difficultés à rédiger mes lettres de motivation
- D : Ma santé / mon handicap ne me permet pas d'exercer mon métier
- A : J'ai des contraintes familiales (ex : garde d'enfants / personne à charge...)
- Y : J'ai le sentiment que mes origines gêne les employeurs
- J : J'ai des difficultés à rédiger mon CV
- X : J'ai le sentiment que le quartier dans lequel j'habite gêne les employeurs
- O : Je n'ai pas d'ordinateur / je n'ai pas accès à un ordinateur

Note bibliographique et méthodologique

Pôle emploi – **Grande consultation des demandeurs d’emploi** – 2010

Enquête quantitative par mail auprès d’un échantillon représentatif des demandeurs d’emploi inscrits à Pôle Emploi : envoi du questionnaire auprès de 500 000 demandeurs d’emploi extraits du fichier de façon aléatoire ; taux de retour de 21% (+de 100 000 répondants)

URL : <https://www.pole-emploi.fr/file/mmelement/pj/27/d5/31/03/consultationpoleemploi79714.pdf>

Marie Avenel et Véronique Rémy – **Les salariés des structures de l’insertion par l’activité économique. Profil, accompagnement et situation à la sortie** – Dares, Dares Analyse, Mars 2014, n° 020

Enquête quantitative par téléphone auprès d’un échantillon représentatif de salariés en parcours d’insertion dans une structure de l’IAE ; 6 943 personnes ont finalement répondu à l’enquête, soit un taux de réponse global de 41 %

URL : <http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2014-020-v3.pdf>

Maisons de l’emploi de l’arrondissement de Lille – **Les besoins en formation et les freins à l’emploi du public sur 5 territoires de l’arrondissement de Lille** – Livret 2, Analyse des freins périphériques à l’emploi, octobre 2012

Enquête quantitative auprès de conseillers référents de demandeurs d’emploi : sélection aléatoire 1 134 demandeurs d’emploi accompagnés sur le territoire ; questionnaires renseignés par les référents des personnes sélectionnées.

URL : <http://www.maison-emploi-pmc.fr/spip.php?article983>

Maison de l’emploi de valenciennes métropole – **Enquête freins à l’emploi seniors & jeunes diplômés** –

Enquête quantitative par mail et par courrier auprès de deux échantillons représentatifs des demandeurs d’emploi « seniors » et « jeunes diplômés » du bassin d’emploi de Valenciennes : envoi du questionnaire à 6 000 seniors et 1 000 jeunes diplômés ; 1544 réponses ont été reçues pour les questionnaires seniors, soit un taux de réponse de 26% et 279 réponses ont été reçues pour les questionnaires jeunes diplômés, soit un taux de réponse de 19%.

URL : http://www.mdeduvalenciennois.fr/wp-content/uploads/2017/12/Analyse_enqu%C3%AAtre_freins_MDEV1-1.pdf

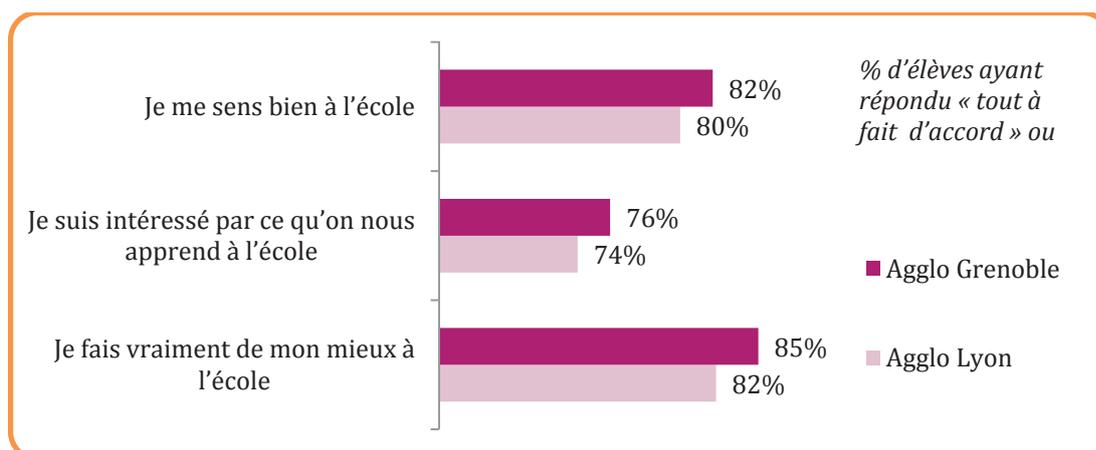
LES ADOLESCENTS ET L'ÉCOLE

Pour les collégiens et lycéens la relation à l'école est essentielle. L'expérience scolaire organise les perceptions des mineurs, tant par rapport à l'école que pour d'autres organismes, comme la police. Le fait de se sentir bien et de réussir à l'école, ou son contraire, scinde très tôt en deux dans la vie la population adolescente. Or, l'insertion scolaire et la réussite vont largement conditionner les trajectoires professionnelles futures : le fait de poursuivre ses études, le type d'études et de diplômes ainsi que l'emploi obtenu, et donc la position socioéconomique.

Dans l'enquête « Polis » conduite par le CNRS à Lyon et à Grenoble, les adolescents estiment plusieurs choses : leur intérêt, le fait de se sentir bien, de faire des efforts (ou expérience scolaire), la confiance dans l'école, et des dimensions liées, l'absentéisme scolaire et également l'importance de l'intérêt des parents pour l'école.

L'expérience subjective de l'école (cf. **figure n°1**) est assez positive. Pour une large majorité, mais pas la totalité des élèves, l'expérience de l'école est positive dans les deux agglomérations. Les adolescents se sentent bien (80-82%), disent s'impliquer (font de leur mieux : 82-85%), et se disent intéressés par ce qu'ils apprennent (74-76%). Cependant, pour entre un cinquième et un quart des élèves les choses sont plus tendues.

Figure n°1 Les sentiments vis-à-vis de l'école. Enquête Polis, Grenoble-Lyon, 2012



Cette expérience scolaire, mais également la performance (le fait de se sentir bon élève), ont un effet marqué sur la confiance que les adolescents placent dans l'école. Le fait de s'y sentir bien, d'être intéressé, et le niveau ont des effets assez comparables sur la confiance (cf. **figure n°2**). En scindant la population en deux, les « bons » et les « mauvais » élèves (selon un auto-positionnement), la côte de confiance de l'école varie du simple au double.

Si l'on s'intéresse maintenant aux facteurs qui expliquent l'expérience scolaire, on en identifie certains qui ont un pouvoir marqué. Pour une part l'explication est circulaire : l'absentéisme est un bon prédicteur de l'expérience subjective de l'école. Plus on aime l'école, moins on est absent, et, réciproquement, moins on est absent, plus on aime l'école (cf. **figure n°3**). La seconde variable mesure l'importance des stimuli que l'adolescent estime recevoir. Lorsque les enfants disent que leurs parents manifestent un intérêt fort pour l'école, les expériences négatives des enfants se réduisent nettement. Ainsi, des parents qui s'intéressent à la scolarité réduisent à 15 % le pourcentage des adolescents qui ne se sentent pas bien (contre 41%), à 20% le désintérêt de l'enfant lui-même pour les cours (contre 44%), à 13% le faible investissement (contre 31%).

L'expérience scolaire des enfants dépend donc largement de la perception qu'ils ont de l'investissement des parents. Cette dernière joue comme une courroie de transmission de la réussite scolaire.

Figure n°2 « Est-ce que tu as confiance dans les institutions suivantes : l'école ? » (% de confiants et tout à fait confiants), Enquête Polis, Grenoble-Lyon, 2012

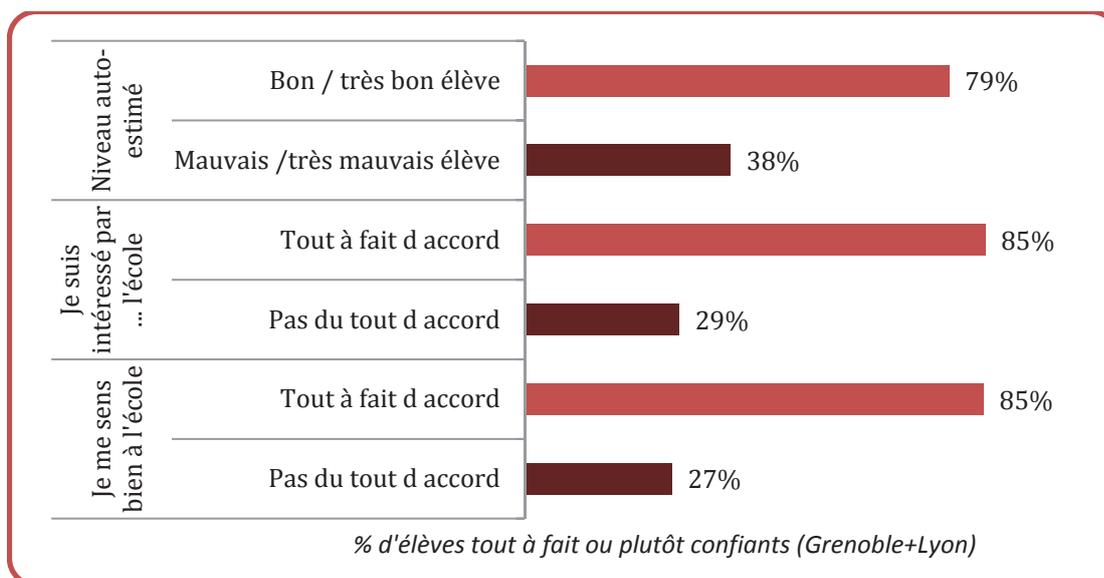
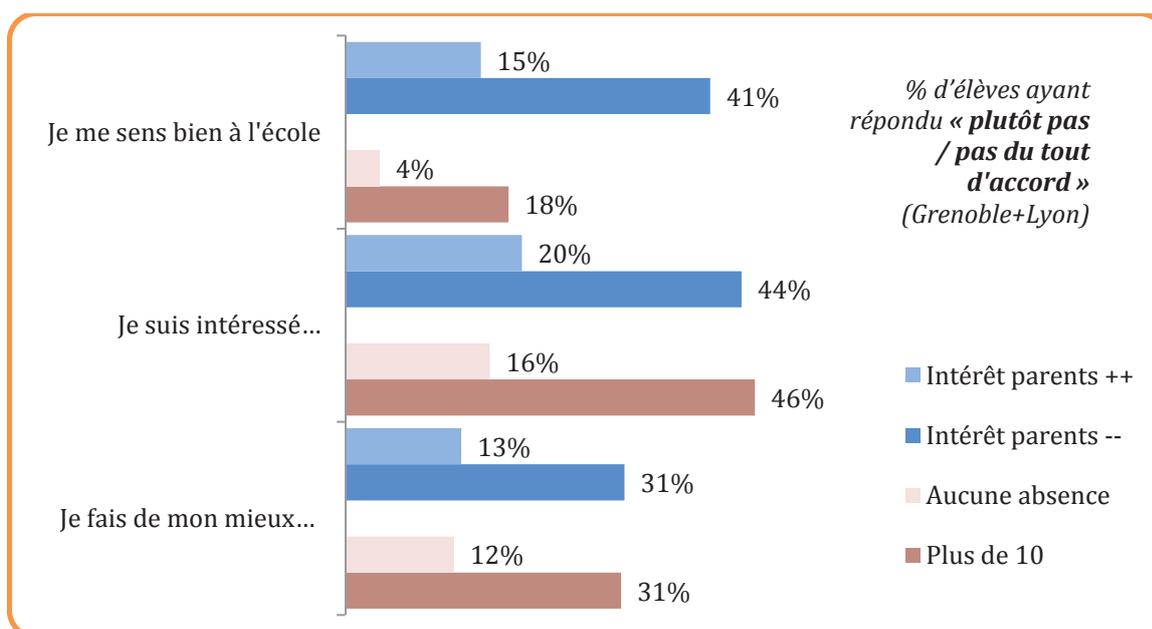
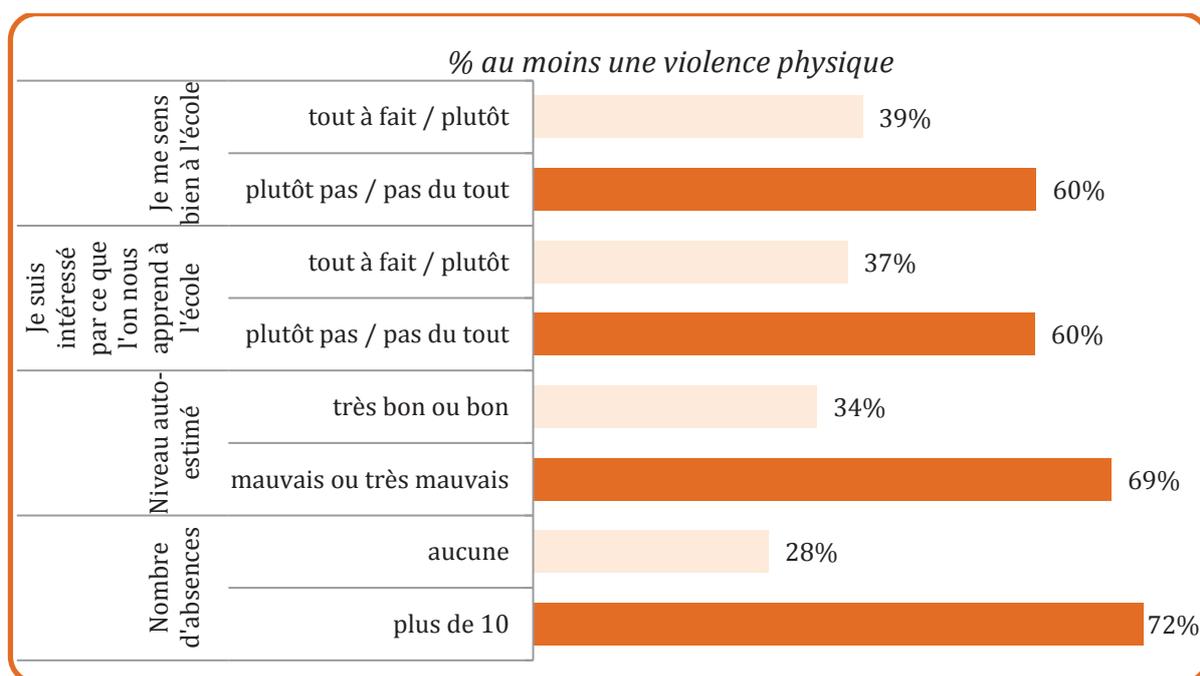


Figure n°3 Les sentiments négatifs (« plutôt pas » et « pas du tout d'accord ») vis-à-vis de l'école suivant l'intérêt des parents et l'absentéisme scolaire. Enquête Polis, Grenoble-Lyon, 2012



La **figure n°4** présente les corrélations entre la violence physique (auto-déclarée dans le protocole de l'enquête) principalement constituée de déclarations de bagarres, et différents indicateurs de l'expérience scolaire, le nombre d'absences sans excuse recevable, la performance scolaire autoévaluée. On observe que le fait d'avoir au moins un comportement violent est surtout affecté par l'auto estimation des résultats (se sentir mauvais fait passer le pourcentage d'auteurs à 69% contre 34% lorsqu'on est bon – on notera que les bons élèves peuvent également se bagarrer – soit une différence de 35 points), et plus encore de l'absentéisme (avec une différence de 44 points entre ceux qui ne sont jamais absents et ceux qui le sont souvent).

Figure n°4 Le fait d'avoir commis au moins une violence physique (bagarre, coup pour blesser, menace avec une arme) suivant l'expérience scolaire. Enquête Polis, Grenoble-Lyon, 2012



Conclusion

Dans la société adolescente, un clivage par rapport à l'école s'affirme nettement entre ceux qui s'y épanouissent et les autres. La bonne ou mauvaise insertion scolaire est essentielle. L'expérience scolaire constitue le cœur du rapport à l'école. Bonne, elle se traduit par le fait de ne pas s'engager dans des comportements délinquants répétés. Commettre de nombreux délits engage dans un mode de vie dont les valeurs sont opposées à l'école (valorisation de l'impulsivité, des bénéfices à court terme) et à sortir des parcours éducatifs qualifiants. L'expérience scolaire conditionne la réussite scolaire et la suite de la trajectoire éducative. Elle repose pour une large partie sur le comportement des parents et particulièrement le fait de marquer son intérêt pour l'école et soutenir l'effort de l'enfant. Cette dernière attitude est, comme on le sait, orientée par la catégorie socioprofessionnelle (les ressources financières et éducatives dont disposent les parents), mais également le type de quartier qui ajoute un effet propre (il existe un effet du quartier de résidence, selon le fait qu'il soit plus ou moins favorisé, les quartiers de types HLM souffrant d'un désavantage par rapport aux autres).

Méthodologie du sondage

POLIS est une recherche portant sur les relations entre les jeunes et les institutions, en particulier la police et l'école. Les sites retenus pour la recherche sont les agglomérations de Grenoble et de Lyon. Le travail de terrain s'y est déroulé entre septembre et novembre 2012. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 13 à 18 ans). L'échantillon est représentatif des deux agglomérations et un peu plus de 13 500 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort. Polis a été financée par l'ANR et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.

LEUR FUTUR VU PAR LES COLLÉGIENS : LES EFFETS DU MILIEU SOCIO-ÉCONOMIQUE

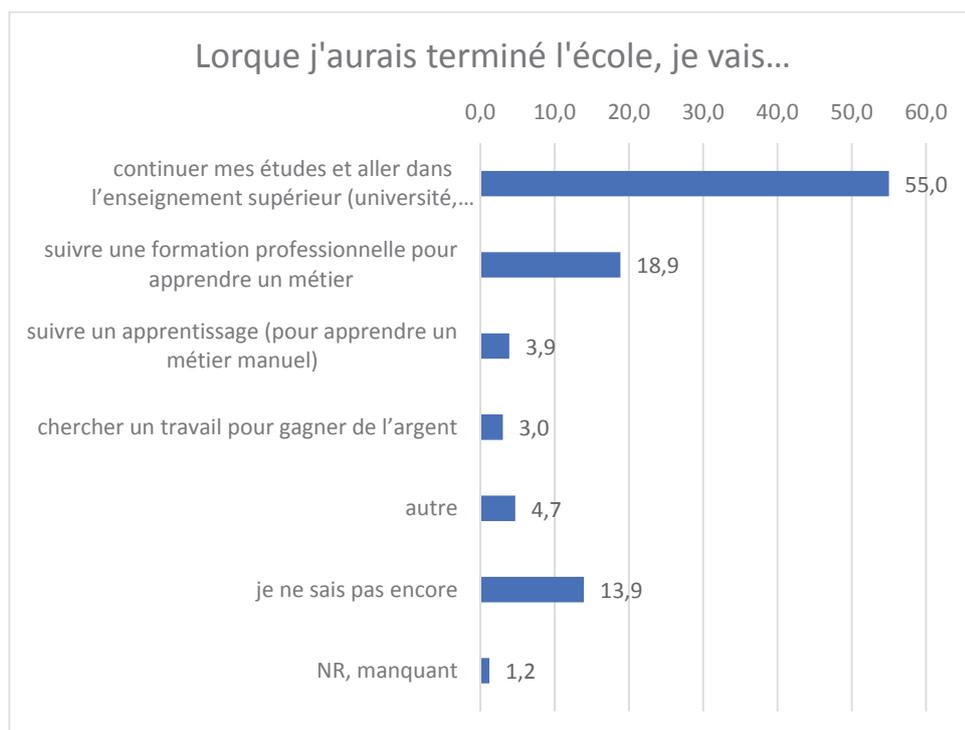
Comment les collégiens voient-ils leur futur immédiat ? Et, jusqu'à quel point leurs anticipations sont-elles dépendantes de leur milieu socio-économique ?

Un large échantillon de collégiens (n=9.000) a été interrogé sur ses relations à l'école. L'enquête internationale UPYC (« Les adolescents et la loi ») a été menée par le CNRS et Sciences-Po Grenoble dans des villes françaises pour comprendre les relations des adolescents avec la cité en général, tout en prenant en compte la vie scolaire, et aussi la perception qu'ils se font des années à venir : vont-ils continuer leur scolarité ou faire autre chose ? Les filles sont-elles, en la matière, différentes des garçons ?

Il est intéressant de poser ces questions au collège, alors que la scolarité est obligatoire, et que tous suivent la même filière (il n'y a presque aucun élève suivant une filière spécifique). L'orientation au sein du système scolaire va se produire dans les années qui suivent. Ainsi, à ce stade, le système social et scolaire n'a pas encore imprimé ses différences de manière formelle. Mais, en eux-mêmes, les élèves n'ont-ils pas déjà préparé et intériorisé les choix à venir. C'est ce que l'enquête UPYC permet de découvrir.

L'étude présente un certain nombre de choix aux collégiens. Ainsi, à la **figure n°1**, on découvre la question qui leur est posée (« Qu'as-tu prévu de faire quand tu auras terminé l'école obligatoire ? », « l'âge à partir duquel on n'est plus obligé d'aller à l'école »). Pour plus de la moitié des collégiens, leur horizon est l'enseignement supérieur (55%). Une autre part importante d'entre eux souhaite s'orienter vers une formation plus courte qui leur permettra d'aller sur le marché de l'emploi. Ainsi, 18,9% envisagent une formation « professionnelle », et 3,9% un apprentissage vers un métier manuel. On voit que cette dernière possibilité ne recueille que très peu de vocations. Au total, ces deux choix cumulés représentent 22,8% des réponses. Des jeunes pensent quitter l'école dès que possible pour travailler, mais ils ne sont que 3%. Enfin, 13,9% n'ont pas encore une idée, même floue, de ce qu'ils feront après 16 ans.

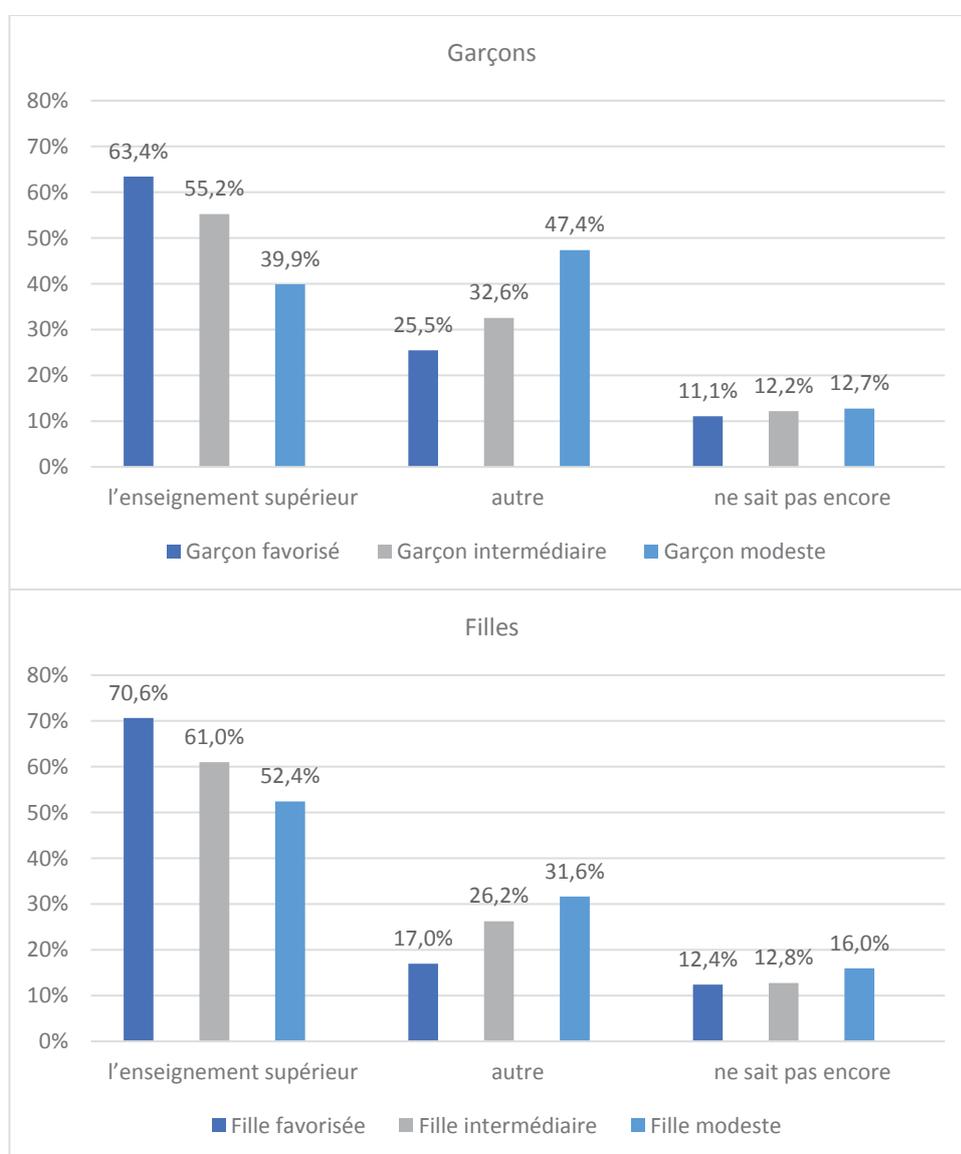
Figure n°1. « Qu'as-tu prévu de faire quand tu auras terminé l'école obligatoire ? (l'âge à partir duquel on n'est plus obligé d'aller à l'école) ? », Bouches-du-Rhône, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %)



Nous allons regarder les déterminants du fait de penser rejoindre l'enseignement supérieur, et, de manière simplifiée, couper la population scolaire en deux : ceux qui pensent ainsi, et ceux qui n'envisagent pas de scolarité supérieure. Pour ce faire, nous allons considérer deux facteurs importants : le sexe, d'une part, et le niveau socio-économique des familles, d'autre part. Cette dernière variable est mesurée à partir d'un indice qui coupe la population en trois classes : le haut, le milieu et le bas à partir d'informations recueillies sur les deux parents.

La **figure n°2** présente les résultats pour les garçons, puis pour les filles. Chez les garçons, le milieu socio-économique a un effet prononcé sur les horizons scolaires et professionnels. Les collégiens de milieu modeste sont 39,9% à envisager de faire des études supérieures contre 63,4% chez les collégiens de milieu favorisé. La relation est inverse, bien évidemment, pour les choix orientés vers l'exercice d'un métier à plus court terme.

Figure n°2. (Qu'as-tu prévu de faire quand tu auras terminé l'école obligatoire ? (l'âge à partir duquel on n'est plus obligé d'aller à l'école) ? », suivant le milieu social et le sexe, Bouches-du-Rhône, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %)



Chez les filles, le mécanisme ne diffère pas de celui observé chez les garçons. Lorsqu'elles sont issues d'un milieu favorisé, elles pensent à plus des deux tiers (70,6%) faire des études supérieures, contre un peu plus de la moitié (52,4%) lorsqu'elles ont une extraction plus modeste. Enfin, lorsqu'on compare les filles aux garçons, on note que l'ambition scolaire des filles est supérieure. En effet, qu'on prenne les enfants de milieu modeste ou supérieur, dans tous les cas les filles sont plus déterminées à rester à l'école plus longtemps. Dans la partie haute de l'échelle sociale, les filles veulent atteindre l'enseignement supérieur pour 70,6% d'entre elles, soit 7,2% de plus que les garçons. Dans la partie basse, elles sont majoritairement dans le même état d'esprit (52,4%) contre 39,9% des garçons, soit 12,5 points de plus qu'eux.

Interprétation

En matière d'ambition scolaire, les filles dépassent les garçons. Ceci est, sans doute, en partie lié à leurs meilleurs résultats à l'école qui leur permettent de penser plus souvent à poursuivre leurs études, mais également à l'évolution des mentalités et des rapports homme / femme dans la société. Mais, le premier déterminant du choix de poursuite des études reste le milieu socio-économique d'origine. À nouveau, l'importance de cette variable s'explique pour une part par le fait que les élèves de milieu favorisé réussissent mieux à l'école, et se projettent donc plus naturellement vers l'enseignement supérieur. La question de la difficulté du modèle français d'éducation à donner des chances égales à tous les élèves quelque soit leur milieu d'origine est illustrée par la formation des préférences dès le collège.

Références : « Les adolescents et la loi », UPYC-France

Question : « Quand tu es avec tes amis ou copains, copines, est-ce qu'il t'arrive de discuter politique ? » (jamais, rarement, souvent, très souvent).

UPYC est une recherche portant sur l'insertion des jeunes dans la cité. Elle a été dirigée par Sebastian Roché et Sandrine Astor au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble. UPYC a été financée par l'ANR et le CSFRS

Le travail de terrain s'y est déroulé entre avril et juin 2015. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 12 à 16 ans), l'essentiel des répondants ayant entre 13 et 15 ans.

Les sites retenus pour la recherche sont les collèges des Bouches du Rhône. L'échantillon est représentatif et un peu plus de 9.300 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.

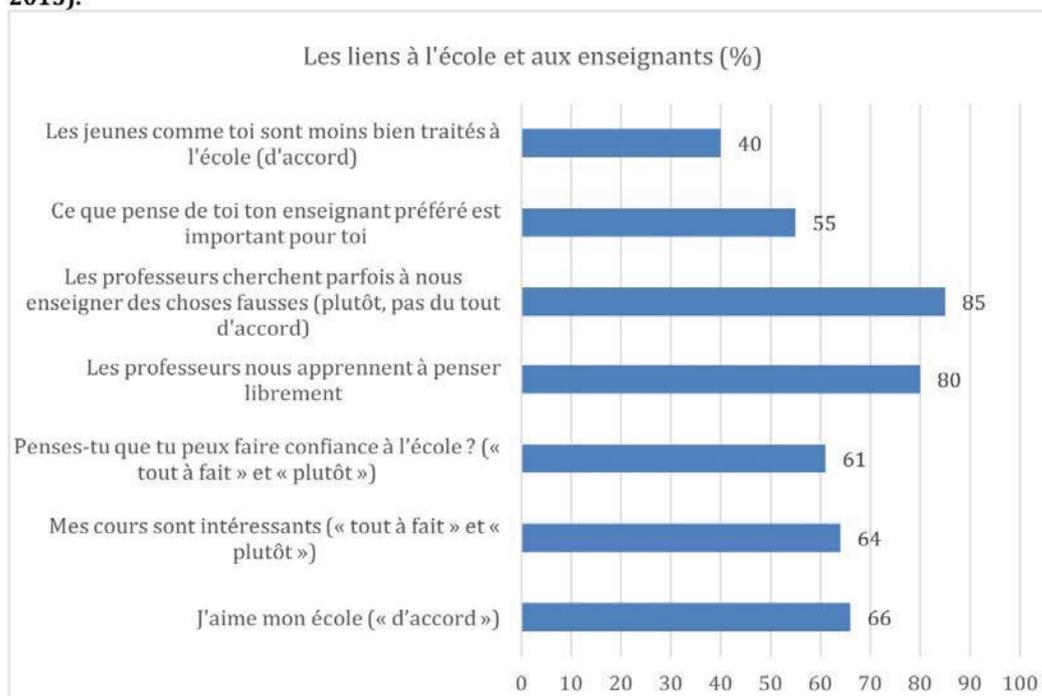
LES DIMENSIONS DE L'ATTACHEMENT À L'ÉCOLE

Les adolescents ont des attaches multiples à l'école. Ils peuvent l'apprécier globalement, comme une institution à qui ils font ou non confiance, comme un lieu de vie qu'ils aiment, et dans lequel ils se sentent plus ou moins bien traités. Ils peuvent également estimer leur lien à l'enseignement (les cours qu'ils reçoivent). Enfin, ils peuvent avoir des liens avec les enseignants à qui ils prêtent des intentions (apprendre à penser librement) et auxquels ils accordent une importance en tant que personne.

Le projet international UPYC (*Understanding and Preventing Youth Crime*) nommé en France « Les adolescents et la loi » a été déployé dans les Bouches-du-Rhône d'avril à juin 2015. L'enquête porte sur tous les collégiens du département. L'ensemble de ces questions a été posé à un important échantillon qui représente les collèges publics et privés sous contrat.

Les collégiens mettent peu en cause les motivations des enseignants, ils adhèrent à 80-85% à l'idée que l'école est un lieu où l'on apprend à « penser librement », et qu'on ne cherche pas à « enseigner des choses fausses ». Ceci constitue un atout important dans la mesure où l'école se veut un creuset de la citoyenneté, un espace de formation du citoyen plus qu'un moule uniforme. Aucun autre item ne recueille autant d'opinions favorables (cf. **figure 1**). Les autres aspects du jugement des jeunes sont plus critiques. Ainsi, les jugements sur l'institution (lui faire confiance, l'aimer) plafonnent à moins des deux tiers des opinions. On notera que l'avis du professeur n'est important que pour 55% des collégiens, un pourcentage bien faible lorsqu'on considère la formulation de la question qui s'attache à « l'enseignant préféré ». Ce modeste score laisse penser que la valeur des prescriptions et proscriptions émises par les enseignants est bien restreinte, qu'ils n'ont pas un rôle central dans l'attachement à l'école. Or, les identifications à des personnes sont, de manière générale, ce qui donne crédit aux idées.

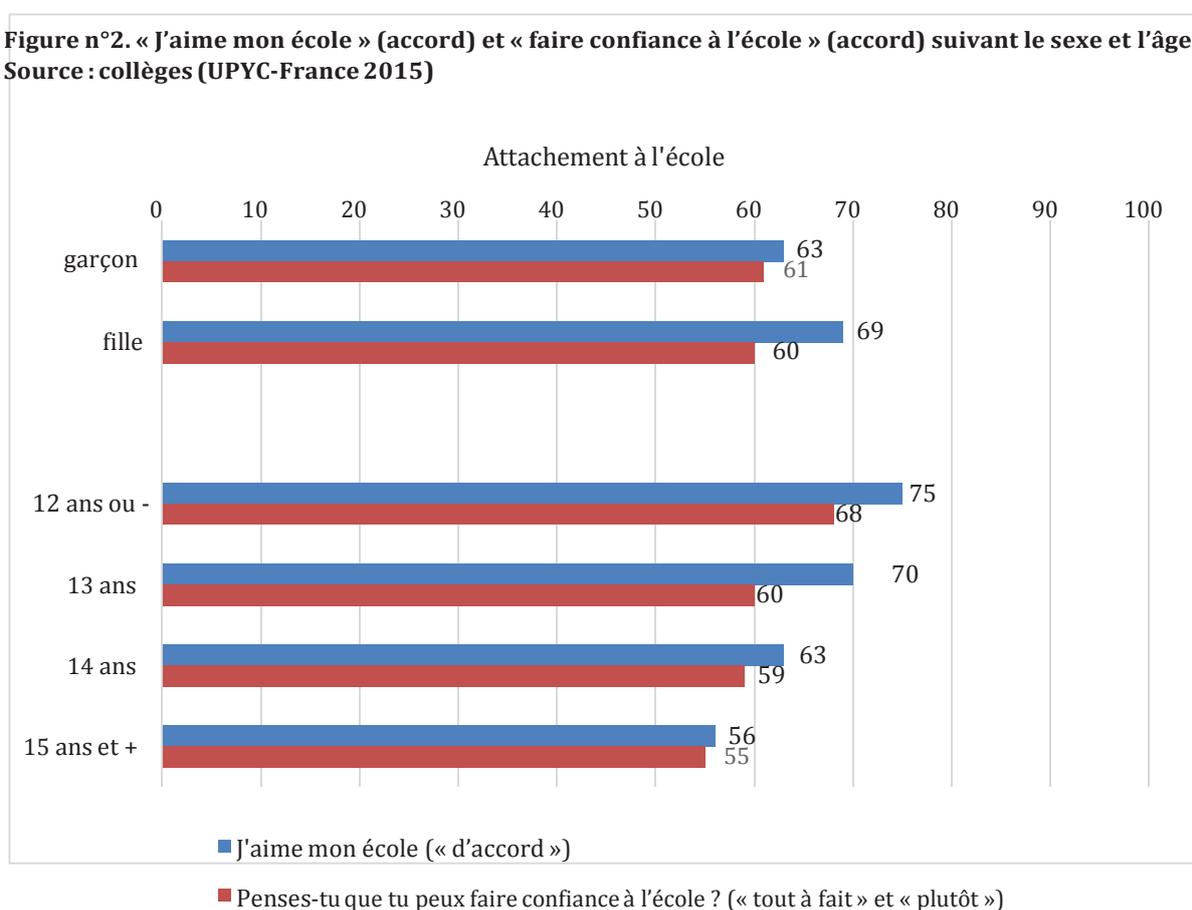
Figure n°1. Différentes dimensions de l'attachement à l'école. Source : collèges (UPYC-France 2015).



Enfin, leurs perceptions d'un traitement égal par l'école échouent à convaincre 40% d'entre eux. C'est un pourcentage tout à fait considérable, et d'un niveau comparable aux réponses qui concernent la police (40%) ou le secteur commercial (les magasins : 38%). Nous ne disposons pas d'une question comparable à celle qui a été posée dans l'enquête TeO (cf. fiche 75), laquelle ne trouvait rétrospectivement qu'environ 5 à 15 % des jeunes adultes pour dire avoir vécu des injustices à l'école. Mais, les chiffres que nous obtenons laissent penser que sur le vif, pendant la scolarité, les frustrations par rapport à l'égalité scolaire sont bien plus vives qu'estimées *a posteriori*.

Certains jugements sur l'école varient suivant l'âge et le sexe des adolescents de manière assez nette. Alors que ce n'est pas le cas pour le sentiment d'être moins bien traité que les autres, on observe une nette différence au fil de l'avancée de la carrière scolaire, les plus jeunes émettant des jugements plus positifs par exemple sur le fait « d'aimer » ou de « faire confiance » à l'école (cf. figure n°2). Suivant les mesures retenues, les filles sont plus positives que les garçons (aimer l'école, croire à la sincérité des enseignants) ou bien à un niveau proche (faire confiance), mais jamais inférieur. D'une manière générale, leur attachement subjectif à l'école est plus fort.

Figure n°2. « J'aime mon école » (accord) et « faire confiance à l'école » (accord) suivant le sexe et l'âge.
Source : collèves (UPYC-France 2015)



Les variables qui déterminent la réussite scolaire (le milieu socio-économique des parents, le niveau d'étude, la richesse du quartier de résidence et donc la composition des établissements) n'ont pas d'effet marqué sur les appréciations portées sur l'école. Certes, on va observer des variations de quelques points de pourcentage entre les différentes catégories d'adolescents (par exemple, si l'on réside en HLM on aime l'école à 61%, si la mère n'a pas le niveau scolaire du bac à 61% contre 66 en moyenne dans l'échantillon ; si l'on réside en HLM on fait confiance à l'école à 55%, si la mère n'a pas le niveau scolaire du bac à 56% contre en moyenne 61% dans l'échantillon). Mais, ces écarts restent fort modestes. Chez les adultes, selon l'enquête TeO, les estimations rétrospectives de l'expérience de la discrimination à l'école n'étaient pas non plus fortement liées à ces caractéristiques (cf. fiche 75).

Interprétation

Si l'école ne fait pas l'objet de formes collectives de contestation dans ses murs, sans doute parce que les élèves ne savent pas s'organiser ou que l'établissement scolaire ne favorise pas l'expression des mécontentements par un système de représentation, il reste que les adolescents ont, au total, une opinion assez mitigée de l'école. Si elle rassemble toujours une majorité d'opinions favorables, elle n'en laisse pas moins un ensemble très large (environ 40%) peu convaincus voire franchement sceptiques sur leur expérience scolaire. Un pourcentage comparable se dit même victime d'un traitement défavorable. On sera frappé par le fait que l'enseignant n'est pas une personne qui compte (pour presque la moitié des élèves), mais plutôt une personne comme une autre et à qui il n'est donc pas reconnu de qualité spécifique, un résultat qui fait écho aux travaux de Valérie Caillet qui rappelait que les collégiens peuvent aller jusqu'à ignorer le nom de leurs professeurs « sauf les plus terribles »¹.

Si l'école est vue comme une antichambre de l'exercice à la fois d'un métier, mais également de la citoyenneté, on peut s'interroger sur l'effet de la socialisation dans le cadre principal qui déborde le groupe primaire (que constitue la famille et également le petit groupe des proches et des copains). Ce scepticisme est un peu plus appuyé dans les segments défavorisés, mais il les déborde très largement, faisant de l'école une organisation qui souffre d'une désaffection de ses usagers dans tous les milieux sociaux. Ses fondations sont fragiles alors qu'elle ambitionne de permettre le développement du citoyen. Et les conséquences peuvent être lourdes si la confiance plus générale des jeunes dans la collectivité politique et dans l'État se construit à partir des expériences sensibles au contact des premières lignes des administrations.

Les questions de sondage

Questions (modalités): J'aime mon école (« d'accord »), Penses-tu que tu peux faire confiance à l'école ? (« tout à fait » et « plutôt »), Les professeurs nous apprennent à penser librement, Ce que pense de toi ton enseignant préféré est important pour toi (« tout à fait » et « plutôt »), Les jeunes comme toi sont moins bien traités à l'école (d'accord), Mes cours sont intéressants (« tout à fait » et « plutôt »).

Méthodologie du sondage

UPYC est une recherche portant sur la prévention de la délinquance et la violence chez les jeunes.

Le travail de terrain s'y est déroulé entre avril et juin 2015. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 12 à 16 ans).

Les sites retenus pour la recherche sont les collèges des Bouches-du-Rhône. L'échantillon est représentatif et un peu plus de 9.300 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.

UPYC a été financée par l'ANR et le CSFRS, et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.

¹ Suivant l'expression d'un élève de 4^e cf. Valérie CAILLET (2006) Sentiment d'injustice et violence scolaire, *Spirales- Revue de Recherches en Éducation*, n°37 : 63-71.

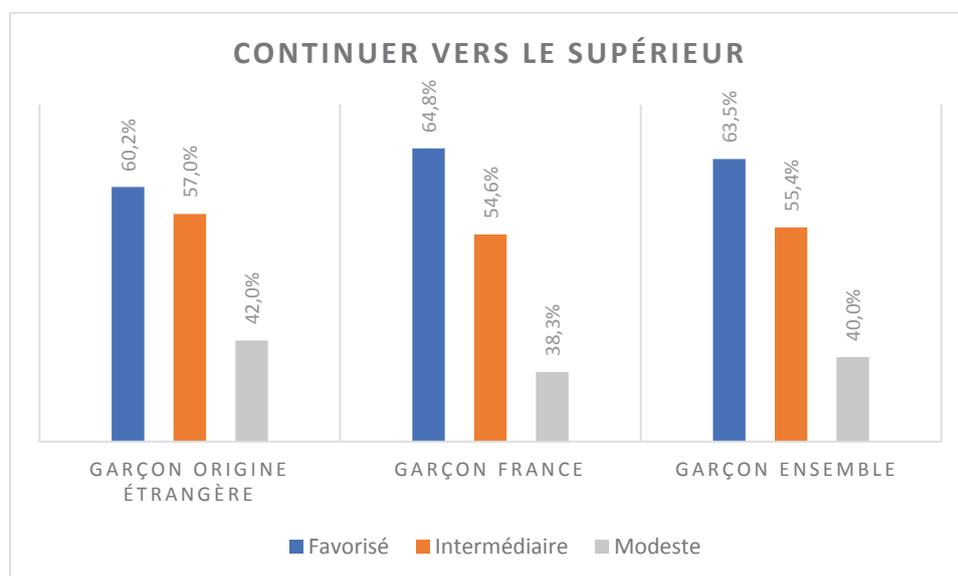
L'ORIGINE FRANÇAISE OU ÉTRANGÈRE A-T-ELLE UN EFFET SUR L'AMBITION SCOLAIRE CHEZ LES FILLES ET LES GARÇONS ?

La manière dont les collégiens et les collégiennes voient leur futur immédiat dépend de leur milieu socio-économique (ainsi que cela a été abordé à la fiche 28). Mais, comment l'effet de milieu se combine-t-il avec les origines étrangères, tant pour les filles que les garçons ? On pourrait, par exemple, imaginer que la culture de la famille influe la manière dont les enfants forment leurs attentes, et se mêle aux effets de l'appartenance à telle ou telle catégorie sociale pour déterminer l'ambition scolaire des filles et des garçons.

Un large échantillon de collégiens (n=9.000) a été interrogé sur ses relations à l'école. L'enquête internationale UPYC (« Les adolescents et la loi ») a été menée par les CNRS et Sciences-Po Grenoble dans des villes françaises pour comprendre les relations des adolescents avec la cité en général, tout en prenant en compte la vie scolaire, et aussi la perception qu'ils se font des années à venir : vont-ils continuer leur scolarité ou faire autre chose ?

L'étude pose une question aux collégiens (« Qu'as-tu prévu de faire quand tu auras terminé l'école obligatoire ? », « l'âge à partir duquel on n'est plus obligé d'aller à l'école »). Pour plus de la moitié des collégiens, leur horizon est l'enseignement supérieur (55%). 25,8% des répondants souhaitent s'orienter vers une formation plus courte ou une recherche immédiate d'emploi et, 13,9% n'ont pas encore une idée. Nous conservons le découpage simplifié de la population scolaire (ceux qui envisagent une poursuite vers la scolarité supérieure versus tous les autres).

Figure n°1. « (Qu'as-tu prévu de faire quand tu auras terminé l'école obligatoire ? (l'âge à partir duquel on n'est plus obligé d'aller à l'école) ? », suivant l'origine, le milieu social et le sexe, Bouches-du-Rhône, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %)

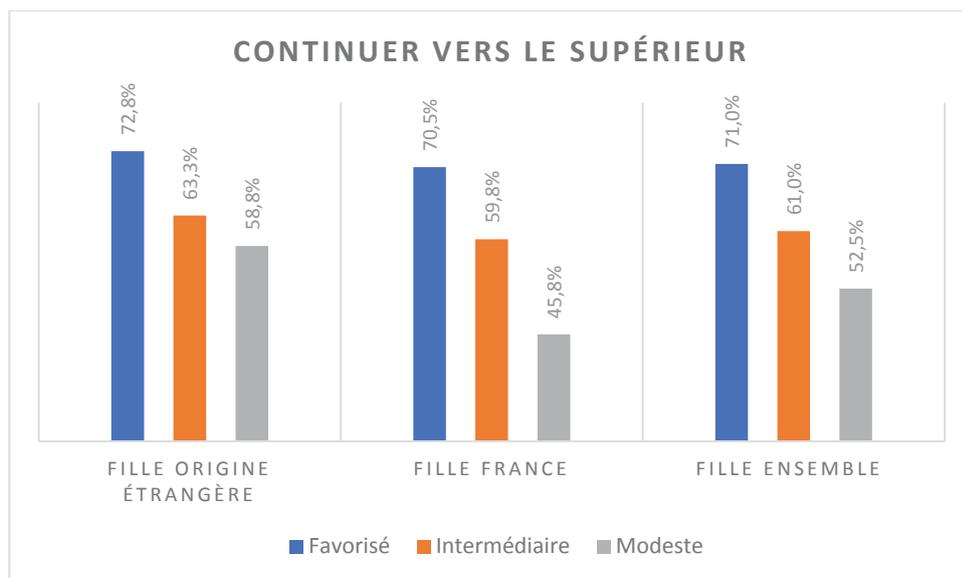


Nous allons considérer trois facteurs potentiellement importants : le sexe, le niveau socio-économique des familles (CSP), et l'origine étrangère. La CSP est mesurée à partir d'un indice qui coupe la population en trois classes : le haut, le milieu et le bas à partir d'informations recueillies sur les deux parents. L'origine étrangère sépare les enfants dont les deux parents sont français des autres. Nous savons déjà que les filles sont un peu plus incertaines, mais que cela ne les empêche pas d'envisager plus souvent des études longues (cf. fiche 28). Nous allons maintenant voir si le genre a le même effet dans tous les milieux et quel que soit l'origine.

La figure n°1 présente les résultats pour les garçons. On retrouve l'effet prononcé du milieu socio-économique sur les horizons scolaires, et cela reste le principal résultat. Les garçons de milieu modeste, dans l'ensemble, sont 40% à envisager de faire des études supérieures contre 63,5% chez les collégiens de

milieu favorisé. Concernant la différence entre les aspirations scolaires suivant les origines des parents, on note plusieurs points intéressants. D'abord, pour les jeunes d'origine étrangère, l'affaissement des attentes est uniquement vrai pour les plus modestes : ceux de catégorie intermédiaire espèrent autant que les plus favorisés (il n'y a que 3,2 points d'écart). La distance entre ces deux catégories est plus forte chez les jeunes d'origine française (10,2 points). Ensuite, les collégiens d'origine étrangère pensent continuer leurs études plus souvent que ceux d'origine française, même si l'écart est faible, lorsque qu'ils sont de milieu modeste ou intermédiaire. Mais, le rapport se renverse pour les jeunes de milieu favorisé : les adolescents d'origine française ont un peu plus souvent l'ambition de faire des études longues que ceux d'origine étrangère.

Figure n°2. (Qu'as-tu prévu de faire quand tu auras terminé l'école obligatoire ? (l'âge à partir duquel on n'est plus obligé d'aller à l'école) ? », suivant l'origine, le milieu social et le sexe, Bouches-du-Rhône, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %)



Chez les filles (cf. figure n°2), le mécanisme d'ensemble qui lie les aspirations au milieu socio-économique ne diffère pas de celui observé chez les garçons, et c'est à nouveau le mécanisme social le plus marqué. Lorsqu'elles sont issues d'un milieu favorisé, elles pensent faire des études supérieures à plus des deux tiers (71%), contre un peu plus de la moitié (52,5%) lorsqu'elles ont une extraction plus modeste. La principale particularité tient au différentiel d'aspiration scolaire en milieu modeste. Tandis que les filles d'origine française ont presque la même que celles d'origine étrangère pour le haut (2,8 points d'écart) et le milieu (3,5) de l'échelle sociale, lorsqu'on considère uniquement les plus modestes l'écart se creuse (13 points). Plus elles sont favorisées, plus les filles d'origine étrangère s'imaginent poursuivre leurs études comparativement à celles d'origine française.

Interprétation

En matière d'ambition scolaire, le premier déterminant du choix de poursuite des études est le milieu socio-économique d'origine, et le sexe (bien que les filles aient un peu plus fréquemment cette aspiration). L'origine a un effet modeste qui vient se combiner aux précédents : les garçons d'origine française ont à peine plus souvent une attente de poursuite d'études supérieures que ceux d'origine étrangère (54,6 contre 53%), et les filles d'origine français ont à peine moins souvent que celles d'origine étrangère cette attente (61,9% contre 63,6%). Le moins que l'on puisse dire est que l'effet est très faible. Enfin, on découvre que les garçons d'origine française ont plus souvent le projet de continuer leurs études uniquement s'ils proviennent d'un milieu favorisé, et que les filles d'origine française ont moins souvent le projet de continuer leurs études uniquement si elles proviennent d'un milieu défavorisé. Autrement dit, l'origine (française, étrangère) a des effets sur les ambitions scolaires qui dépendent du genre et de la catégorie sociale. L'origine étrangère freine les aspirations des garçons du haut et augmente celle des filles du bas de l'échelle sociale.

Références : « Les adolescents et la loi », UPYC-France

Question : « Qu'as-tu prévu de faire quand tu auras terminé l'école obligatoire ? (l'âge à partir duquel on n'est plus obligé d'aller à l'école ? »

UPYC est une recherche portant sur l'insertion des jeunes dans la cité. Elle a été dirigée par Sebastian Roché et Sandrine Astor au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble. UPYC a été financée par l'ANR et le CSFRS

Le travail de terrain s'y est déroulé entre avril et juin 2015. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 12 à 16 ans), l'essentiel des répondants ayant entre 13 et 15 ans.

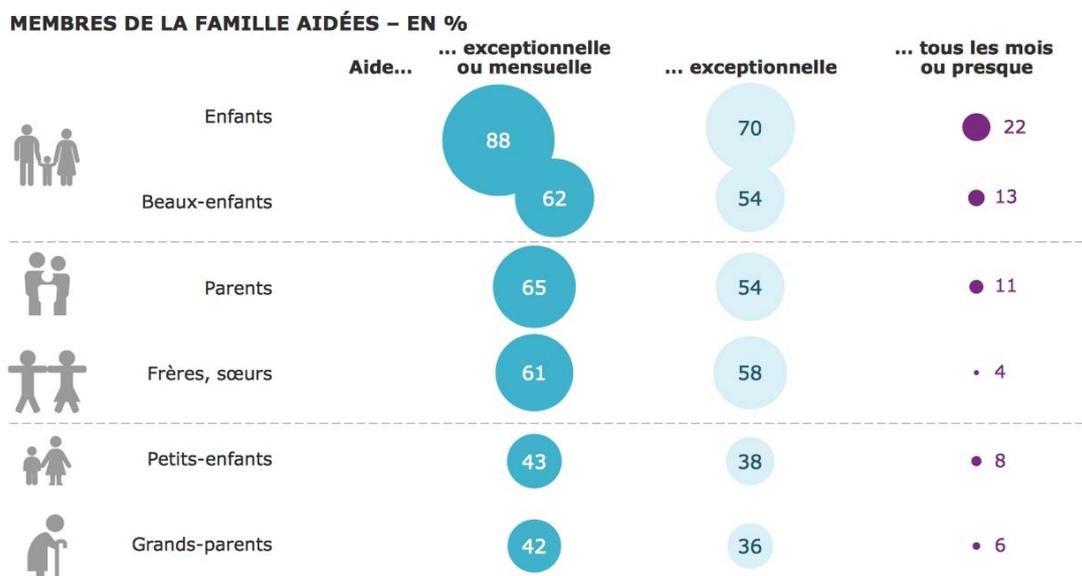
Les sites retenus pour la recherche sont les collèges des Bouches du Rhône. L'échantillon est représentatif et un peu plus de 9.300 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.

SI LA PERCEPTION DE LA FAMILLE ÉVOLUE, ELLE RESTE PLUS QUE JAMAIS PERÇUE SOUS L'ANGLE DE LA SOLIDARITÉ

Les Français adhèrent à une vision de plus en plus extensive de la cellule familiale. C'est ce qui frappe dès lors que l'on compare les réponses qu'ils donnent aux sondeurs au fil des années. Fait notable à l'heure où les familles recomposées sont de plus en plus nombreuses, 78% des Français estiment qu'une famille recomposée est « une famille comme une autre ». Ils sont exactement autant à le penser d'une famille élargie (des grands-parents, des parents, leurs enfants et leurs cousins) et un peu moins (71%) à le penser pour une famille monoparentale (Ifop 2012). Il est probable que les taux d'acceptation aient augmenté depuis 2012, mais nous n'avons pas trouvé d'enquête plus récente qui ait reposé ces questions. Ces perceptions accompagnent la transformation des familles, puisque plus de 11 % des enfants vivent dans des familles recomposées, et 18% dans des familles monoparentales (données Insee). Les Français sont encore largement majoritaires (63%) à considérer qu'un couple homosexuel vivant avec ses enfants « constitue une famille à part entière » (Ifop, 2016), alors qu'ils n'étaient que 24% à le penser en 1998. Tous ces chiffres nous donnent une idée de la transformation des mentalités en l'espace d'une vingtaine d'années.

Cette acceptation ne veut pas dire que les Français ne reconnaissent pas des problématiques spécifiques en fonction des familles. Ainsi, de l'éducation des enfants : 83 % des Français estiment qu'il est facile de donner la même éducation à des enfants issus des mêmes parents, et 88 % qu'il est facile de leur porter le même amour, alors qu'ils ne sont respectivement que 20 % et 41% à le penser pour des enfants issus d'une famille recomposée (2016, Harris Interactive pour la Parisienne).

La transformation des perceptions se traduit dans le champ des solidarités. Ainsi un résultat d'enquête Carac-TNS Sofres « Argent et entraide familiale : une réalité quotidienne entre les générations ? » (2016) est intéressant : 62% des personnes qui ont des beaux-enfants les aident, 13% le font tous les mois ou presque, ce qui reste un peu moins que l'aide accordés par les parents de familles traditionnelles (88% des répondants qui ont des enfants les aident financièrement et 22% le font tous les mois ou presque).



La place de la famille dans les liens sociaux et les solidarités

D'innombrables études, enquêtes, sondages, attestent la force des liens familiaux, et des relations très largement jugées bonnes, que ce soit envers les parents, les grands-parents, les beaux-parents, etc. Nous nous penchons ici spécifiquement sur la solidarité familiale. Les Français sont attachés à la famille et à la solidarité qu'elle apporte. Une étude de Link (2016) portant sur la solidarité intergénérationnelle a établi une comparaison entre la Suisse, l'Allemagne, et la France. La volonté de prendre soin de ses parents est, en France (89%), plus élevée qu'en Suisse (81%) et en Allemagne (77%). Les Français sont également plus nombreux à souhaiter mettre de l'argent de côté pour leurs descendants et moins désireux de tout dépenser de leur vivant (43% en France contre 54% en Suisse et 64% en Allemagne).

L'importance accordée à la famille réunit les Français. Ils sont 72% à se dire plus proches de leur famille que de leurs amis, près de 9 sur 10 à adhérer à l'idée que la famille constitue le premier lieu de solidarité (91%), qu'elle est le principal amortisseur social (89%) et qu'elle favorise le vivre ensemble (88%) (Ifop 2017). Fait rare, les réponses aux questions concernant l'importance accordée à la famille ne font pas apparaître de différences notables entre groupes et catégories sociales, même si une attention plus poussée aux résultats montre que les CSP-, les chômeurs, les sans diplôme et les moins de 35 ans sont un peu moins unanimes à voir dans la famille un espace de solidarité : l'adhésion à la proposition « La famille est le principal amortisseur social : c'est-à-dire que c'est là que s'exercent la solidarité et l'entraide » est un peu moins élevé, entre 82 et 85%, chez les ouvriers et employés, les chômeurs, les sans diplôme ou diplôme inférieur au Bac, ainsi que chez les moins de 35 ans, que chez les CSP+ et les diplômés du supérieur (92%) ainsi que chez les retraités et les plus de 65 ans (95 et 96%). On retrouve la même dispersion des réponses à l'affirmation « La famille est le premier lieu de solidarité, notamment entre les générations » (l'adhésion va de 81% à 95% avec un taux moyen de 91%).

« La famille est le principal amortisseur social (c'est-à-dire que c'est là que s'exercent la solidarité et l'entraide) », Ifop 2017

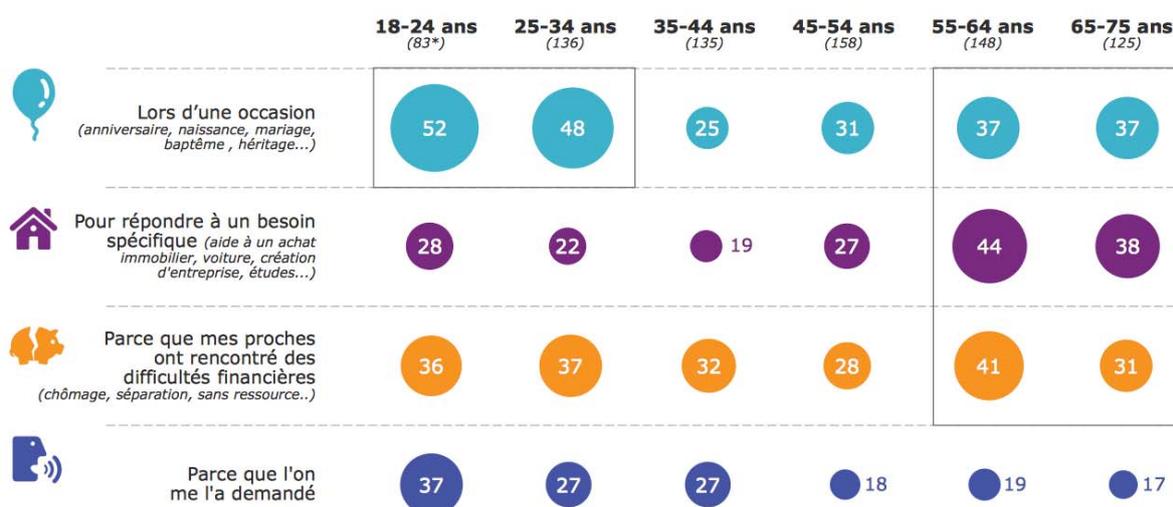
	TOTAL D'accord	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	TOTAL Pas d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	89	38	51	11	9	2
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)						
Homme	90	39	51	10	8	2
Femme	87	37	50	13	11	2
AGE DE L'INTERVIEWE(E)						
Moins de 35 ans						
18 à 24 ans	85	44	41	15	14	1
25 à 34 ans	84	31	53	16	12	4
35 ans et plus						
35 à 49 ans	87	29	58	13	11	2
50 à 64 ans	90	37	53	10	9	1
65 ans et plus	96	52	44	4	3	1
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)						
ACTIF						
PCS+						
Travailleur indépendant	92	28	64	8	6	2
Cadre et prof. int. supérieure	91	45	46	9	8	1
Profession intermédiaire						
PCS-	82	32	50	18	14	4
Employé	83	36	47	17	14	3
Ouvrier	82	28	54	18	14	4
INACTIF						
Retraité	95	48	47	5	4	1
Autre inactif	84	33	51	16	14	2
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)						
Actif en activité						
Indépendant / Employeur	88	35	53	12	10	2
Salarié						
Salarié du secteur privé	87	34	53	13	12	1
Salarié du secteur public	90	32	58	10	6	4
Chômeur						
	82	37	45	18	14	4
NIVEAU D'EDUCATION						
Sans diplôme / CEP / BEPC	83	38	45	17	15	2
CAP / BEP	83	29	54	17	15	2
Baccalauréat	91	36	55	9	7	2
Bac + 2 ans, niveau bac + 2 ans	89	37	52	11	8	3
Diplôme supérieur	92	48	44	8	6	2
En cours d'études	90	37	53	10	9	1

De nombreuses enquêtes permettent de mesurer l'importance de l'entraide familiale et de connaître les perceptions sous-jacentes à cette solidarité. Ainsi la deuxième vague de l'étude « Argent et entraide familiale: une réalité quotidienne entre les générations ? » menée par la Carac-Viavoice (2017) s'intéresse spécifiquement à l'entraide financière. Dans un contexte où 71% des répondants disent avoir été touchés par la crise, la famille est plus que jamais considérée comme un refuge et un pilier sur lequel se reposer en cas de difficultés. 63% des interrogés pensent que le soutien financier est le rôle de la famille. L'étude indique que 78% des sondés déclarent avoir déjà aidé financièrement un membre de leurs familles (hors

conjoint.e et enfants de moins de 18 ans), et près de la moitié (48%) d'entre eux disent aider souvent ou de temps en temps. Si l'aide financière est davantage descendante et directement adressée aux enfants, il est frappant de constater que trois jeunes sur quatre déclarent avoir aidé financièrement leur famille.

Globalement, les trois principales raisons qui déclenchent l'aide sont les occasions d'ordre festive (anniversaire, naissance, mariage ...) (37%), la réponse à des difficultés financières de proches (chômage, séparation...) (34%), et la réponse à un besoin spécifique (aide à un achat immobilier, voiture, création d'entreprise, études...) (30%) (2 réponses possibles). Dans le détail, on s'aperçoit sans surprise que les occasions d'aide ne sont pas les mêmes selon les tranches d'âge (et donc probablement la situation familiale). Ainsi les moins de 35 ans aident davantage lors d'occasions "festives" et parce qu'on leur a demandé, alors que les plus âgés contribuent financièrement à la réalisation d'un projet financier important, comme un achat mobilier ou une voiture par exemple.

OCCASIONS D'ENTRAIDE FAMILIALE – EN %



Une forme d'aide concerne celle accordée par les 45-65 ans à leurs parents. Un sondage réalisé par Ipsos pour Groupama sur la solidarité intergénérationnelle dans le cadre périurbain indique sans surprise que plus de la moitié des 45-65 ans ont déjà été confrontés à un de ses parents en situation difficile (36% face à une perte d'autonomie physique ou mentale, 19% face à un parent ou à un grand-parent fragilisé ou se sentant isolé, 11% face à un parent confronté à des difficultés financières). Parmi ceux qui ont connu de telles situations, une très large majorité (85%) a apporté une aide significative, quelle que soit la distance qui les sépare de leur parent.

Un autre résultat des enquêtes et sondages sur les relations familiales porte sur la nature de l'attachement à la famille. Il pourrait avoir changé. L'enquête réalisée par Viavoice pour l'Orcip (2017) fait ressortir que l'équilibre de la famille repose sur des activités courantes et routinières, des relations et des actes d'aides au quotidien entre membres de la famille, davantage que sur des valeurs partagées. En effet, les valeurs auraient finalement plus tendance à éloigner, de la même façon que des sujets perçus comme clivants, tels la politique et la religion, ou encore certaines décisions ou certains événements de famille (gestion du patrimoine, 42 %, aide financière à d'autres membres, 31 %).

Conclusion

D'innombrables enquêtes et sondages traduisent l'attachement des Français à la famille. Au-delà, un mouvement à l'œuvre depuis plusieurs décennies voit se transformer les représentations de la famille. Les Français ont une vision de plus en plus extensive de ses contours, qui englobe non seulement la famille recomposée, la famille monoparentale, mais aussi la famille homoparentale, qu'une large majorité de Français considèrent comme des familles à part entière. La famille n'est plus forcément unie par les « liens du sang », et elle l'est sans doute de moins en moins par le partage de valeurs communes. La famille est assez unanimement perçue comme un espace de solidarité, qui est activée moins par sens du devoir que par envie. Ce désir de solidarité intrafamiliale y compris chez les jeunes est une bonne nouvelle au regard de tendances et de perspectives de politique publique, puisque cela donne des leviers, par exemple pour

favoriser le maintien à domicile dans un contexte de vieillissement de la population — même s'il faut trouver des moyens de soutenir les aidants —, ou pour concourir à soulager l'isolement, ou les difficultés ponctuelles de la vie.

Liste et méthodologie des sondages

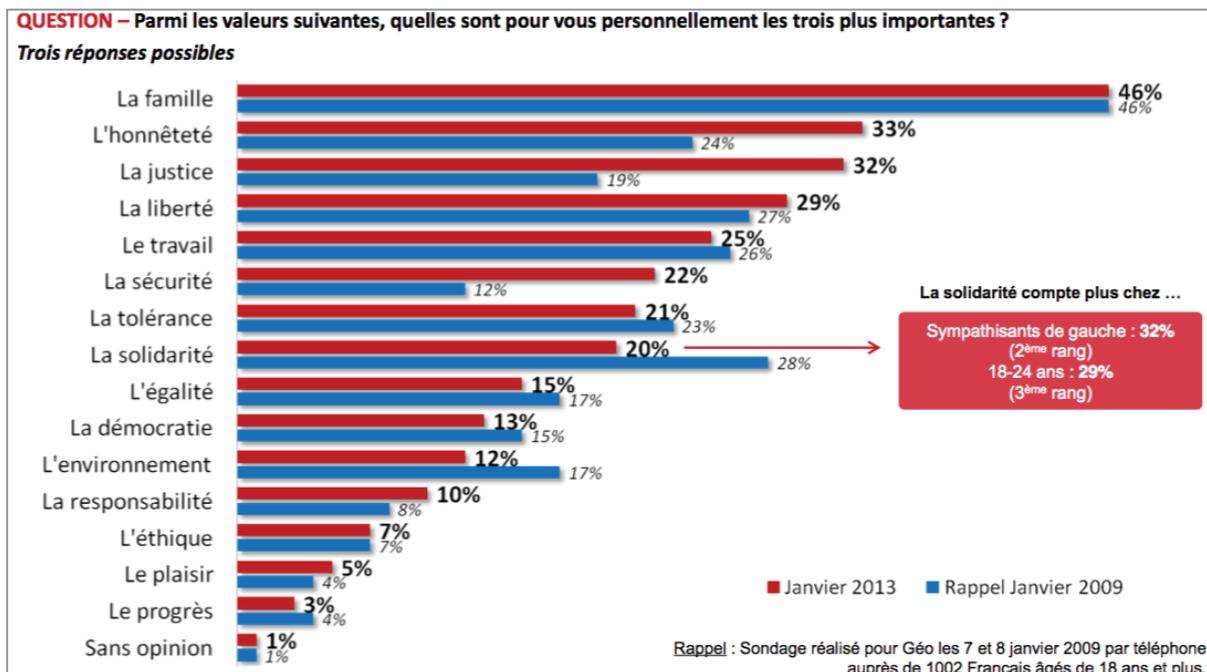
- Ifop 2017 pour la Manif pour tous « Les Français et la famille » : Enquête réalisée en ligne du 9 au 11 janvier 2017 auprès d'un échantillon de 1001 personnes de 18 ans et plus (méthode des quotas)
- Étude de Link sur la solidarité intergénérationnelle réalisée entre le 30 août et le 7 septembre 2016 : 3078 personnes de 18 à 79 ans ont été interrogées issues de Suisse (1011), d'Allemagne (1033) et de France (1034) (méthode des quotas).
- Sondage réalisé pour l'Ocirp par l'institut Viavoice 2017 : Interviews réalisées en ligne du 13 au 21 avril 2017 auprès d'un échantillon de 1003 personnes âgées de 18 ans et plus (méthode des quotas)
- Ifop 2012 pour *Enfant Magazine* et *Femme Actuelle*, « Les Français et les nouveaux enjeux de la famille » (méthode des quotas)
- Ifop 2016 pour l'Association des familles homoparentales, « Les Français, l'homoparentalité et la question des droits des homosexuels dans la campagne présidentielle » (méthode des quotas)
- Harris Interactive pour la Parisienne 2015, « La famille en mutation, qu'en pensent les Français ? », enquête réalisée entre le 13 et le 16 novembre 2015. Échantillon de 1 858 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive.

LA SOLIDARITÉ, UNE VALEUR EN DÉCLIN ET EN QUÊTE DE NOUVELLES FORMES

La solidarité reste une valeur importante pour les Français, mais elle a nettement reculé au gré de la crise, qui a à la fois aggravé le sentiment de précarité et favorisé un certain repli sur soi. Les Français semblent prendre acte du recul de l'Etat-providence et font aujourd'hui davantage confiance à leur entourage ou aux associations pour prendre le relais. A leurs yeux, ces acteurs semblent mieux à même de porter leurs aspirations en matière de solidarité, qui sont notamment tournées vers davantage de proximité et de transparence.

La solidarité, une valeur encore importante pour les Français, mais en net recul

Relativement peu de sondages ou d'enquêtes semblent avoir été réalisés au cours des dernières années sur la perception de la solidarité. Une étude détaillée sur « Les Français et la solidarité » a toutefois été menée par le CSA en 2013. Elle nous apprend plusieurs choses intéressantes, en premier lieu sur le fait que le sentiment de fragilité est très présent parmi les Français, qui sont 75% à penser qu'eux-mêmes ou leurs proches pourraient se retrouver un jour en situation de précarité. Le contexte de crise a sans doute accru ce sentiment au tournant des années 2010, comme le montrent de leur côté les enquêtes initiées par Emmaüs qui montraient à cette époque un accroissement du pourcentage de personnes redoutant de se trouver un jour sans abri (56% des Français en 2009 contre 47% en 2007 (CSA, 2009)). Paradoxalement, ce sentiment d'inquiétude pour son propre sort va de pair avec un changement des valeurs qui joue en défaveur de la solidarité : d'un côté sont en hausse « la recherche de protection et de sécurité dans un contexte de perception d'une progression des injustices sociales. En effet, la famille reste la valeur dominante citée (46%, inchangé par rapport à 2009), comme le tout premier cercle protecteur. Puis sont citées avec une progression importante par rapport à la mesure précédente, l'honnêteté et la justice. La troisième valeur en progression est la sécurité (...). La valeur la plus en baisse est la solidarité (20%, -8 points). »

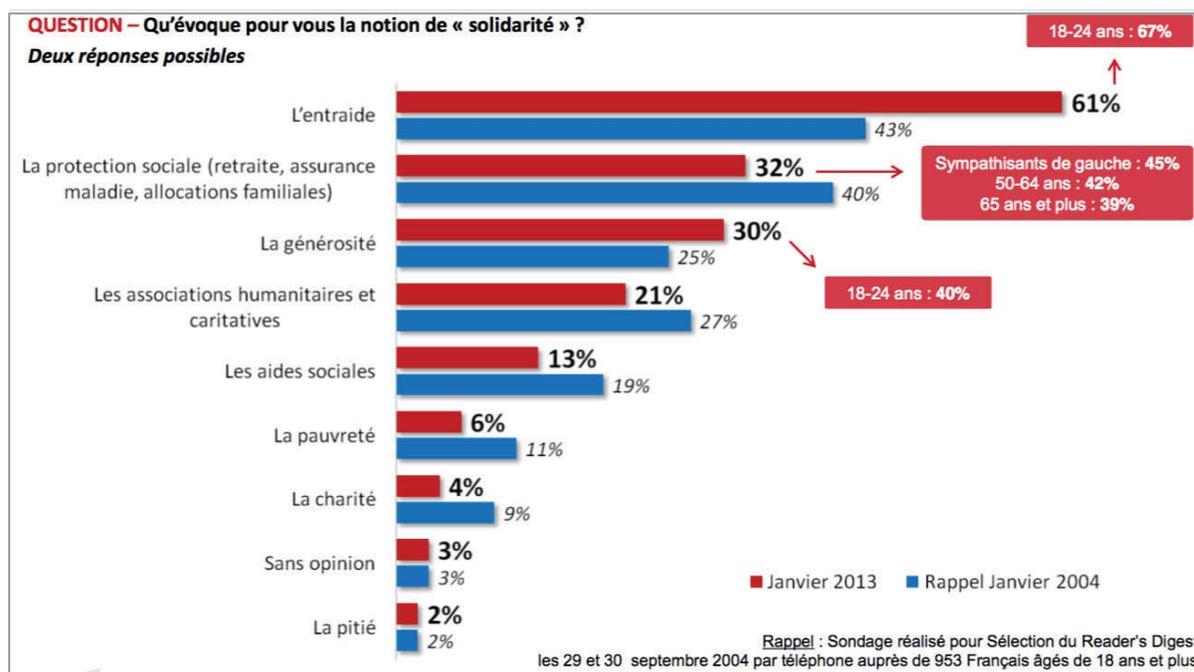


Commentaire : Lorsqu'on leur demande de retenir les trois valeurs les plus importantes à leurs yeux parmi la liste susmentionnée, les Français citaient en 2013 dans 46% des cas la famille (inchangé par rapport à 2009). La solidarité, qui arrivait en seconde place avec 28% de citation en 2009, avait perdu 8 points en 2013 et n'était plus citée que par 20% des Français : c'est la valeur qui a connu la plus importante régression. (CSA, 2013).

On notera toutefois que l'attachement à la solidarité est un élément de clivage important de la société : les sympathisants de gauche continuent par exemple à placer cette valeur au deuxième rang (32%). Mais c'est aussi un élément de clivage entre générations puisque la solidarité est également davantage citée par les 18-24 ans (en 3^{ème} position des valeurs dans cette catégorie d'âge, où elle est citée par 29% des personnes).

Une évolution de la perception de la solidarité et des acteurs censés la porter : vers une solidarité plus directe ?

Si les jeunes et les sympathisants de gauche restent très attachés à la solidarité, c'est en réalité à des formes de solidarité différentes qu'ils semblent se référer. Interrogés sur ce qu'évoque pour eux la notion de solidarité, les Français retiennent en premier trois notions : l'entraide (61%), la protection sociale (32%) et la générosité (30%) (Cf. schéma ci-après et commentaires). Le fait intéressant est que l'entraide et la générosité, qui ne renvoient pas à des mécanismes institués mais à la bonne volonté de chacun, sont en très nette hausse entre 2004 et 2013, et obtiennent des scores particulièrement élevés chez les 18-24 ans : 67% citent l'entraide (contre 61% de moyenne) et 40% citent la générosité (contre 30% de moyenne). La protection sociale est au contraire en forte baisse et s'avère davantage citée par les plus âgés et les sympathisants de gauche. Ces évolutions dessinent une perception de la solidarité qui reposerait de moins en moins sur les institutions de l'Etat-providence et davantage sur des formes de solidarité plus directe. (CSA, 2013)



Commentaire : Lorsqu'on leur demande parmi une liste de réponses possibles de choisir deux valeurs qui évoquent pour eux la notion de solidarité, les Français retenaient en 2013 l'entraide pour 61% d'entre eux (contre 43% en 2004). (CSA, 2013).

Les Français semblent donc plus ou moins acquis à l'idée que l'Etat-providence a du plomb dans l'aile, particulièrement en période de crise économique : une étude BVA de 2015 montrait par exemple que 54% des Français pensaient que la crise forçait à réaliser des économies et à réduire les budgets dédiés à la solidarité, contre seulement 31% qui pensaient au contraire que la crise nécessitait de renforcer l'effort de solidarité. L'idée qui domine pour 51% des Français est qu'il faut donc inciter les personnes en difficulté à s'en sortir toutes seules plutôt qu'accroître les aides sociales¹. (BVA, 2015)

¹ Ce résultat est à nuancer car, en formulant différemment la question, un autre sondage montre que 59% des Français pensaient (en 2013) que les dispositifs de protection sociale devaient rester une priorité pour les pouvoirs publics, contre 31% qu'ils devaient être réduits afin de diminuer les dépenses publiques (CSA, 2013).

Quelles propositions parmi les suivantes correspondent le plus à ton opinion vis-à-vis de la solidarité ?
Q3. La crise actuelle...



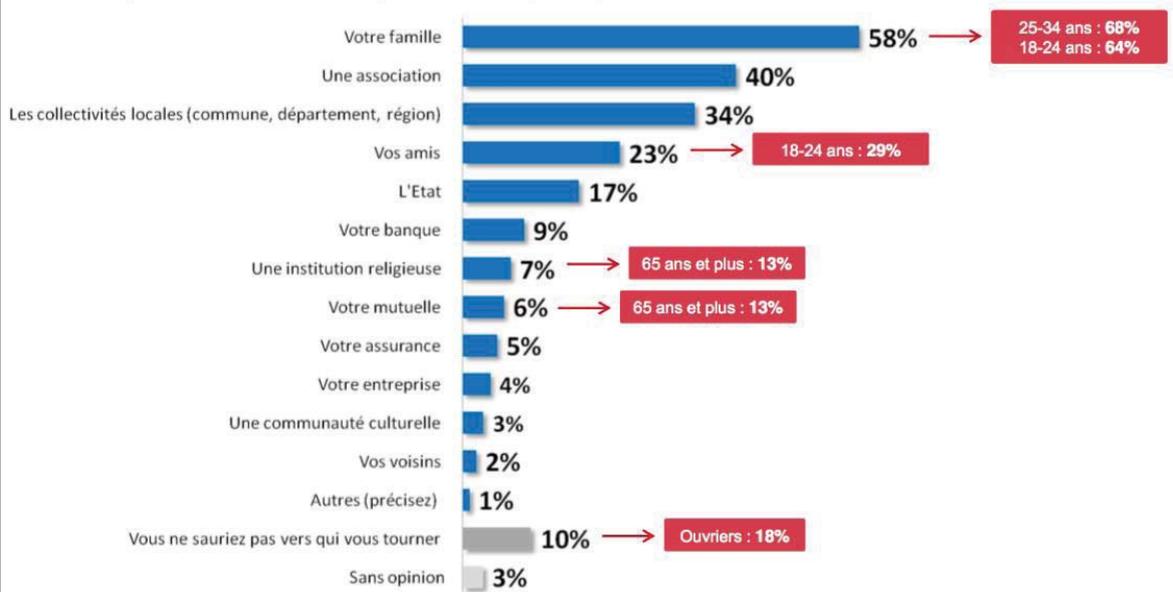
Q3bis. D'après toi, comment doit-on agir auprès des personnes en difficulté...



BVA, 2015

Dans ce contexte de repli, les Français comptent davantage sur la débrouille et sur leurs proches pour s'en sortir. Lorsqu'on leur demande de citer trois types d'acteurs vers qui ils se tourneraient en priorité s'ils étaient contraints de demander de l'aide, les Français répondent en premier lieu leur famille (citée par 58% des français, avec une surreprésentation des jeunes pour cette réponse). Viennent ensuite les associations (40%), les collectivités locales (34%) et les amis (23%), l'Etat n'arrivant qu'en cinquième position (11%). Plus inquiétant, 10% des Français (18% des ouvriers) ne sauraient pas à qui demander de l'aide.

QUESTION – Vous personnellement, si vous étiez en situation de précarité économique et sociale et contraint de demander de l'aide, vers qui vous tourneriez-vous en priorité ? Trois réponses possibles



Commentaire : Lorsqu'on leur demande de choisir les acteurs vers lesquels ils se tourneraient en priorité s'ils étaient contraints de demander de l'aide (trois réponses possibles), les Français répondent en premier la famille (58%), une association (40%) et les collectivités locales (34%).(CSA, 2013)

Proximité, engagement, transparence : les « nouvelles » exigences de la solidarité

Les acteurs auxquels les Français font le plus confiance à l'avenir pour prendre en charge la solidarité sont les associations, suivies des initiatives citoyennes et des collectivités locales. Un zoom opéré sur les raisons pour lesquelles les Français font particulièrement confiance aux associations fait émerger plusieurs éléments qui semblent représentatifs de ce que les Français attendent de la part des acteurs de la solidarité à l'avenir. Lorsqu'on leur demande de choisir dans une liste trois qualités qu'ils reconnaissent

aux associations de solidarité, c'est la proximité (le fait de connaître les réalités de terrain) qui arrive en tête (qualité citée par 47% des Français), ce qui pourrait expliquer au passage pourquoi les acteurs publics locaux sont nettement mieux perçus que l'Etat en matière de prise en charge de la solidarité. Le fait de ne pas rechercher le profit arrive juste derrière la proximité (citée par 46% des Français). La transparence financière et le fait de savoir précisément à quoi est utilisé l'argent arrive en troisième position (citée par 40% des Français). (CSA, 2013)

Cette demande d'action plus concrète et directe bute toutefois sur la question des moyens. D'un côté, les nouvelles formes de solidarité, comme le financement participatif solidaire ou l'entrepreneuriat social, sont aujourd'hui encore peu connues et peu utilisées en France par les citoyens. C'est donc le don d'objets et le don d'argent qui sont les principaux leviers mobilisés par les Français pour participer à une forme de solidarité concrète. (BVA, 2015) Quant à l'engagement plus direct, si les Français se disent à 51% prêts à faire du bénévolat (BVA, 2015) dans les faits ils sont très peu à le faire réellement. Ce décalage entre ambition et moyens explique peut-être les résultats d'un récent sondage de l'IFOP qui montre paradoxalement que les Français restent pessimistes sur la capacité de l'action citoyenne à prendre réellement le relais de l'Etat : les Français sont seulement 16% à penser que l'action citoyenne est plus efficace que celle de l'Etat dans le domaine de la réinsertion professionnelle, 20% dans le domaine de la lutte contre le handicap, 33% dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et 48% (le maximum) dans le soutien scolaire aux élèves en difficulté. (IFOP, 2018)

Question : parmi les domaines suivants, quels sont ceux pour lesquels le citoyen peut agir plus efficacement que l'Etat ?

	Rappel Ensemble des Français Octobre 2007 ³ (%)	Ensemble des Français Janvier 2018 (%)	Evolution
• Le soutien scolaire aux élèves en difficulté	42	48	+6
• Le soutien aux malades	30	38	+8
• La lutte contre la pauvreté	39	33	-6
• L'aide aux personnes en recherche d'emploi	28	25	-3
• La lutte contre le handicap	28	20	-8
• La réinsertion de personnes en difficulté	24	16	-12
— Ne se prononcent pas	2	-	-2
TOTAL	(*)	(*)	

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner jusqu'à deux réponses

IFOP, 2018

Il est difficile d'interpréter ces résultats parfois contradictoires, mais il semble que les Français font davantage confiance aux associations pour prendre en charge la solidarité, tout en étant conscients que leurs moyens ne sont pas à la hauteur pour prendre le relais de l'Etat.

Note bibliographique et méthodologique

BVA, 2015. *Les Français et la solidarité : nouveaux outils, nouveaux comportements*, BVA pour le compte de Babyloan, juillet 2015. (sondage auprès d'un échantillon de 1000 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, profession, type de logement, statut de propriété, après stratification par région et taille d'agglomération. Questionnaire réalisé en ligne du 1^{er} au 10 juillet 2015.)

URL : http://www.bva.fr/fr/sondages/les_francais_et_la_solidaire_nouveaux_outils_nouveaux_comportements.html

CSA, 2013. *Les Français et la solidarité*, CSA pour le compte de l'UNIOPSS et de la Macif, janvier 2013. (sondage auprès d'un échantillon de 990 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, profession, après stratification par région et taille d'agglomération. Questionnaire réalisé en ligne du 18 au 20 décembre 2012.)

URL : http://expertise.uniopss.asso.fr/resources/trco/pdfs/2013/A_janvier_2013/69893_SondageCSA.pdf

IFOP, 2018. *Les Français et la citoyenneté*. IFOP pour Ouest France, janvier 2018 (sondage auprès d'un échantillon de 1003 personnes, dont 619 salariés, représentatif de la population française de 18 ans et plus, méthode des quotas basée sur sexe, âge et profession après stratification par région et catégorie d'agglomération. Questionnaire en ligne du 2 au 3 janvier 2018).

URL : http://www.ifop.com/media/poll/3954-1-study_file.pdf

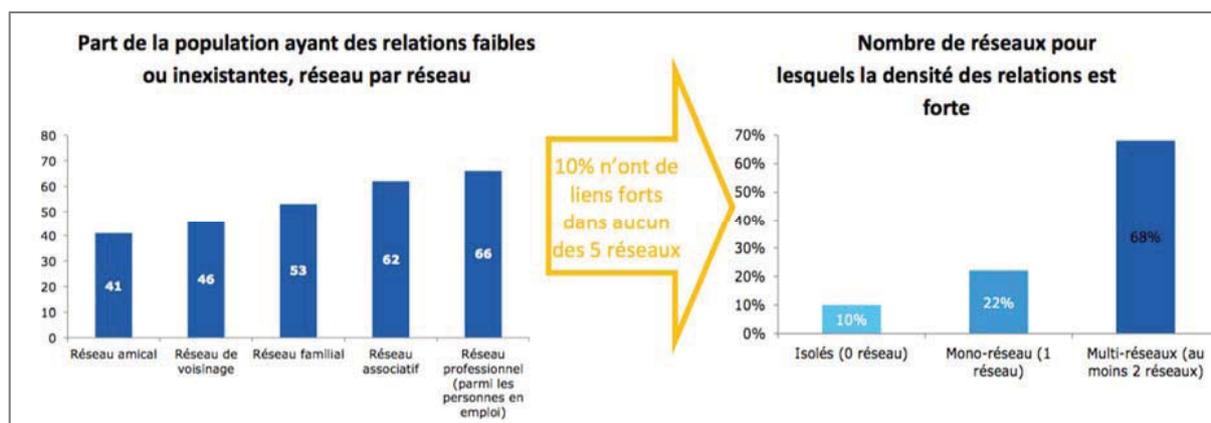
LE LIEN SOCIAL ET LA SOLITUDE : OÙ EN SONT LES FRANÇAIS ?

La socialisation a de nombreux effets sur la psyché des individus et impacte notamment leur sentiment de bien-être. Même si notre pays n'est pas le plus à plaindre, l'isolement touche aujourd'hui environ un Français sur 10. Les personnes isolées sont globalement plus âgées, plus précaires, plus souvent au chômage et en moins bonne santé. L'isolement influe également les perceptions de soi-même (avec un sentiment d'inutilité plus présent) mais aussi les perceptions de la société (les personnes isolées étant généralement plus pessimistes à l'endroit de la société et de son avenir). Enfin, si les pratiques collaboratives offrent un nouveau potentiel de sociabilité, ce sont pour l'instant les personnes déjà sociabilisées qui en profitent le plus.

L'isolement touche environ un Français sur 10

Le CREDOC a mené en 2016 pour le compte de la Fondation de France une étude approfondie sur la solitude et l'isolement en France. Ce travail a consisté en premier lieu à donner une définition objective de l'isolement, qui repose sur une mesure de la densité des liens sociaux tissés par les personnes interrogées. Cinq types de réseaux sociaux sont identifiés : les amis, le voisinage, la famille, le milieu associatif et le réseau professionnel. Le CREDOC identifie sur cette base la fréquence des relations entretenues par les personnes interrogées dans chacun de ces réseaux, en leur demandant combien de fois ils rencontrent leur connaissances (amis, voisins, etc.) sur une période donnée (une fois par mois, par semaine, etc.). En-dessous d'un certain seuil de fréquence (par exemple « quelques fois dans l'année ») la densité des relations est considérée comme faible dans le réseau en question.

Cette enquête montre que les réseaux de sociabilité les plus forts sont le réseau amical, suivi du réseau de voisinage : moins de 50% des Français de plus de 15 ans ont une densité de relations faible ou inexistant dans chacun de ces deux réseaux. Viennent ensuite le réseau familial (hors ménage), le réseau associatif et le réseau professionnel (66% des Français qui travaillent rencontrent moins d'une fois par an, ou ne rencontrent jamais, des personnes issues de leur réseau professionnel en dehors du temps de travail). Au final, 22% des Français n'ont des relations fortes que dans un seul réseau, et 10% dans aucun réseau. Ce derniers – un peu plus de 5 millions de personnes – sont considérés comme en situation d'isolement objectif. Le Crédoc précise que « la faible fréquence de leurs contacts laisse supposer que ces personnes objectivement isolées sont en situation de vulnérabilité psycho-sociale dans la mesure où il leur est probablement plus difficile de s'appuyer sur un membre de leur entourage en cas de coup dur, d'échanger leurs joies et leurs peines, et de bénéficier des bienfaits des liens sociaux forts. »

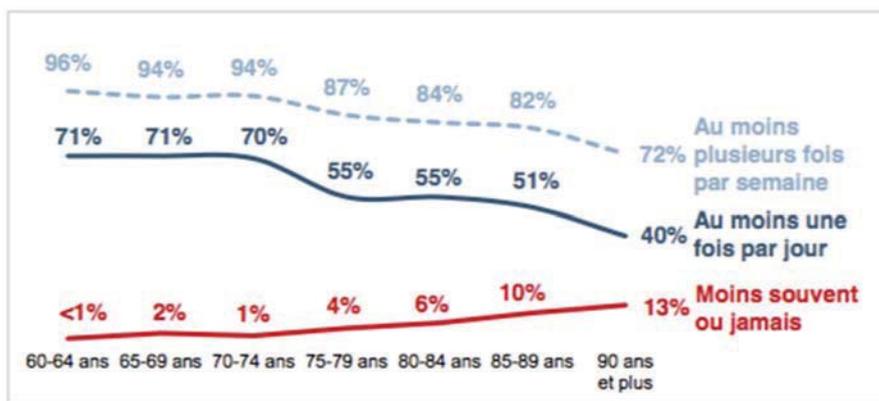


Commentaire : - à gauche : 41% des personnes âgées de 15 ans et plus ont des relations faibles (rares) ou inexistantes dans leur réseau amical. - à droite : 10% des personnes âgées de 15 ans et plus n'ont de relations fortes (régulières) dans aucun réseau de sociabilité. (CREDOC, 2016)

On notera que ce chiffre n'est pas directement comparable aux données des enquêtes internationales. Ce dernières situent toutefois la France en meilleure position que la moyenne des pays de l'Union Européenne avec 12% de personnes déclarant ne voir des amis qu'une fois par mois ou moins (contre 18% en moyenne UE et, pour les valeurs extrêmes : 7% aux Pays-Bas vs 36% en Pologne). Le CREDOC estime enfin que ce chiffre de 10% de personnes en situation objective d'isolement est à peu près stable depuis une quinzaine d'années.

augmente avec l'âge : 7% chez les moins de 25 ans, 11% chez les 25-39 ans et 12% au-delà de 40 ans et jusqu'à 69 ans. Pour les personnes plus âgées, l'enquête de 2016 ne fournit pas de données pour des raisons méthodologiques¹, mais une enquête menée par le CSA en 2017 auprès de cette population montre que l'isolement s'accroît considérablement passé un certain âge : par exemple, si 96 % des 60-64 ans sortent encore de chez eux plusieurs fois par semaine, ce pourcentage décroît régulièrement au fil des ans jusqu'à tomber à 72% pour les plus de 90 ans. (CSA, 2017)

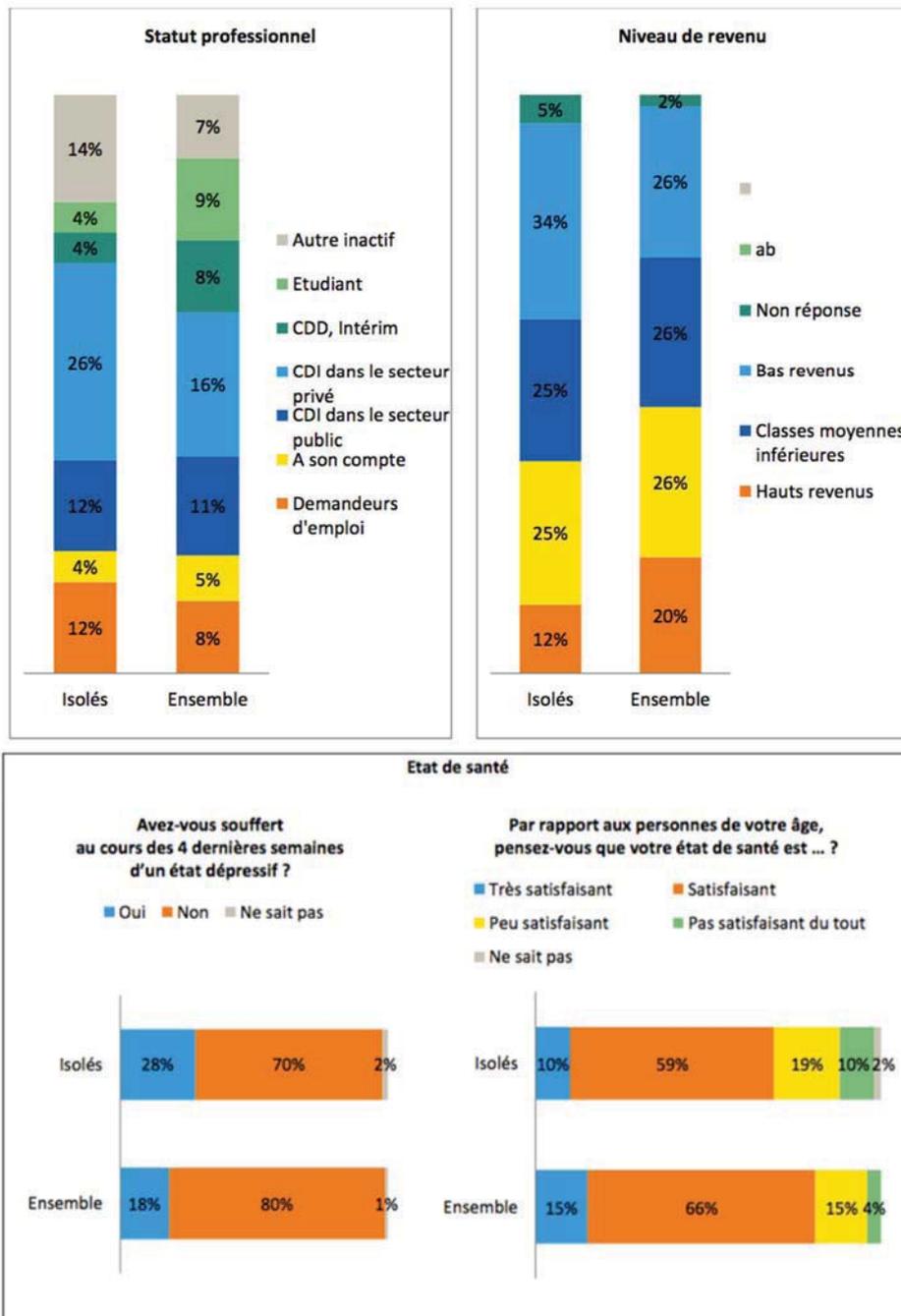
A quelle fréquence sortez-vous de votre domicile seul ou accompagné ?



Commentaire : 96% des personnes de 60-64 ans sortent CSA, 2017

L'âge n'est toutefois pas le seul facteur à intervenir, loin s'en faut. Le CREDOC montre en particulier que les revenus et l'emploi sont d'autres éléments au moins aussi importants. Ainsi, 12% des personnes isolées sont demandeurs d'emploi, contre 8% dans l'ensemble de la population ; de manière plus surprenante, 26% des personnes isolées ont un CDI dans le secteur privé, contre 16% de l'ensemble de la population. A propos des revenus, seuls 12% des personnes isolées ont des hauts revenus, contre 20% de l'ensemble de la population ; et au contraire, les bas revenus sont surreprésentés parmi les personnes isolées (34% des personnes isolées contre 26% de la population). Les isolés fréquentent également nettement moins que les autres les équipements culturels et sportifs, et ils partent moins en vacance (50% déclarent être partis en vacance au cours des 12 derniers mois, contre 63% pour l'ensemble de la population). Enfin, ils se déclarent davantage comme souffrant d'état dépressif et se déclarent en moyenne en moins bonne santé.

¹ L'enquête est menée par le biais d'Internet et le taux de connexion s'effondre à 52% après 70 ans, ce qui rend l'exploitation des résultats de ce type d'enquête délicat pour cette catégorie d'âge.

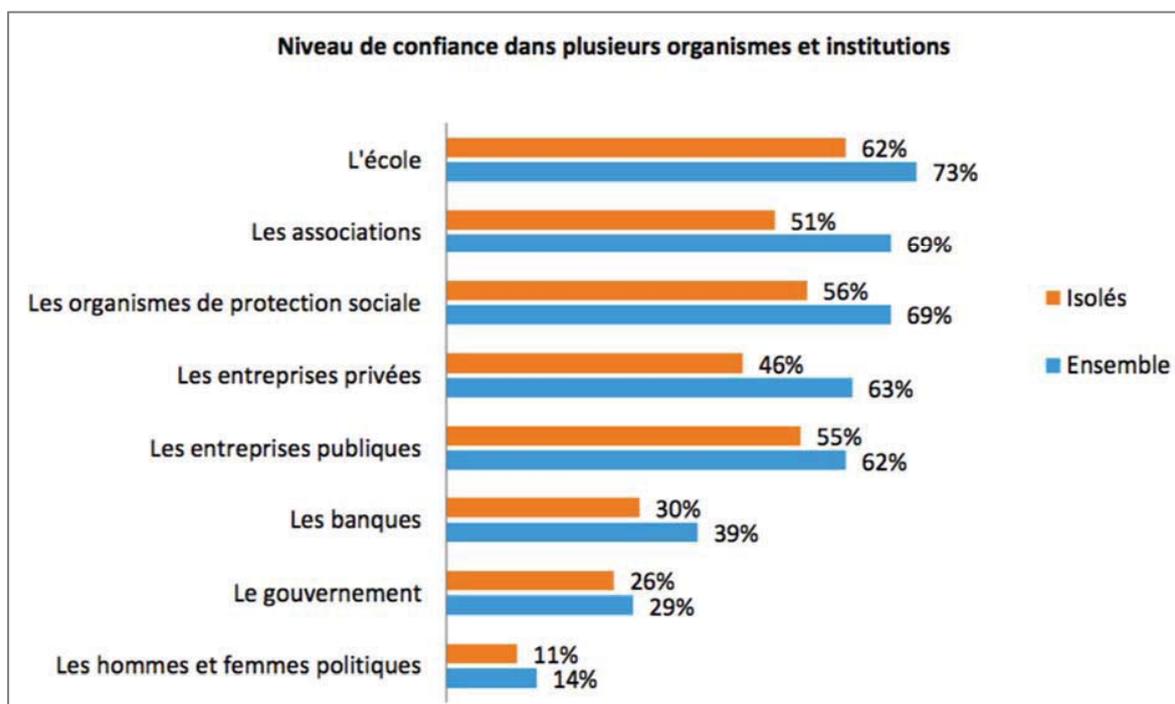


Commentaire : figure en haut à gauche, 12% des personnes en situation objective d'isolement (et 8% de l'ensemble de la population totale âgée de 15 ans et plus) sont demandeurs d'emploi. (CREDOC, 2016)

L'isolement a un effet sur la vision de soi et de la société

Enfin, l'isolement influe nettement la vision que l'on peut avoir de soi et de la société. Les isolés sont par exemple moins heureux que la moyenne. Ils sont également plus enclins à se sentir rejetés puisque 40% d'entre eux se sentent souvent ou de temps en temps abandonnés, exclus ou inutiles (ce pourcentage n'étant que de 23% chez ceux qui ont des relations fortes dans plusieurs réseaux de sociabilité, et de 26% pour le total des Français).

Plus encore, l'isolement développe la défiance vis-à-vis de la société ainsi qu'un certain pessimisme. Les personnes isolées sont par exemple moins enclines à penser qu'une plus grande participation citoyenne aux décisions publiques améliorerait le fonctionnement du pays. Elles se sentent davantage en insécurité et font moins confiance aux autres. Dans le même ordre d'idée, les personnes isolées font également nettement moins confiance à différents organismes et institutions comme l'école, les associations, les organismes de protection sociale ou encore les entreprises.



Commentaire : 62% des personnes en situation objective d'isolement (et 73% de l'ensemble de la population totale âgée de 15 ans et plus) déclarent faire confiance à l'école. (CREDOC, 2016)

Les pratiques collaboratives, une piste de sociabilité nouvelle ?

Enfin, même si l'étude du CREDOC est discrète sur les leviers permettant de stimuler la sociabilité, elle opère une focale intéressante sur les perspectives ouvertes par les pratiques collaboratives (de type covoiturage, colocation entre personnes âgées et étudiants, échanges de services de jardinage, bricolage/recyclage, échange de livres, etc.). Même si la motivation première des usagers de ces services est généralement financière, les bénéfices en matière de lien social sont notables puisque 66% des adeptes des pratiques collaboratives déclarent avoir fait des rencontres par ce biais et 11% estiment avoir tissé de vrais liens d'amitié. Le problème tient au fait que les personnes isolées sont beaucoup moins nombreuses à utiliser ces pratiques : seules 20% d'entre elles avaient déjà mobilisé en 2016 ces pratiques collaboratives, contre 45% des personnes ayant de forts liens sociaux. Or cette défiance s'explique par le fait que « les personnes en situation d'isolement objectif sont précisément celles qui expriment, de manière générale, le plus fortement des attitudes de méfiance et de repli. » (CREDOC, 2016) En résumé, les personnes isolées sont plus méfiantes à l'égard des pratiques collaboratives, alors même que celles-ci pourraient leur fournir de nouvelles opportunités de sociabilité... qui, du coup, profitent davantage à ceux qui sont déjà sociabilisés.

Note bibliographique et méthodologique

CREDOC, 2016. *Les solitudes en France. Rapport 2016*. CREDOC pour la Fondation de France, 2016 (enquête auprès d'un échantillon de 3050 personnes représentatif de la population française de 15 ans et plus, méthode des quotas basée sur sexe, âge, CSP, région et taille d'agglomération. Questionnaire en ligne entre décembre 2015 et janvier 2016).

URL : https://www.fondationdefrance.org/sites/default/files/atoms/files/les_solitudes_en_france_2016_-_synthese.pdf

CSA, 2017. *La solitude et l'isolement chez les personnes de 60 ans et plus*, CSA Research pour Les petits frères des Pauvres, septembre 2017. (Enquête auprès d'un échantillon de 1804 individus représentatif de la population française de 60 ans et plus, méthode des quotas basée sur sexe, âge, CSP selon leur ancienne profession, région et catégorie d'agglomération. Questionnaire en ligne du 15 au 30 juin 2017).

URL : <https://www.csa.eu/fr/survey/la-solitude-et-l-isolement-chez-les-personnes-de-60-ans-et-plus>

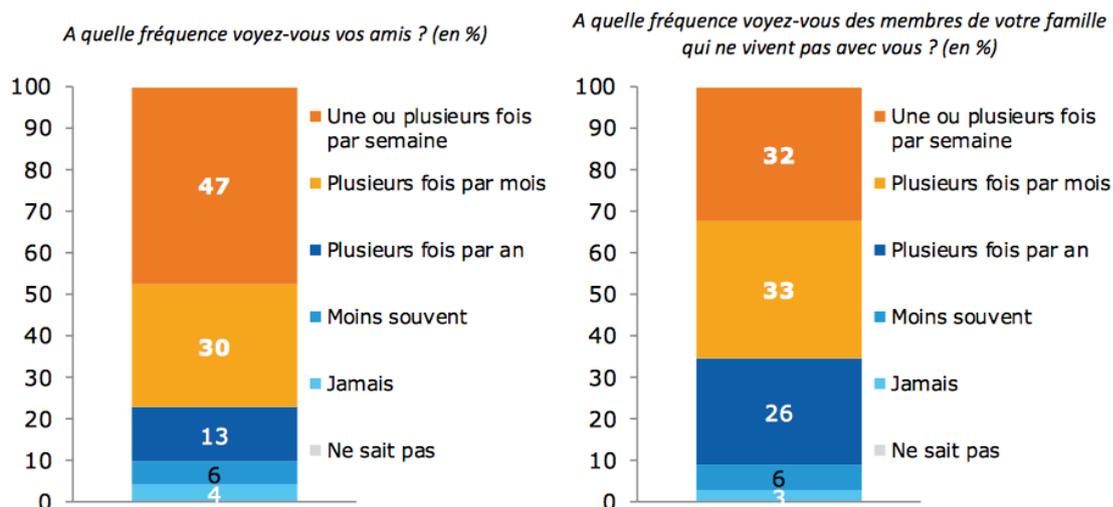
LE SENTIMENT D'ISOLEMENT CHEZ LES JEUNES ET SES IMPACTS

En complément de l'enquête qu'elle a menée en décembre 2015 et janvier 2016 sur la solitude des Français, la Fondation de France a décidé en 2017 de faire un focus sur les 15-30 ans. L'étude s'appuie sur trois volets, le premier quantitatif, le deuxième qualitatif via des entretiens téléphoniques approfondis avec des jeunes isolés, le troisième basé sur des données du web pour identifier les requêtes explicites sur Google ainsi que les conversations sur les forums liées à la solitude des jeunes. Les données présentées par cette fiche viennent du volet quantitatif de l'étude (échantillon de 2000 jeunes de 15 à 30 ans). L'étude vise à déterminer le profil des jeunes en situation d'isolement objectif, comprendre les événements de vie qui les ont mené à rompre leurs liens sociaux, et la spirale qui favorise l'isolement. La Fondation de France définit l'isolement comme un phénomène mesurable, renvoyant à une situation concrète, ce qui distingue cette notion de la solitude qui fait référence à un vécu plus subjectif, pouvant s'éprouver dans une situation d'isolement, mais pas exclusivement.

Pour mesurer l'isolement objectif des jeunes, l'approche se base, dans la continuité des travaux déjà réalisés, sur l'étude de six réseaux relationnels : amical, familial, de voisinage, associatif, professionnel et étudiant (réseau des camarades de classe ou d'études, alternatif pour les jeunes au réseau professionnel pour les actifs).

Pour mesurer l'isolement d'une partie des jeunes, l'enquête fait d'abord un panorama de la sociabilité des 15-30 ans dans leur ensemble (à partir des réponses de l'échantillon des 2000 jeunes). Une de leurs caractéristiques est de porter un vif intérêt à la vie amicale, qui est bien plus importante chez les jeunes Français en général que dans les autres catégories d'âge. Elle forme le premier réseau de sociabilité : presque un jeune sur deux (47%) voit ses amis plusieurs fois par semaine. Au total, 77% des 15-30 ans ont une sociabilité amicale (**figure 1**).

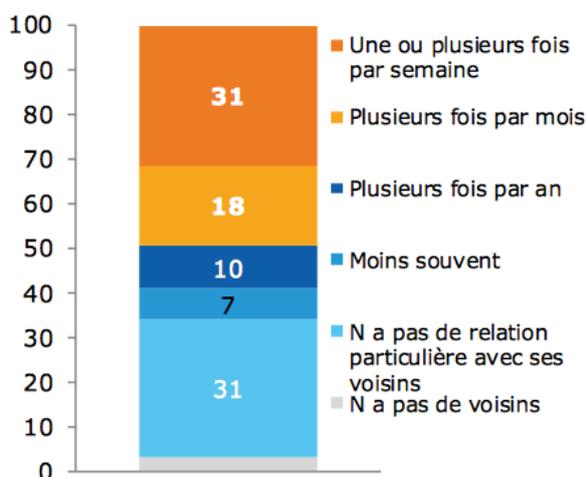
Figure 1, Sociabilité amicale et familiale, ensemble de la population de 15 à 30 ans, Source : CREDOC, Enquête pour la Fondation de France, 2017



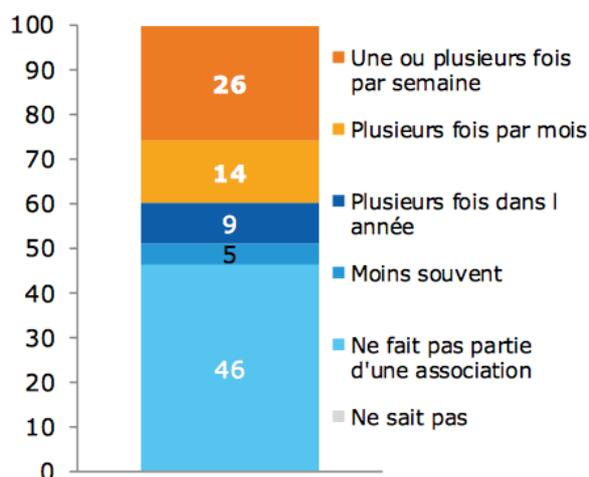
Leur engagement est aussi notable dans les réseaux associatifs. 40% des 15-30 ans déclarent un engagement associatif important, avec une participation au moins plusieurs fois par mois. Il s'agit d'associations sportives (32%), culturelles et de loisirs (20%), de jeunes ou d'étudiants (16%). Un jeune sur deux qui travaille rencontre régulièrement des collègues en dehors du travail. Cette sociabilité est néanmoins moins forte que celle des étudiants (79% d'entre eux sont en contacts réguliers avec leurs pairs en dehors des lieux d'étude).

Figure 2, Sociabilité de voisinage et associative

Avez-vous des voisins, dans votre immeuble ou quartier, que vous voyez ou avec lesquels vous discutez au-delà de l'échange de pure politesse : « Bonjour – bonsoir » ? (en %)

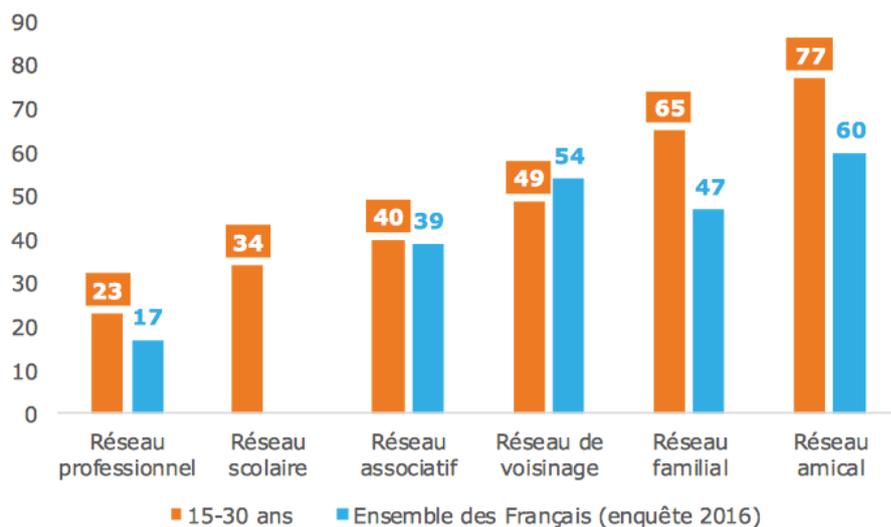


Faites-vous partie ou participez-vous aux activités d'une association (ou d'un groupe) ? (en %)



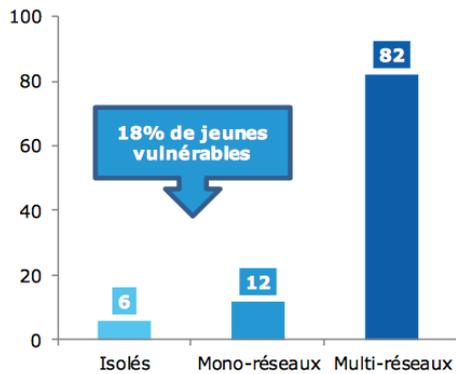
Les 15-30 ans ont globalement plus de contacts que l'ensemble de la population française, s'agissant notamment des amis (+ 17 points) et de la famille (+ 18 points). Le seul champ où ils sont légèrement en retrait est celui des relations de voisinage (- 5 points par rapport aux liens mesurés en population générale en 2016), ce qui semble s'expliquer par le cycle de vie et leur faible présence dans leur logement.

Figure 3, Les réseaux de sociabilité sont plutôt plus développés chez les jeunes (en % de contact plusieurs fois par semaine ou plusieurs fois par an)



Au total, en prenant en compte la force des liens existant dans les six réseaux de sociabilité pris en compte, 18% des 15-30 ans interrogés présentent une situation objective d'isolement ou de vulnérabilité sociale car ils ne peuvent compter, au mieux, que sur un seul réseau.

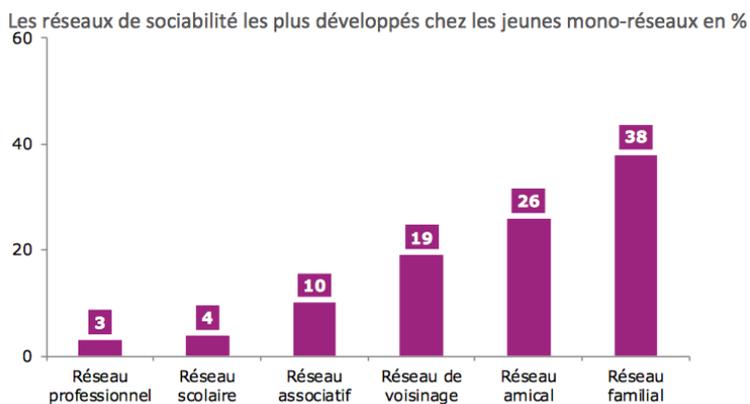
Figure 4, 6% des jeunes sans aucun réseau dense, 12% avec un seul



Cela représente un peu plus de 2 millions de jeunes. Les jeunes qui n'ont aucun de ces réseaux sont 700 000, soit 6 % des 15-30 ans. Ceux qui ne passent régulièrement du temps qu'avec les membres d'un seul réseau sont au nombre de 1,4 million, soit 12 % des 15-30 ans.

Ils ne passent physiquement du temps avec d'autres personnes que très rarement (uniquement quelques fois dans l'année voire jamais), quels que soient les réseaux de sociabilité étudiés dans l'enquête. Les jeunes ayant un seul réseau de sociabilité passent plutôt du temps avec les membres de leur famille (38 %) et avec leur voisinage (19 %), et si 26 % d'entre eux fréquentent régulièrement des amis, c'est très peu par rapport à ce que vivent les autres jeunes.

Figure 5, Les réseaux de sociabilité les plus développés chez les jeunes mono-réseaux en %

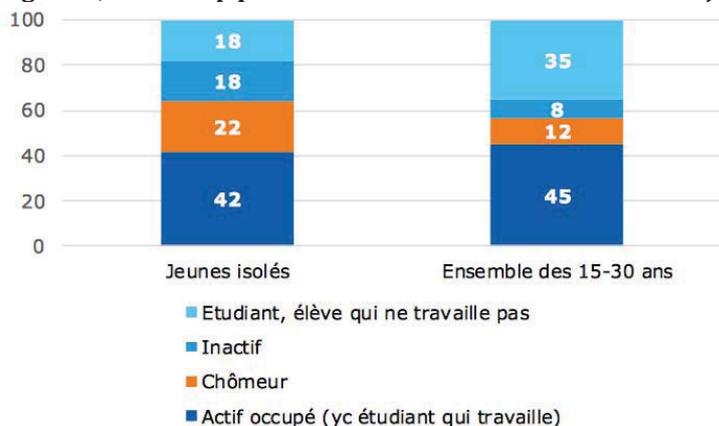


Le phénomène de solitude résulte souvent d'un enchaînement d'événements, intervenant parfois dès l'enfance : défaillances du cercle familial, complexes physiques, problèmes divers à l'école. Ils ont vécu de multiples échecs qui entravent leur capacité à s'insérer socialement. L'étude qualitative a permis d'identifier quatre profils de « jeunes solitaires » selon le moment de leur vie (plus ou moins jeunes) où ils sont devenus isolés et selon leur ressenti de la solitude (souffrance / absence de souffrance) : les « jeunes solitaires inhibés » souffrent d'isolement après avoir connu des difficultés familiales ou scolaires d'où un déficit d'apprentissage de la relation sociale et une défiance précoce vis-à-vis des autres ; les « jeunes solitaires résignés » vivent l'isolement social pour les mêmes raisons et ont finalement accepté cette solitude ou se sont repliés sur un seul cercle (conjoint et enfants, en particulier) ; les « jeunes solitaires assumés » ont de faibles liens sociaux mais ont choisi délibérément de privilégier leur vie professionnelle ou familiale ; les « jeunes solitaires blessés ou frustrés » font face à une perte de repères récente (échec dans les études, travail prenant...) qui les conduit au repli.

Sur l'ensemble de la tranche d'âge 15-30 ans, les jeunes isolés ou socialement vulnérables sont en proportion plus nombreux à mesure que l'on avance en âge. En proportion il n'y a pas plus d'hommes que de femmes.

61 % de ces jeunes isolés ou socialement vulnérables ne vivent plus chez leurs parents. Ils sont moins diplômés (42% contre 50% des jeunes de l'échantillon à avoir le Bac ou plus!) et ont moins bien réussi leur entrée dans la vie active. Ils ont traversé plus souvent une période de chômage (22% contre 12% en moyenne) et d'inactivité (18% contre 8%). Il y a deux fois moins d'étudiants chez les jeunes isolés que dans l'ensemble (18% contre 35%).

Figure 6, Beaucoup plus de chômeurs et d'inactifs chez les jeunes isolés

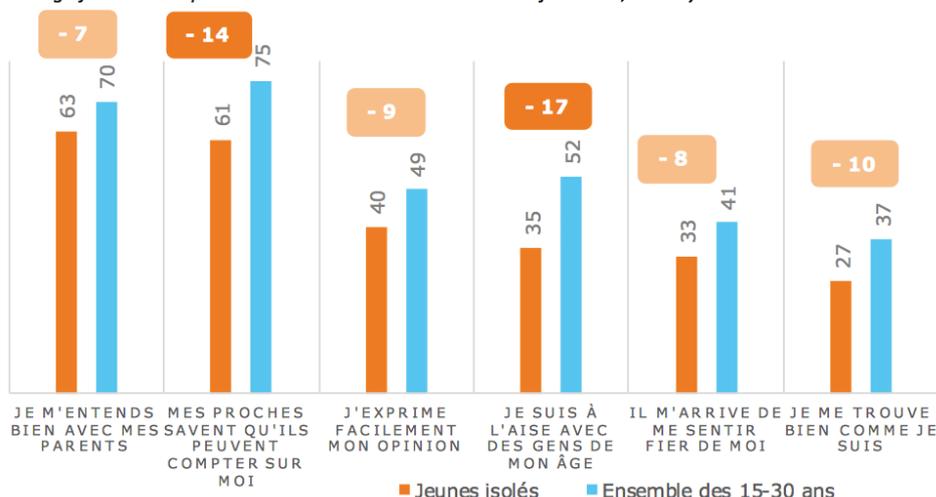


Les jeunes isolés sont peu satisfaits de leurs conditions de logement (47 % contre 37 % pour l'ensemble des 15-30 ans) et de leurs moyens de se déplacer (55 % des jeunes contre 47 %). Leur santé est moins bonne. Ils sont ainsi plus nombreux à être sujets d'un état dépressif, ainsi que d'un handicap ou d'une maladie chronique (+ 7 points par rapport à l'ensemble des 15-30 ans). En revanche contrairement à ce que l'on pourrait penser ils déclarent moins consommer d'alcool et de cannabis que les jeunes insérés : 36 % déclarent ne jamais boire d'alcool et 85 % ne jamais fumer de cannabis (contre 23 % et 79 % des 15-30 ans).

Les jeunes les plus vulnérables socialement ont une mauvaise image d'eux-mêmes, 33 % estiment qu'il leur arrive de se sentir fiers (contre 41 % des 15-30 ans) et 27 % se trouvent « bien comme ils sont » (contre 37 %).

Figure 7, Les jeunes isolés ont une image d'eux-mêmes plus dégradée

Pour chacune de ces propositions, dites-moi sur une échelle de 1 à 5 à quel point elles s'appliquent à vous ? 1 signifie « ce n'est pas du tout mon cas » et 5 « c'est tout-à-fait moi », en % ayant attribué la note 4 ou 5



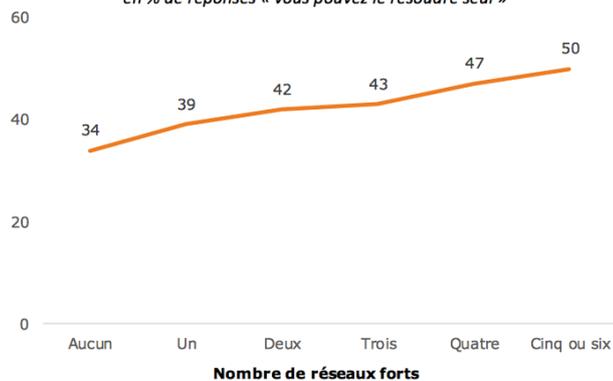
1 Ce chiffre de 50% de jeunes ayant le Bac est nettement en dessous du taux de 78% d'une classe d'âge ayant le Bac (donnée 2015). Cela s'explique partiellement par l'âge d'une partie de l'échantillon (15, 16, 17, 18 ans). Mais cela indique aussi que l'échantillon n'est pas complètement représentatif de la jeunesse.

62 % se déclarent souvent heureux (contre 74 %). Seuls 52 % sont confiants en l'avenir (64 % pour l'ensemble des jeunes). Seulement 35 % d'entre eux se sentent à l'aise avec les gens de leur âge (contre 52 % pour les 15-30 ans soit 17 points d'écart). Ils ont aussi plus de mal à exprimer leurs opinions (-9 points). Ils ont bien plus tendance à penser qu'aucune forme de participation à la vie publique n'est efficace qu'il s'agisse du vote, du bénévolat ou de la participation à la vie du quartier (32 % vs 18 %). 60 % d'entre eux se sentent inutiles (contre 51 % des 15-30 ans), ce qui est une source de souffrance puisque les jeunes interrogés dans l'étude qualitative expriment leur volonté de se rendre utile, par exemple en rendant des petits services à leur entourage.

Les jeunes isolés se jugent moins en capacité de faire face à d'éventuelles difficultés : seulement 37 % d'entre eux pensent pouvoir résoudre seul un problème (44 % des 15-30 ans). Ceux qui ont un unique réseau de sociabilité peuvent mobiliser moins de personnes ressources en cas de souci que l'ensemble des jeunes : 79 % peuvent faire appel à leurs parents (contre 89 %), 63 % à d'autres membres de leur famille (contre 78 %), 55 % à leurs amis (contre 79 % !). L'enquête démontre donc clairement la relation entre la capacité à résoudre seul un problème et le nombre de réseaux dont on dispose : elle va de 34% chez les jeunes sans aucun réseau à 50% chez ceux qui en ont cinq ou six (**figure 8**).

Figure 8, Plus on cultive de réseaux de sociabilité et plus on se juge à même de résoudre seul un problème qui se pose

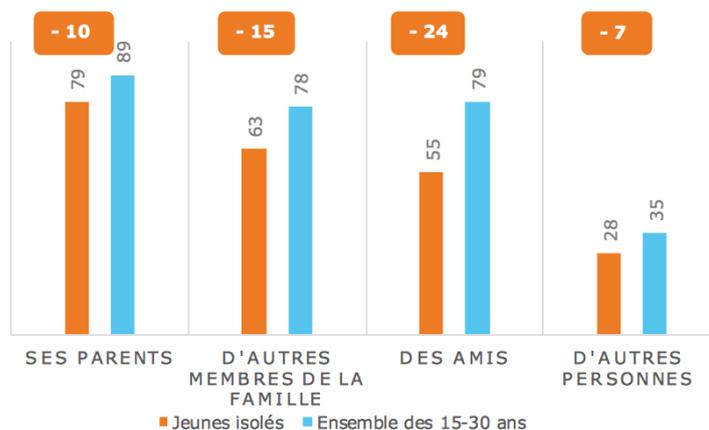
En règle générale, face à un problème (scolaire, professionnel, relationnel, de santé), avez-vous le sentiment que ?, en % de réponses « vous pouvez le résoudre seul »



La défiance envers autrui est plus forte que la moyenne. Alors qu'en moyenne un jeune sur deux (48%) pense qu'il est possible de faire confiance aux autres, cette proportion n'atteint que 36% chez les jeunes isolés (- 12 points). 64 % d'entre eux estiment que l'on n'est jamais assez méfiant (contre 52 %). L'enquête fait l'hypothèse que la moindre confiance en autrui est liée à leur moindre possibilité de compter sur l'aide de proches en cas de difficultés. Les jeunes isolés comptent - 24 points de mobilisation possible dans le cercle des amis, - 15 points pour les autres membres de la famille (**figure 9**).

Figure 9, Les jeunes isolés ont une moindre capacité ou possibilité de mobiliser des personnes ressources

En cas de difficultés ou de coups durs, diriez-vous que vous pouvez compter sur le soutien d'amis ? / De vos parents ? / D'autres membres de votre famille ? / D'autres personnes ? En % de oui



CONCLUSION

Le phénomène de l'isolement touche aussi les jeunes. 6 % des 15-30 ans vivent une situation objective d'isolement, qui modifie et leurs pratiques et leurs perceptions de l'environnement social. L'enquête qualitative a confirmé l'importance de l'entourage dans la capacité à se tourner vers les autres à l'âge adulte, dans la capacité à faire face à des problèmes divers, dans la capacité à se projeter dans l'avenir avec confiance, etc.

Liste et méthodologie des sondages

Fondation de France, Jeunes et sans amis : quand la solitude frappe les 15-30 ans, septembre 2017,
https://www.fondationdefrance.org/sites/default/files/atoms/files/solitudes_jeunes_2017_rapport_complet.pdf

Méthodologie Crédoc : L'étude quantitative a été réalisée online, auprès de 2000 personnes âgées de 15 à 30 ans, résidant sur l'ensemble du territoire national métropolitain, entre le 19 avril et le 9 mai 2017. Les 2 000 jeunes de 15 à 30 ans qui ont répondu à l'enquête présentent les caractéristiques suivantes : 46% vivent avec leurs parents, 16% vivent seuls. 36% sont salariés, 35% poursuivent leurs études et 7% sont à la fois en étude et travaillent. L'étude qualitative a été menée auprès de 21 jeunes âgés entre 15 et 30 ans, interrogés par téléphone, entre le 2 et le 29 juin 2017 (11 des 21 jeunes isolés interrogés indiquent souffrir de solitude).

Méthodologie Synomia : L'étude de la data web a été réalisée sur la période juin 2016 - juin 2017 sur les requêtes explicites des recherches Google liées à la solitude des jeunes, ainsi que les conversations postées sur ce sujet sur les forums de jeunes.

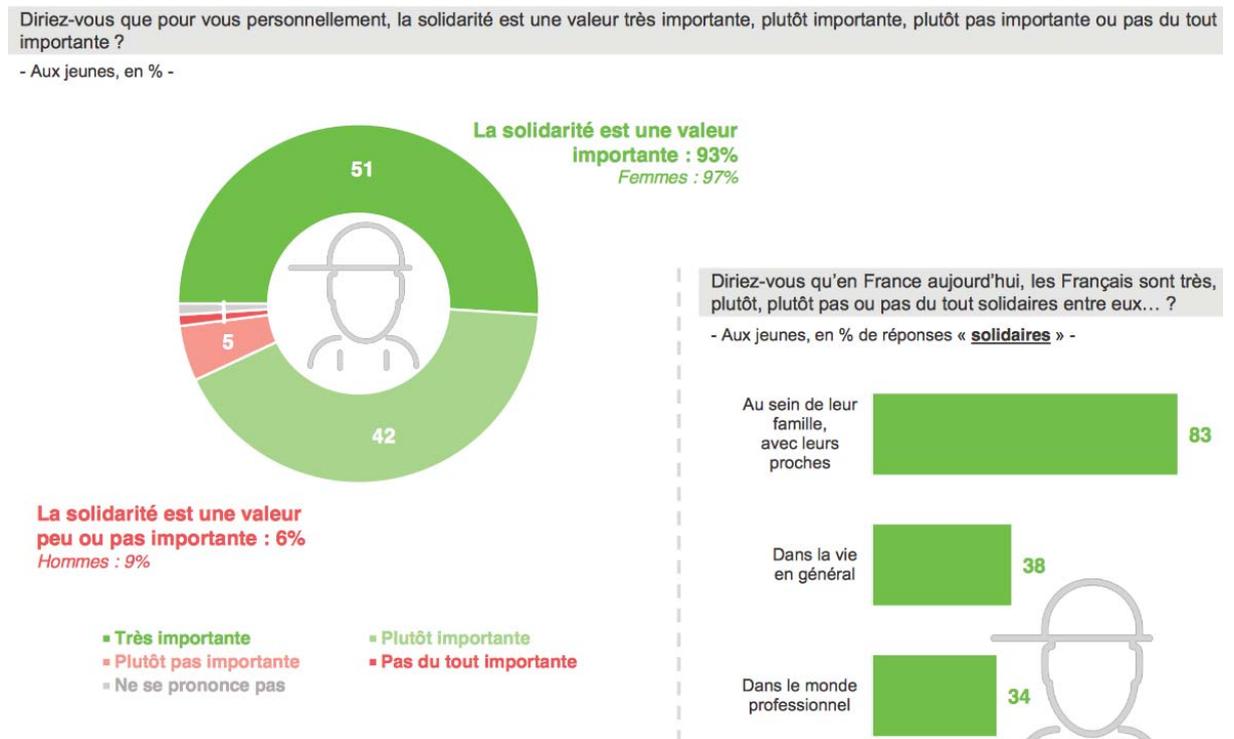
LES JEUNES ET LA SOLIDARITÉ

Comment les jeunes Français pensent-ils leur rapport à la solidarité ? Est-elle à leurs yeux une valeur importante ? Estiment-t-ils que la société française est solidaire ? S'estiment-ils eux-mêmes solidaires ? Comment cette solidarité se traduit-elle dans leurs actes ? Deux enquêtes apportent quelques réponses à ces questions cruciales.

L'enquête « Insertion professionnelle et solidarité : parole aux jeunes ! » (2016) a été réalisée à la demande de la Fondation Auchan pour la Jeunesse par Harris Interactive. Elle aborde le rapport des 18-25 ans à trois thèmes : la solidarité, l'intégration et l'évolution de la situation des jeunes.

Premier résultat, 51% d'entre eux considèrent la solidarité comme une valeur très importante, 42% comme assez importante, soit un plébiscite pour cette valeur considérée au total comme importante par 93% des jeunes. Dès lors que l'enquête creuse la question, des questionnements apparaissent. Déjà, il apparaît que les jeunes hommes (89%) sont moins nombreux à le penser que les jeunes femmes (97%). Ensuite, les jeunes interrogés considèrent que les Français sont bien plus solidaires « au sein de leur famille, avec leurs proches » (83%) que dans la vie en général (38%) et que dans monde professionnel (34%). Ce résultat interroge : la solidarité familiale et avec les proches est une solidarité élective et exclusive qui peut parfaitement aller de pair avec une société où des groupes choisissent de se construire un avenir en dehors du monde commun. Si une large majorité de jeunes continuait à penser que les Français ne sont pas solidaires entre eux, comment pourraient fonctionner demain les systèmes de solidarité (impôt, sécurité sociale, formes diverses de solidarité nationale et internationale...) ?

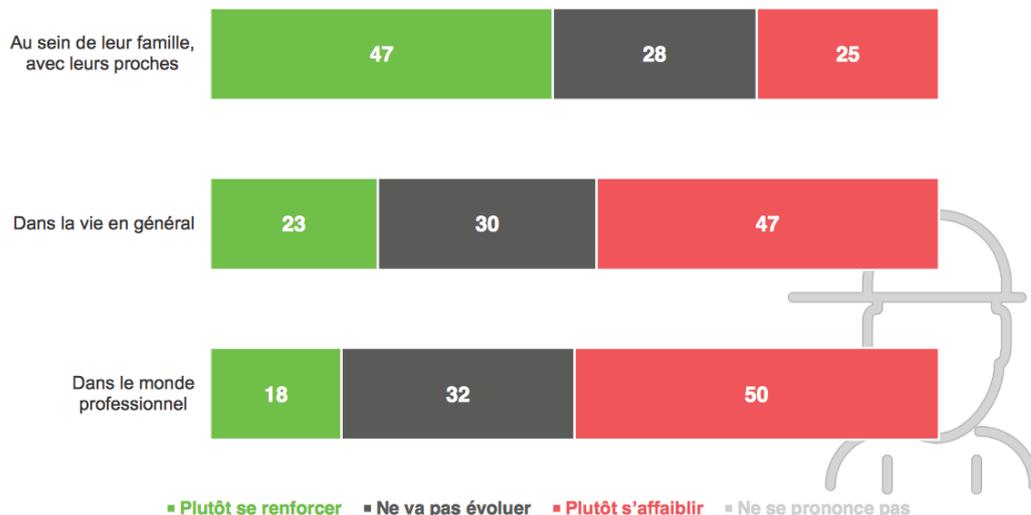
Figure 1, La solidarité comme valeur et comme pratique selon les jeunes, Harris Interactive 2016



Interrogés sur la dynamique de solidarité dans la société française (Figure 2), un jeune sur deux estime que la solidarité va « plutôt s'affaiblir » à l'avenir dans la vie en général (47%) et dans le monde professionnel (50%) et un sur cinq environ pense qu'elle va se renforcer dans ces domaines (23% et 18%). Seule la solidarité familiale et avec les proches est perçue comme ayant de l'avenir.

Figure 2, Ce que les jeunes pensent de l'avenir de la solidarité, Harris Interactive 2016

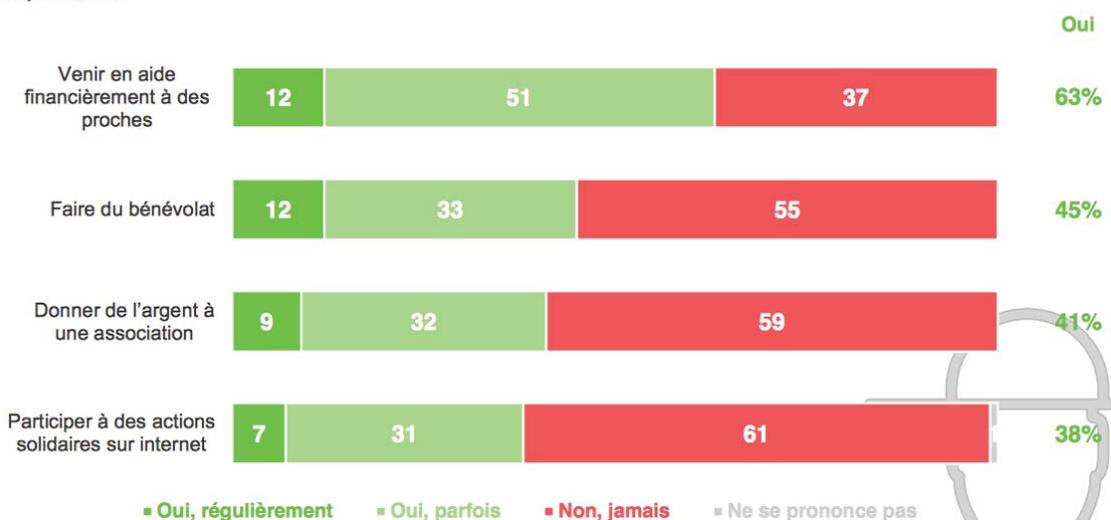
Et pensez-vous qu'à l'avenir, dans chacun des domaines suivants, la solidarité entre les Français va plutôt se renforcer, s'affaiblir ou ne va pas évoluer... ?
- Aux jeunes, en % -



L'enquête décortique aussi les pratiques de solidarité (**figure 3**). Les jeunes disent pratiquer la réciprocité en matière de dons : ils en bénéficient de la part de leurs proches, mais ils sont aussi donateurs, envers leurs proches (63%), et pour soutenir financièrement le milieu associatif (41%). Ils sont près d'un sur deux (45%) à déclarer qu'il leur arrive de faire du bénévolat, et 38% qu'ils participent à des actions solidaires sur Internet. 17% d'entre eux affirment même qu'il leur arrive d'effectuer les quatre actions mentionnées dans la figure 3 (22% parmi les titulaires d'un diplôme supérieur à Bac +2), alors que 20% assument de n'en réaliser aucune (28% parmi les habitants de petites villes et 29% parmi les moins diplômés).

Figure 3, Les actions de solidarité réalisées par les jeunes, Harris Interactive 2016

Vous arrive-t-il de faire chacune des actions suivantes ?
- Aux jeunes, en % -

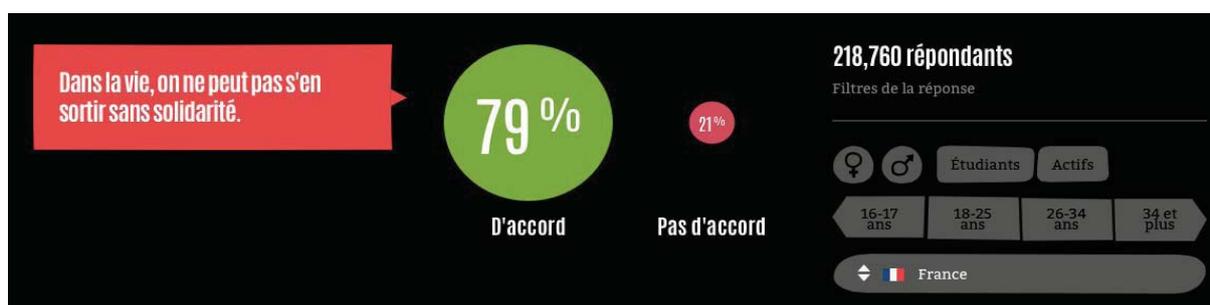


Les plus solidaires : 17%
 Hommes : 21%
 Habitants d'une grande ville : 23%
 Diplôme > Bac +2 : 22%

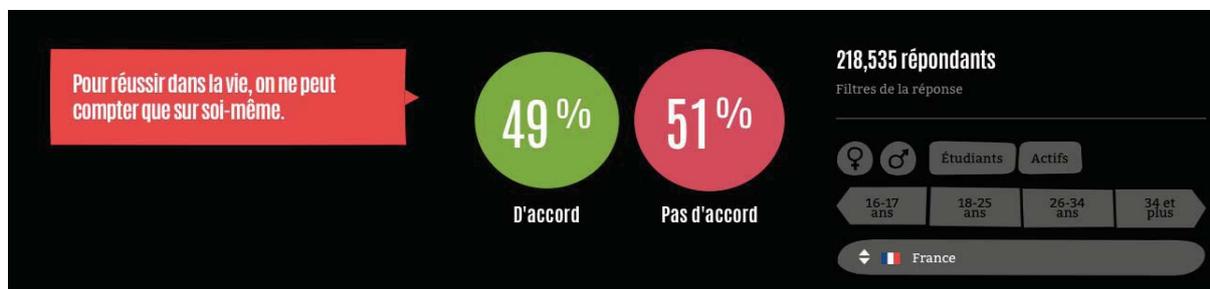
Les moins solidaires : 20%
 Habitants d'une petite ville : 28%
 Diplôme < Bac : 29%

Utilisant une toute autre méthode, la consultation « **Generation What** » a été menée en 2016 auprès de 320 000 jeunes Français de 18 à 34 ans. À l'origine, les sociétés de production Yami 2 et Upian se sont associées à France Télévisions en 2013 pour réaliser un web-documentaire sur la jeunesse française. Un questionnaire de près de 150 questions a été diffusé sur Internet sous le nom « Génération Quoi ? », pour inciter les 18-34 ans à exprimer leur point de vue sur des sujets extrêmement variés. Le dispositif était bien plus attractif qu'un recueil de données classique, puisque la formulation des questions interpellait les jeunes. L'enquête devenue « Generation What ? » a élargi cette démarche à l'échelle européenne à l'aide d'un site Web diffusé dans plusieurs langues et du relai exercé par de grands médias de la plupart des pays européens. L'intérêt de cette consultation est de disposer d'un très grand nombre de réponses. Ses principales limites sont l'absence de quotas représentatifs et la familiarité des répondants avec le Web (puisque les réponses sont données en ligne)¹.

Nous n'utilisons ici que les résultats qui nous éclairent d'une manière ou d'une autre sur le rapport des jeunes à la solidarité. Quatre jeunes sur cinq sont d'accord avec la proposition « Dans la vie on ne peut pas s'en sortir sans solidarité ».



Paradoxalement, un jeune sur deux (49%) partage l'idée que « pour réussir dans la vie on ne peut compter que sur soi-même ». Les attentes qu'ils placent dans la solidarité que peut produire la société est donc assez faible.



Le site web permet de cliquer sur un pays, sur le sexe des répondants, sur quatre catégories d'âge (16-17, 18-25, 26-34, 34 ans et plus), sur le statut (étudiants ou actifs). Pour la France nous remarquons qu'en proportion les femmes (50%) adhèrent un peu plus à cette idée que les hommes (47%), et les actifs (53%) que les étudiants (48%).

¹ Pour autant dans l'enquête 2016 des techniques de redressement ont été appliquées pour éliminer les biais et construire un échantillon représentatif de la jeunesse française, en prenant appui sur les indicateurs de l'Insee (âge, CSP, niveau d'études, identité de genre). Nous n'avons pas eu accès aux résultats de travaux qui se basent sur le nouvel échantillon de 20 000 jeunes pour l'année 2016, valide du point de vue de sa représentativité statistique (absence de réponse d'Anne Muxel à notre demande).



Comme l'avaient montré aussi d'autres travaux (enquête DYNEGAL), l'état du monde et de la société française inspire aux jeunes un certain défaitisme. Beaucoup estiment qu'ils vivront moins bien que leurs parents, et que leurs propres enfants vivront encore moins bien. Mais ils témoignent en parallèle d'une grande confiance dans leurs propres capacités. Un tiers d'entre eux estime que « quand on veut, on peut ».



L'autonomie est au cœur de leurs aspirations. Ils ont tendance à miser sur leurs ressources pour construire leur vie d'adulte et envisagent souvent de créer leur propre activité professionnelle. Beaucoup pensent également quitter la France s'ils ne réussissent pas : 50 % envisagent de partir à l'étranger. Comme l'analyse dans une interview la sociologue Anne Muxel qui au sein du CEVIPOF exploite les résultats de l'enquête, « ils ont à la fois intégré qu'ils étaient les enfants de la crise et envisagé une échappatoire : la débrouillardise ou le départ »². La jeunesse est donc davantage en demande d'autonomie que d'assistance — d'ailleurs 56% des jeunes sont d'accord avec l'idée « Il y a trop d'assistés en France ».



Ils ne sacralisent pas l'argent. 9 jeunes sur 10 pensent que l'argent tient une place trop importante dans la société.



² CNRS Le Journal, « Le grand miroir de la jeunesse française », 2016, <https://lejournal.cnrs.fr/articles/le-grand-miroir-de-la-jeunesse-francaise>

Conclusion

Si la solidarité est considérée par 9 jeunes sur 10 comme une valeur importante et par presque 8 jeunes sur 10 comme un mécanisme indispensable pour s'en sortir dans la vie, ils pensent surtout que la solidarité est à l'œuvre dans leur famille et avec leurs proches, et peu au sein de la société et dans le monde du travail. Ils sont aussi largement majoritaires à penser que dans l'avenir la solidarité dans la société et dans le travail va s'affaiblir. Ils attendent peu de ces formes de solidarité collective pour mener à bien leur vie. C'est donc une vision assez désillusionnée qui ressort des enquêtes consultées, où les maîtres mots sont autonomie, compter sur soi-même, débrouillardise, même si d'autres réponses indiquent qu'ils croient malgré tout dans la solidarité et qu'ils la pratiquent (bénévolat, participation à des actions solidaires sur Internet, ...) et qu'ils aimeraient davantage la pratiquer (engagement dans une ONG par exemple).

Liste et méthodologie des sondages

Enquête Harris interactive pour la Fondation Auchan pour la Jeunesse, « **Insertion professionnelle et solidarité : parole aux jeunes !** », réalisée du 3 au 10 mars 2016.

Lien : <http://harris-interactive.fr/wp-content/uploads/sites/6/2016/03/Rapport-Harris-Insertion-professionnelle-et-solidarite-Parole-aux-jeunes-Fondation-Auchan.pdf>.

L'enquête compare les réponses de l'échantillon jeunes 18-25 ans et celui de l'ensemble des Français (grand public). Elle a été réalisée en ligne du 3 au 10 mars 2016. Le premier échantillon est constitué de 600 personnes, représentatif des Français âgés de 18 à 25 ans (méthode des quotas) ; le second est constitué de 1 000 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus (méthode des quotas). Le rapport d'enquête est peu détaillé.

Generation What, consultation en principe auprès des 18-34 ans (en réalité au-delà, puisqu'on a accès aux catégories d'âges 16-17 ans et 34 ans et plus). La méthode est présentée plus haut ainsi que dans l'interview d'Anne Muxel.

Lien : <http://generation-what.francetv.fr/portrait/data/all>

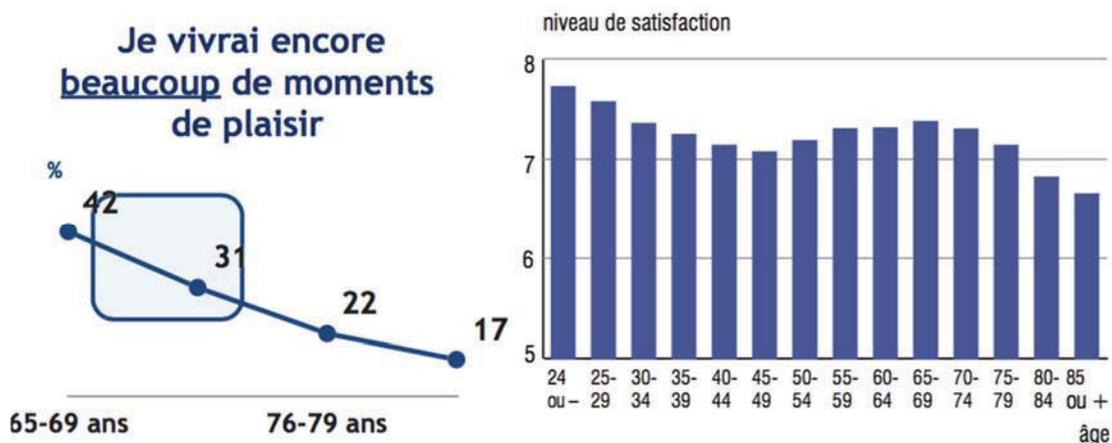
LES FRANÇAIS ET LA PERTE D'AUTONOMIE LIÉE AU VIEILLISSEMENT

Les jeunes retraités font partie des catégories de population les plus épanouies et les plus heureuses. Mais ce bien-être se dégrade toutefois considérablement à partir du moment où leur autonomie tend à diminuer. Comme le reste des Français, les seniors ont une image dégradée de la prise en charge de la perte d'autonomie et redoutent particulièrement de devoir un jour intégrer un établissement spécialisé. Ils aimeraient rester à leur domicile autant que possible et réclament davantage de moyens dédiés à cet accompagnement, notamment auprès des aidants, dont les Français aimeraient que le rôle soit davantage reconnu.

La plupart des seniors ont la belle vie... tant qu'ils sont autonomes

Une étude menée au tournant des années 2010 par l'IPSOS s'est penchée sur la génération du « papy boom. » Le quotidien Le Parisien, commanditaire de l'étude, résumait la situation en rappelant que parmi ces « papys gâtés », « six sur dix considèrent que la période qui s'ouvre sera la plus heureuse de leur vie et ils sont autant à vouloir « vivre sans se poser de question » (...) bien décidés à « se faire plaisir ». Sports, voyages, sorties... ils sont de gros consommateurs de loisirs. A l'abri du besoin ils sont propriétaires à 87 %, ils en ont les moyens. Partis tôt à la retraite (...) ils sont assurés, pour la plupart, de toucher longtemps une pension confortable. » (Le Parisien, 2009) Une enquête en date de 2017, toujours menée par l'IPSOS, confirme en grande partie cet état des lieux en décrivant les jeunes retraités comme une génération hédoniste, pour laquelle se faire plaisir est une priorité, et qui compte bien profiter pleinement de sa retraite.

35% des plus de 65 ans considèrent à ce propos que l'âge de la vie auquel il est le plus facile de se faire plaisir est lorsqu'on est jeune retraité (cette période arrivant aux yeux des retraités loin devant le début de la vie professionnelle et le début de la vie en couple). Les plus de 65 ans sont en moyenne 45% à estimer qu'ils auront simplement un peu moins de moments de plaisir à vivre que par le passé, et 28% considèrent même qu'ils auront encore beaucoup de moments de plaisir à vivre (autant voire plus que par le passé). Fait notable, les 65-69 ans sont même 42% à imaginer avoir encore beaucoup de moments de plaisir à vivre, mais ce chiffre s'effondre ensuite et tombe à seulement 17% chez les 80 ans et plus. (IPSOS, 2017) Ces résultats font inévitablement penser aux études de l'Insee sur le sentiment de satisfaction de vie, qui font apparaître un regain de bien-être entre 55 en 70 ans (les 65-69 ans se déclarant aussi heureux que les 30-34 ans), suivi d'un effritement très net et continu du bien-être au-delà de cet âge. (Godefroy, 2011)



Commentaires :

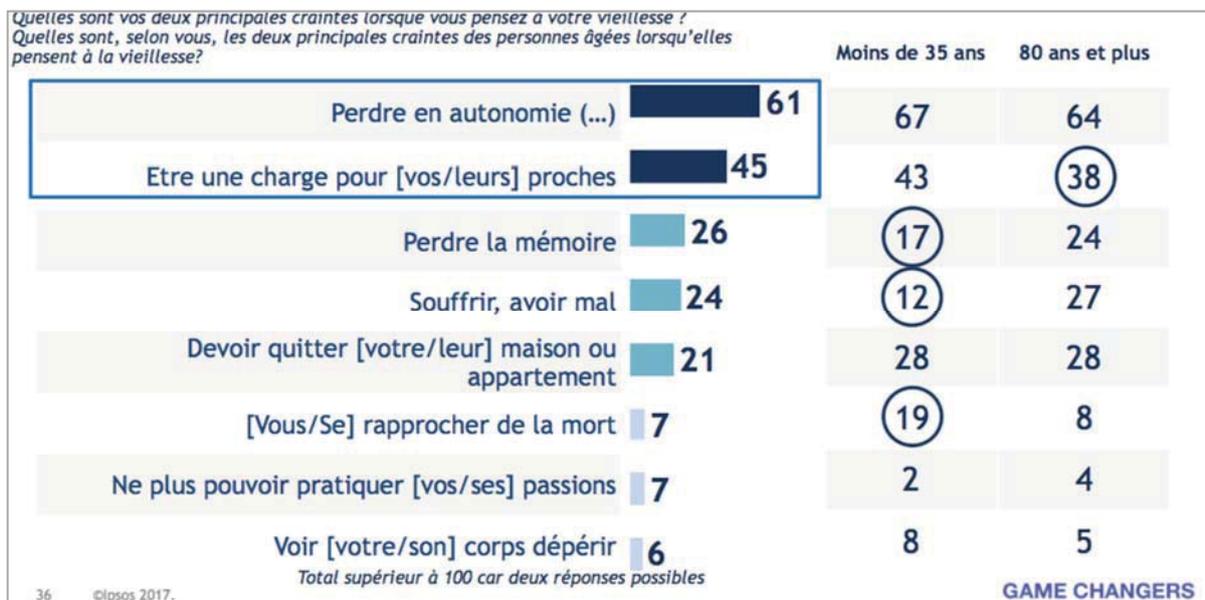
- à gauche : les 65-69 ans sont 42% à considérer qu'ils vivront encore beaucoup de moments de plaisir, contre seulement 17% des plus de 80 ans (Odoxa, 2017)
- à droite : les 65-69 ans déclarent en moyenne un niveau de satisfaction de vie de 7,3/10, contre 6,7/10 pour les 85 ans ou plus (Insee, 2011)

Cette baisse nette s'explique sans doute par le fait que l'autonomie des personnes commence à décliner à partir de cet âge, alors même que la dépendance est précisément ce que les personnes âgées craignent le plus. Par exemple, pour que les séniors se sentent bien chez eux, le plus important à leurs yeux est de « pouvoir décider de leur rythme de vie » (critère cité en premier ou en second par 63% des séniors) et de « pouvoir y recevoir des amis et de la famille » (cité en premier ou en second par 49% des séniors interrogés).



Commentaire : Parmi plusieurs propositions, 63% des séniors citent le fait de « décider de leur propre rythme de vie » comme l'une des deux principales conditions pour qu'ils se sentent bien chez eux. IPSOS, 2017

Perdre en autonomie et devenir une charge pour leurs proches sont les deux craintes les plus partagées par les Français (et de loin) lorsqu'ils pensent à leur vieillesse (IPSOS, 2017).

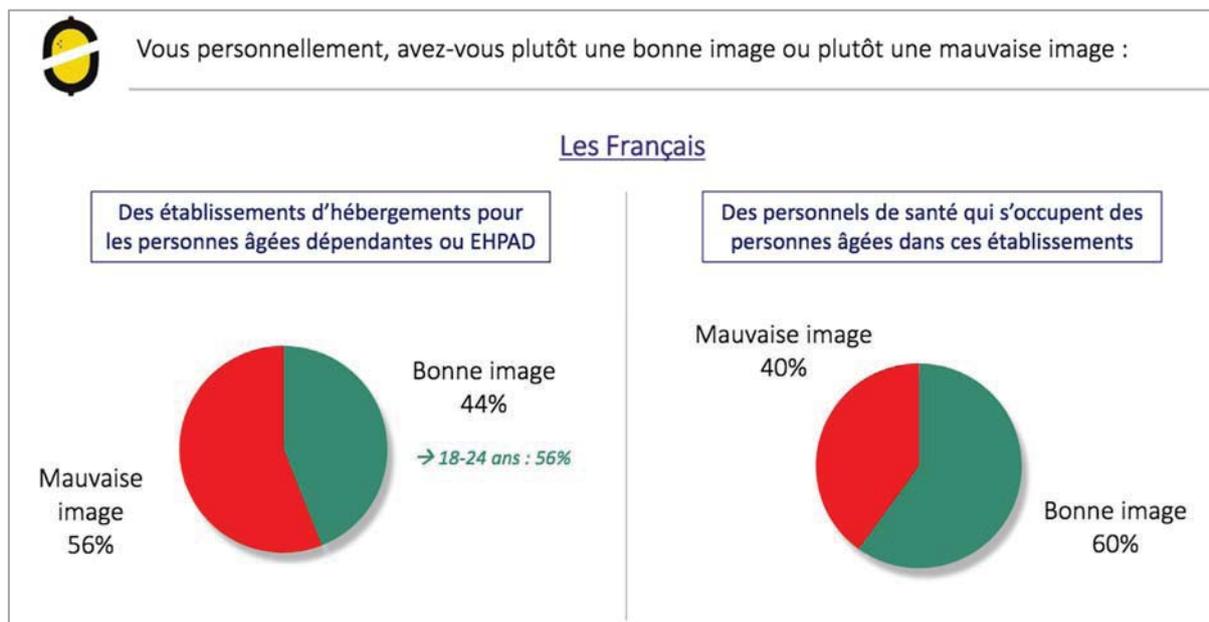


Commentaire : Parmi six propositions, 61% des Français citent la perte d'autonomie comme l'une des deux principales craintes qu'ils imaginent lorsqu'ils pensent à la vieillesse (la leur s'ils sont âgés, ou celle des personnes âgées en général s'ils ne le sont pas). IPSOS, 2017

Une autre étude menée en 2017 confirme cette tendance en révélant que les inquiétudes des Français concernant leur vieillissement se concentrent sur les troubles cognitifs (Alzheimer, sénilité précoce) notamment parce que ce sont les troubles qui génèrent le plus de perte d'autonomie. (Odoxa, 2017)

Une image dégradée de la prise en charge de la dépendance en EHPAD

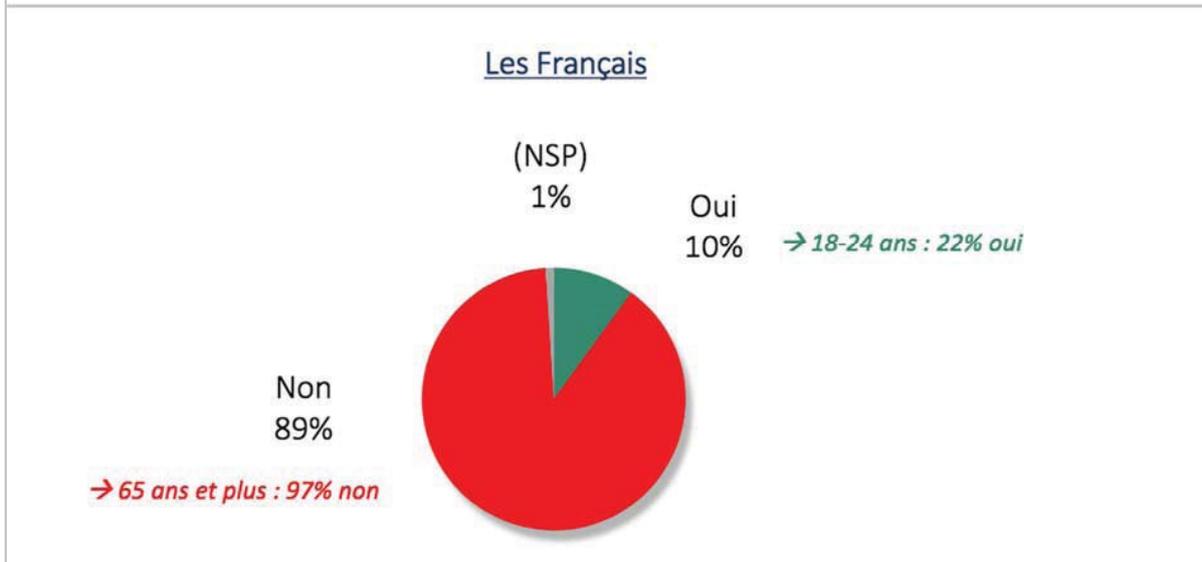
Cette crainte de la dépendance est d'autant plus forte que les Français ont une image négative de la manière dont la société prend en charge les personnes âgées en perte d'autonomie. Une enquête menée par Odoxa en 2017 montre par exemple que plus de deux tiers (68%) des Français jugent insatisfaisante cette prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie, et presque autant (65%) se disent également inquiets quant à leur capacité personnelle à accéder à ces services s'ils en ont un jour besoin. Fait intéressant, les Français ont majoritairement (à 56%) une image négative des EHPAD, alors qu'ils ont au contraire à 60% une image positive des personnels qui y travaillent. Surtout, 84% des Français (et parmi eux 91% des plus de 65 ans) considèrent que les EHPAD et les personnels qui y travaillent manquent de moyens pour mener à bien leur mission.



Odoxa, 2017

Autre élément intéressant, les établissements privés ont une image un peu plus positive que les établissements publics, ce qui renforce d'autant l'inquiétude des personnes les plus précaires quant à leur capacité à accéder à des soins de qualité : 65% des Français s'inquiètent de leur capacité actuelle ou future à accéder à l'ensemble des services dont ils pourraient avoir besoin, et les plus modestes sont davantage inquiets. Au final, 89% des Français pensent que les politiques publiques ne sont pas à la hauteur des défis de la perte d'autonomie, notamment parce qu'elles laissent un « reste à charge aux familles » trop important (premier facteur cité par 58% des Français qui estiment que les politiques publiques ne sont pas à la hauteur). Les trois quarts des Français pensent que le financement des actions en faveur du grand âge doit relever de la solidarité nationale plutôt que du privé. Enfin, lorsqu'on les informe de la situation, 83% des Français s'inquiètent des difficultés de certains Départements à financer l'allocation personnalisée d'autonomie. (Odoxa, 2017)

Avez-vous le sentiment que les actions et politiques publiques actuelles sont adaptées aux défis du grand âge et de la perte d'autonomie ?



A ceux qui estiment que les politiques publiques sont mal adaptées : Qu'est-ce qui fait selon vous que ces actions et politiques publiques sont mal adaptées aux défis du grand âge et de la perte d'autonomie ?



Odoxa, 2017

L'aide à domicile plébiscitée... mais pas assez soutenue ?

Les Français considèrent donc que le fait de rester chez eux est la solution idéale aussi longtemps que leur autonomie le permet. 75% des Français plébiscitent les nouvelles technologies dont ils pensent qu'elles constituent une opportunité pour le maintien à domicile et pour améliorer la santé et la qualité des soins des personnes âgées. (Odoxa, 2017) Mais ce sont bien entendu les aidants qui sont le plus indispensables à un tel maintien. Une étude de la Fondation April et de BVA datant de 2015 montre que ces quelques 8 millions de Français jouent un rôle central dans le maintien des personnes dépendantes à leur domicile. L'enquête révèle pourtant que le rôle d'aidant a des effets négatifs sur la qualité du sommeil (pour 24% des aidants), le moral (24%), la vie sociale et les loisirs (23%), ou encore la santé (19%).



Commentaire : 24% des aidants (colonne de gauche) considèrent que leur rôle d'aidant a des effets négatifs sur la qualité de leur sommeil. ODOXA, 2017

Si elle a des effets négatifs pour ceux qui la pratiquent, l'aide est en revanche jugée très utile par la plupart des français, qui considèrent à 83% que le rôle d'aidant n'est pas assez reconnu par les pouvoirs publics. C'est une aide matérielle qui est avant tout sollicitée par les aidants (pour 39% d'entre eux), ainsi qu'un soutien psychologique (30%), une meilleure coordination des acteurs (28%) voire même un statut social adapté (qui est souhaité par 25% des aidants). (BVA, 2015)



Commentaire : Parmi neuf propositions, 39% des aidants (colonne de gauche) et 52% des Français (colonne de droite) citent « une aide matérielle et financière » comme l'une des trois actions prioritaires pour aider les aidants à mieux vivre. ODOXA, 2017

Note bibliographique et méthodologique

BVA, 2015. *Baromètre des aidants, vague 1*, pour la Fondation APRIL, 6 octobre 2015. (sondage auprès d'un échantillon de 1997 personnes, représentatif de la population française de 15 ans et plus, dont 420 aidants, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, profession, région de résidence et catégorie d'agglomération. Questionnaire réalisé par téléphone les 5-6 juin et 12-13 juin 2015)

URL : http://www.bva.fr/fr/sondages/barometre_des_aidants.html

Godefroy P., 2011. « Satisfaction dans la vie : les personnes se donnent 7 sur 10 en moyenne » pp. 105-118, in Insee, 2011. *France, Portrait social*. Ed. Insee, Paris.

URL : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1373892?sommaire=1373905>

IPSOS, 2017. *Jeunes et seniors, deux générations très connectées l'une à l'autre*, pour le compte de la Fondation Korian pour le bien vieillir, juillet 2017. (méthodologie d'enquête non précisée)

URL : <http://fondation-korian.com/wp-content/uploads/2017/10/Korian-IPSOS-Jeunes-et-seniors.pdf>

Le Parisien, 2009. « La génération de Mai 68 profite à plein de sa retraite », dans *Le Parisien*, 21 décembre 2009 (note : l'étude Ipsos dont certains résultats sont rapportés dans l'article n'est plus disponible).

URL : <http://www.leparisien.fr/une/la-generation-de-mai-68-profite-a-plein-de-sa-retraite-21-12-2009-751785.php>

Odoxa, 2017. *Baromètre santé 360. Grand âge, dépendance et accompagnement du vieillissement*. Odoxa pour le compte d'Orange, juillet 2017. (sondage auprès d'un échantillon de 1002 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, profession, après stratification par région et catégorie d'agglomération. Questionnaire réalisé en ligne du 14 au 15 juin 2017)

URL : <http://www.odoxa.fr/sondage/barometre-sante-360-grand-age-dependance-accompagnement-vieillessement/>

LES FRANÇAIS N'ÉPROUVENT NI HOSTILITÉ NI SENTIMENT D'INJUSTICE ENVERS LES RICHES

Une note de la Fondation Jean Jaurès (Jérôme Fourquet, « 1985-2017 : quand les classes favorisées ont fait sécession ») a diagnostiqué un processus de séparatisme social qui serait à l'œuvre depuis trois décennies environ en France et conduirait finalement les classes les plus favorisées à faire sécession du reste de la société, minant alors la cohésion sociale et les valeurs du modèle républicain (solidarité, égalité). Ce phénomène engendre-t-il un sentiment « anti-riches » ?

Revenons d'abord sur la note de la Fondation Jean Jaurès, pour mieux comprendre comment le diagnostic du séparatisme est posé. Plusieurs tendances identifiées engendrent une diminution des interactions sociales entre CSP+ et CSP- : premièrement la baisse de la diversité sociologique dans le cœur des principales métropoles françaises, au profit des cadres et des professions intellectuelles. A Paris ces catégories sont passées du quart à presque la moitié de la population entre 1982 et aujourd'hui, alors que la proportion des employés et des ouvriers a suivi le mouvement inverse ; deuxième tendance, le recours à l'enseignement privé, où la proportion des enfants de familles favorisées est désormais deux fois plus importante (36 %) que dans le public (19 %) ; les enfants des CSP+ sont aussi bien plus présents dans les grandes écoles (École polytechnique, ENA, HEC, ENS...). La note pointe aussi le déclin — pour les colonies de vacances — et la disparition — pour le service militaire — d'institutions qui assuraient un certain brassage social. Finalement, le recul de la mixité sociale et l'installation dans un entre-soi des classes supérieures, non seulement creuserait un fossé de plus en large avec le reste de la société, mais aurait aussi pour conséquence un recul du sentiment d'appartenance à la communauté nationale. En attesteraient par exemple la hausse des expatriations motivées par la recherche d'un environnement économique et fiscal plus avantageux. La formule « France d'en haut et France d'en bas » lancée par Jean-Pierre Raffarin après l'élection présidentielle de 2002 entrerait pleinement en résonance avec ce phénomène.

Ces tendances modifient-elles la perception qu'ont les Français des classes supérieures ? Éprouvent-ils un ressentiment envers des classes sociales qui ne jouent plus le jeu de la solidarité collective et s'installent dans un univers séparé ? Même si la richesse n'est qu'une des dimensions qui identifient les classes supérieures, on se demandera ici si on voit apparaître ou se renforcer un ressentiment envers les « riches ».

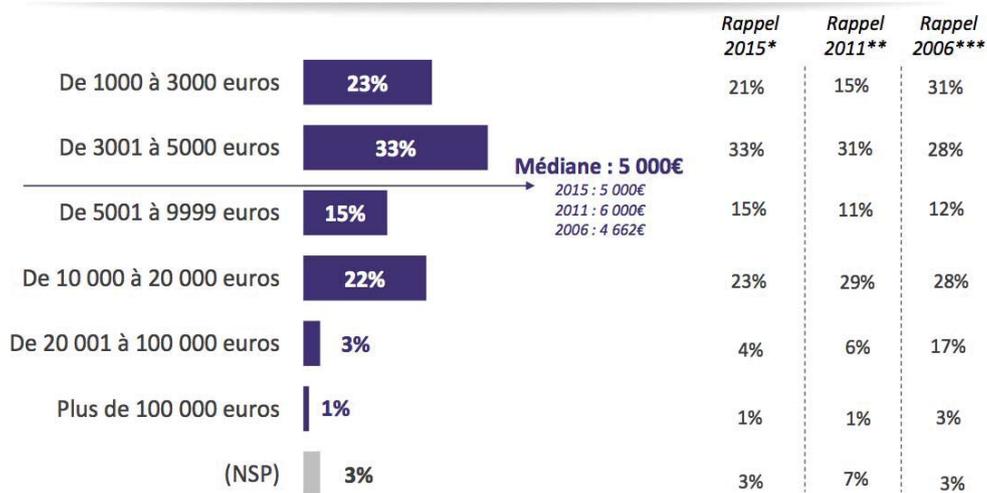
Une large majorité (69%) de Français se disent « ni riches ni pauvres », un petit quart (23%) se considèrent pauvres, et 4% seulement se disent riches, selon un sondage YouGov réalisé en 2017. Très peu de Français se définissent donc spontanément comme riches. Et lorsqu'on leur demande à partir de quel revenu mensuel net ils considèrent que l'on est riche, ils sont très divisés. 62% des sondés placent la barre au moins à 5000 euros, mais 9% placent le seuil entre 1500 et 2999 euros.



Comme le résume avec finesse une petite enquête menée sur Twitter (2017), pour toutes les catégories à l'exception des très riches, est riche celui qui est plus riche que soi. Il est possible de préciser ce constat grâce à un sondage Odoxa (2016) : pour une large majorité de Français, sont riches ceux qui gagnent environ deux fois plus qu'eux. Si l'on considère le chiffre médian, est riche en France celui qui gagne 5000 euros par mois, et qui possède un patrimoine supérieur à 500 000 euros (en tenant compte de la résidence principale).

Perception du niveau de richesse à partir duquel une personne est riche, Odoxa, Baromètre de l'économie, 2016

Selon vous, à partir de quel revenu mensuel net peut-on considérer qu'une personne est riche ?
(en euros)



* Enquête Odoxa pour FTI Consulting – Les Echos – Radio Classique publiée le 23 juin 2015 ; ** Enquête réalisée par BVA pour BFM-Challenges publiée le 7 juillet 2011 ; *** Enquête réalisée par CSA pour Challenges publiée en juin 2006

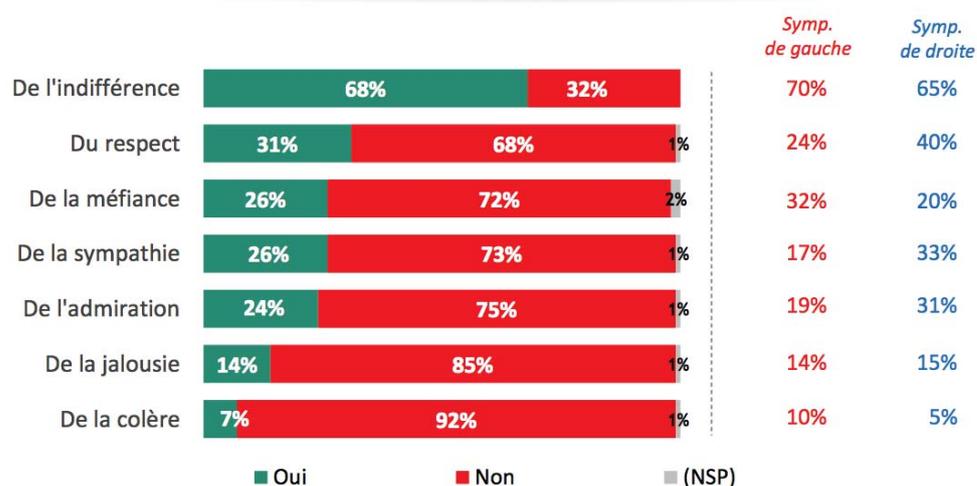
Lecture : 23% des sondés disent en 2016 qu'on est riche entre 1000 et 3000 euros de salaire net mensuel. Au passage, on mesure l'écart avec le résultat du précédent sondage...

Depuis la crise de 2008, les Français placent moins haut la barre de la richesse : il fallait 6000 € de revenus par mois en 2011 pour être riche, il n'en faut que 5000 depuis 2015, et il en est de même pour le patrimoine, puisqu'il fallait un million d'euros de patrimoine pour être riche en 2011, il n'en faut que 500 000 depuis 2015.

Alors qu'on entend souvent que les Français n'aiment pas les riches, ce sondage nous apprend que le sentiment premier à leur égard est l'indifférence (68%). Certes, les riches ne sont pas associés à des sentiments positifs (respect : 31%, sympathie : 26%, admiration : 24%), mais ils sont encore moins associés à des sentiments négatifs (méfiance : 26%, jalousie : 14%, colère : 7%).

Sentiments qu'inspire une personne riche chez les Français, Odoxa, Baromètre de l'économie, 2016

Personnellement, dites-moi si une personne que vous considérez comme riche provoque chez vous chacun des sentiments suivants :



* Enquête réalisée par BVA pour BFM-Challenges-Axys Consulting publiée le 4 juillet 2013

Ces données donnent des clés pour comprendre la faiblesse du sentiment d'injustice éprouvé à l'égard des riches. Premièrement, dans les représentations des Français, est riche le voisin qui gagne à peu près le double de leur salaire et dispose d'un patrimoine deux fois supérieur au leur. Le riche n'est donc pas le milliardaire qui vit dans un monde séparé, mais une personne presque comme eux. Deuxièmement, et c'est l'étude Ifop pour Atlantico « Les Français et la richesse en France » (octobre 2017) qui le montre, la richesse est perçue en premier lieu comme la résultante du mérite individuel.

Parmi les caractéristiques suivantes, quelles sont les deux qui vous semblent les plus importantes pour devenir riche ? En premier ? En second ?, Ifop 2017

	<i>Rappel Juillet 1994¹ (%)</i>	<i>Rappel Janvier 2013² (%)</i>	Ensemble Octobre 2017 (%)
• Etre travailleur	40	48	48
• Avoir des relations	21	35	32
• Avoir des parents riches.....	40	39	29
• Avoir du culot.....	27	16	21
• Etre intelligent.....	20	23	20
• Manquer de scrupules	21	11	14
• Etre honnête	17	12	13
• Avoir reçu une bonne éducation.....	8	6	9
• Ne penser qu'à soi.....	5	6	8
- Vous ne savez pas.....	-	2	3
TOTAL	(*)	(*)	(*)

() Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses*

Si presque un Français sur trois considère que des mécanismes de reproduction sociale jouent un rôle déterminant dans l'enrichissement des individus (avoir des parents riches: 29% des citations, cité en premier par 20% des sondés), on remarque que cette interprétation tend à être moins importante depuis 25 ans (40% des répondants jugeaient important en 1994 d'avoir des parents riches) et qu'à l'inverse les Français voient surtout intervenir le mérite personnel (être travailleur, avoir du culot, être intelligent, être honnête...).

Ainsi 48% des Français associent la richesse au fait d'être travailleur. Cette caractéristique est la première citée, par 30% des sondés. Dans le détail, cette perception est partagée par l'ensemble de la population, même si elle l'est moins par les salariés du service public (21% de citations en premier) que par les salariés du secteur privé (31%), par les PCS- (26%) que par les PCS+ (35%), par les chômeurs (27%) que par les indépendants et employeurs (43%).

Les caractéristiques les plus importantes pour devenir riche (cité en premier), Ifop 2017

	Etre travailleur	Avoir des parents riches	Avoir des relations	Etre intelligent	Avoir du culot	Etre honnête	Manquer de scrupules	Ne penser qu'à soi	Avoir reçu une bonne éducation	Vous ne savez pas
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	30	20	11	9	8	6	6	4	3	3
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)										
Homme	30	24	9	8	6	6	7	4	4	2
Femme	32	18	12	9	10	6	5	3	2	3
AGE DE L'INTERVIEWE(E)										
Moins de 35 ans	33	16	17	8	9	5	3	3	4	2
18 à 24 ans	31	17	14	13	9	8	1	3	-	4
25 à 34 ans	32	15	19	5	8	4	5	4	6	2
35 ans et plus	30	22	8	9	8	6	7	4	3	3
35 à 49 ans	28	19	11	9	9	8	6	3	4	3
50 à 64 ans	29	24	9	7	8	7	6	5	3	2
65 ans et plus	32	24	5	11	7	4	9	3	2	3
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)										
ACTIF	29	20	13	8	9	6	4	4	4	3
PCS+	35	14	14	11	9	5	3	4	4	1
Travailleur indépendant	52	12	11	4	6	2	2	-	8	3
Cadre et prof. int. supérieure	28	15	15	13	11	6	4	6	2	-
Profession intermédiaire	31	22	12	8	7	4	5	5	3	3
PCS-	26	22	14	6	9	7	5	4	4	3
Employé	23	21	16	7	10	6	6	3	5	3
Ouvrier	29	24	11	6	8	9	3	5	2	3
INACTIF	32	21	7	10	7	6	8	3	3	3
Retraité	33	22	5	10	8	4	9	4	3	2
Autre inactif	30	19	11	10	7	11	5	2	2	3
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)										
Actif en activité	30	20	14	8	8	5	4	4	4	3
Indépendant / Employeur	43	16	13	13	7	5	-	3	-	-
Salarié	29	21	14	7	8	5	5	4	4	3
Salarié du secteur privé	31	21	13	6	8	5	4	5	4	3
Salarié du secteur public	21	19	15	12	10	6	8	3	3	3
Chômeur	27	16	8	6	14	12	6	3	5	3
NIVEAU D'EDUCATION										
Sans diplôme / CEP / BEPC	34	24	5	7	6	7	4	1	6	6
CAP / BEP	26	24	12	6	7	10	6	5	2	2
Baccalauréat	29	20	11	8	9	8	5	4	3	3
Bac + 2 ans, niveau bac + 2 ans	35	18	9	7	9	4	8	4	3	3
Diplôme supérieur	29	20	13	14	9	3	5	3	3	1

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Dans le même temps, les Français estiment très majoritairement que « la présence de personnes riches en France est utile à l'ensemble de la société » (76%), même si cette conviction est moins répandue qu'en 2013 (89%). Elle est moins partagée par les femmes (73%) que par les hommes (80%), par les PCS- (69%) que par les PC+ (83%), par les chômeurs (66%) que par les personnes actives en activité (75%), chez les sympathisants de gauche (68%) que chez ceux de La République En Marche (94%) et de droite (93%).

La présence de personnes riches en France est utile à l'ensemble de la société

	TOTAL D'accord	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	TOTAL Pas d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	76	28	48	24	17	7
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)						
Homme	80	34	46	20	14	6
Femme	73	23	50	27	20	7
AGE DE L'INTERVIEWE(E)						
Moins de 35 ans	69	22	47	31	21	10
18 à 24 ans	69	19	50	31	19	12
25 à 34 ans	70	24	46	30	22	8
35 ans et plus	79	30	49	21	16	5
35 à 49 ans	77	27	50	23	18	5
50 à 64 ans	77	27	50	23	14	9
65 ans et plus	82	37	45	18	16	2
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)						
ACTIF	74	27	47	26	19	7
PCS+	83	34	49	17	14	3
Travailleur indépendant	87	34	53	13	9	4
Cadre et prof. int. supérieure	82	34	48	18	16	2
Profession intermédiaire	75	26	49	25	21	4
PCS-	69	23	46	31	20	11
Employé	67	20	47	33	21	12
Ouvrier	71	27	44	29	19	10
INACTIF	80	30	50	20	15	5
Retraité	83	34	49	17	14	3
Autre inactif	73	21	52	27	17	10
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)						
Actif en activité	75	27	48	25	18	7
Indépendant / Employeur	81	26	55	19	17	2
Salarié	75	28	47	25	18	7
Salarié du secteur privé	77	29	48	23	16	7
Salarié du secteur public	70	24	46	30	23	7
Chômeur	66	17	49	34	20	14
NIVEAU D'EDUCATION						
Sans diplôme / CEP / BEPC	73	22	51	27	16	11
CAP / BEP	78	24	54	22	14	8
Baccalauréat	70	25	45	30	20	10
Bac + 2 ans, niveau bac + 2 ans	78	29	49	22	15	7
Diplôme supérieur	79	34	45	21	20	1

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

CONCLUSION

Le sentiment anti-élites, anti-establishment, « France du bas » contre « France du haut » qui s'exprime dans l'opinion semble être assez peu un sentiment anti-riches. En effet, les Français pensent que la richesse n'est pas uniquement liée à la reproduction sociale, mais qu'elle est aussi et avant tout liée au mérite. Trois Français sur quatre pensent aussi que les riches sont utiles à la France. Et leurs représentations des riches n'en font pas des individus qui vivent dans des mondes séparés des leurs. Quand ils pensent aux riches, ils ne pensent ni aux ultra-riches, ni semble-t-il — parce que les questions posées ne permettent pas de le vérifier complètement — au phénomène de sécession diagnostiqué par la note de la Fondation Jean Jaurès.

Liste et méthodologie des sondages

Ifop pour Atlantico, « Les Français et la richesse en France en 2017 », enquête menée auprès d'un échantillon de 1002 personnes, méthode des quotas, 24-25 octobre 2017, http://www.ifop.com/media/poll/3904-1-study_file.pdf

Odoxa, Le Baromètre de l'économie, juillet 2016, enquête réalisée auprès d'un échantillon de 993 personnes, méthode des quotas, 30 juin et 1er juillet 2016, <http://www.odoxa.fr/wp-content/uploads/2016/07/odoxapouravivabfinetchallenges-barometredeleconomie-juillet2016-160706150412.pdf>

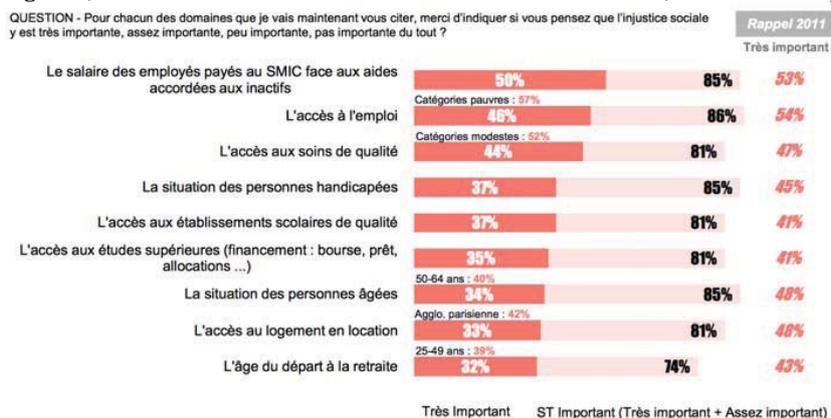
YouGov, échantillon de 1008 personnes, méthode des quotas, 6 et 7 juin 2017, <https://fr.yougov.com/news/2017/06/21/seulement-4-des-francais-se-considere-laise-financ/>

Twitter, 17 mars 2017, enquête auprès de 382 personnes, <http://ordrespontane.blogspot.fr/2017/03/qui-est-riche.html>

LA PERCEPTION DE LA PROTECTION SOCIALE : EST-ELLE CIBLÉE ?

Lorsque que l'on demande aux Français de citer les domaines où l'injustice sociale est la plus importante, les prestations sociales et l'accès à l'emploi viennent en tête, devant l'accès aux soins de qualité, la situation des personnes handicapées, l'accès à l'école et aux études supérieures, etc. Le montant des « aides accordées aux inactifs » par rapport « au salaire des employés payés au SMIC » apparaît à un Français sur deux comme une source « très importante » d'injustices, selon l'enquête CSA réalisée pour La Croix « Les Français et le sentiment d'injustice » (février 2016) (**Figure 1**).

Figure 1, Les aides accordées aux inactifs face aux salariés au SMIC, un motif de crispation récurrent, France, CSA, 2016



Lecture : L'accès à l'emploi est cité par 46% des répondants comme un domaine où l'injustice sociale est « très importante ». Chez les catégories pauvres ce pourcentage monte à 57%. En additionnant les réponses « très importante » et « assez importante », on obtient 86% des enquêtés qui estiment que l'injustice est importante.

Si l'on regarde ensuite quelles sont les catégories sociales qui s'estiment le plus victimes d'injustice en matière de prestations sociales, les petites classes moyennes viennent en tête. Certes, le rapport du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) « Évolution du regard des Français sur le système de protection sociale et sur les politiques de solidarité au cours des vingt dernières années » (déc. 2015, rapport n°324, pour l'Institut Montparnasse, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R324.pdf>) a montré que quel que soit leur milieu social, qu'ils soient actifs ou inactifs, avec ou sans enfants, les Français se disent spontanément perdants au jeu de la redistribution : en 2014, 73% d'entre eux considéraient contribuer davantage au système socio-fiscal qu'ils n'en tiraient des avantages. Le sentiment d'injustice vient donc de toute part. Ce ressenti atteint néanmoins son niveau le plus élevé chez les classes moyennes inférieures. 77% ont l'impression qu'entre ce qu'elles versent aux administrations publiques et ce dont elles bénéficient en retour à travers les allocations, l'école, la santé, le chômage ou la retraite, elles sont plutôt perdantes.

Plusieurs travaux (par exemple celui de Julien Damon, *Les classes moyennes*, 2012, PUF) indiquent que les catégories centrales de la distribution des revenus et des positions sociales sont objectivement desservies par un système français de transferts, qui est à la fois ciblé sur les plus démunis (prestations d'assistance, prestations familiales, allocations logement, minima sociaux), et favorable aussi aux plus aisés, à même de tirer avantage de la fiscalité via les niches fiscales. La courbe de la redistribution (prestations et fiscalité) suit un profil en « U », avec, pour les catégories aux plus faibles revenus, l'effet des prestations sociales (les 10% les plus pauvres reçoivent 69 % de leur revenu en transferts sociaux), et pour les plus élevées, l'effet des allègements fiscaux (du coup les 10 % les plus riches contribuent moins que toutes les autres tranches).

Même si ce constat est à nuancer, parce que les mécanismes redistributifs réduisent les écarts de revenus¹, il est vrai que les petites classes moyennes sont relativement oubliées en France, et qu'elles ne bénéficient pas du soutien que d'autres pays leurs accordent. Des travaux plus anciens du Crédoc² avaient montré que notre système socio-fiscal est moins redistributif que la plupart des autres modèles européens. En France, les classes moyennes inférieures versent l'équivalent de 43 % de leur revenu aux administrations publiques, en tenant compte de l'ensemble des prélèvements, y compris des taxes indirectes, comme la TVA. En retour, elles reçoivent à peu près l'équivalent (42 % de leur revenu disponible) en prestations, ce qui veut dire que le système leur est

¹ Crédoc, « Comparaison internationale : Pas de classes moyennes sans redistribution sociale et fiscale ? », 2012, <http://www.credoc.fr/pdf/4p/249.pdf>

² Les classes moyennes sont-elles perdantes ou gagnantes dans la redistribution socio-fiscale ?, Cahier de recherche n°297, déc. 2012, <http://www.credoc.fr/publications/abstract.php?ref=C297>

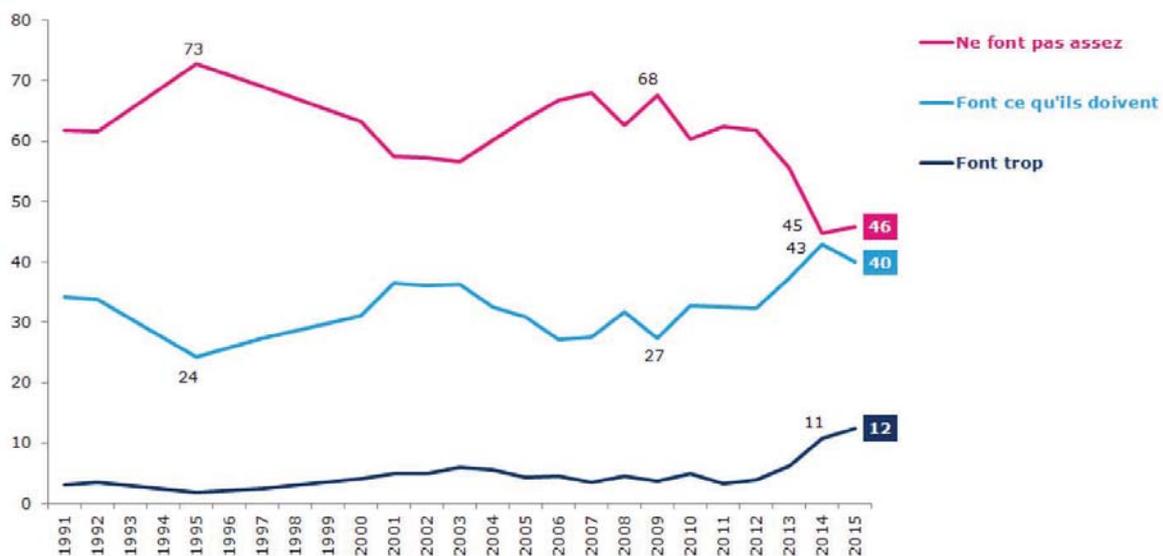
très légèrement défavorable, contrairement à ce que l'on observe en Finlande, en Suède, en Italie, mais également en Irlande et au Royaume-Uni. Dans ce pays, les classes moyennes inférieures perçoivent 15 points de plus qu'elles ne contribuent en % de leur revenu (49 % contre 34 %).

Le bilan global de la redistribution en France est finalement très positif pour les bas revenus, ce qui est normal (il a été conçu pour cela), alors qu'il est quasi-nul pour les trois déciles de niveau de vie qui correspondent aux classes moyennes inférieures (Crédoc, 2012). Non seulement les petites classes moyennes ne peuvent pas particulièrement compter sur les politiques sociales, mais elles affrontent des difficultés bien réelles, en matière d'emploi, de revenu et de logement. Tout récemment, des travaux de l'Insee ont fait état du sentiment d'insécurité financière des « français médians » (dont le revenu est situé entre 90 et 110% du revenu médian).

Pour les catégories inférieures et centrales des classes moyennes, il y a alors une vraie difficulté à comprendre le ciblage de la protection vers les personnes les plus démunies. Cela entre en tension avec les réformes récentes, qui en particulier dans le cadre du Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale ont renforcé le ciblage des aides familiales sur les familles les plus modestes — souvent monoparentales —, à travers des revalorisations dites exceptionnelles : + 25% entre 2014 et 2018 pour l'allocation de soutien familial (ASF) qui bénéficie à 756 000 familles, +50% pour le complément familial majoré qui bénéficie à 456 000 familles nombreuses sous conditions de ressources, +10% entre 2013 et 2017 pour le RSA (<http://www.gouvernement.fr/argumentaire/revalorisation-des-prestations-sociales-et-des-minima-sociaux>).

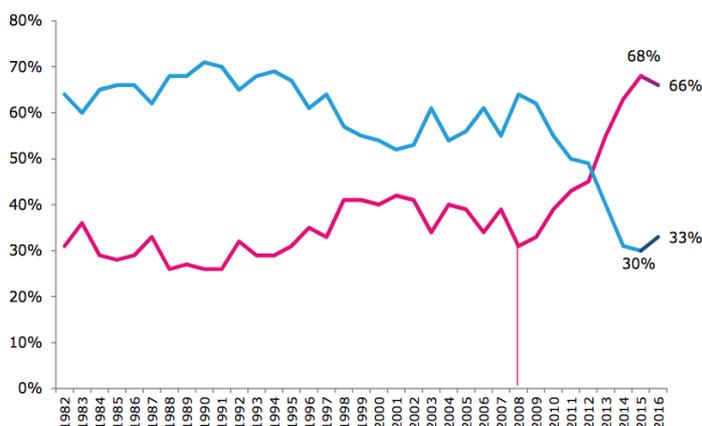
La montée d'un sentiment d'injustice des classes moyennes explique sans doute en partie l'évolution notable constatée par les enquêtes sur les Conditions de vie et aspirations des Français, réalisées deux fois par an par le Crédoc : dans les années 1990 et 2000, les Français jugeaient globalement légitime que l'aide aille aux plus démunis, même si cette opinion suivait une tendance décroissante. Depuis la crise de 2008, l'idée qu'il y a trop de prestations familiales qui ne sont accordées qu'aux plus défavorisés est à ce point montée en puissance qu'elle est devenue majoritaire depuis 2010. A la question « Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec l'affirmation suivante : « Il y a trop de prestations familiales qui ne sont accordées qu'aux plus défavorisés » ? Les plutôt d'accord dépassent pour la première fois les plutôt pas d'accord en 2010 (54% contre 44%), alors qu'en 1992, le rapport était de 26% et 63% (Crédoc, « RSA, prestations familiales et aides aux familles : état de l'opinion début 2010 », n°265, octobre 2010).

Figure n°3, Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis ? (en %), Crédoc, 2015, enquête conditions de vie et aspirations



En 2010, 86 % de la population pense que « dans le système actuel, les plus désavantagés par les prestations familiales sont les catégories moyennes », alors qu'ils n'étaient que 76 % à le penser en 1992. A la question « estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis », les réponses cumulées « font ce qu'ils doivent » et « font trop » qui étaient restées longtemps autour du tiers, recueillent plus de 50% depuis 2014. En ce qui concernent les prestations familiales, les deux tiers des personnes interrogées estiment que les aides octroyées aujourd'hui sont globalement suffisantes (66%) alors que jusqu'en 2012 l'opinion inverse l'emportait (figure 4).

Figure 4, « Les familles qui ont des enfants touchent des prestations familiales destinées à les aider. Cette aide est globalement ... suffisante /insuffisante », Crédoc, « RSA, prestations familiales, Accueil de la petite enfance. État de l'opinion en 2016 », rapport n°335, 2016



Lecture : En rose, le pourcentage des personnes interrogées qui répondent que les aides sont globalement suffisantes, en bleu le pourcentage des personnes qui répondent qu'elles sont globalement insuffisantes.

CONCLUSION

Ces résultats indiquent que la protection sociale est confrontée à deux problèmes distincts : les travailleurs pauvres ont le sentiment que le travail paye moins que l'assistance ; les classes moyennes ont le sentiment d'être les grandes perdantes de la redistribution. Ces sentiments comme on l'a vu ne sont pas complètement irrationnels. Au-delà, on voit bien que les perceptions ne sont pas les mêmes selon les groupes sociaux : les publics fragiles et les catégories privilégiées sont largement en faveur d'un système bénéficiant à tous, donc pour que la tendance engagée depuis 1945 dans le sens de l'universalité de la protection sociale (allocations familiales, assurances maladie et chômage, système de retraite) se poursuive, alors que les classes populaires laborieuses et les classes moyennes inférieures souhaitent une orientation des aides sur les seuls cotisants, et que le travail soit nettement plus profitable que l'inactivité.

Tout récemment, depuis 2014, quel que soit le domaine de la protection sociale considéré, on assiste à une augmentation sensible du soutien à l'attribution des prestations à tous, sans distinction de catégorie ni de statut social. De 2014 à 2016, la part des enquêtés qui jugent que les allocations ne devraient bénéficier qu'aux cotisants a reculé de 50 % à 41% pour le chômage et de 44% à 35 % pour les retraites, alors qu'elle avait augmenté dans les deux cas de 20 points de pourcentage entre 2010 et 2014 (Credoc, 2016). Cela pose la question de savoir si l'inversion des perceptions de la solidarité qui a eu lieu autour de l'année 2010 est un phénomène passager, qui disparaît alors que s'effacent les effets de la crise de 2008. Mais qu'il y ait ou non un retournement de tendance en faveur de l'universalité de l'aide ne change pas le fait que sur ces questions de redistribution, il y a un véritable clivage selon les catégories sociales qui n'est pas prêt de s'effacer.

Liste et méthodologie des sondages

Sondage CSA réalisé pour La Croix « Les Français et le sentiment d'injustice », février 2016
<https://www.csa.eu/media/1408/opi20160215-les-francais-et-le-sentiment-d-injustice.pdf> ou
<https://www.csa.eu/fr/survey/les-francais-et-le-sentiment-d-injustice>

Rapport du Crédoc « Evolution du regard des Français sur le système de protection sociale et sur les politiques de solidarité au cours des vingt dernières années » : réalisée en face-à-face en juin 2015 auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 2 008 personnes, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas. <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R324.pdf>

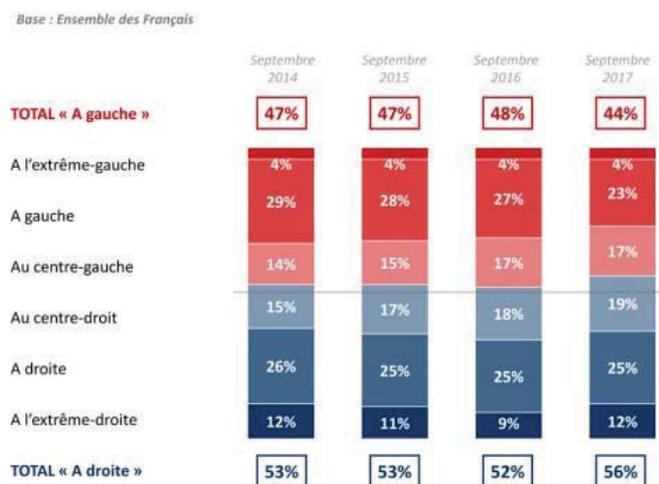
LE POSITIONNEMENT SUR L'AXE DROITE/GAUCHE DISPARAÎT-IL ?

De nombreuses enquêtes ont montré que le vote de classe s'est affaibli et transformé en profondeur, que les électeurs sont de plus en plus indécis et volages, ou encore que des partis politiques se sont éloignés de leur électorat traditionnel¹. L'examen des votes indique par exemple que les ouvriers, s'ils choisissent en premier l'abstention, vont largement vers le FN, ce qui signifie un éloignement des gauches. Des analystes mettent en avant que les Français se définissent de façon plus complexe que l'opposition droite/gauche, et que l'approfondissement du phénomène de la mondialisation a fait apparaître de nouveaux clivages autour des notions de souveraineté, de protectionnisme, voire de nationalisme². Pour autant, de multiples résultats indiquent aussi que l'axe droite/gauche continue à structurer les opinions. L'affaiblissement de ce clivage historique ne signifie pas sa disparition, loin de là.

Les résultats d'une enquête post-électorale (enquête *French Election Study*, FES 2017), administrée par l'institut Kantar³, de même que le baromètre annuel « Être de gauche aujourd'hui » réalisé par l'institut IFOP pour l'Humanité, indiquent que le logiciel politique gauche-droite reste structurant en termes d'opinions. Les résultats des deux enquêtes méritent d'être rapportés, parce que les questions posées apportent des éclairages différents.

Le Baromètre de l'IFOP demande aux sondés de se positionner sur l'axe gauche-droite (**figure 1**). Depuis la création du baromètre en 2014, on relève une augmentation sensible (+5 points de pourcentage) des personnes qui se déclarent au centre-gauche et au centre-droit, et un léger basculement de l'électorat de la gauche vers la droite (-3/+3).

Figure 1, Les Français se positionnent sur l'échiquier politique (« Vous-même, diriez-vous que vous vous situez...? »), source L'Humanité/IFOP 2017



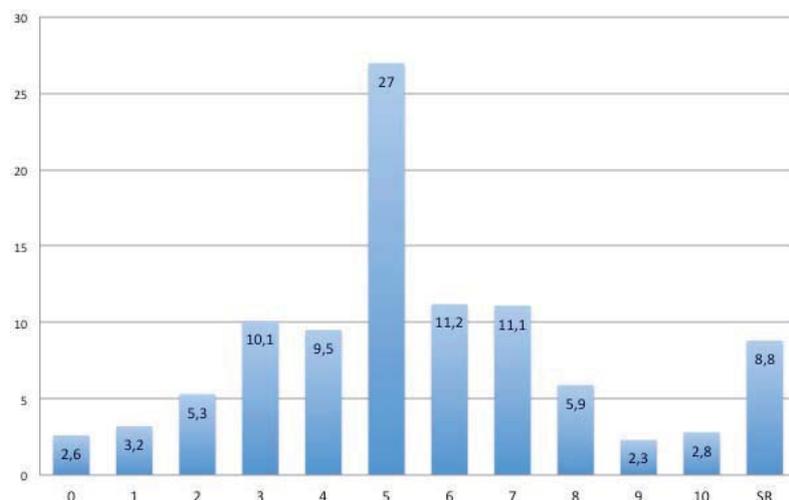
L'enquête FES (figure 2) utilise une autre méthodologie : les sondés sont priés de se positionner sur une échelle en 11 positions, allant de 0 (« très à gauche ») à 10 (« très à droite »), avec en plus une 11^e position (« sans réponse »). L'intérêt est que les sondés ont la possibilité qu'ils n'avaient pas dans l'enquête IFOP de se situer complètement au centre (ce qui est différent que de devoir choisir entre centre gauche ou centre-droit), et qu'ils peuvent aussi refuser de se positionner. Résultats : la position centrale (n°5) est choisie largement devant les autres (27%). Elle provient d'individus modérés, qui ne se reconnaissent pas dans le clivage gauche-droite ou qui ne s'intéressent pas à la politique. Environ 25% des sondés se situent à gauche (2,3,4) et 28% à droite (6,7,8). Les positions les plus extrêmes (1 et 10) suscitent peu d'adhésion (à peine plus de 5% au total). Seuls 8,8 % des sondés ne se positionnent pas, ce qui peut vouloir dire que l'immense majorité des Français accepte de se situer dans l'espace politique.

¹ Pour un résumé de ces évolutions, voir par exemple Martial Foucault, Cevipof, « Le vote de classe de plus en plus éclaté », *Le Monde*, 17 février 2017.

² Voir par exemple l'interview de Pierre Rosanvallon, « L'élection de Macron redéfinit le clivage droite-gauche », *Le Monde*, 15 juin 2017.

³ Les principales données de cette enquête sont publiées par le politologue Pierre Bréchon dans l'article « Paysage après la bataille présidentielle: la gauche et la droite, même pas mortes ! » publié le 20 septembre 2017 dans *The Conversation*. Nous reprenons pour partie ces données pour les figures 2 à 4.

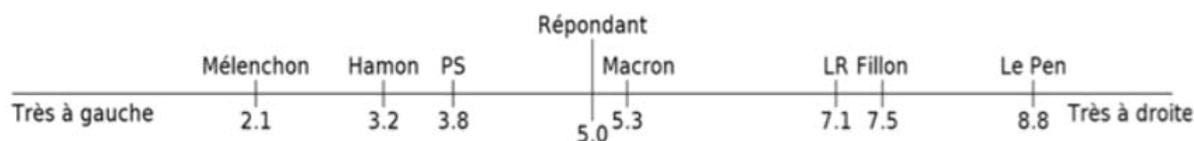
Figure 2, Répartition sur l'échelle gauche-droite en 11 positions, FES, 2017



Leçon : 27% des sondés se positionnent au milieu de l'échelle entre droite et gauche.

La plupart des Français sont capables de positionner sur cette même échelle les candidats à l'élection présidentielle, ce qui indique qu'ils perçoivent bien que les différences entre les programmes peuvent se rapporter à un axe droite/gauche (figure 3).

Figure 3, Les Français positionnent les principaux candidats de l'élection présidentielle de 2017 sur l'axe gauche droite, FES, 2017

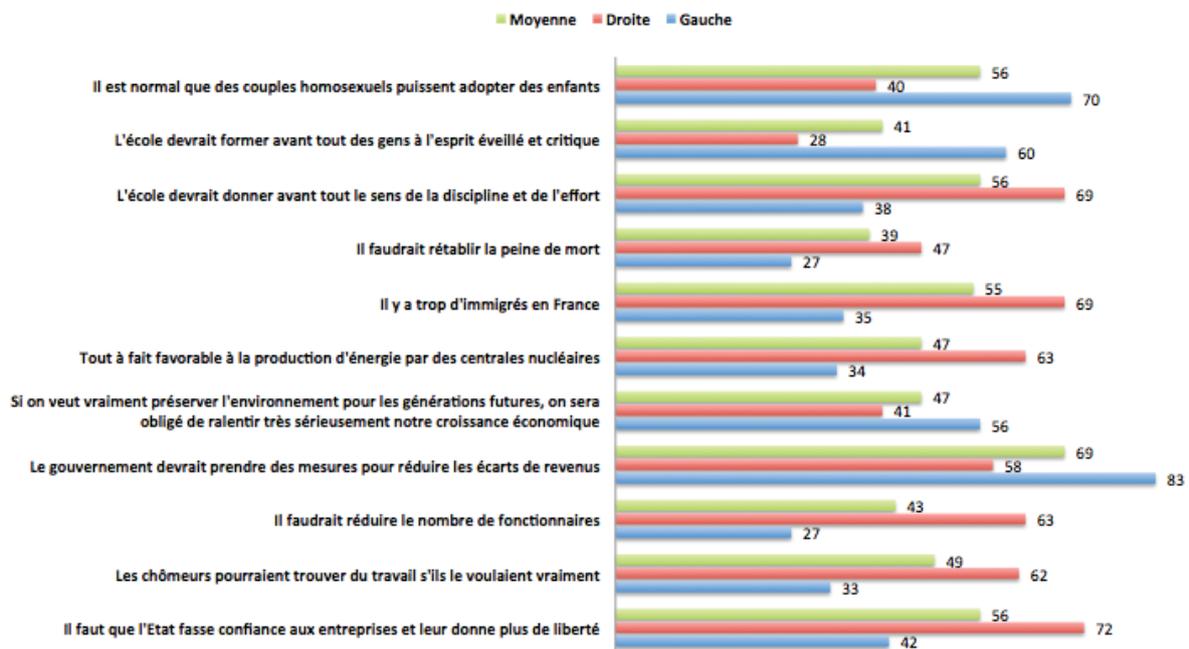


Le sondage de l'IFOP montre aussi que 69 % des sondés qui se réclament de la gauche sont d'accord avec l'opinion « Il existe toujours des différences nettes entre la gauche et la droite », soit un résultat en hausse de 7 points depuis la création du baromètre en 2014, alors même qu'a été élu en 2017 un candidat qui a fait du dépassement de ce clivage un message central de sa campagne.

Le positionnement à gauche ou à droite est aussi corrélé aux opinions sur les questions de société et de politiques publiques : sur les questions de justice sociale et de redistribution, d'immigration, de sécurité, de libéralisme des mœurs, les opinions sont bien clivées selon un axe droite/gauche. Concernant l'immigration par exemple, le sondage IFOP indique que 46 % des électeurs de gauche considèrent qu'« elle rapporte plus à la France qu'elle ne lui coûte », contre 18 % pour ceux de droite, soit un décalage de 28 points. 64% des personnes de gauche sont favorables à ce que tous les étrangers résidant en France depuis plusieurs années aient le droit de vote aux élections municipales, contre 28% des personnes de droite. 44% des personnes se revendiquant de gauche considèrent qu'il faut que l'État donne plus de libertés aux chefs d'entreprise, contre 72% de celles se positionnant au centre-droit, à droite ou à l'extrême-droite.

La figure suivante est issue de l'enquête FES 2017. On voit que les divergences peuvent porter sur le rôle d'une institution. Ainsi pour les personnes qui se placent à droite, l'école doit surtout inculquer la discipline et l'effort, alors que pour ceux de gauche, elle doit surtout former des esprits éveillés et critiques.

Figure 4, Opinions selon l'orientation gauche-droite (total des tout à fait d'accord et des plutôt d'accord), FES, 2017



Lecture : 56% des Français attendent que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté. Ce pourcentage est de 42% pour les électeurs de gauche (1-4), 72% pour les électeurs de droite (6-10). À noter que la position centrale (colonne 5) n'est pas prise en compte pour simplifier la lecture des résultats, mais que cela tend à accentuer les clivages alors qu'en prenant l'ensemble de l'électoral il serait moins net.

En revanche lorsque le sondage IFOP 2017 sonde les Français sur des mots (« Pouvez-vous indiquer pour chacun de ces mots s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, d'assez positif, d'assez négatif ou de très négatif ? »), c'est l'adhésion commune à des valeurs cardinales qui ressort. « La liberté », « la solidarité », « l'égalité », « la laïcité », « le mérite », « le travail », « la nation » sont connotés positivement de manière assez similaire par les personnes qu'elles se positionnent à droite ou à gauche. Il en est de même pour des termes qu'on aurait pu penser clivants comme « l'entreprise », « le code du travail », « l'autorité ». Seuls les termes directement reliés au registre politique ou du militantisme (« le socialisme », « le communisme », « les grèves », « les syndicats »...) suscitent des différences nettes d'appréciation.

CONCLUSION

Le positionnement sur un axe entre la gauche et la droite continue donc de rendre compte de la manière dont les Français se situent. Cela est surtout le cas quand on entre sur le terrain des mesures à prendre pour faire face à des enjeux, alors que si l'on reste dans le champ des valeurs, les divergences sont bien moins nettes.

Liste et méthodologie des sondages

Enquête French Election Study 2017 – Post-Election Survey : Dans la tradition des enquêtes menées par le CEVIPOF et des enquêtes FES 2007 et FES 2012, l'enquête s'articule autour d'un échantillon interrogé en face-à-face dans les jours suivants le second tour du scrutin.

Quatrième vague du baromètre annuel IFOP « Être de gauche aujourd'hui » (2017) : Échantillon de 901 personnes se positionnant à gauche sur un axe gauche-droite, extrait d'un échantillon de 2 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas, les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne du 8 au 12 septembre 2017.

LA PERCEPTION DE L'IMMIGRATION EN EUROPE ET EN FRANCE

Lors de maintes élections, il a été constaté à quel points les élites européennes pouvaient être en décalage avec une bonne partie des électorats des pays de l'UE sur des questions fondamentales, comme la protection de l'emploi face à la concurrence internationale, les politiques migratoires, et plus récemment l'accueil des réfugiés. L'étude d'opinion « L'avenir de l'Europe, Analyse et comparaison entre les attitudes du public et de l'élite » menée dans dix pays par le *think tank* britannique Chatham House (2017), montre ce clivage sur la perception de l'immigration.

L'originalité de l'enquête est de fonctionner à trois niveaux :

- Elle observe à un premier niveau dans quelle mesure « les élites » (responsables politiques, chefs d'entreprises, journalistes, dirigeants de la société civile) et le reste de la population (appelé « public » dans l'étude) ont des opinions similaires ou différentes sur les enjeux d'avenir de l'Europe.
- À un deuxième niveau elle mesure les différences d'opinion au sein du « public ». Les enquêteurs ont ici fait un choix méthodologique original, questionnant, mais dont on peut penser à la lecture des résultats qu'il s'est avéré judicieux. En fonction des réponses du public à la question clivante du soutien à la peine de mort (« Pour certains crimes, la peine de mort est la condamnation la plus appropriée »), ils ont distingué deux groupes dans la population, l'un « à tendance libérale », l'autre « à tendance autoritaire ». Il s'avère qu'il y a une corrélation entre le soutien à la peine de mort et la tendance autoritaire, qui correspond à un ensemble de préférences en matière d'ordre, de respect de l'autorité et de résistance au changement. Au total, près de 45% des personnes de l'échantillon de la population générale tombent dans une des deux catégories, à chacune des extrémités du spectre : 23 % de l'échantillon est farouchement opposé à la peine de mort (les personnes qui le composent sont alors dites à « tendance libérale ») et 21,5 % y sont très favorables (personnes à « tendance autoritaire »).¹
- L'enquête regarde dans un troisième temps les convergences/divergences d'opinion au sein des élites.

Plusieurs questions ont été posées afin de déterminer quels sont les sentiments des élites et de la population générale à l'égard de l'immigration, de la crise des réfugiés, et du rôle de l'islam dans les sociétés européennes. Comme le montre la **figure 1**, la comparaison des résultats indique que dès lors que l'on aborde des questions de ce type, la divergence est spectaculaire. Les membres de l'élite estiment à une large majorité que « l'immigration a été bonne pour leur pays » (57%) et que « les immigrants ont enrichi la vie culturelle » (58%). Ils rejettent les idées d'un impact négatif des immigrants sur la criminalité (« les immigrants n'ont pas accentué la criminalité » : 54%), et que les immigrants sont un fardeau pour les systèmes sociaux. La population générale pour sa part voit un impact négatif de l'immigration sur son pays. Une majorité de la population déclare ainsi que les immigrants ont accentué la criminalité (51%) et créent un fardeau pour le système social (54%).

Figure 1, Comparaison des attitudes de l'élite et du « public » (reste de la population) à l'égard de l'immigration (% des personnes sondées), moyenne des 10 pays européens (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne et Royaume-Uni), 2017

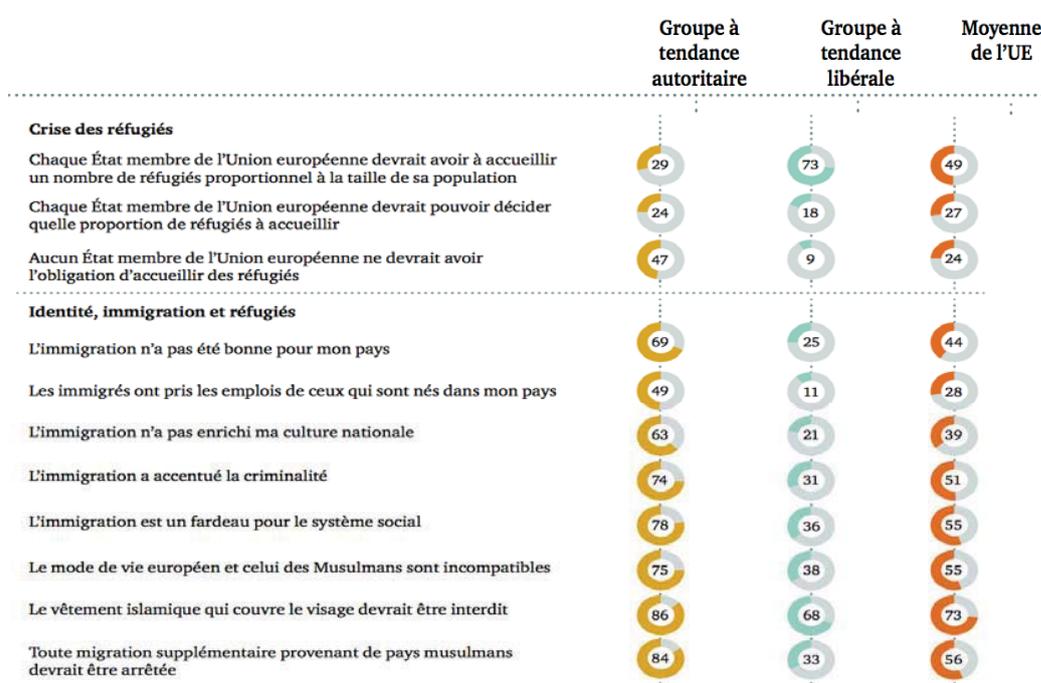
Sentiment vis-à-vis de l'impact de l'immigration sur ...	Élite	Public
<i>Le pays</i>		
L'immigration a été bonne pour le pays	57	25
Neutre – ni d'accord, ni pas d'accord	16	31
L'immigration a été mauvaise pour le pays	24	44
<i>La vie culturelle</i>		
Les immigrants ont enrichi la vie culturelle	58	32
Neutre – ni d'accord, ni pas d'accord	15	29
Les immigrants n'ont pas enrichi la vie culturelle	26	38
<i>La criminalité</i>		
Les immigrants ont accentué la criminalité	30	51
Neutre	15	25
Les immigrants n'ont pas accentué la criminalité	54	24
<i>Le système social</i>		
Les immigrants sont un fardeau pour le système social	35	55
Neutre – ni d'accord, ni pas d'accord	14	24
Les immigrants ne sont pas un fardeau pour le système social	49	21

¹ En termes de caractéristiques sociodémographiques, ceux qui montrent une tendance plus autoritaire ont plus de chance d'être des personnes de sexe masculin, d'âge moyen, peu instruites, et économiquement actives ; ils ont légèrement plus tendance à vivre en zone rurale, loin des grandes villes, à avoir peu d'amis ou uniquement quelques amis de milieux différents, et à ne parler qu'une seule langue. Il n'y a en revanche aucune différence majeure en termes de revenus entre ces deux groupes.

Sur l'immigration, le clivage traverse la société

Si l'on compare ensuite les opinions de l'échantillon à tendance autoritaire à celle de l'échantillon à tendance libérale, il ressort que 69% de ceux qui appartiennent au premier groupe sont d'accord avec la formule « l'immigration n'a pas été bonne pour mon pays », alors qu'ils ne sont que 25% à le penser dans second groupe. 74% des citoyens du premier groupe pensent que l'immigration a aggravé la criminalité, contre 31% pour le second. D'autres réponses (façon dont l'immigration pèse sur l'État-providence, compatibilité des modes de vie européen et musulmans, etc.) confirment encore la présence, au sein de la société, de représentations quasi-inversées sur les questions migratoires et identitaires. Les formulations témoignant du sentiment que l'immigration a eu un impact négatif sur les sociétés européennes, en général, ou dans des domaines précis (criminalité, protection sociale), recueillent l'assentiment de 7 à 8 personnes sur 10 dans le groupe autoritaire. Ceci signifie qu'une partie de la population des pays d'Europe pense comme l'élite et qu'une autre partie pense à l'inverse. L'enquête permet aussi de mesurer un déplacement des préoccupations au fil des années : ainsi l'idée que les immigrés viennent prendre l'emploi des nationaux, qui avait pu faire florès, ne recueille l'adhésion que d'une personne sur deux dans ce groupe autoritaire (49%).

Figure 2, Comparaison entre les groupes à tendance libérale et autoritaire (% de personnes d'accord avec les affirmations proposées, sauf indication contraire)

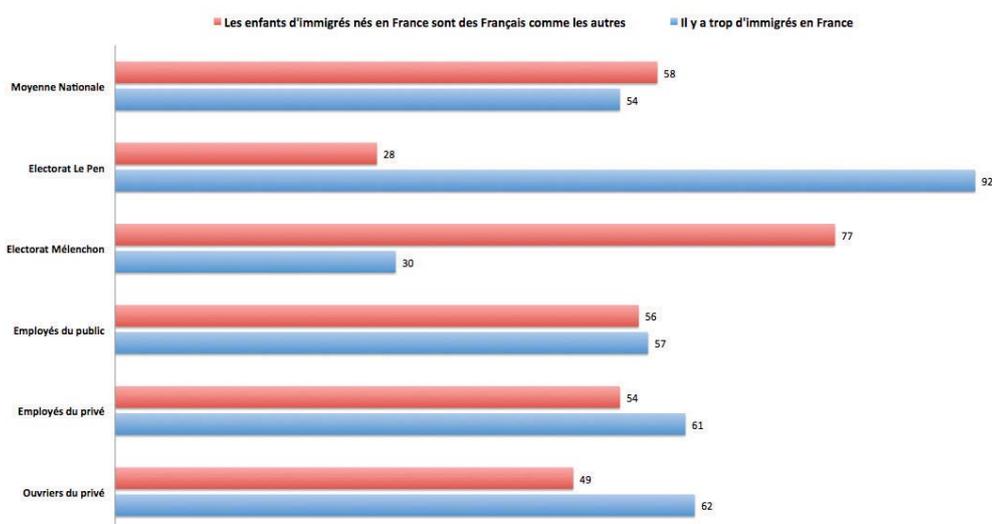


Quand on pose aux Français la question « Selon vous, quel est le principal handicap de la France aujourd'hui ? En premier ? En deuxième ? En troisième ? », en leur proposant des choix possibles, ils citent « l'immigration excessive » en premier (22%), devant « le chômage trop élevé qui touche sa population » (19%), et très loin devant toutes les autres réponses qui recueillent au plus 9% (IFOP-Fiducial, 2016)².

Le clivage sur la perception de l'immigration recoupe, on le sait, un clivage politique. La cinquième vague de l'enquête sur les fractures françaises menée par Le Monde, la Fondation Jean-Jaurès et Science Po et réalisée par Ipsos Sopra-Steria par internet (du 21 au 27 juin 2017), montre par exemple que 30% des sympathisants de la France Insoumise estiment qu'« il y a trop d'étrangers en France », contre 95% pour ceux du FN. L'écart est énorme, alors même que l'électorat de ces deux partis politiques est largement composé de ménages aux revenus modestes. Au sein des CSP ouvriers et employés, il y a bien deux perceptions très différentes des valeurs sociétales. Ce que montre également la **figure 3**, où l'on voit que si les employés et les ouvriers français pensent majoritairement qu'« il y a trop d'immigrés en France » (un peu au-dessus de la moyenne nationale), ceux qui le pensent votent essentiellement pour le FN, et ceux qui ne le pensent pas votent essentiellement pour la France Insoumise.

² « Les Français : regard sur leurs identités et valeurs, attentes et projections dans l'avenir », sept. 2016, http://www.ifop.fr/media/poll/3527-1-study_file.pdf

Figure 3, Enquête électorale française, Cevipof, 2017, premier tour de la présidentielle Française, panel « présidentielle 2017 », Luc Rouban



CONCLUSION

Ces données éclairent le « fossé » qui s’est creusé entre les élites et le reste de la population sur les questions identitaires, mais qui traverse aussi l’ensemble des groupes sociaux qui ne font pas partie des élites, et ceci dans tous les pays européens. L’enquête menée par Chatham valide, après d’autres, la thèse d’un clivage entre une fraction de la population qui est favorable à l’ouverture des frontières et une autre fraction qui estime que les frontières doivent jouer un rôle accru dans la protection vis-à-vis des flux migratoires. Elle montre aussi que les élites ont une opinion souvent proche de la fraction libérale des populations européennes. Les élites, dont les opinions sont assez homogènes — sauf les chefs d’entreprises qui se rapprochent sur plusieurs points de la population générale — sont néanmoins davantage pro-européennes et en faveur du cosmopolitisme. L’enquête sur l’électorat français montre à quel point la question de l’immigration est clivante au sein même des classes populaires et modestes.

Liste et méthodologie des sondages

Enquête Chatham réalisée de décembre 2016 à février 2017, dans 10 pays (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne et Royaume-Uni), auprès de deux groupes : un échantillon représentatif de 10 000 membres du grand public de 18 ans et plus, sélectionnés sur la base des critères d’âge, de sexe et de situation géographique, soit 10 195 personnes sondées en ligne ; un échantillon de membres de l’ « élite », c’est-à-dire des individus ayant une position d’influence aux niveaux local, régional, national et européen et représentatifs de quatre secteurs clés : responsables politiques (locaux, nationaux, européens), journalistes d’information, chefs d’entreprise (PME et grandes entreprises) et dirigeants de la société civile (ONG, associations, syndicats ou universités), soit 1 823 personnes (environ 180 pour chaque pays). L’enquête a été réalisée par des agences nationales pour la plupart de l’institut de sondage Kantar, principalement par téléphone, et plus rarement en ligne (Pologne), ou dans le cadre d’entretiens en face-à-face (Grèce et Hongrie). La plupart des questions ont été posées à la fois au grand public et à l’élite, de façon à pouvoir établir une comparaison entre les données obtenues pour chaque échantillon. Des quotas ont été appliqués à chacun des quatre groupes cibles (environ 40 à 50 par catégorie par pays), afin d’obtenir une répartition équilibrée des profils de sondés sur la totalité de l’échantillon. Les chiffres désignant des moyennes européennes correspondent à une moyenne pondérée par la population, dans neuf pays. Lien vers l’étude : <https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/publications/research/2017-06-20-future-europe-attitudes-raines-goodwin-cutts-french.pdf>

IFOP-Fiducial : Enquête réalisée par Ifop-Fiducial pour Paris Match et Sud Radio, auprès d’un échantillon de 1 505 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 16 au 20 septembre 2016.

Enquête électorale française : Sont ici comparées les valeurs économiques et sociales des ouvriers qualifiés du privé (N = 1 411), des employés du privé (N = 2 536) et du public (N = 1 501) avec celles que déclinent les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2017.

DES MARIAGES MIXTES DE PLUS EN PLUS NOMBREUX DONT L'ACCEPTATION VARIE BEAUCOUP EN FONCTION DES ORIGINES ET DES CROYANCES

Pour beaucoup de Français, la famille va évoluer à l'image de la société. Mais que pensent-ils des mariages mixtes ? Ces mariages peuvent regrouper des situations diverses puisque le mot mixité peut faire référence à des différences d'origine sociale, géographique, de nationalité voire de religion entre les conjoints. L'Insee définit un mariage mixte comme un mariage entre une personne de nationalité française et un ressortissant étranger, la nationalité étant celle au moment du mariage. Ces mariages représentaient, en 2015, 14 % du total des mariages, et 27 % si l'on inclut les mariages célébrés à l'étranger puis transcrits la même année sur les registres de l'état civil français (Insee Première n°1638, 13 mars 2017)¹. Ils sont de plus en plus nombreux. Si on élargit le prisme pour prendre en compte les unions culturellement ou religieusement mixtes, ils semblent aussi en progression, mais on manque de données pour l'attester.

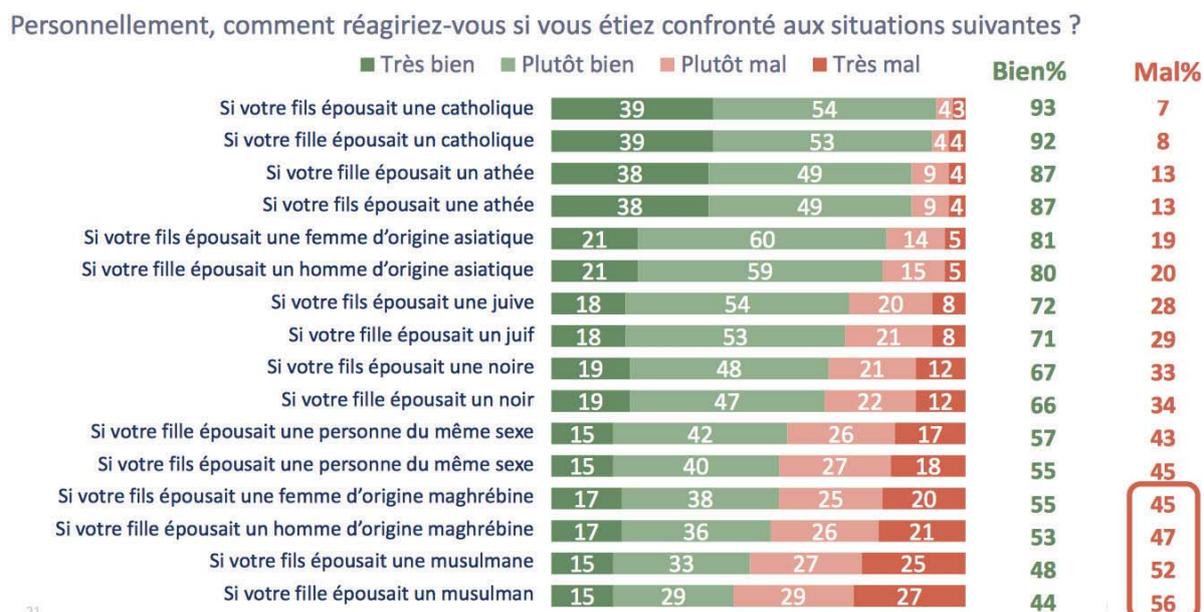
Pour autant, la perception du mariage mixte fait apparaître des réticences qui concernent particulièrement certaines catégories de population

Une enquête Ipsos réalisée en 2014 pour la Fondation du judaïsme français, intitulée « Perceptions et attentes de la population juive : le rapport à l'autre et aux minorités » nous renseigne sur la perception des mariages mixtes. Ici la mixité fait référence aux origines, aux croyances (ou non croyances dans le cas de l'athéisme) et à l'orientation sexuelle. Contrairement à ce que laisse entendre son titre, elle concernait l'ensemble de la population française et ses principales communautés. Le dispositif d'enquête était articulé autour de trois volets : le premier concernait l'ensemble de la population française (échantillon représentatif de la population française de 1005 personnes), le deuxième des personnes se considérant comme juives (échantillon aléatoire de 313 personnes), le troisième des personnes se considérant comme musulmanes (échantillon aléatoire de 500 personnes). Les personnes — qui ont été interrogées en fonction de l'échantillon entre juillet 2014 et mars 2015 — étaient invitées à donner leur réaction si elles avaient un enfant qui épousait un conjoint d'une autre origine ou religion (« Si votre fils ou fille épousait... »). Dans l'échantillon de la population française dans son ensemble, les enquêtés ont déclaré qu'ils réagiraient favorablement dans la plupart des situations, mais les variations sont importantes (**Figure 1**) : 87% ne trouveraient rien à redire à un mariage de leur fille avec un athée (total des réponses « je réagis très bien » et « je réagis plutôt bien »), 80% avec un asiatique, 71% avec un juif, 66% avec un Noir. L'enquête indique que les Français dans leur ensemble réagiraient mal au mariage de leur fils avec une musulmane (52%), avec une maghrébine (45%) et un peu plus mal encore quand il s'agirait de leur fille qui épouserait un musulman (56%), ou un maghrébin (47%).

1. Le conjoint ou la conjointe étranger(ère) possède le plus souvent la nationalité d'un pays du Maghreb (37 % des cas), d'Europe (22 %) ou d'un pays d'Afrique subsaharienne (14 %). Ces données traduisent l'essor des mariages à l'étranger, à relier au poids des traditions et aux stratégies d'immigration dans les communautés maghrébines, turques et d'Afrique francophones. Plus largement, elles confirment une hausse tendancielle du nombre de mariages mixtes depuis 1950, où ils représentaient 6 % des unions. Leur augmentation résulte de l'immigration qui structurellement modifie la population (en France un jeune majeur sur cinq compte un parent étranger). Il faut néanmoins tenir compte de deux facteurs qui par effet de ciseau favorisent leur surreprésentation dans les statistiques, et interdisent toute interprétation de cette tendance comme une marque d'intégration : alors que le nombre total de mariages célébrés en France a beaucoup baissé depuis les années 1970 au profit de l'union libre et du Pacs, les étrangers se marient davantage pour accéder à des droits, et pouvoir vivre en France avec leur conjoint. Le profil des mariés a lui aussi beaucoup changé : entre 1950 et 1980, près des deux tiers des mariages mixtes étaient célébrés entre un homme étranger et une femme française, alors qu'en 2015, 49 % des mariages mixtes célébrés en France unissent une femme étrangère et un homme français, ce qui traduit la féminisation de la population étrangère en France (en 1962, les femmes représentaient 38 % des étrangers résidant en France, contre 50 % en 2013).



Figure 1, Question posée aux personnes de l'échantillon population globale (juillet 2014), Ipsos pour la Fondation du Judaïsme Français



Les musulmans réagiraient moins mal que l'ensemble de la population au mariage d'un enfant avec une personne noire (26% pour un fils ou une fille) ou une personne asiatique (23% pour un fils ou une fille) (**Figure 2**). Les juifs et les musulmans apparaissent néanmoins moins enclins aux mariages mixtes. Pour les juifs, la pire situation serait le mariage d'un enfant avec un musulman (77% réagiraient mal), alors que pour les musulmans, le pire serait l'union de leur enfant avec un athée, que ce soit leur fils (46%) ou leur fille (48%). Le rejet d'une union avec un conjoint athée est beaucoup plus fort chez les musulmans que dans l'ensemble de la population (13%). Le rejet du mariage avec un conjoint juif est aussi très supérieur à ce que l'on mesure dans la population globale, que ce soit pour un fils (42% contre 28% pour l'ensemble de la population) ou pour une fille (45% contre 29%). L'union avec une personne catholique suscite un refus moindre mais reste conséquent (29% pour un fils, 37% pour une fille).

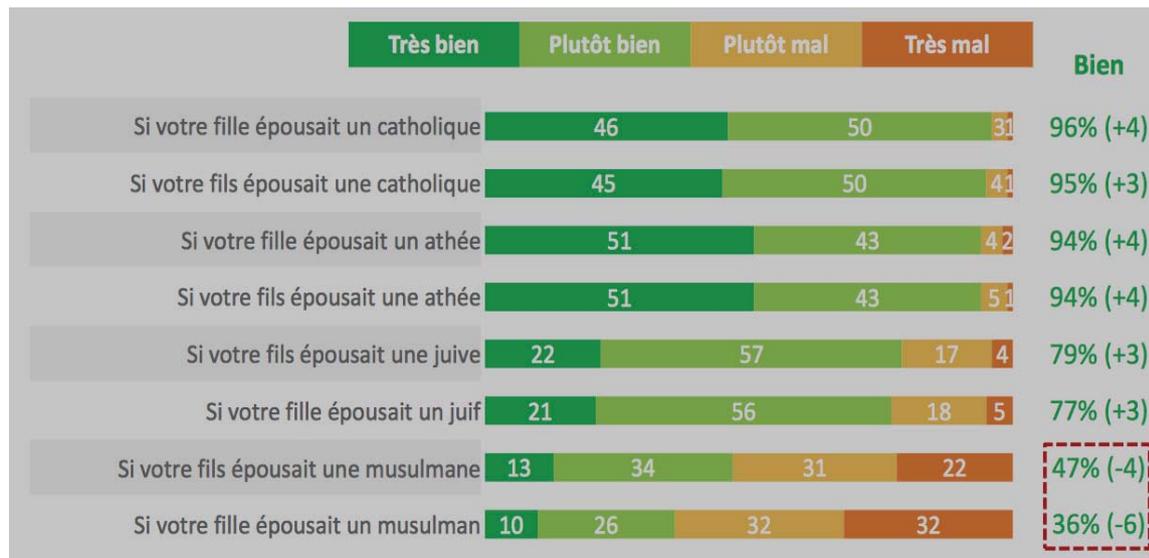
57% des juifs et 74% des musulmans disent qu'ils prendraient mal le mariage de leur fille avec une personne du même sexe. Le rejet du mariage homosexuel est bien plus élevé que dans l'ensemble de la population globale, où il atteint 43%.

Figure 2, Question posée aux personnes de l'échantillon répondants musulmans (mars 2015), Ipsos pour la Fondation du Judaïsme Français

Personnellement, comment réagiriez-vous si vous étiez confronté aux situations suivantes ?	Répondants musulmans		Population globale Rappel Juillet 2014	
	Réagirait Bien	Réagirait Mal	Réagirait Bien	Réagirait Mal
Si votre fille épousait un musulman	-	-	44	56
Si votre fils épousait une musulmane	-	-	48	52
Si votre fille épousait un homme d'origine maghrébine	92	8	53	47
Si votre fils épousait une femme d'origine maghrébine	92	8	55	45
Si votre fille épousait un noir	77	23	67	34
Si votre fils épousait une noire	77	23	66	33
Si votre fille épousait un homme d'origine asiatique	74	26	80	20
Si votre fils épousait une femme d'origine asiatique	74	26	81	19
Si votre fils épousait une catholique	71	29	93	7
Si votre fille épousait un catholique	63	37	92	8
Si votre fils épousait une juive	58	42	72	28
Si votre fille épousait un juif	55	45	71	29
Si votre fils épousait une athée	54	46	87	13
Si votre fille épousait un athée	52	48	87	13
Si votre fille épousait une personne du même sexe	26	74	57	43
Si votre fils épousait une personne du même sexe	26	74	55	45

La Fondation du Judaïsme Français a demandé à l'Institut Ipsos de reposer les mêmes questions en novembre 2016 et octobre 2017 à l'occasion de nouvelles vagues d'enquêtes. Nous livrons ici les résultats de l'enquête la plus récente, réalisée du 10 au 17 octobre 2017, qui visait à comprendre les dynamiques de la relation à « l'autre » et aux minorités au sein de la société française. Ces résultats éclairent les évolutions de perception des unions mixtes, cette fois dans l'ensemble de la population française (**Figure 3**). 94% des enquêtés réagiraient bien ou plutôt bien à un mariage de leur fille avec un athée, 77% avec un juif, mais seulement 36% avec un musulman.

Figure 3, « Personnellement, comment réagiriez-vous si vous étiez confronté aux situations suivantes? », Ipsos pour la Fondation du Judaïsme Français, « L'évolution de la relation à l'autre au sein de la société française », octobre 2017



La **figure 4** montre que l'acceptation du mariage de son enfant avec des personnes des différentes religions progresse, sauf si la religion du futur conjoint est la religion musulmane.

Figure 4, « Personnellement, comment réagiriez-vous si vous étiez confronté aux situations suivantes ? », évolution des réponses entre 2014 et 2017, Ipsos pour la Fondation du Judaïsme Français, « L'évolution de la relation à l'autre au sein de la société française », octobre 2017

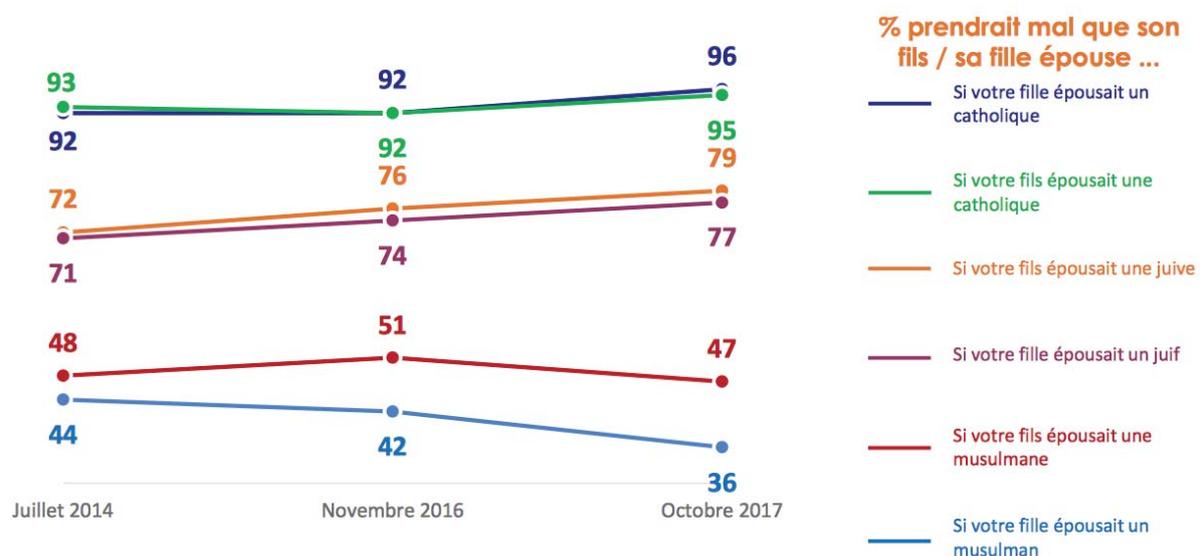
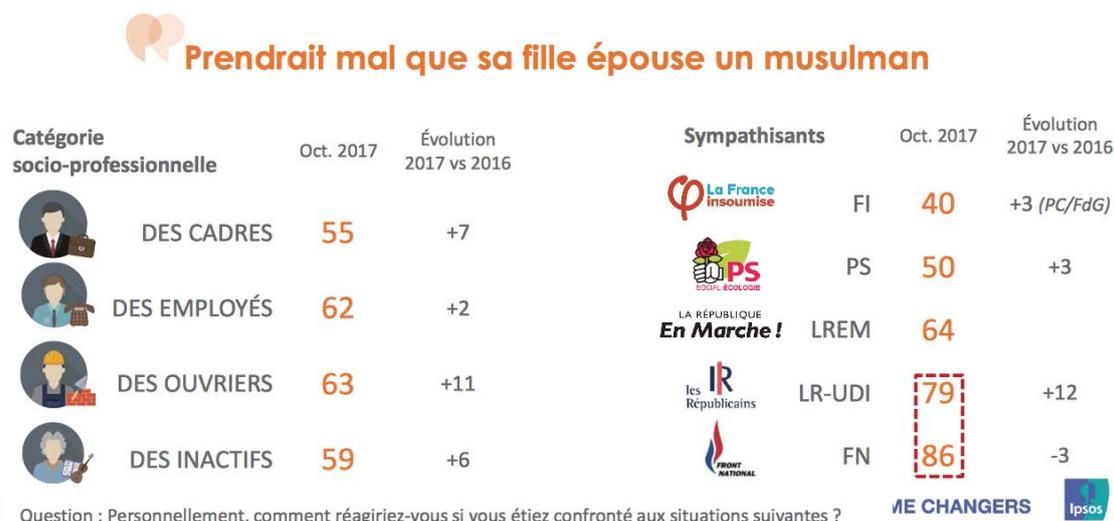


Figure 4 (suite)

Focus sur l'acceptation du mariage de sa fille avec un musulman



Comme en témoigne le focus ci-dessus, ce refus est majoritaire tant au sein des CSP+ que des CSP-. Il est néanmoins plus élevé chez les ouvriers et les employés (respectivement 62 et 63%) que chez les cadres (55%). Les perceptions varient très fortement selon l'orientation politique, puisque 40% des sympathisants de La France Insoumise prendraient mal le mariage de leur fille avec un musulman, alors que ce taux est presque le double (79 et 86%) chez les sympathisants de LR-UDI et du FN.

Interrogés non plus sur la religion mais sur l'origine qui pourrait être celle du conjoint de leur enfant, les enquêtés acceptent très largement le mariage avec une personne d'origine asiatique (85% pour leur fils, 83% pour leur fille), un peu moins celui avec un Noir (69 et 66%), et ils ne sont plus qu'un sur deux à l'accepter pour une personne d'origine maghrébine, mais avec une différence importante selon qu'il s'agisse de leur fils (51%) ou de leur fille (41%) (figure 5). Les évolutions les plus notables depuis 2014 sont l'acceptation croissante d'un mariage avec une personne d'origine asiatique, la baisse de l'acceptation pour une personne d'origine maghrébine, et la stabilité de l'acceptation pour les autres origines (figure 6).

Figure 5

L'acceptation du mariage de son enfant avec des personnes d'une autre origine reste stable, sauf en ce qui concerne les hommes d'origine maghrébine

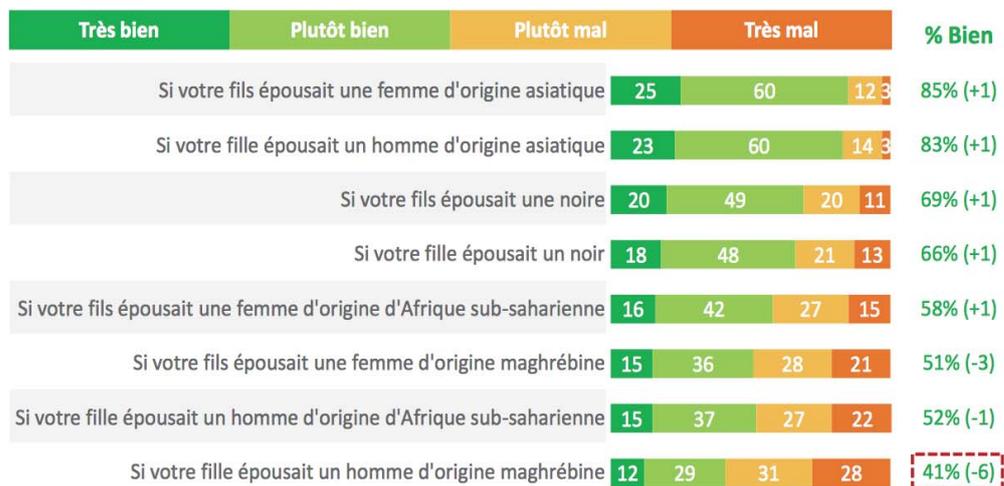
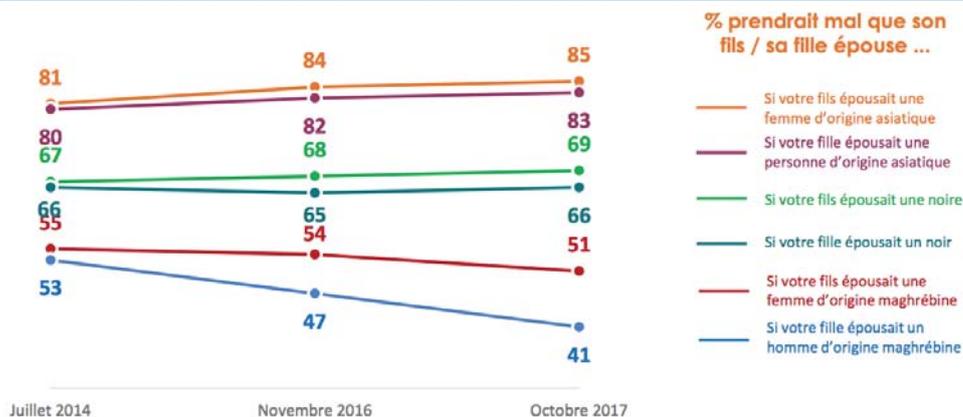


Figure 6

Seule l'approbation du mariage d'une de ses filles avec un homme d'origine maghrébine décline nettement au cours des trois dernières années



³⁹ Question : et personnellement, comment réagiriez-vous si vous étiez confronté aux situations suivantes ?



Conclusion

Les mariages mixtes définis comme des mariages entre une personne de nationalité française et un ressortissant étranger sont de plus en plus nombreux en France depuis plusieurs décennies, en valeur absolue et proportionnellement au nombre de mariages célébrés chaque année en France. Il en est de même, probablement — nous avons trouvé des appréciations mais pas de chiffres — des couples mixtes, définis comme des unions (mariage, Pacs, union libre) entre deux personnes d'origine et/ou de religion différentes. L'acceptation de ces unions augmente ces dernières années si l'on considère la population française dans son ensemble, à l'exception de celles qui concernent des conjoints maghrébins et musulmans. L'acceptation des unions mixtes reste faible dès lors que l'on interroge des personnes se déclarant juives et musulmanes.

Liste et méthodologie des sondages

Ipsos pour la Fondation du Judaïsme Français, « L'évolution de la relation à l'autre au sein de la société française », octobre 2017, https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2017-12/levolution_de_la_relation_a_lautre_dans_la_ste_francaise_0.pdf

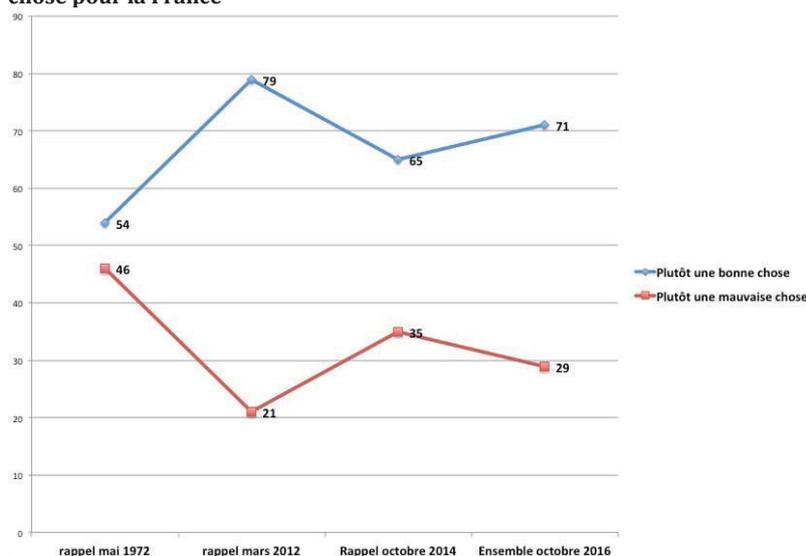
Ipsos pour la Fondation du Judaïsme français « Perceptions et attentes de la population juive - Le rapport à l'autre et aux minorités », 2016, https://www.ipsos.com/sites/default/files/files-fr-fr/doc_associe/presentation_globale_enquete_fjf.pdf

LA GUERRE D'ALGÉRIE ET LA QUESTION DE LA REPENTANCE POUR LES EXACTIONS COMMISES PAR L'ARMÉE FRANÇAISE

À l'heure où paraît *La nouvelle guerre d'Algérie n'aura pas lieu* (Fondation Jean Jaurès, 2017), un essai de Nicolas Lebourg et Jérôme Fourquet qui répond à la thèse propagée par des intellectuels radicaux et des cadres frontistes selon laquelle la guerre d'Algérie n'aurait jamais cessé — pour preuve les 13 terroristes au moins, français d'origine algérienne ou de nationalité algérienne, identifiés dans des attentats sur le sol français entre 2012 et 2016 — et que nous irions vers une guerre civile qui serait la « deuxième mi-temps » de la guerre d'Algérie, il est instructif de savoir si, sur le long terme, la guerre d'Algérie continue d'être un sujet mémoriel douloureux et clivant dans l'opinion.

Les résultats de l'enquête TSA/IFOP « Les Français, la guerre d'Algérie et la question de la repentance pour les exactions commises par l'armée française » (2016) font percevoir l'effet du temps qui passe sur le regard porté à ce conflit terminé voici plus de 60 ans. Le sentiment que l'indépendance de l'Algérie a été plutôt une bonne chose pour la France a beaucoup progressé. En 2016, sept Français sur dix (71%) répondent par l'affirmative à la question « Diriez-vous que l'indépendance de l'Algérie a été une bonne ou une mauvaise chose pour la France ? », soit 17 points de plus qu'en 1972. Cela indique le chemin parcouru en un peu plus de quarante ans. La réponse est largement positive quelle que soit la tranche d'âge, la catégorie sociale, et la taille de la ville où l'on habite, même si dans chaque catégorie il y a des variations notables.

Figure n°1 -Diriez-vous que l'indépendance de l'Algérie a été plutôt une bonne chose, ou plutôt une mauvaise chose pour la France



En revanche, cette progression n'est pas linéaire, puisque le taux de réponse positive était à 79% en 2012, soit 8 points de plus qu'en 2016. Il est donc possible que le contexte d'attentats ait réveillé des blessures mal cicatrisées. Cela dit aussi que le temps qui passe n'efface pas des antagonismes, qui peuvent être réactivées de maintes façons. 52% des Français souhaitent que le gouvernement français présente des excuses officielles pour « les meurtres et exactions commis par l'armée française durant l'occupation de l'Algérie », 48% des Français sont contre. Ce taux de 52% est plus faible que celui obtenu 15 ans plus tôt à une question très semblable. En effet, deux sondages avaient été réalisés par l'institut BVA sur la perception des Français sur la guerre d'Algérie, l'un en novembre 2000, l'autre en mai 2001, l'un avant, l'autre après la publication du livre du général Aussarès *Service spéciaux, Algérie, 1955-1957* qui reconnaissait la pratique régulière de la torture par les militaires français.

Le sondage de mai 2001, réalisé pour Libération, reprenait trois questions posées par BVA en novembre 2000 pour Le Monde. La première concernait la reconnaissance de la torture. Près de 65% des personnes interrogées répondaient oui à la question de savoir si la France avait commis des actes de torture. Les Français étaient majoritaires (56%) à répondre par l'affirmative en faveur de l'engagement de poursuites contre les officiers responsables (+5 points par rapport au sondage de novembre 2000). Pour 50% des Français, « les principaux responsables du recours de la France à la torture » étaient les autorités françaises de l'époque (+ 11 points par rapport au sondage de novembre). Et à la question, jamais posée jusqu'alors, "seriez-vous favorable ou opposé à ce que Jacques Chirac et Lionel Jospin demandent officiellement pardon au peuple algérien au nom de la France", 56% des sondés avaient répondu par l'affirmative. Pour toutes ces questions, la différence générationnelle était

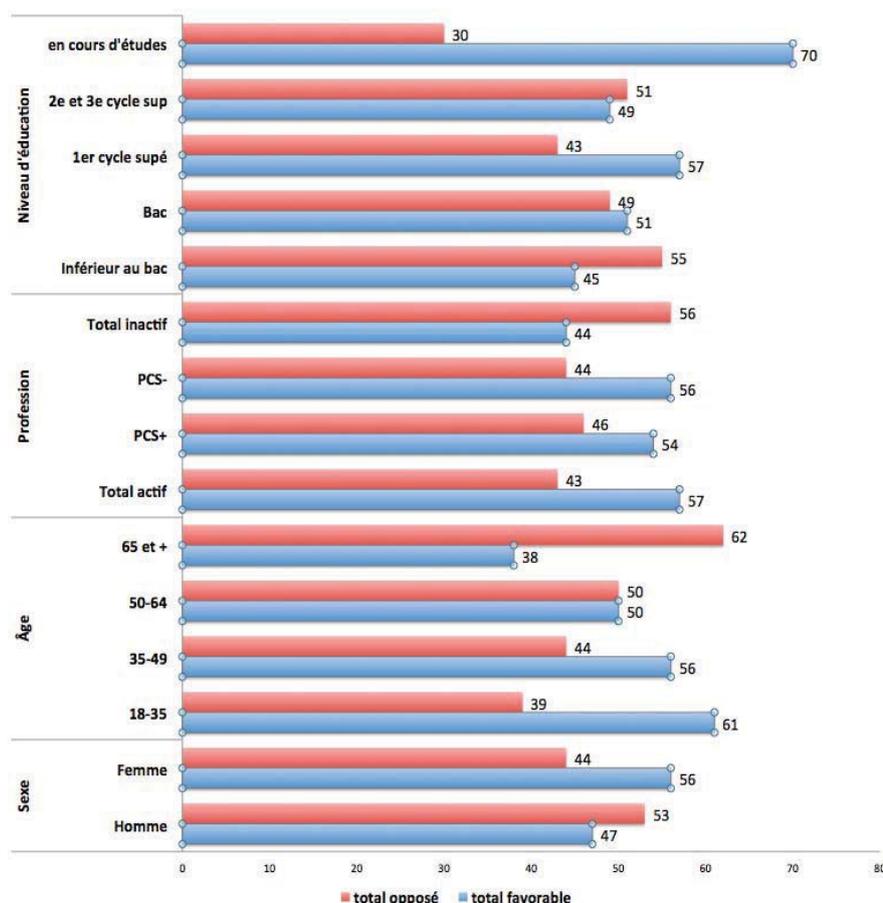
considérable : les 18-24 ans plébiscitaient la repentance à 77%, alors que seuls 39% des 59-71 étaient favorables à une demande de pardon politique.

Que constate-t-on 15 ans plus tard ? Qu'il y a toujours un fort clivage générationnel, puisqu'en 2016, 62% des personnes âgées de 65 ans et plus sont opposées à ces excuses, contre 36% chez les jeunes de moins de 25 ans. L'opposition aux excuses est donc corrélée à l'âge. Mais on constate aussi que les jeunes sont proportionnellement moins nombreux qu'il y a 15 ans à souhaiter la repentance officielle. Et qu'une partie de ceux qui, en 2001, alors âgés de 20 ou de 30 ans étaient favorables à la repentance ne le sont plus. L'hypothèse qu'il suffirait que les contemporains de la guerre d'Algérie disparaissent pour que ce clivage disparaisse n'est donc pas complètement juste.

D'autant que le clivage a une dimension idéologique forte. Les réponses des Français sont indexées sur le clivage gauche-droite. En 2016, l'opposition à un acte de repentance était surtout le fait des sympathisants du FN (75%) et du parti Les Républicains (62%), alors que cette opposition était très faible (26%) chez les sympathisants de la gauche dans son ensemble. Le sondage Ifop 2014, où les sondés devaient mentionner spontanément des termes pour qualifier ce conflit, avait mis en évidence les différences de perception : les sympathisants du Parti Socialiste parlent surtout d'une guerre de libération pour un peuple colonisé (62% de citations au total), tandis que les sympathisants de ce qui était alors l'UMP et du Front National mettent plutôt en avant l'arrivée des Pieds-Noirs en France (respectivement 62% et 68% de citations)¹. Sur le total des réponses, l'arrivée des Pieds-Noirs en France est considérée comme l'événement le plus marquant de la guerre d'Algérie (59%), juste devant la libération d'un peuple colonisé (54%). L'abandon des Harkis constitue l'événement le plus cité par les contemporains de la Guerre d'Algérie (49% chez les plus de 70 ans).

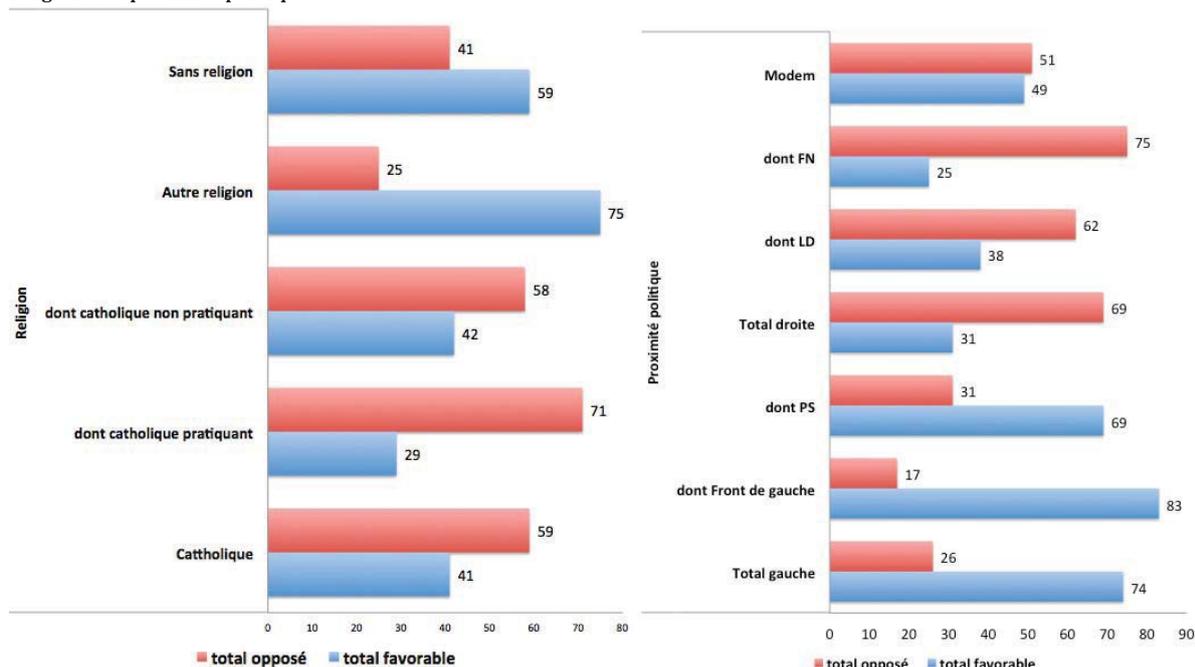
Figure n°2, L'adhésion à ce que la France présente des excuses pour les exactions commises durant l'occupation de l'Algérie, selon le sexe, l'âge, la profession et le niveau d'instruction

Question : « Certaines personnes souhaitent que le gouvernement français présente des excuses officielles pour les meurtres et exactions commis par l'armée française durant l'occupation de l'Algérie et d'autres personnes sont contre. Personnellement, y êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé ? »



¹ Sur le total des réponses, l'arrivée des pieds-noirs en France est considérée comme l'événement le plus marquant de la guerre d'Algérie (59%), juste devant la libération d'un peuple colonisé (54%). L'abandon des Harkis constitue l'événement le plus cité par les contemporains de la Guerre d'Algérie (49% chez les plus de 70 ans).

Figure n°3, L'adhésion à ce que la France présente des excuses pour les exactions commises durant l'occupation de l'Algérie, selon la religion et la proximité politique



Par rapport à la moyenne française de 52% en faveur des excuses, la région Sud est, première région d'implantation des pieds-noirs, se démarque en étant 10 points en dessous de ce taux (42%). Les catholiques pratiquants sont 22 points en dessous (29%), alors que les « autres religions » sont 23 points au dessus (75%). Dès lors que l'on regarde le niveau de diplôme, il est frappant de constater que les deux catégories qui sont les moins favorables aux excuses sont celles dont le niveau est inférieur au Bac (45%), mais aussi les titulaires du 2^{ème} et 3^{ème} cycle du supérieur (49%) ce qui signifie que l'opinion sur ce thème n'est pas corrélée au niveau de diplôme.

Un sondage Ifop pour TSA réalisé en 2017 parvient globalement aux mêmes résultats que celui de 2016. Les sondés étaient invités à prendre position sur une déclaration du candidat Emmanuel Macron à l'élection présidentielle, qui lors de sa visite en Algérie le 14 février avait déclaré « La colonisation fait partie de l'histoire française. C'est un crime, c'est un crime contre l'humanité, c'est une vraie barbarie et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant aussi nos excuses à l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes »².

Conclusion

Les passions autour de la guerre d'Algérie s'estompent avec le temps, ce qui s'explique par le fait que la plupart de ceux qui ont été directement concernés par cette guerre vieillissent et commencent à disparaître (plus de 70% de la population française a moins de 50 ans et n'a donc pas connu cette période), et que l'histoire de l'Algérie française et de la guerre d'Algérie fait l'objet d'une présentation moins manichéenne, en tout cas côté français, puisque des faits ont été reconnus : reconnaissance de la torture, abandon des harkis, méfaits de la colonisation. Pour autant, on ne peut affirmer qu'on est passé à un « regard dépassionné ». Premièrement, la question reste sensible parce qu'elle concerne directement environ 4 millions de personnes en France : les immigrés algériens et leurs descendants, les rapatriés d'Algérie, les harkis et leurs descendants, les appelés du contingent entre 1954 et 1962 (Terra Nova, Pour construire un monde commun : l'urgence d'une politique d'intégration, 2017). Deuxièmement, le passé colonial continue d'avoir une résonance importante en France, non seulement dans les débats intellectuels (pensons au mouvement des Indigènes de la République, et aux études postcoloniales) mais

² Dans la foulée, un sondage Ifop pour TSA a interrogé un échantillon de Français, leur demandant si personnellement, ils étaient tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des deux affirmations suivantes : « la colonisation est un crime contre l'humanité » ; « le gouvernement français devrait présenter des excuses officielles pour les meurtres et exactions commis durant la colonisation ». 51% des sondés ont dit être d'accord avec l'idée que la colonisation est un crime, et 52% en faveur d'excuses. Le clivage générationnel ressortait à nouveau, puisque les moins de 35 ans étaient à 67% favorables aux excuses (contre 32% chez les 65 ans et plus), et à 66% à voir dans la colonisation un crime contre l'humanité (32% chez les plus de 65 ans). Fait notable, 74% des sympathisants LR affirmaient ne pas être d'accord avec des excuses, ce qui plaçait la droite républicaine en tête de l'opposition à la repentance, devant le FN (69% à ne pas être d'accord). Par ailleurs, seuls 49% des « Français de naissance » étaient d'accord avec les excuses alors que le taux montait à 69% chez les Français par acquisition et 73% chez les étrangers.

aussi dans la population. La mémoire de la guerre d'Algérie peut ainsi être réactivée du côté des quelques 1,1 million de descendants d'immigrés algériens en France³ qui ressentent comme une injustice le fait que les promesses d'égalité de la République ne soient pas au rendez-vous (inégalités en matière scolaire, discrimination à l'emploi, ségrégation) et peuvent adhérer à la vision de la guerre d'Algérie (la France seule coupable) qui continue à être alimentée par les gouvernements algériens. Cela peut alimenter un « déni de francité », voire une haine et une volonté de revanche (Terra Nova, 2017). Du côté de la population majoritaire, inquiète de la progression de l'islam et de l'immigration, et dans un contexte d'attentats perpétrés par des terroristes qui sont pour partie algériens et d'origine algérienne, des représentations qui viennent de la période coloniale et de la guerre d'Algérie (« l'arabe est un inférieur », « l'arabe est un sanguinaire » : débat de RTL Midi du 31 octobre 2014 « Guerre d'Algérie : est-ce que le temps a joué son rôle sur le regard des Français ? »)⁴ réactivées, tant par des composantes de l'extrême droite que par des intellectuels radicaux, trouvent un public.

Liste et méthodologie des sondages

-Sondage Ifop pour TSA 2016 : L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 24 au 25 octobre 2016.

-Sondage Ifop 2014 : L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 2002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne du 22 au 25 octobre 2014.

-Sondage Ifop pour TSA 2017, « Les Français et les propos d'Emmanuel Macron sur la colonisation » : L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne du 16 au 17 février 2017.

³http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/02/08/sept-chiffres-sur-les-enfants-d-immigres-en-france_5076714_4355770.html#hZIEXxSMvO2CrKHt.99

⁴ Les deux invités, Jacques Pradel, président de l'Association Nationale des Pieds Noirs Progressistes et leurs Amis (ANPNPA), et Jean-Jacques Jordi, historien, ont commenté le sondage IFOP 2014 concernant le regard des Français sur la guerre d'Algérie. Les termes mentionnés viennent de ce débat.

WWW.

RETROUVEZ
TOUTES LES ÉTUDES SUR

MILLENAIRE3.

COM

MÉTROPOLE DE LYON
DIRECTION DE LA PROSPECTIVE
ET DU DIALOGUE PUBLIC
20 RUE DU LAC - 69399 LYON CÉDEX 03